462351

The state of the same

٠٠٠ ٠٠٠ المجارة الم

\$30 p. 19.

Ar alleria

4-MI-7

 $(\omega_{i})^{-1}(\mathcal{P}_{i}) + (\alpha_{i})$

3 Ac. 17 11 ... $\{\varphi(x_i)=\pi(x_i): \varphi(x_i)\to 0$

Secretary in

A REPARKS CONTRACTOR APP 100

gradient services

grásiene i n

100 144 45

 $\mathcal{L}_{ij}(A_i, \mathcal{S}_{i',j}) \leq \mathcal{L}_i A$

(**46**) (10) (10) (10)

garage and the second

 $(a_1,a_2) \in \mathbb{R}^{n_1}$

CALVITIE

15 100 15

Paris, Ile-de-France.



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16298 - 7,50 F

SAMEDI 21 JUIN 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI



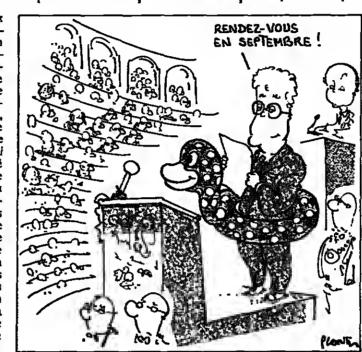
« Le Monde » en musique

SAMEDI 21 JUIN, c'est la 16e Fete de la musique. A cette occasion, Le Monde publie un cahier spécial de vingt pages présentant les programmes à Paris, en Ile-de-France, dans les régions et même en Europe. Rues et places, églises et parvis, salles de concert et cafés. maisons d'arrêt et hôpitaux, etc.: nous présentons une sélection des meilleurs rendez-vous de la nuit la plus courte de l'année. Tous les programmes sont accessibles, gratuitement, sur le site Internet du Monde (http://www.jemonde.fr).

Le pacte social et moral de Lionel Jospin

700 000 emplois promis aux jeunes, semaine de 35 heures d'ici cinq ans, augmentation du SMIC, allocations familiales sous condition de ressources • Nouvelles lois sur l'immigration, retour au « droit du sol », indépendance accrue de la justice, transparence de la police • « Ni pause, ni recul, ni reniement », affirme le premier ministre

LIONEL JOSPIN a proposé aux Français, jeudi 19 juin, un « nouveau pacte républicain » et nn « pacte de développement et de solidarité » qui confirment les engagements pris pendant la campagne électorale. Dans sa déclaration de politique générale qui a été approuvée par 297 voix contre 252, M. Jospin a insisté sur la durée de son action et le poids de la « parole donnée »: « Il n'y auro ni pause, ni recul, ni reniement. » Il a annoncé des mesures immédiates, telles que la haosse du SMIC de 4% au 1º juillet ou la suppression des allocations familiales pour les foyers dont le revenu mensuel dépasse 25 000 francs (lire ci-dessous). Le PC, la CGT et FO jugent trop faible l'augmentation du SMIC. Pour la CFDT, la semaine de 3S beures sans perte de salatre, ne sera pas créatrice d'emplois. Il s'agit, selon le CNPF, d'une erreur « grave ». La Bourse de Paris a reculé, jeudi, de 0,44 % et le franc a cédé un peu de terrain face au mark.



La rupture

ON NE JOUE PLUS I Les Fran- avait dit, en mai, que « la feuille de çais, la politique, la démocratie méritent mieux que le jeu habituel, d'ailleurs sanctionné par le pays, consistant à ne traiter sérieusement

> des blèmes qu'une fois la campagne électorale achevée. On

ment pour gagner des voix, puis on est réputé gérer sérieusement : telle semblait être la règle d'airain de la conquête, puis de l'exercice du pouvoir. En 1995, Jacques Chirac

salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi », avant de confier à Alain Junpé, en juillet, le soin d'organiser le choc en retour fiscal. Telle est la rupture, avec le mitterrandisme au moins autant qu'avec le chiraquisme – tous héritlers du bon docteur Queuille -, qu'incarne aujourd'hul Llonel Jospin. Premier ministre d'un « parler vrai » réhabilité - son affichage moral et soments de campagne -, il lui reste à

Lire la suite page 19

● Analyses : quelle économie, quelle République, quelle Europe ? p. 6, 7 ● Débat : texte intégral de M. Jospin, réponses de l'opposition p. 8 à 11 « Pacte républicain » : immigration, justice, police, parité « Pacte de développement » : Sécu, salaires, emplois

Europe: ce que la France voulait

Le Monde revèle le détait du mémorandum français sur le pacte de stabilité européen, refusé par l'Allemagne au commet de Poitiers.

A la Hague, Greenpeace accuse

Selon l'organisation écologiste, les rejets de l'usine de traitement des dechets nucléaires de la Hague conta-

L'Amérique au chevet du monde

3ill Clinton, qui accueille à Denver le sommet des huit pays les plus industrialisés, s'inquiète des faiblesses européennes et japonaises qui limitent les exportations américaines.

Nouveau destin pour Suez

La holding, en s'associant avec la Lyonnaise des eaux, réoriente encore une fois son activité pour devenir le premier groupe monoial de services. p. 17

La télé au secours du documentaire

Grace au soutien financier des chaînes de télévision, le documentaire connaît une nouvelle jeunesse.

□ Opel se renouvelle

La filiale européenne de General Motors renouvelle sa gamme pour faire face au recul des ventes.

Allomagne, 3 DM. Antides-Guyana, 9 F.; Autriche, 25 ATS; Betgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Cáte-d'tuorre, 850 F CFA; Dannemarh, 14 KRD; Espagne, 220 FTA; Grande-Bratigne, 12; Gréco, 400 DR; Infancie, 160 C; Indee, 2800 C; Lucembourg, 45 FL; Marce, 80 DN; Infancie, 100 Norvige, 14 DN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON, 250 FTE; Réunion, 9 F.; Senegal, 850 F CFA; Sudde, 45 KRS; Soigse, 20 FS; Turnee, 12 Dn; USA (NY), 2 S; USA (others), 2.50 S.



Le programme du gouvernement en 45 mesures-clés Parité hommes-femmes Inscrite dans la

Constitution. Limitation accrue du cumul des mandats.

ans sur les listes électorales. Harmonisation à cinq ans de la durée des

mandats électifs. Réexamen de la législation sur le licencie-

ment économique. Rentrée anticipée du Parlement, à la mi-

septembre 1997. Réexamen des lois sur la nationalité.

 Rétablissement du droit du sol. • Examen immédiat par les préfets de la si-

tuation des sans-papiers. Carrières de tous les magistrats garanties par le Conseil supérieur de la magistrature. • Suppression de toute intervention du

garde des Sceaux au cours de l'instruction. Renfort de 35 000 emplois de proximité pour la police nationale. • Instance indépendante de contrôle du res-

pect des règles déontologiques par les services de police. · Autorité Indépendante pour juger de l'uti-

lisation du « secret-défense ». • Suppression de toute activité de renseignement sur la vie politique démocratique. • Plan spécial contre la violence à l'école.

 Création d'une Agence de sécurité sani-Adaptation du régime des aides publiques

à la presse d'information.

Soutien au service public de la télévision.

 Renforcement des pouvoirs du CSA. Révision de la procédure de déclaration

d'utilité publique pour les grands projets. Abandon du surgénérateur Superphénix. Arrêt du projet de canal Rhin-Rhône.

 Révision de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire.

Audit des finances publiques, remis mi-juil-

• Conférence nationale sur l'emploi, en septembre, pour engager la réduction de la du-

rée du travail, de 39 à 35 heures. • Mise en œuvre de la priorité en faveur de

l'emploi des jeunes. Hausse du SMIC de 4 % au 1[™] juillet.

 Interruption des suppressions d'emplois dans la fonction publique.

 Stabilisation, voire diminution, des prélèvements obligatoires. Baisse dès que possible de la TVA.

 Transfert des cotisations salariales d'assurance-maladie sur une CSG élargie.

Instauration de l'assurance-maladie uni-

 Evolution du cadre actuel de la maîtrise des dépenses de santé.

Remise en cause de la législation récente

 Retraite avant soixante ans pour tout salarié ayant cotisé quarante ans.

sur les fonds de pension.

Réhabilitation d'un million de logements

en cinq ans.

• Revalorisation, au 1º juillet, du barême de l'aide personnalisée au logement.

Réexamen de la taxation du surloyer de so-

lidanité.

Allocation de rentrée scolaire portée de 420

à 1 600 francs en septembre.

 Allocations familiales placées sous conditions de ressources.

 Crédits supplémentaires pour les zones d'éducation prioritaire.

 Mise en place d'un plan social étudiant. ● 1 % du budget de l'État réellement consa-

cré à la culture.

· Préservation des services publics et adaptation des entreprises du secteur public.

datées jeudi 26 juin. Consacrant une très large place à la déclaration de politique générale du premier ministre, Lionel

La comédie d'Amsterdam

par Jean-Louis Bourlanges

mérité du Conseil européen. Sans lui, le risque était grand qu'on vît enfin la pauvreté de ce qui se débattait à Amsterdam : la prétendue réforme des institutions dans la perspective des élargissements futurs. A trois reprises déjà, un tel risque avait été conjuré sous l'effet sollicité d'une actualité plus ou moins chaude : à Florence, il y a un an, par la grace de la « vache folle »; à Dublin, en octobre 1996, sous la pression de la crise africaine et derechef à Dublin, deux mois plus tard, avec la première version du psychodrame sur le pacte de stabilité. En nous proposant une nouvelle et flamboyante mise en scène, le premier ministre français démontre qu'il est digne d'appartenir à un club dont il partage aussi évidemment le penchant pour les leurres et les appa-

Sur la réforme des institutions, rien n'était acquis et M. Jospin a choisi de se taire. Sur le pacte de stabilité, rien n'était négociable et il a décidé de parler. Ce faisant, il n'avait le choix qu'entre une rupture sur les choses ou un accord sur les mots. En menaçant de la

IONEL JOSPIN a bien première avant de consentir au second, il a fait coup double : au grand théâtre de l'Europe, il a sauvé le sommet de l'ennui en dérivant l'attention générale de ce qui était à l'ordre du jour et qui n'excitait guère, la révision du traité, vers ce qui n'y était pas, le pacte de stabilité, sur l'existence duquel il aura su faire planer un suspense de bon aloi tout en prétendant n'y vouloir rien changer. Du grand

Sur la scène intérieure, le premler ministre pourra se vanter d'avoir contraint les partenaires de la France à parler davantage de chomage et d'emploi depuis quinze jours que dans les deux années qui précèdent. Au cœur d'un pays éternellement tenté par ce que Jean-Paul Fitoussi qualifiair un jour de « préférence pour le nominal », l'avantage politique d'une telle prouesse linguistique n'est pas mince.

Lire la suite page 18

Jean-Louis Bourlanges est depute europeen (PPE), president en France du Mouvement européen.

A nos lecteurs

du Monde daté vendredi 20 n'a pu sortir de nos imprimeries ayant été bloqué jusqu'à 19 heures par des salariés des Nouvelles Messageries de la presse parísienne (NMPP), le journal n'a pu ètre mis en vente. Nos lecteurs et nos abonnés ont donc été privés de leur quotidien en raison d'un conflit qui ne nous concerne pas et dont nous n'avons pas la maîtrise (lire page 33). Ce numéro était accompagné d'un « Monde des livres • exceptionnel, consacré aux lectures d'été et faisant l'éloge de la nouvelle, « art de la perfection ». Ce cahier spécial paraitra mercredi 25 juin, dans nos éditions

Jospin, notre édition de ce jour ne comprend exceptionnellement qu'une seule page Bourse.

Un bleu aux antipodes



DAVID AUCAGNE

POUR LE PREMIER test-match de sa tournée en Australie, samedi 21 juin, le XV de France doit se passer des services de son demi d'ouverture Alain Penaud, blessé. Les entraîneurs de l'équipe de France de rugby ont choisi de le rempiacer par le jeune Palois David Aucagne, qui s'était distingué lors du France-Ecosse du dernier Tournoi des cinq nations.

Lire page 25	
--------------	--

Meteorologie
Jenx
Amonces dassées.
Cuiture
Communication
Abonnements
Radio-Television
Kiosque



Le commerce et les échanges L'homme dans la cité numérique

Internet et nous

le printemps des médiateurs

2. L'homme dans la cité numérique :

Régis Debray, Jean-Louis Guigou. Michel Hervé, Jean-Marie Messier, Philippe Queau. Andre Santini,

Claude Bourmand,

lean-Marie Colombani,

François-Henri de Virieu... proposent d'indispensables points de repère

Les Nouveaux Cahiers de l'Irepp a= 20 et 21 Prix unitaire: 90 france TTC

Pour commander: 01 45 67 96 86 info@irepp.com - http://www.irepp.com IREPP 52-56, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris

Directeur de la nublication : Paul Soriano

ırepp

INSTITUT DE RECHERCHES ET PROSPECTIVE POSTALES

INTERNATIONAL

ECONOMIE Les dirigeants des huit pays les plus industrialisés ont convergé vers Denver (Colorado) pour assister, du 20 au 22 juin, à un sommet où le président russe, Boris

Eltsine, sera pour la première fois un participant à part entière. • LA REN-CONTRE devrait, sur le plan économique, se concentrer sur l'examen de mesures destinées à stabiliser les

marchés financiers dans les pays émergents. M. Clinton compte aussi vanter l'insolente santé de l'économie américaine qui connaît une expansion continue depuis sept ans.

● À L'HEURE DE LA GLOBALISATION des économies, le président américain devrait recommander aux Européens et aux Japonais de s'inspirer de cet exemple. ● LES RECOMMAN- DATIONS américaines concernent aussi un plan pour le développe-ment de l'Afrique, annoncé par Washington: les Etats-Unis souhaitent que leurs partenaires s'y rallient.

Bill Clinton invite ses partenaires du G 8 à suivre la voie américaine

Le président des Etats-Unis, qui accueillent le sommet annuel des pays les plus industrialisés, s'inquiète de la faiblesse des économies européenne et japonaise qui limite les possibilités d'exportation de l'industrie américaine

de notre envoyé spécial Les Américains ne savourent pas leurs succès économiques avec modestie. Mais il est vrai que leur propension à verser dans l'autosatisfaction à l'occasion du sommet de Denver (Colorado) peut se comprendre. La dernière fois que les Etats-Unis onr accueilli un G 7 (à Houston, en 1990), George Bush avait dû supporter les critiques de ses homologues européens, qui soulignaleot volontiers le « déclin » de l'Amérique. Trois ans plus tard, Bill Clinton recevait presque un avertissement de la part de ses partenaires du « club • des pays les plus industrialisés: le déficit chronique des finances publiques américaines allait inévitablement entraîner une hausse des taux d'intérêt et provoquer un ralentis-sement de la croissance économique moodiale.

sés et le cher de la Maison Blanche ne se prive pas de vanter les « recettes » du libéralisme économique américain. Alors que l'Allemagne, la France et l'Italie peinent à sortir de la crise, avec des taux de chômage à deux chiffres, des déficits budgétaires supérieurs au plafond prévu pour réaliser l'Union économique et monétaire et une croissance eocore anémique, les Etats-Unis afficbeot un palmarès

Les Etats-Unis soulignent que le seul pays européen pouvant prétendre être sorti de la crise, la Grande-Bretagne, est celui dont la politique économique est la plus proche de celle des Erats-Unis. Si Washington est préoccupé par la faiblesse des économies européennes et japonaise, c'est ootamment parce que celle-ci a pour résultat de limiter le volume des

exportations de l'industrie améri-

Le sommet de Denver va donc être consacré à trois objectifs principaux: la promotioo de la croissance économique dans les pays du G 7 et eo Russie ; l'étude des mécanismes de stabilité permettant d'anticiper des crises financières (comme celle du Mexique, fin 1994) : l'intégration des économies en développement (notammeot africaines) et en transition (particulièrement eo Europe de l'Est).

En dépit des approches économiques divergentes de ses membres, le G 8 pourra aboutir à un constar unanime : la globalisation des échanges mondiaux, qualifiée d'« irréversible », par Bill Clintoo, a créé des opportunités, mais aussi des risques. C'est pour cette raison qu'il est urgent de mettre en place un mécanisme de surveillance mondial des marchés finan-

ciers. Le chef de la Maison Blanche a estimé que « tous les pays du monde sont placés devant les mêmes choix » que les Etats-Unis, mais la réussite américaine repose sur un environnement économique particulier. Aux Etats-Unis, par exemple, les dépenses publiques oe repré-sentent que 33 % du PNB, contre plus de S0 % en Europe de l'Ouest. La réductioo drastique du déficit hudgétaire a permis de dégager des ressources en faveur du secteur privé, ce qui a provoqué un véritable

LES LECONS DE BILL CLINTON

« boom » de l'investissement.

Il faut dépasser la « vieille idée » selon laquelle la réduction des déficits se traduit à court terme par une récession, a souligné Bill Clinton. Par ailleurs, la baisse des coûts de l'industrie, la pratique systématique du downsizing (le « dégralssage » des effectifs), la sage politique monétaire de la Réserve fédérale américaine ont été des facteurs déterminants. Reconnaissant que les coûts du travail sont plus élevés en Europe, où les traditions sociales ne peuvent être bouleversées sans risques politiques, l'administratioo américaine ne cherche pas à exporter le « modèle américain », mais elle invite ses partenaires à s'en inspirer, à l'instar de la Grande-Bretagne.

M. Clinton soubaite qu'un consensus se dégage à Denver en faveur de la poursuite des réformes structurelles génératrices d'emplois et de croissance. Les Européens sont concernés mais aussi le Japon. Washington demande au gouvernement de Ryutaro Hashimoto de faire un effort plus souteou pour libéraliser l'économie nipponne et orienter celle-ci vers une croissance de la demande domes-

Ce souhait n'est évidemment pas désintéressé : la persistance du déficit commercial avec le Japoo (qui a augmenté de S,1 % en avril)préoccupe les Etats-Unis. Les deux pays oot cependant cooclu un accord, ieudi 19 juin. Tout en donnant quelques leçons à ses partenaires, Bill Clinton va devoir tempérer son triomphalisme. L'avenir de l'économie américaine n'est en effet pas exempt de nuages : comme les pays européens, les Etats-Unis n'ont pas encore relevé le formidable défi que représente, en termes d'accroissement des budgets des programmes sociaux, le vieillissement de leur populatioo. Il o'est pas question pour les membres du G 8 d'élaborer des solutions à ce sujet, mais le fait d'évoquer cette question à Deover eo souligne l'urgence.

Laurent Zecchini

.....

W:. .

141.5

Francisco

Carlo Contract

2 - -

 $\mathcal{L}(x_{2}, \dots)$

3405:--

≪angeri,

- ·

....

L'économie américaine sort fortifiée de sept années d'expansion

NEW YORK de notre correspondonte Cela pourrait s'appeler « le long boom, titre ce mois-ci Wired sur fond de couverture ensoleillée: Nous ovons devant

ANALYSE_

Les indicateurs sont au beau fixe et les signes de surchauffe restent négligeables

nous vingt-cinq ons de prospérité, de li-berté et un meilleur environnement pour le monde entier. Co vous pose un probleme? » Tel est le scénario idyllique que propose le magazine des mordus de la high tech à des lecteurs résolument optimistes, mais Bill Clinron, gul accueille vendredi 20 juin à Denver (Colorado) ses partenaires du monde industrialisé, ne saurait désapprouver cette façon de présenter les choses, face à une Europe quelque peu perturbée.

Aux Etats-Unis, confie-t-il cette semaine à Business Week, « nous sommes en troin de tester les limites d'une théorie dont personne ne connaissait le résultot lorsque naus avons commencé: jusqu'où, groce à lo productivité, l'ouverture des

morchés, l'avance technologique et une saine politique, peut-on pousser un cycle ou-delà de ses limites ? »

En cette septième année d'expansion économique, les Américains laissent désormais libre cours à leur euphorie. Si l'hiver 1995-1996 fut celui de l'anxiété et du doute sur ce cycle de croissance trop beau pour durer, 1997 est l'année de l'assurance retrouvée, tant les chiffres, mois après mois, semblent donner raison aux optimistes, pour lesquels il est possible d'échapper au cycle expansion-réces-

On auralt mauvaise grâce, en effet, de bouder ceux de mai... Croissance: 4,1 % sur les douzé derniers mois. Chômage: 4,8 %. Inflation: 2,8 % (l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,1 % en mai). Et un déficit budgétaire en balsse. Les signes de surcbauffe restent négligeables: si la production industrielle continue d'augmeoter, l'inflation est toujours bien maitrisée.

Mieux : si longtemps stagnants, les salaires commencent à mooter, surtout les plus bas, dont on observe une progression depuis dix-buit mois. Dans de nombreuses régions des Etats-Unis - pas seulement dans l'eldorado californien de la baute technologie, où la chasse aux ingénieurs est féroce, mais aussi dans l'ancienne Rust Belt, le Michigan, l'Ohio, le Wisconsin - il y a pénurle de main-

Selon une étude récente de Manpower, 30 % des entreprises américaines prévoient d'embaucher au 3 trimestre et S % seulement ont l'intention de « dégraisser ». Même le fameux « embolleur de homburgers », qui symbolise à l'étranger les « petits boulots » mal payés sur lesquels reposeralt le plein emploi aux Etats-Unis, peut enfin espérer voir sa situation s'améliorer. Chez Burger King, par exemple, le salaire boraire menté d'un dollar eo un an (7,50 dollars), tandis que, parallèlement, l'entreprise parvenait à réduire les prix. C'est là l'autre aspect intéressant de ce cycle de croissance: les employeurs commencent à consentir des bausses de salaires sans pour autant augmenter les prix, tant la concurrence reste vive.

VISIONS D'ÂGE D'OR

Les Américains aiment s'enthousiasmer. Déjà, certains commeorateurs voient dans ces chiffres noo pas un rerour à l'âge d'or mais l'avènement d'un nouvel age d'or. «Le voilà, le bon vieux temps!, s'exclame le magazine Fortune, c'est lo meilleure économie que nous ayons jomois eue. Mieux que les swinging sixties, mieux que les solides onnées 50 et mieux que les onnées 20 rugissantes. C'est mointenont, 1997. »

Dans sa vision idéaliste de la mondialisation, Wired calcule que deux grandes tendances, « le chongement technologique fondomental et une nouvelle éthique d'ouverture, vont tronsformer le monde en donnont naissonce à une civilisation globale, une civilisation des civilisations, qui s'épanouiro le siècle prochoin ». A condition que quelques obstacles ne viennent pas faire échouer ce scénario : si, par mple, les nouve tenalent pas leurs promesses économiques, si l'intégration européenne-tombalt en panne, si un désastré écologique se produisait ou si un retour de bâtoo « sociol et culturel » grippait la machine.

Pour l'instant, cette menace demeure lointaine aux Etats-Unis. Certes, les riches sont plus riches et la pauvreté reste une réalité pour une partie trop importante de la population. Mais la mise en ceuvre de la réforme de l'aide sociale, par exemple, qui se révélait très douloureuse, bénéficie de l'excellente situation de l'emploi, tandis que la renaissance des centres urbains de grandes villes offre un souffie d'espoir à ceux que l'on voyait condamnés aux ghettos, même si cette perspective reste limitée.

Il s'élève quand même quelques voix pour tempérer ces visions d'âge d'or : pour gagner autant que dans les années 50 et 60, les Américains doivent aujourd'hul travailler plus dur, de plus longues beures, au détrimeot de leur vie de famille. En 1950, 40 % des fovers vivaient de deux revenus ; ce pourcentage est anjourd'bui proche de 60 %. « Nous ne sommes pas retournés en orrière, souliene dans le New York Times le Prix Nobel d'économie 1987, Robert Solow, du MIT. Gertains indices économiques sont ceux des onnées d'ovant 1973. Mois pas le niveou de bien-être. ...

La stratégie radicale de réduction des effectifs et des coûts des entreprises a eu des effets pervers, ootamment sur le moral de la main-d'œnvre et la qualité des services, qui suscitent aujourd'hul de nouvelles interrogations. Et, surtout, d'autres défis s'annoncent, tout particulièrement ceux du vieillissement de la populatioo, du financement des retraites et de l'assurance-maladie des personnes âgées. Pour les affronter, murmure-t-oo, Bill Clintoo attendra sans doute d'avoir passé le cap des élections législatives de

Sylvie Kauffmann

La situation de l'Afrique noire s'améliore depuis deux ans

LES PAYS RICHES membres du G 7 s'intéressent à l'Afrique subsaharienne à un moment où elle affiche un léger mieux. Pour la deuxième année consécutive, en 1996, la croissance du produit national brut (PNB), proche de S %, a été supérieure à celle de la population. tandis que la hausse des prix s'est assagie (12 % attendu en 1997 cuntre 42 % deux ans auparavant), selon les estimations publiées fin mai par la Banque africaine de développement (BAD), une institution financière internationale.

S'agit-il d'un changement durable ou d'un feu de paille ? D'un accident heureux ou d'une rendance lourde? On peut être raisonnablement optimiste. Notre continent, après une période difficile, est sur le point d'émerger et d'offrir des opportunités de croissance », a assuré le président de la BAD, le Marocain Omar Kabbai. « Les résultots de l'Afrique en 1996 sont porticulierement encourageants, observe de son côté le Fonds

monétaire international (FMI) dans son dernier rapport sur les perspecrives de l'économie mondiale. Il y o des signes qui montrent que la mise en œuvre de politiques macroéconomiques fortes [... | et une meilleure "gouvernonce" ont commencé à donner une croissance plus elevée dons de plus en plus de pays. 💌

DES DÉFIS « FORMIDARI ES »

Les demiers affrontements armés au Congo-Brazzaville, le coup d'Etat militaire au Sierra Leooe, la crise dans l'ex-Zaire viennent nuancer l'image d'une Afrique subsaharienne débarrassée de ses démons traditionnels. Ils ne la démentent pas s'agissant d'un continent riche d'une cinquantaine d'Etats.

Plus inquiétant est le retard économique accumulé par le continent noir au cours des vingt dernières années et qu'il va falloir combler. Agriculture, industrie minière, tourisme, secteur agroalimentaire, l'Afrique, reconnaît l'Onudi,

LE PIÈGE DE LA MONDIALISATION "Il faut lire l'étourdissant livre de deux journalistes du Spiegel, Hans-Peter Martin et Harald Schumann." MICHEL ROCARD

(Le Nouvel Observateur)

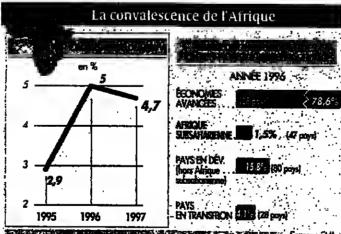
SOLIN / ACTES SUD

pose d' « un potentiel excellent » mais dont l'exploitation suppose de surmonter des défis tout aussi « formidables ». Dans un rapport interne présenté en septembre, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a cité quelques exemples édifiants de ce mal-développement. Au Gabon, 15 % à peine des foncnonnaires possèdent la qualification requise par leur emploi. Trois professeurs de marhématiques sur quatre sont des expatriés. Au Malawi, « lo plupart des magistrats n'ont pas à leur disposition de code civil ». En Guinée-Bissao, le secteur privé éfaif inconnu avant 1987. Aux Comores, il se limite à une vingtaine de PME - dont le chiffre d'affaires global ne dépasse pas 1 million de

une agence des Nations unies, dis-

La sanction de cette dégringolade peur se résumer à deux observahons. Il v a trente ans, le revenu d'un Africain représentait en moyenne 14 % de celui d'un habitant des pays développés. Aujourd'hui, il est redescendu à 7 %. Les quarante-sept pays de l'Afrique subsaharienne ne réalisent que 2,4 % du PNB mondial (dont un peu moins de la moitié est à mettre sur le compte des deux « géonts » noirs : le Nigeria et l'Afrique du Sud). Uo autre indicateur témoigne de cette marginalisation de tout un continent. An milieu des années 50, l'Afrique réalisait 3 % du commerce mondial. Actuellement, elle ne dépasse pas 1,5 %, se-

Les bons résultats enregistrés en 1996 doivent beaucoup à la bonne tenue des cours des matières premême que l'essort de l'agriculture.



Source: FM Trois années de croissance économique ne feront pas oublier vingt ans de récession. La France exporte quatre fois plus que l'Afrique noire .

mières (pétrole, coton, café, cacao), à la hausse du dollar, et aux conditions climatiques favorables - de ce point de vue, 1997 sera moins brillant. Les efforts des Africaios ne doivent pas pour autant être sousestimés. Dans oombre de pays, l'accent est mis sur une saine gestion des finances publiques. Des projets de coopération régionale progressent. Des Bourses éclosent en Afrique pour financer les entreprises locales et attirer les capitaux étrangers. La privatisation du secteur public n'est plus taboue. Le développement des mines – une des richesses du continent - est encouragé, de

Le flux de capitaux étrangers privés en direction de l'Afrique subsabarienne a plus que doublé entre 1994 et 1996, pour atteindre près de 12 milliards de dollars. Pourtant, en dépit des apparences, mieux vaut ne pas pavoiser. Le chiffre est trompeur Outre l'Afrique du Sud, qui est une puissance économique régionale, trois pays pétroliers monopolisent l'essentiel de la manne étrangère (l'Angola, le Nigeria, le Cameroun). Les autres o'ont eu droit qu'à des miettes. Plus préoccupant, la part do continent noir dans les investissements étrangers directs ne cesse de s'effriter. De près de 3 % au début des années 90, elle

est reveoue à 2,3 % en 1996. Le continent noir aura perdu l'image de marque oégative qui lui colle à la peau lorsque les capitaux étrangers auroot retrouvé le chemin de l'Afrique noire. Pour accélérer le mouvement, les Etats-Unis viennent de décider d'ouvrir leur marché à l'importation de 1 800 produits supplémeotaires en provenance des pays africains les plus paovres. Quant à ceux qui mettront en œuvre des « réformes économiques concer-tées », ils béoéficieroot de réductions douanières importantes. Washington va, en parallèle, apporter sa garantie à des fonds d'investissement orientés vers le continent noir.

Cette polirique de soutieo à l'Afrique noire, d'essence libérale, qui privilégie les investissements privés, la Maison blanche plaidera à Denver pour qu'elle soit mise en ceuvre par ses autres partenaires du G 7. Ce n'est pas acquis. La France le premier pays contributeur en Afrique subsaharienne - privilégie une approche différente. Plutôt que de s'en remettre au seul secteur privé pour relancer la croissance en Afrique, l'Elysée et Matignon croient davantage aux vertus d'un allègement de la dette extérieure africaine. Et, surtout, à la poursuite de l'aide publique au développement, qui reste, malgré tout, le meilleur baromètre de l'intérêt porté au continent noir par les pays riches. Sans elle, pas d'écoles nouvelles en Afrique, d'hôpitaux dignes de ce nom, d'infrastructures de trans-

Iean-Pierre Tuquol

William Hague a du Parti conserva

The street of the street of the street of The last cleaning the same and the second of the second of the second princer of a militar bloom report The later was the later was Planter Control of the Control of th and a series will aus Charles. Wer finde THE PERSONAL PROPERTY OF THE

or of the first part franching in man. TASE A WAY BY THE PERSONNEL ALLEN I'M . THE PART PARTY AND Maria Con Stant Single Minister Spring Son 18 山田市 10年 表演教物 数块 The state of the s The same of the sa The same of the second section of the second section of

The state of the second and the second second The Contract of THE WAY CHEEK AND THE PROPERTY WHEN " POST C. LE L'ALCE MENTANTE M. ME AND AND ... Parist to Tellimental Miles

and the same of the

arman for

11774

or a configuration of the second

"I du

1 M - Char

- 15 14 15 17 18 B

and the second

and the state of

1 41 21 4778

err in the Gen

 $\mathcal{T} = \{ \mathbf{t}, \mathbf{s}_i \in \mathbf{t}^{(i)} | \mathbf{s}_i t$

 $\delta_{\rm cons} = \epsilon_{\rm cons} \log g / 62$

And the state of t

and the distribution

Alle Comments

dan.

And the second part

100

1 14A

1.24

in the on their transmit CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE THE ACT BELLEVILLE AT A PROPERTY AND MALTINET MYSIS OF MEMORIA LICENS PROMOTER THE CONTRACTOR in the mattered with personnels of TO LAKE . SALE OF SAMEONERS IN HERE

AND CHARGE AND AND AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PA

And the property of the party o भीति वर्ष सर्वातं का तरावत the secretary to make the property of the eretelette fragene plantninge PROPERTY 21 No. 12 MINISTER rakin irriba. Leibenden 🖢 the everythe west one who From the I make their laters stoping A RESTRICTION OF A MARRIAGE OF the statement was been been AME & CAMPAGE OF COME PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF "WHAT IS THE TO STATE Tribe I reign management were made the comment with the de tions at a transmission and the Chief. Married Trick Colorado and to describ the off manager "THE OF HE LESSEE AND THE CALLERS OF IN COMME DESIGNATION tapie ellangere municipi pu TAPPEL ACTUAL FOR THE help on there ...

and Moderates THE SAME OF In experience on an arrangement mant stable plus, o'inpett an in the fire 100 - 100 Andto des Tener de compet

Bruxelles exige les documents

The Lat Mark Land Street Por copial of bushess, often at Parison & " ill inetter tes fieligmente. F recessors arguent fies wiftigen service and the adjuster making The second second second second the state of the s contained M. the Chief. in misthe state of the magnified water of The second of the off-comments The second of th and with arts & the exception in The state of the s

 $\label{eq:continuous_problem} \mathcal{L}_{\mathcal{A}} = \mathcal{L}_{\mathcal{A}} \left(\mathcal{L}^{\mathcal{A}} + \mathcal{L}_{\mathcal{A}} \right) + \mathcal{L}_{\mathcal{A}} \left(\mathcal{L}_{\mathcal{A}} \right) + \mathcal{$ Callant Chesault a Brooken. the property with the property of the if possible production being, the more-Titte ein interenten wie fie fertie ber Charles battham et franchaften French on have touche see polyprovide the negative of bigging the have determined to entire the second the second at the supplement there are to bester afficiency bears to the de par I strate Pierrae Va-- the states and while on he will be Control of the State of the Sta

The state of the s

South the street of the 1995 the E with I am unstruction member pair a desquet de Bensches, seige and the state of the de se section and then to continue the first from

William Hague a été élu à la tête du Parti conservateur britannique

Un eurosceptique sans grande expérience ministérielle

Le Parti conservateur britannique s'est donne, de dure campagne au sein du groupe parle- le leader de l'opposition, un poste abandonné jeudi 19 juin, un nouveau chef, en la personne

mentaire, cet eurosceptique de trente-six ans, de William Hague. Après plusieurs semaines sans grande expérience ministérielle, devient

par John Major après sa défaîte aux élections législatives du 1° mai.

LONDRES de notre correspandont

A trente-six ans, William Hague. considéré comme le poulain de Mm Thatcher, est devenu le plus

PORTRAIT.

suivre la voie américaine

Mark Same

n Leine

-

V 13.15

. . .

and of the con-

September 1984

12. · · · · ·

Har Service

ريمي دولت وروسي

and the second

Andrew Barre

ing of the second

Marie Francisco المراجعة المستحرة

ووا دو وغومته والهيم دو گهرا. مي: ا

Sand Bereit Come

المستهام والمراجع فتنواه أأبا

arety state

n errein new Aire in

MARKET REPORTED

1 15 m

Total Standing

Company of the same

Million garage . Sayer

8" 1# 4 Trans.

Harrist Berner and and

(Figure 1 ...

(au) (au)-1

gar and a second of the second

Am we man

Section of the second

 $\lim_{n\to\infty} |(an)^n \mathcal{D}_{\mathrm{loc}}| = ||||^{-\alpha} + |an||$

245- 14000 - 1 1 1 1

gradien er e الميا الماسيد

医医疗学 计二十二

Acres 44.50

L'image droitière du candidat de M^{me} Thatcher divise le Parti conservateur

jeune dirigeant tory depuis deux siècles en battant Kenneth Clarke, ancien chancelier de l'Échiquier, porte-parole de l'aile modérée et pro-européenne, par 92 voix contre 70.

Ne en 1961 dans le Yorkshire, dont il a conservé le fort accent, M. Hague est diplôme d'Oxford et de l'Insead de Fontainebleau, Passionné de pobtique depnis son jeune age, il avait impressionné M™ Tbatcher quand, adolescent dans les années 70, il s'était livre à un plaidoyer ultra-conservateur à la tribune du congrès du Parti tory. Député depuis 1989, ce jeute homme ambitieux et pressé, qui ne vit que pour et par la politique, n'a qu'une maigre expérience ministérielle : deux années passées à la tête du Welsb Office, chargé de

gérer les affaires du Pays de Galles. Le front baut et décarni, la voix mécanique, ayant l'air beaucoup plus vieux que son âge, M. Hague s'est récemment fiancé à une jeune et ravissante Galloise pour faire taire les rumeurs qui

circulaient sur sa vie personnelle.

Il ne semblait pas le candidat ideal pour le poste. Et il ne semblait pas faire le poids face à ses principaux rivaux, Ken Clarke et John Redwood, derrière lequel se regroupait l'aile extrême et antieuropéenne du parti. Mercredi, ces deux hommes avaient fait alliance pour barrer la ronte à M. Hague, qui avait obtenu le soutien public de la Dame de fer. Cette entente tactique paraissait habile puisqu'elle laissait de côté leur différend sur l'Europe - qui déchire les tories depuis des années - MM. Clarke et Redwood s'étant mis d'accord pour une bberté de vote sur cette question. Mais elle était sans doute trop babile et la combine n'a pas plu, comparée, par la presse, au pacte Molotov-Ribbentrop et, par Tony Blair, aux Communes à la cohabitation entre Jacques Chirac et Lionel Jospin.

Dès son élection, M. Hague s'est présenté en rassembleur d'un parti au bord de l'éclatement, affir-

riger et de panser les blessures ». Ce sera difficile étant donné la profondeur des plaies laissées par cette bataille intestine. Mais surtout en raison de la ligne eurosceptique préconisée par M. Hague, qui exige en outre des futurs membres du cabinet fantôme qu'ils s'engagent à soutenir sa politique. Or, en dehors de la question de l'Europe et de la monnaie unique, sur lesquelles il a adopté une position dure, M. Hague n'est pas connu pour

avoir exprimé des idées précises.

D'où le surnom qu'il a gagné dn-

rant la campagne de « Hogue le

mant qu'il avait l'intention de « di-

SATISFACTION TRAVAILLISTE

M. Clarke a déià fait savoir qu'il ne participerait pas au cabinet fantôme et qu'il redeviendrait un député ordinaire. On peut donc se demander si l'aile gauche conservatrice va regarder sans réagir la dérive d'un parti qui vient de perdre les dernières élections en raison de son obsession anti-européenne et ultra-droitière. Dernier poids lourd historique des tories, formidable débatteur, M. Clarke était sans doute le candidat le plus redouté de Tony Blair, auquel il

disputait le terrain au centre. La

jeunesse, le manque d'expérience et l'image droitière de M. Hague ne peuvent que profiter au Labour. Ce dernier a déjà commencé à semer la division dans les rangs de l'opposition en faisant état de contacts établis avec des décus de la gauche du parti et de rumeurs de défections potentielles.

En tout cas, William Hague va devoir constituer son équipe. On verra à ce moment s'il parviendra à rétablir l'unité, du moins de façade, du parti. Il lui faudra ensuite réformer un mouvement vidé de ses élus locaux et de ses militants, dont la moyenne d'age est de plus de 60 ans et qui étaient en majorité favorables à M. Clarke, et aussi se doter d'un programme. Il devra enfin faire ses preuves aux Communes face à un Tony Blair sûr de lui et de sa majorité écrasante. Les lustres de domination du Parti conservateur sur la vie politique britannique sont révolus, la traversée du désert commence. Et nombre de commentateurs s'accordent pour penser que, si les tories restent divisés et obsédés par leurs querelles sur l'Europe, ce n'est pas vers les élections de 2002 qu'ils doivent regarder, mais vers celles de 2007.

Patrice de Beer

Le président turc consulte avant de désigner un nouveau premier ministre

de notre correspondante

Tous les yeux sont désormais tournés vers le chef de l'Etat à qui il incombe de désigner le prochain premier ministre turc. Suleyman Dedivers chefs-de parti. Malgré l'hostijité de l'ar_{17,17} liste et dangereux, la démission de Necmettin mée, Necmettin Erbakan et sa partenaire Tansu Erbakan est déjà un succès. Ciller, du Parti de la juste vole, s'accrocbent à un dernier espoir: une transition à la tête du ... LAICS.CONTRE.ISLAMISTES, gouvernement qul permettrait à M∞ Ciller d'être premier ministre jusqu'à des élections anticipées prévues, selon M. Erbakan, dans trois ou quatre mois.

En l'état actuel, la coalition n'a pas le nombre nécessaire de sièges à l'Assemblée nationale pour obtenir le vote de confiance. Pour convaincre le président de la viabilité de cette solution, le premier ministre a soumis au chef de l'Etat une lettre signalant les intentions des deux partenaires. La lettre a également été signée par Muhsin Yazicioglu, le dirigeant du pe-tit Parti de la grande unité (BBP), une formation d'extrême droite qui déclare appuyer les efforts de M. Erbakan et de Mª Ciller. Le gouvernement et l'opposition ne disposant pas d'une majorité à l'Assemblée, les huit députés du BBP occupent actuellement une position-clé sur la scène politique.

Le president acceptera-t-il la proposition de M™ Ciller contre le voœu des militaires, ou s'appuiera-t-il sur la tradition pour désigner Mesut Yilmaz, dont le Parti de la Mère patrie est la deuxième formation de l'Assemblée nationale? Si aucun gouvernement stable n'émerge dans un délai de quarante-cinq jours,

le chef de l'Etat pourrait également former un gouvernement de technocrates, l'option préférée des militaires, et organiser des législatives anticipées. Pour les généraux, qui souhaitaient depuis plusieurs mois faire tomber un gouvermirel a commencé, jeudi, à s'entretenir avec les nement qu'ils perçoivent comme fondamenta-

Le départ du premier ministre, moins d'un an après son arrivée au pouvoir, représente en revancbe un véritable échec personnel : la formation du gouvernement, l'été dernier, avait laissé entrevoir l'espoir d'accords entre le Parti de la prospérité et les institutions étatiques qui auraient permis l'épuration des islamistes au sein du système politique démocratique. Mals ni l'un ni l'autre des deux camps ne sont parvenus à surmonter leur méfiance. Necmettin Erbakan, qui attendait son heure de gloire depuis 1969, date à laquelle il était entré à l'Assemblée nationale, n'a pas su s'adapter à son nouveau rôle. Trop souvent, ses déclarations sont apparues comme celles d'un dirigeant de l'opposition. Et il n'a pas pu empêcher les envolées verbales, souvent très radicales, de ses collègues, qui n'étaient pas de nature à rassurer les défenseurs de la laïcité. Le premier ministre a fait preuve de la même maladresse dans sa politique étrangère marquée par des tetitatives de rapprochement avec l'Iran, et un voyage désastreux en Libve.

La politique de M. Erbakan n'a pas eu, non plus, d'impact sur la vie quotidienne de la ma-jorité des Turcs au cours des douze derniers

mois. Son entrée au gouvernement n'a mis fin ni aux soirées animées et bien arrosées dans les tavernes de Beyoglu, ni aux embouteillages causés jusqu'aux petites beures du matin par les milliers de jeunes gens qui fréquentent les discothèques. Il a également été obligé d'apposer sa signature à des accords qui marquent un rapprochement spectaculaire avec Israel. Les « loics » ont de leur côté ont préféré attendre que les institutions républicaines les débar-

rassent de l'a Intres » installé au pouvernement. Peu babitués à la résistance que M. Erbakan leur a opposée en retardant notamment l'application de dix-huit mesures anti-islamistes adoptées par le Conseil national de sécurité, le 28 février dernier, et sachant qu'un véritable coup d'Etat aurait des conséquences désastreuses pour la Turquie, les généraux - appuyés avec enthousiasme par la presse nationale laïque - ont graduellement augmenté la pression pour mettre ce gouvernement à l'écart. L'armée a gagné cette manche, mais le pays sort meurtri d'une confrontation qui a paralysé la coalition pendant des mois. Quelle que soit la décision du président de la République, une autre période de flottement paraît inévitable avant que la Turquie ne puisse espérer retrouver un gouvernement capable de prendre la barre, de remettre en ronte le programme de privatisations et de réformes économiques, et surtout de réparer le dommage causé, à long terme, au sem de la société par l'intense polarisation des « loics » et des islamistes au cours des derniers mois.

Nicole Pope

Bruxelles exige les documents relatifs à l'affaire Dassault

RRHXELLES

de notre correspondant La patience de Stefaan De Clerck, ministre belge de la justice (chrétien-social flamand) a des limites. Il veut bien tenir compte des péripéties du calendrier électoral français, mais il est pour lui plus qu'urgent que le nouveau garde des sceaux, Elisabeth Guigou, agisse dans un dossier qui alimente depuis plusieurs mois le contentieux franco-belge: la transmission de onze pièces relatives à l'affaire de corruption des Partis socialistes flamand et francophones par l'avionneur français Serge Dassault. « Je suis pret à rencontrer M= Guigou ou et quond elle reut, à Lille peut-être, dans le bureau de Pierre Mauroy qui se situe o un quort d'heure de ma résidence de Courtrai, car l'affaire n'a que trop duré », a déclaré, jeudi 19 juin, au Monde, M. De Clerck.

La veille, en réponse à une interpellation de députés nationalistes flamands et écologistes, le ministre avait menacé la France d'un «incident diplomatique de grande importance » si Paris maintenait dans ce domaine l'attitude aux convocations du juge Jean-

prise au mois d'avril dernier par Jacques Toubon, qui se refusait à transmettre les documents à Bruxelles, arguant des « intérêts supérieurs de la défense notionole ». « Nous avions olors propose une solution pragmotique, explique aujourd'bui M. De Clerck, un mogistrat belge et un magistrat françois ouralent évolué en commun ces pièces, pour ne verser au dossier que les éléments intéressont le dossier judicioire o l'instruction à Liège, et préserver oinsi le secretdéfense français, mais nous n'avoπs eu aucune réponse. »

L'affaire Dassault a provoqué

ces derniers mois un séisme dans le monde politique belge, en mettant en lumière que les Partis socialistes flamand et francopbone avaient, en 1989, touché des potsde-vin se montant à plusieurs millions de francs en échange de l'obtention de contrats de modernisation de la force aérienne belge. Echaudé par l'affaire Pineau-Valencienne, qui avait vu le PDG de Schneider être incarcéré pendant douze jours en mai 1995 dans le cadre d'une instruction menée par la parquet de Bruxelles, Serge Dassault avait refusé de se rendre

Louis Prignon, chargé du dossier à Liège. En novembre 1995, des juges et pobciers belges perquisitionnaient au siège des usines Dassault, et entendaient son PDG. Les pièces comptables saisies à cette occasion ont été remises à la chancellerie dans l'attente d'une transmission à la justice belge. En décembre 1996, à la suite de demandes réitérées de Bruxelles, une partie du dossier est transmise, à l'exception de pièces relatives à la gestion de comptes suisses de filiales de Dassault avant servi au transit des commissions occultes.

« MANQUE DE COOPÉRATION » Vendredi 13 juin, le juge Jean-Louis Prignon levait le mandat d'arrêt international lancé contre Serge Dassault. Cette décision alimentait les spéculations, avancées dans plusieurs journaux belges, selon lesquelles Serge Dassault aurait lui-même fait parvenir à la justice belge les documents en question, à la condition que ces derniers ne soient pas transmis à l'administration fiscale française. Pour Stefaan De Clerck, qui ne confirme ni ne dément ces hypothèses, le problème n'est pas là:

« Il y o un monque de coopération entre la justice belge et lo justice française qui doit être corrigé. Pour notre part, nous avons toujours répondu oux demandes qui nous étaient formulées par Paris, qu'il s'agisse du trafic de drogue, ou de lo délinquonce tronsfrontolière. Nous ne demondons que lo réciprocité de lo past de lo France, à un moment où les Quinze de l'Union européenne sont en train d'harmoniser leurs pratiques », affirme-t-il.

La rudesse des propos du ministre belge, quelque peu inhabituelle dans le style des relations entre les deux pays, s'explique par le calendrier judiciaire lié à l'affaire Dassault. Les faits incriminés seront frappés de prescription en septembre 1998. La procédure implique l'intervention de la Cour de cassation, seule habilitée à juger des crimes et délits commis par des ministres dans l'exercice de leurs fonctions, une macbine lourde à mettre en mouvement. Les réticences de la justice francaise pourraient, si elles n'étaient pas rapidement levées, faire capoter le volet judiciaire d'une opération « mains propres » à la belge.

Luc Rosenzweig



La « reconversion » des Khmers rouges agite les milieux politiques cambodgiens

L'incertitude continue de régner autour du sort de Pol Pot

La radio khmère rouge a annoncé, mercredi 18 juin, la reddition de Pol Pot, chef historique sur les forces qui contrôlent cette radio alors du mouvement, en indiquant qu'il avait « re-

que le pays est en proie aux rumeurs. Le calme

est revenu, mercredi, à Phnom Penh, après les affrontements qui ont opposé les deux factions de la coalition gouvernementale.

PHNOM PENH

de notre envoyé spécial « Pol Pot a reconnu ses torts le 18 juin. La nuit du régime brutol de Pol Pot, qui s'est abottue sur le Cambodge depuis 1975, a été éli-minée. Le peuple combodgien o désormais complètement détruit ce régime. Une ère nouvelle a commence »: c'est dans ces termes que l'émetteur clandestin des Khmers rouges a annoncé, mercredi 18 juin, la fin politique du principal dirigeant d'un mouvement responsable de deux millions de morts dans les années 70. Toutefois, le flou et l'ambiguité de ce langage inhabituel posent plus de questions qu'ils n'offrent de réponses.

Pol Pot serait donc vivant et aurait fait son autocritique. La veille, le même émetteur avait déclaré que « le problème » posé par « les trahisons de Pol Pot » avait été « résolu ovec colme par les forces de l'unité ». Par le passé, chez les Kbmers rouges, un « troitre » était solt en fuite, soit mort. Après avoir reconnu ses fautes - ce qui est déjà étrange -, Pol Pot, dont la radio n'avait plus jamais prononcé le nom depuis 198S au moins, serait à la fois vivant et limogé. Ce qui paraît en-

core plus bizarre. Qui contrôle cette radio volante depuis qu'elle a repris ses émissions mardi, après quatre jours d'interruption? Pourquoi a-t-elle changé de langue de bois ? Qu'est devenu Ta Mok, chef militaire des Khmers rouges à Anlong Veng, dans le nord du royaume ? Qu'en est-il de Khieu Sampban et des autres membres d'un « gouvernement » khmer rouge formé en 1994? Ce «gouvernement» ainsl que le « Parti de la solidarité notionole > (PSN), créé en 1996 et également présidé par Khleu Sampban, sont-ils les véhicules de la « nouvelle ère » annoncée ?

CESSATION DES COMBATS

Il reste encore trop de « blancs » dans le texte pour que l'on sache s'il s'agit d'une mise en scène ou de l'éclatement du dernier noyau de Khmers rouges qui poursuivent la lutte armée. La radio n'a pas reconnu le gouvernement de Phnom Penh et o'a même pas évoqué, ce qui aurait constitué un premier pas, la dissolution du « gouvernement » de

Khieu Sampban. On ne peut donc exclure, avec le soutien apporté auparavant par le PSN, du même Khieu Sampban, au Front uni national pour nn Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (Funcinpec, royaliste), que les derniers rebelles khmers rouges jouent encore sur plu-

sieurs tableaux. Hun Sen, le « second » premier ministre et chef du Parti du peuple cambodgien (PPC), a donc réitéré son scepticisme et appelé à «lo prudence ». Pour sa part, le roi Sihanouk a annoncé de Pékin, où il réside, qu'il était prêt à comparaître devant un tribunal international pour défendre son honneur alors qu'il est mis en cause par certains médias occidentaux, qui rappellent qu'il fut un «compognon de route » ponctuel des Khmers rouges.

A Phnom Penh, la situation est redevenue calme depuis les brefs affrontements entre gardes du corps du Fnncinpec et du PPC dans la nuit de mardi à mercredi. La capitale attend même la visite, en principe malntenue, samedi et dimanche, du premier ministre thailandais, le géoéral Chaovalit

Yongchaiyudh. En revanche, le département d'Etat américain a reporté sa décision concernant la visite, les 28 et 29 min, de Madeleine Albright. Washington en a profité pour adresser à Phnom Penh une mise en garde concernant l'éventualité d'une rentrée politique des Khmers rouges, ce qui ressemble fort à une pierre jetée dans le jardin du Funcinpec, qui s'était félicité du soutien que lui a apporté, voilà denx semaines, Khieu Samphan en sa

qualitè de président du PSN. De leur côté, tout en exprimant leur préoccupation, plusieurs capitales de la région ont fait savoir que l'adhésion du Cambodge à l'Association des nations de l'Asle du Sud-Est (Asean), prévue fin juillet, n'était pas remise en cause par les dissensions au sein du gouvernement royal. Outre les visites attendnes de personnalités et l'entrée dans le club de l'Asean, la prochaine réunion des pays et organismes donateurs, les 1ª et 2 juillet à Paris, devrait contribuer à calmer au moins provisoirement le jeu.

Iean-Claude Pomonti

Washington demande de nouvelles sanctions contre Bagdad

NEW YORK. Les Etats-Unis ont formellement réclamé, jeudi 19 juin, sous forme de projet de résolution soumis au Conseil de sécurité, l'adoption par l'ONU de sanctions diplomatiques contre l'Irak, pour « son monque de cooperation » avec les inspecteurs chargés de superviser son désarmement. Cette initiative est consécutive aux plaintes formulées par Rolf Ekeus, chef de la commission chargée de ce désarmement (UNSCOM), selon lesquelles les autorités iraklennes ont récemment empêché trois inspections de l'ONU.

La veille, l'Irak avait accusé les inspecteurs des Nations unies d'avoir « violé » trois lieux de culte chrétiens à Bagdad, traité M. Ekeus de « menteur » et demandé que l'UNSCOM « ochève so mission et présente un rapport sur ses octivités attestant que l'Irak o rempli tous ses engagements ». - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

TRAK: les tronpes turques qui menent, depuis le 14 mai, une opération d'envergure contre les rebelles kurdes turcs dans le nord de l'Irak ont opéré un retrait partiel, a rapporté, jeudi 19 juin, l'agence semi-officielle Anatolie. Sur les trois cents chars qui participaient à l'opération, une cinquantaine sont rentrés dans leurs bases en Turquie, a précisé Anatolie. - (AFP.)

■ IRAN: treize intellectuels français ont lancé, mercredi 18 juin, un appel contte le retour de l'ambassadeur de France en Iran. Accusant le régime de Téhéran d'avoir « fait assassiner plus d'une centaine d'opposonts en exil » et « plusieurs fois renouvelé son décret de mort à l'encontre de Solman Rushdie », les signataires, dont Clande Lanzmann, directeur de la revue les Temps modernes, Claude Lefort, présideut du Comité de défense de Salman Rusbdie, et Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, demandent que soit mis fin aux « comploisonces inodmissibles » envers un régime

■ ALGÉRIE : an moins deux personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, jeudi 19 juin, en plein centre d'Alger par l'explosion d'une bombe artisanale dans un cinéma de quartier fréquenté par les jeunes, selon un premier bilan officiel. En une semaine, plus de soixante personnes ont été massacrées dans le pays, selon des bilans partiels officieux. - (AFP.)

MAROC: Pex-président du Zaire, le maréchai Mobutu Sese Seko, sera hospitalisé dans les prochains jours à l'hôpital Mobamed-V de Tanger. M. Mobutu souffre d'un cancer de la prostate. Il a quitté, mercredi, Rabat pour Tanger, où Il s'est installé dans un bôtel luxueux face au détroit de Gibraltar. - (AFP.)

■ Les résultats définitifs des élections municipales du 13 juin ont été rendus publics, jeudi 19 juin, à Rabat par le ministère de l'intérieur. La droite a gagné 7334 sièges (30,36 % des élus), alors que le centre, animé par le Rassemblemeot national des indépendants (RNI, libéral) de l'anclen premier ministre, Ahmad Osmane, a gagné 6 406 dirconscriptions. Composé de quatre partis d'opposition, le Bloc démocratique (Koutla) a amélioré son score, par rapport aux élections de 1992, en obtenant un total de 7 685 sièges contre 4 556 il y a cinq ans. – (AFR)

■ SIERRA LEONE: plus de cinquante personnes ont été tuées, jeudi, dans les combats qui opposent l'armée régulière aux milices de chasseurs traditionnels, les Kamajors, dans l'est de la Slerra Leooe. Cinquante Kamajors et deux soldats auraient été tués.

■ RWANDA: deux employés incaux de l'ONU ont été assassinés. a été tué dans sa maison avec sa femme et un enfant, et Jean de Dieu Murwanashyaka a été retrouvé dans une forêt. Trois médecins espagnols et cinq observateurs des Nations unies ont été assassinés cette année au Rwanda. - (AFP.)

AMÉRIQUES

■ CUBA: La Havane a demandé, mercredi 18 juin, à l'Union européenne (UE) d'accroître le montant de son aide humanitaire pour atteindre celle octroyée en 1995 (près de 105 millions de francs). L'aide européenne à Cuba est tombée, en 1996, à 56 millions de francs. Cette aide communautaire « o un effet très positif sur le systeme de sonté cubain », a souligne Ramon Diaz Vallina, vice-ministre cubain de la santé. - (AFP.)

■ CHILI: la réforme de la Constitution promulguée sous l'ancien régime militaire a été rejetée, mardi 17 juin, par le Sénat. La droite et buit sénateurs « désignés » par l'ancien président Augusto Pinochet ont voté contre. La réforme proposée par le président Eduardo Frei devait supprimer les postes de ces sénateurs « désignés » à vie et enrayer l'esprit - outoritaire » de la Charte approuvée sous le régime du général Pinochet, qui a dirigé le pays de 1973 à 1990.

■ ÉTATS-UNIS : le déficit commercial a augmenté de 7,8 % en avril par rapport à mars, atteignant 8,4 milliards de dollars (48 milliards de francs). Les exportations et les importations ont toutes deux atteint un niveau record, pour le troisième mois consécutif.

EUROPE

ALBANIE: le bilan des vinlences s'alnurdit chaque jour en Albanie, où cent trente-deux persoones ont été tuées en une semaine, selon des sources policières et bospitalières, à onze jours des législatives anticipées, prévues le 29 juin. Depuis le début des émeutes en février, plus de mille six cents personnes ont trouvé la mort.

■ Le Conseil de sécurité des Nations unles a décidé, jeudi, d'étendre le mandat de la force multinationale en Albanie jusqu'à la mi-août. La résolution 1114 prévoit que les troupes de dix pays diri-gées par l'Italie, envoyées en Albanie pour protéger l'acheminement de l'aide humanitaire jusqu'au 28 juin; resteront finalement qua-rante-cinq jours de plus. Cette extension couvre la période qui suivra immédiatement les élections législatives. - (AFP.) ■ CROAME: le président Franjn Tudjman a remporté son troi-

sième mandat présidentiel avec 61,41 % des suffrages, selon le résultat final annonce mercredi 18 juin par la commission électorale. Il devance le communiste réformè Zdravko Tomac (21,03 %), et le libéral Vlado Gotovac (17.56 %). - (AFP.) ROUMANIE: la grève sauvage entamée depuis huit jours par

les quarante-cinq mille mineurs de la Vallée du Jiu (centre du pays) a reçu, jeudi 19 juin, le soutien de cinquante mille autres mineurs de la région d'Olt (sud). Les mineurs réclament une augmentation de 45 % de leurs salaires. Le gouvernement a offert une augmentation de 15 %, refusèe par les grévistes. - (AFP.)
■ RUSSIE : le Kremlin a nfficiellement annoncé, jeudi 19 juin, que

Bon's Eltsine a décidé de ne pas se rendre en juillet au sommet de l'OTAN à Madrid. Selon une information publiée, mercredi, par l'agence officielle Itar-Tass, le président russe a refusé d'assister au sommet, qui doit discuter de l'entrée de nouveaux membres dans l'Alliance atlantique. - (AFP, Reuter.)

■ VATICAN: le Saint-Siège pontrait adopter l'eurn comme monnaie officielle à la place de la lire italienne, a déclaré, mercredi 18 juin, le cardinal américain Edmund Szoka, préfet des affaires économiques. Depuis les accords du Latran de 1929 avec l'Italie, le Saint-Siège frappe chaque année une quantité de plèces en lires à l'image du pape, destinées surtout aux collectionneurs. Ces pièces ont un cours légal au Vatican et dans la péninsule. - (AFP.)

La trêve à Brazzaville est fragilisée par le départ des Français

BRAZZAVILLE

de notre envoyée spéciole « Entre Congolois, nous pouvons trouver la solution. Comme en 1993, oprès trois mois de conflit. • Uo gendarme du Comité de médiatioo résume, sur le perron de l'ambassade de France, jeudi 19 juin, son « espoir de paix », alors qu'au premier étage la négociation entre délégués militaires se poursuit. « En 1993, nous n'ovons pas eu besoin de force d'interposition. »

Le général Landrin, qui commandait l'opéraexprimé sa « fierté d'avoir réussi à évacuer six mille personnes sons onicroche », une fierté telmtée « de l'amertume d'avoir vu une copitole s'outodétruire ». Le dernier vol emmenant des soldats français a quitté le soir Brazzaville, berceau de la présence française en Afrique, capitale de la France libre. L'ambassade de France est désormais gardée par trente-cinq gendarmes et vingt policiers.

Les représentants des protagouistes - le président Lissouba, le général Sassou Nguesso, et le toujours neutre Bernard Kolelas, maire de la capitale – s'y retrouvent chaque jour. Ils veulent éviter que l'affrontement, jusqu'ici militaire, ne se transforme en guerre interethnique. En ville, les tirs se sont tus. Disciplinés, les

« Cobras », miliciens de M. Sassou Nguesso, et les « Zoulous » du président Lissouba ont accepté la trève. Dans le centre-ville, des soldats de l'armée et de la sécurité présidentielle pillent

le bătiment d'un régiment français et une di-zaine de villas de diplomates. A deux pas de l'hôpital militaire, un troufion des Forces armées du Congo (FAC) arrête d'un tronc d'arbre un de ses colonels : « l'oi faim. Je n'oi pas mangé depuis ce motin. »

A la table de négociation, un blocage surgit à propos de la démilitarisation de l'aéroport prévue par l'accord de cessez-le-feu. Un officier s'en explique avec véhémence, auprès d'un des médiateurs. « Vous ne nous ovez pas consultés comps présents oux abords de l'aéroport ne peut plier bagages dons un délai aussi court » Les FAC out réinstallé, dans l'eotrée de l'aérogare, la mitrailleuse qu'elles avaient enlevé en signe d'apaisement.

UN « HAVRE DE COHABITATION »

Les citadins ne prennent aucun pari, « ils ne se fient qu'à leurs pieds », selon l'expression locale. Des familles, avec leurs bébés, leurs ballots et leurs brouettes, prennent la direction de Bacongo. Ce quartier, autour du petit port fluvial de la Main bleue, reste « un havre de cohobita-tion entre ethnies, à l'abri des obus », se félicite le chef du quartier, le maire Kolelas. Dans sa résidence, les « mamans » de Bacongo viennent aux nouvelles. L'une a vu l'effectif de sa maisonnée passer de quatre à vingt personnes. L'autre passe ses journées dans une école qui. faute de professeurs, a été transformée en

ceotre d'accueil pour les fuyards du centre-ville. Sur le marché, bien approvisionné, le prix du manioc a triplé et celui de la boule de pain a doublé. Depuis le début des combats, Bernard Kolelas

a soigneusement tenu ses « Ninjas » en dehors du conflit. Il joue son rôle de médiateur. C'est aussi sa façon de préparer l'élection présidentielle, reportée du 27 juillet à une date indéterminée. La participation d'un de ses proches à l'actuel gouvernement ne l'empêche pas de res-ter très critique à l'égard du président Lissouba.

Ce dernier ne cède rien à la négociation en cours. Il entendrester au pouvoir au nom de la démocratie. Cette position est «inocceptable» pour le général Sassou Nguesso, qui souhaite un gouvernement de transition. Mohamed Sahnoun, l'envoyé spécial des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine en Afrique centrale, était à Brazzaville, mercredi, afin de tenter de calmer les protagonistes. La population craint que ses efforts ne restent vains.

Réalistes, le ministère de la santé et la Croix-Rouge se dépêchent d'organiser l'approvisionnement en médicaments des hôpitaux, le ramassage des cadavres, abandonnés au milieu des rues, et l'évacuation de citadins parfois isolés, du fait de leur appartenance ethnique, dans des zones qui, avant le cessez-le-feu, étaient la cible favorite des artilleurs.

Danielle Rouard

M. Nétanyahou est attaqué par ses alliés sur sa façon de gouverner

de notre correspondant

Moins d'une semaine après que la Cour suprême a définitivement classé l'affaire dite du « Bibigate », le gouvernement de Benyamin Nétanyahou est à nouveau sérieusement menacé, cette fois de l'intérieur. Après la démission, mercredl 18 juin, de Dan Méridor jusque-la ministre des finances, une véritable rébellion contre l'« autocratisme » du premier ministre est en cours. Itzhak Sbamir, l'ancien chef (Likoud) du gouvernement qui mit en son temps le pied de M. Nétanyahou à l'étrier, soutient les rebelles de tout son poids de « patriarche » de la droite, et affirme qu'il n'a plus « la moindre confionce ni dons l'homme ni dans ses méthodes ». Jeudi, le vieux nationaliste retiré

de la politique a carrement propo-

Le Guide du Pouvoir publie

Les nouveaux députés

Biographies & photos, 128 p. 100 frs

Editions Jean-François Doumic Tél. 01 42 46 58 10

nistre, qui est aussi le président du Likoud, par un autre bomme qui recevrait à sa place l'imprimatur du parti pour les prochaines élections. « Personnellement, a dit M. Shamir, je ne voteroi plus pour cet homme. » Troisième ministre Likoud à claquer la porte du gouvernement en six mois - après Beni Begin en janvier et David Magen en mai -, Dan Méridor, s'affirmant victime d'une véritable embuscade tendue par M. Nétanyahou a propos d'un différend avec le gouverneur de la Banque d'Israel, affirme la même chose. D'autres ministres de la coalition, comme Nathan Cbtcharansky (commerce et industrie), chef du parti « russe », ne cacheot plus leur irritation à l'endroit des méthodes de M. Nétanyahou.

L'ancien refuznik soviétique qui contrôle 7 mandats sur les 70 de la majorité parlementaire, confiait, jeudi, que son parti avait « déjo un pied en dehors du gouvernement ». Plusieurs voix, comme celle de Yéhouda Harel, s'élèvent enfin au sein du parti de la Troisième Vole (quatre mandats à la Knesset) pour dire que «lo confionce que nous ovons en M. Netanyahou s'eftion sans tache de M. Méridor, nopersoonelle unanimement reconnue, doune un poids important à ses critiques. « l'oi servi sous Menohem Begin et Itzhok Shomir,

rappelait jeudi l'intéresse, et ie n'ai jomois vu un gouvernement fonctionner comme celui-la . Jeudi matin, la plupart des éditorialistes de la droite donnaient tort au premier ministre.

DISSOLUTION ? Théoriquement prévues pour

l'an 2000, les élections gènérales depuis 1996 les Israéliens élisent le même jour leurs députés et le premier ministre au suffrage universel - pourraient en fait avoir lieu beaucoup plus tot. C'est en tout cas l'espoir de l'opposition qui a déposé, pour mardi prochain, une proposition de loi réclamant de nonvelles élections. Une simple majorité de 61 voix suffirait à renvoyer le pays devant les urnes pour une double élection. L'actuelle opposition, tous partis confondus, compte 52 élus. Peut-elle trouver les 9 voix qui lui manquent? Même și M. Chtcharansky, coutumier des menaces de dissideoce non suivies d'effet, a d'ores et déjà indiqué qu'il laisserait ses élus libres de voter ou oon la dissolution de l'Assemblée, les derniers pointages laissent peu d'espoir immédiat à l'opposition.

Pour être largement partagée à frite de jour en jour ». La réputa- l'intérieur de la coalition, sauf parmi les trois partis religieux qui tamment une intégrité soutiennent le gouvernement, la gronde cootre les methodes de M. Nétanyahou, ses « nombreuses promesses non tenues, son omoteu-risme, son outocratie », se heurte 11,2 % à 7 %. – (AFP.)

nelles des uns et des autres - une course de vitesse est déjà engagée entre plusieurs ténors du Likoud pour remplacer M. Méridor aux finances... - et à une certaine soll-

darité idéologique. Politiquement, bien que le pre-mier ait une image plus modérée que le second, M. Méridor et M. Nétanyahou sont sur la même longueur d'onde: « oui » à la colonisation des territoires arabes occupés, « oui » au plus « Grand Israel » possible, « non » à l'avè-nement d'un Etat palestinien. Pour s'allier, même temporairement, avec des bommes comme MM. Méridor, Begin, Magen ou Cbtcbaransky, Ehoud Barak, le nouveau chef de l'opposition travailliste devrait singulièrement durcir son discours sur la question palestinienne.

Patrice Claude

■ Le taux de chômage en Israël a augmenté de 12,3 % en un an. 7,3% de la population active étaient au chômage à la fin du premier trimestre 1997, contre 6.3 % à la même période en 1996 et 7,1% en décembre, a annoncé, jeudi 19 juin, le Bureau national de la statistique. C'est le taux de chômage le plus élevé depuis deux ans. De 1992 à 1996, lorsque les travaillistes étaient au pouvoir, le

disque pe i si un albia culturel qu iextes, 300 l'absurde . qui retuse tous les au

hors Prix Ve

Moins fort La Tyangus La Musique!

Saviez-vous que la TVA sur le disque atteint 20,6 %, quand celle du livre se limite à 5,5 % ? Comme si le disque ne méritait pas, décidément, le label culturel. Comme si un album de Leonard Cohen ou de Lou Reed était moins culturel que leurs recueils de poèmes composés des mêmes textes, sous la forme d'un livre. Une démonstration par l'absurde . L'absurdité, surtout, d'une culture à deux vitesses qui refuse de considérer la musique comme un art. Comme tous les arts, celle-ci a pourtant besoin d'être protégée.

Nous proclamons que le disque appartient à l'art, en joignant le geste à la parole : le 21 juin 1997, la Fnac abaisse la TVA du disque

(20,6 %) au même niveau de celle du livre (5,5 %)* (hors Prix Vert, CD 2 titres, Maxi single, Maxi 45 tours et vidéo).

ge la différence avec le teux légal, soit une remise de 12,52 %, per escompte direct aux caisses. Offre veleble uniquement le 21 juin 199

GOUVERNEMENT L'Assemblée nationale a voté la confiance au gouvernement de Lionel Jospin, jeu-di 19 juin, par 297 voix contre 252. Le premier ministre, dans sa déclaration

de politique générale, a proposé « un nouveau pacte républicain » et un « pacte de développement et de solidarité ». • M. JOSPIN a annoncé 45 mesures dont une hausse du SMIC

de 4 % au 1" juillet et une revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire à 1 600 francs. La rentrée du Parlement sera anticipée en septembre avec l'examen d'un collectif budgétaire. • PHILIPPE SÉGUIN s'est posé en chef de file de l'apposition, se fixant l'objectif de « réussir la synthèse entre compétitivité et solidarité ». ● UNE PASSE D'ARMES a opposé M. Jospin et M. Séguin sur les résultats du conseil européen d'Amsterdam. Le premier ministre a rappelé que le président de la République s'en était publiquement félicité.

Lionel Jospin défend les résultats d'Amsterdam contre Philippe Séguin

Le premier ministre a obtenu la confiance de la majorité de gauche, mais les communistes ont rappelé leurs exigences en matière de hausses des salaires. Précis pour les réformes de société, le programme du gouvernement prévoit une relance prudente de l'économie

UNE DRÔLE D'ATTENTE. Sans fébrilité excessive, sans l'électricité qui tend parfois les couloirs du Palais-Bourboo. Le costume sombre, légèrement engoncé par une veste trois boutoos,

Liooel Jospin

piétine littéralement les marches pour monter à la tribune. « Natre pays a besain

d'un projet », commence-t-il, le front plissé, la voix plutôt forte, avant de proposer « un nouveau pacte républicain », un pacte de « développement » et de « solidarité ». L'école, l'immigration, la justice, la sécurité. Un tantinet professoral, il dessine les chapitres en les accompagnant de scrupuleux mouvements de tête. Son épouse l'observe des tribunes

Tandis que, sur les bancs du RPR. Philippe Séguin et Françoise de Panafieu oouent d'obscures tractations autour d'une boîte de pastilles. Roselyne Bachelot, maternelle, couve Alain Juppé, qui l'a accueillie d'un baise-main furtif, L'opposition s'anime. Elle s'exclame quand M. Jospin Invite la France à définir une « politique d'immigration digne et ferme ». La limitation du cumul des mandats déclenche la sonore approbation de Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint Denis), quand Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savole) réclame la parité hommesfemmes chez les sénateurs. Les chefs de l'UDF s'agitent. Un regroupement s'opère autour de François

• Décisions à effet Immédiat :

arrêt du projet de canal à grand

• Fin juin: instructions aux

données par le ministre de la

individuelles ; le ministre de

l'économie, des finances et de

orientations economiques du

gouvernement. Il est invité à

projet de loi, le ministre de

l'industrie présente les premières

« examiner les perspectives d'une

baisse de la TVA ». En vue d'un

des étrangers en situation

justice dans des affaires

préfets pour un examen du cas

irrégulière ; arrêt des instructions

surgéoérateur Superphénix « sera

gabarit Rhin-Rhöne. Le

ahandonπέ ».

Le calendrier des mesures annoncées

par un couloir, en conversation agitée avec Gilles de Robien. Ce dernier, candidat contre M. Madelin à la présidence du Parti républicain, réclame qu'on lui communique les fichiers des adhérents. M. Léotard est d'accord, mais M. Madelin refuse. M. de Robien se fâche. Uo armistice interviendra un peu plus

Vient le chapitre économique. Le premier ministre s'interromot et répond volontiers aux interpellations de l'opposition. D'abord sur le résuitat du sommet européen d'Amsterdam. «Si wous trouvez qu'il est insuffisant, signalez-le au président de la République qui s'en est publique-ment félicité », lance-t-il à Nicole Catala (RPR, Paris). Puis sur le Crédit lyonnais: « Je ne suis pas sûr qu'il vous faille en parler, étant donné les personnes qui ont présidé à ses desti-

CHASSÉ-CROISÉ

Sur l'Europe, les rangs communistes, à l'autre bout de l'hémicycle, ont refusé de se joindre aux approbations des députés socialistes et RCV. Visiblement décus par l'annonce d'une hausse de 4 % du SMIC, ils ébauchent une protesta-tion. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, à mi-travée, le cartable sur le pupitre, ne brooche pas. M. Jospin achève sa déclaration. Sa majorité se lève pour l'applaudir. Le groupe PC s'exécute avec un entrain modéré. Maxime Gremetz reste obstinément assis.

Le président du groupe socialiste. Jean-Marc Ayrault; delivre une longue défense et illustration de la

le réexamen de la législation sur

les liceociements économiques ;

activités concernées pour le

personnalisée au logement.

permettra l'élaboration d'un

Fin août : conclusions de la

législation de la nationalité, le

mission interministérielle sur la

des comptes publics qui

collectif budgétaire pour

fruits des cet automne ».

4%; actualisation et

programme « 700 000 jeunes »

Mª Aubry recense également les

qui doit commencer à « porter ses

● 1ª juillet : hausse du SMIC de

revalorisatioo du barème de l'alde

• Mi-juillet : résultats de l'audit

La géographie des groupes GROUPE R. C. V. RADICAL CHOYEN VEXT) GROUPE UDF 113 140 GROUPE RPR

méthode Jospin à la tribune. A droite, les baocs se vident. A gauche, on est distrait. Au « percboir », Laurent Fabius invite ses collègues à « ne pas déployer dans cette enceinte tel ou tel organe de

presse, qui peut être consulté au de-

La conférence des présidents a accordé à Philippe Séguin le privilège d'être le premier orateur de Perposition: 'Il o'attra de cesse de prouver qu'il en est le chef de file. Il

l'immigration. Un projet de loi sera présenté à la prochaine session du Parlement. • Septembre : revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire (de 420 francs à 1 600 francs); mise en œuvre d'un plan spécial cootre la violence à l'école ; mobilisation de moyens supplémentaires pour les zones d'éducation prioritaire; anticipatioo de la rentrée parlementaire à la mi-septembre

et examen d'un collectif budgétaire ; conféreoce oationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail à laquelle sera présentée un projet de loi-cadre ramenant la durée légale du travail de 39 à 35 beures avant la fin de la législature. Début 1998 : réunioo des états-généraux de la santé.

La majorité parlementaire comprend 319 députés, l'opposition en anapte 253 : 5 députés ne sont rationles à aucur groupe. tire les « enseignements » de la défaite, transmet les «messages» du « peuple », énumère les « boulever-

sements qui secouent le monde », désigne l'objectif - « réussir la synthèse entre compétitivité et solidarité ». Toutes choses qui sont moins destinées au chef du gouvernement qu'à la droite de l'hémicycle. Chassécroisé : le début de l'intervention du premier ministre avait des élans séguinistes; le discours du président du groupe RPR a une tonalité quasijuppéienne.

... Le-député des Vosges s'adresse,enfin, sur l'Europe, à M. Jospin : a Quand on a tiré le vin, il faut le boire, surtout quand on est soi-même allé chercher les bouteilles à la cave. » L'exercice est plus délicat, puisqu'il faut bien mentionner ce « satisfecit » adressé par le président la République au chef du gouvernement, à l'issue du sommet d'Amsterdam. M. Jospin prend des notes. Au terme de son intervention, d'«un mat plus personnel », M. Séguin ébauche une comparaison entre le locataire de Matignon et lui-même : Naus venans l'un et l'autre du même mande: celui de l'enseignement public. (...) l'ai choisi le général de Gaulle ; vous avez embrassé l'idéal socialiste. (...) Le verdict de l'histoire tambera vite. » L'oppositioo, debout, loi réserve uoe ovatinn.

comme à son habitude. « Une immense volonté de changement s'est exprimée dans le pays » : Alain Bocquet est à la tribune. Le président du groupe communiste s'adresse, lui, résolument au premier ministre : « La majorité n'a pas le droit de décevoir. » En des termes ajustés au millimètre, M. Bocquet introduit et légitime cette première intervention communiste de la législature : au terme d'une longue liste de revendicatioos, l'esprit « responsable et constructif » est devenu « constructif

et offensif ». François Bayrou, contrairement à son habitude, lit son texte. D'embiée, le président du groupe UDF annonce que, «s'il advient que ce que vous dites ou faites nous paraisse bien, nous le soutiendrons ». Il a du reste applandi à plusieurs reprises le discours de M. Jospin. Une allusion du vice-président de l'UDF au « trovail de reconstruction de l'apposition » met en joie les députés socialistes. M. Bayron a terminé. Sur les bancs de la droite, tout le monde se lève pour l'applaudir. Même Raymond Barre quitte sa place pour venir féliciter l'nrateur.

Avec Michel Crépeau, les choses premient un tour plus léger. Seul orateur à s'exprimer sans notes, le président du groupe RCV, qui fait cobabiter les amis de Jean-Pierre Chevènement, les radicaux et les écologistes, déclenche les premiers rires lorsqu'il dit que son groupe « n'est pas, tant s'en faut, celui de la pensée unique ». Sa voix nasillarde, ses formules, ses gestes de ténor du barreau font la joie de MM. Barre, Léotard -ou-- Drut. Européen coovaincu, il recommande oéanmoins à M. Jospin de bannir le « charabia technocratique » des ministres et des technocrates. Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris), tout sourire, se retourne vers Georges Sarre (RCV, Paris), dont la mine s'allonge au fur et à mesure du discours de l'élu radical. « On reconnaît parfaitement la pensée européenne du Mouvement des citayens », ironise M. Cambadélis à l'adresse du lieutenant de M. Chevènement.

Quelques feuillets de notes à la main, M. Jospin grimpe prestement, pour la seconde fois, les marches qui mènent à la tribune. Le chef du gouvernement remercie « la majarité plurielle », puis l'oppositioo. Il s'adresse ensuite, looguement, à M. Séguin, feignant de s'étonner du

des propositions que vient de formuler le oouveau président du groupe RPR. Stimulé par les critiques qu'il a entendues sagement sur son banc, M. Jospin défend avec vigueur les résultats du sommet d'Amsterdam, citant encore M. Chirac pour sa défense.

M. Séguin obtient du premier ministre l'autorisation de l'interrompre. Le député des Vosges, qui trouve là une couvelle occasion de se placer eo orateur principal de l'opposition, tente un effet en lisant des extraits du relevé de conclusioo de la clause sociale de l'accord

297 pour, 252 contre

La déclaration de politique générale a été approuvée par 297 voix coutre 252, sur 551 votants et 549 suffrages exprimés. Les 19 députés nommés au gouvernement ne pouvaient participer au vote. Ont voté pour : le groupe PS, à l'exception de Georges Frêche (Hérault) et Prancis Hammel (Somme), qui n'ont pas participé au vote; le groope PC, sanf Maxime Gremetz (Somme), qui s'est abstenu; le groupe RCV. Out voté contre : le groupe RPR, à l'exception de Franck Martin (Essonne) et Jean Marsaudon (Essonne), qui n'out pas participé au vote; le groupe UDF - Pascal Clément (Loire) a indiqué qu'une « erreur matérielle » l'avait empêché de voter, mais qu'il « n'aurait pas accorde sa confiance ». Parmi les oon-inscrits, Philippe de Villiers (MPF, Vendée) et Dominique Caillaud'(MPF, Vendee) ont voté contre; Alfred Marie-Jeanne (ind., Martinique) s'est abstenu; Jean-Marie Le Chevallier (FN, Var) et André Tien Ah Koon (div. d., la Réunion) n'ont pas participé au vote.

d'Amsterdam. « Je ne suis pas sûr que des citations sélectives soient la meilleure facon d'écloirer les François », réplique le premier ministre, visiblement à l'aise dans cette passe d'armes. Ravi du « ton nouveau » de ce débat, M. Cambadelis Juge que soo champion a été « meilleur » dans ses réponses que dans son discours introductif.

Caroline Monnot. Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy

droit des étrangers et l'emploi et de la solidarité engage Edouard Balladur reste assis, Le premier ministre enclenche la relance mais diffère ses choix budgétaires

DURANT la campagne électosocialiste avait annoncé qu'il conduirait une politique prudente de relance et de redistributioo,

ANALYSE -Un programme économique

clairement socialiste et teinté de prudence

mais avait été plus elliptique sur ses priorités en matière de finances publiques. Devenu premier ministre, Lionel Jospin a tracé les contours d'une palitique économique qui porte la marque de ses Les socialistes avaient effective-

ment annoncé qu'en cas de victoire, leur priorité irait à une politique de relance. Estimant que l'atonie de l'activité s'explique d'abord par une insuffisance de la demande et non par un manque de compétitivité des entreprises, ils ont longtemps plaidé pour un meilleur partage de la valeur ajoutée. De la parole aux actes, M. Jospin a donc fixé les premières étapes de ce « nauveaa cheminement de craissance » - pour reprendre une formule que l'oo affectioooe à Matignon - en annonçant une revalorisation de

4 % du SMIC au 1º juillet, un relèvement de 420 francs à 1 600 francs de l'allocation de rentrée scolaire ou encore une amélloratioo de l'aide personnalisée au logement.

UN CAP FISCAL PRÉCIS

M. Jospin avait, toutefois, prévenu que cette relance par les salaires serait « maîtrisée ». Dans le calibrage des hausses, on trouve donc, aussi, la trace de cette prudence anooncée. La hausse du SMIC est symboliquement identique à celle décidée le 1º juillet 1995, au lendemain de la victoire de Jacques Chirac (même si, compte tenu du niveau de l'inflation, le gain en pouvoir d'achat est, cette fois, un peu plus fort). De même, la majoration de l'allocation de rentrée scolaire est la plus forte jamais décidée, mais sans surprise: à l'époque d'Edouard Balladur, elle avait atteint 1 500 francs, avant d'être ramenée

à 1 000 francs par Alaio Juppé. Deuxième priorité, la réforme a demandé au ministre des fi-

fiscale présente les mêmes caractéristiques : d'une tonalité clairement socialiste, elle devrait être tout aussi prudente. Alors que M. Juppé a relevé le taux normal de la TVA, le faisant passer de 18,6 % à 20,6 %, le premier ministre nances « d'examiner les perspectives d'une baisse de la TVA ». Dans

la même logique de redistribution, il a estimé qu'il coovenait de « mains taxer les revenus du travail » et de « supprimer les privilèges indus dont bénéficient d'autres

catégories de revenus ». Le cap fiscal est donc précis. Encore faut-il souligner qu'il ne laisse pas présager de grande secousse, ni de précipitation. Pour la TVA, on comprend ce souci de modération. Le gouvernement a un problème technique difficile à résoudre. Pour favoriser la consommation populaire, le plus simple serait d'abaisser de 5,5 % à 5 % (taux-plancher européen) le taux réduit de la TVA, mais la baisse, de faible ampleur, risquerait d'être peu visible dans les prix à la coosommation. Le gouvernement préférerait donc « reclasser » dans le taux à 5,5 % certains produits actuellement assujettis à celui de 20,6 %. Mais là encore, la décision exige une concertation européenne. Compte tenu de cette difficulté - et de l'étroitesse des marges de manœuvre budgétaires -, la réforme ne pourra donc pas être rapidemeot mise en applicatioo.

Dans le cas de la fiscalité sur les hauts revenus, la modération est encore plus nette. Alors que la plate-forme adoptée en décembre 1996 par le PS proposait de nombreuses pistes, comme le durcissement de la taxation pour l'assu-



Les investisseurs s'inquiètent des dépenses mais apprécient la housse du SMIC de seulement 4 %.

raoce-vie et plus géoéralemeot dans le domaine de l'épargne, la formule elliptique du premier ministre sur les e privilèges indus » laisse présager une réforme plus modeste, touchant seulement certaines déductions fiscales liées à l'impôt sur le revenu, comme celles en faveur des investissements dans les DOM-TOM, dans les navires de commerce ou le ci-

INSPIRATION KEYNÉSIENNE Dans cette même logique de modération, il faut d'ailleurs relever un engagement fort de M. Jos-

pin. Alors que certains socialistes ne cachent pas leur réticence à une baisse de l'impôt - c'est le cas, par exemple de Martine Aubry-, le premier ministre a dit son « attachement à la stabilisation des prélevements obligatoires ». Plus que cela: «Si lo croissance le permet, at-û ajouté, mon objectif est à terme de les diminuer ». A l'aune de ses nbjectifs, on a donc une idée assez précise de la politique économique qui a les faveurs de M. Jospin: d'inspiratioo keynésienne, elle

n'en sera pas moins pragmatique. Reste une inconnue : le premier ministre n'a pas donné la moindre

indicatioo sur ses objectifs budgétaires. Ou plutôt si, il a implicitemeot annoncé des dépenses supplémentaires : 6 milliards de francs au titre de la majoration de l'allocatioo de reotrée scolaire, près de 4 milliards pour la revalorisataioo du SMIC, compte tenu des allègements de charges que finance l'Etat. Mais, en cootrepartie, le gouvernement réalisera-t-il des économies? Souhaite-t-il une diminutioo des déficits publics?

Oo comprend que M. lospin souhaite se donner du temps avant de répondre à ces questions. Il veut, au préalable, connaître les résuitats de l'audit, qui sera conduit par Jacques Bonnet et Philippe Nasse, deux magistrats de la Cour des comptes.

Même si M. Juppé a remis à M. Jospin, le 3 juin, lors de la passation de pouvoir, une note mettant eo évidence « l'améliaration » de la situation écocomique de la France, il n'en est pas moins vrai que les comptes publics apparaissent fortement dégradés. « La situation des finances publiques est sérieuse », a d'ailleurs indiqué le nouveau premier ministre. Il n'a pourtant pas suggéré comment il comptait y remédier. C'est, à l'évidence, la faille principale de son

Laurent Mauduit

Relever le défi du .

CLASS CARREST MAN SHAPE named by a summittee of the with the Page, he become grown on a parameter member et com out an

representation of the control

4 . 3.

90.0 11 "

22 22 .

The section of

English and an

The state of

Appropriate and a second

SETTLE STATE OF THE SET

\$2500 20 0 miles

Carried Control of the Control of th

The same of the sa

Per 1 -- Course

Maria Company

The state of the s

Management of the world

NEC CONTRACTOR OF THE PARTY OF

Per line

The second

along interpretation

Control of Control of Control of Control

to the same of the same

Car Sandar Sandar Sandar

COMPLETE SERVICE

ER-USDOL

100 Budy .

Marian a sure of the same

Reference of decision

M. Joseph Ge

The state of the s

e grore er

de allocation de

a remiche

bedeephon in 30 in 1991

deligite a proposity result for

d commission against de ad

applaudit is a second of the s

Shurat G.

Million de la distreta dis array 25

Militer Selie

sur l'emplo. C'est aussi

M legates

enter the street of the street

The street of th

7.7.2

.

100

.

300

in recell and one progression with the progression LATE OF THE SALES GOODS STORE OF THE PROPERTY OF CALL TONGER MAN AND ASSESSMENT MAN THE PARTY IS A CHARGE IN THE PROPERTY. .. It will plus mis make the a finish the The state of the state of the state of ALL THE DAY COME TOWN IN STREET, MANY to make the boated the particular or the dependent with the street of the THE REAL PROPERTY AND THE PARTY. BITCHER, OF M. S. PERRY AND AND The wante a facile, dispersional the statement a service state of the the same of properties of the same 1855, January and Additional States & s Place Touristate, de gan - 马克·斯斯·阿尔克斯斯斯 医皮肤 (1997) Strains THE REST WAS THE PARTY BOUNDARY the second affective was so to come the

Liebel histon cuts for an and Charte Patric Unions in the said factors positive in a solven consiste appropriate a man ber of states aspirations in Andre Samme 1979 Fift Marris Ser conduct to make the former makes The in depote of which some De valence the good from the

contact to cultural to Durant Fallers, in des relations are, a francisco, tratathe continues, and he travel and attention etinamenten in sales. Her is home. realities a transec in première partie de l' territors de M. temper e como como de in the a tradement ple a fairmed be that is noticed the management of the concolone to concluent to remain determents partie man medican w.

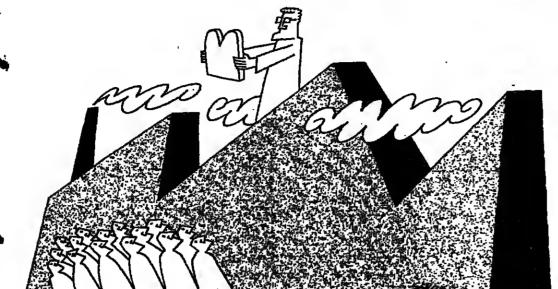
of the a forget care his Lateries - suppose · La pourte ed menero on his god the first state of the decide transmisser and agenin the state of Nicola Section, by any TO ALL THING OF MANY A SER ALL THE ME the state of the s The second of Plans along ME Waller

Syndicats et patronat CHAQUE ORGANISATION Bed Cone Con

Les de fince ourrière, qui meall ing a satisfaction of the mooney of the moon " Wilde till telepression de Shift. Ples fort of up appel & in recognisalar de salates remains, subside la contrafration de Mait Man. del se cerronne stant l'approche * Actions the de the de Phile And CONTRACTOR AND

A CONTRACTOR A 12 PRINTER SO CAME de l'unde de pression, la CFEC et la on that ere d'allocations familles. Coursette, elles apprécient la Sois e Montreui, qui ri anni de la CGC ni de COCCA de COCACA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCACA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCACA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCACA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCCA de COCC the second of employed in the second all set for salation

rement de la démar les produces les de la concernación activation activación por LANCE LANGUE OF CAPT JOHN MONEY to a letter a pur prime a la manage duction gradialises du transporter travail de 14 à 55 heures sans petits de salaire. Schin lin, come messas conductant « à la samename conductant conducted of a la suprement statement



Relever le défi du « sens »

HLY AVAIT bien longtemps qu'un premier ministre o'avait pas commencé un discours de politique générale, à l'Assemblée nationale, par un long exposé sur la Répu-

ANALYSE.

1. 1. 1. 1. 1. 1.

10 m - 100 m

. .

A 10

contre Philippe Séguir

with At

Charles ...

ger man berg

Acres 10

المعارض والمهاد والم

A STATE OF

---2.4

Lionel Jospin reprend à son compte le « pacte républicain »

blique et la Nation, à laquelle Lionel Jospin met, comme à la pramière, une majuscule. « Je veux l'Europe sons renoncer à la France », avait-il dit lorsqu'il avait répondu, le 21 avril, à l'annonce par le président de la République de la dissolution de l'Assemblée, «La Nation, a-t-il déclaré jeudî 19 juin, est non seulement la réalité vivante à laquelle nous sommes tous attachés, mais surtout le lieu où bat le cœur de la démocratie, l'ensemble où se nouent les solidarités les plus profondes. »

Cette conception de la nation currespond à celle que défend depuis toujours Jean-Pierre Chevènement. Elle fonde, chez le président du Mouvement des citoyens, aujourd'hui ministre de l'intérieur, son refus d'une Europe dont le mode de construction aboutit à déposséder les citoyens de leur pouvoir. Pour M. Chevècement, comme aussi pour Philippe Séguin, la nation est le seul cadre dans lequel peut s'exercer la démocratie. M. Jospin ne va pas avssi loin puisqu'il admet, lui, que l'Europe peut être «un espace supplémentaire de démocratie ». Il exclut. en revanche, qu'elle puisse « se substituer à la Nation ».

D'autres courants de la gauche donnent la priorité à la recherche d'une organisation démocratique supranationale. Michel Rocard, par exemple, expliquait volontiers, lorsqu'il était premier ministre, que le scul sujet qui vaille est la «bataille pour l'organisation de la planète», autrement dit l'établissement de relatioos internationales qui permettent de fédérer les énergies des Etats face aux dangers d'un règne exclusif des logiques financières et commerciales. Sans coosidérer l'Etat-natioo comme dépassé, la « deuxième gauche », à laquelle se rattache également Jacques Delors, tend cependant à juger l'Etat madapté, et la nation trop étroite, face aux réalités techniques, économiques et sociales d'aniourd'hui.

M. Jospin ne partage pas cette méfiance, ni envers l'Etat, ni envers la nation. Il s'inscrit bien, en cela, dans la «première gauche», et les sol est consubstantiel à la nation fran-références de son discours devant caise», ce que les historiens contesl'Assemblée se situent dans le patrimoine commun des républicains, même si, comme le précise son ami Claude Allègre dans Le Nouvel Observateur (daté 18-25 juin), le premier ministre ne partage pas le cuite de certains d'entre eux pour l'Etat ni, moins encore, leur disposition à se soumettre à la « raison d'Etat ». Andessus de l'Etat, M. Jospin place en effet le droit, avquel, a-t-il dit jewii, la puissance publique et ceux qui en sont dépositaires doivent se confor-

DROIT DU SOL

Il reste qu'en proposant aux Français de nouer avec eux « un nouveau pacte républicain », le chef du gonvernement a énoncé les principes d'un retour aux sources. « Faire retour », « rétablir » sont des mots qu'il n'a pas craint d'employer, que ce soit pour parler de l'éthique à laquelle doivent obeir tous les serviteurs de la République, élus ou fonctionnaires, ou de la priorité qui doit être donnée à l'école, dispensatrice oon seulement d'enseignemeot, mais aussi d'instruction et, plus encore, de « morale » civiques. Enfin, il a placé l'ouverture, et par conséquent l'intégration des immigrés, au coeur du pacte républicain. Ainsi a-t-il affirmé que « le droit du

caise», ce que les historiens contesteront, mais qui revient en fait à opposer la conception républicaine de la nation à ceux qui en ont une vision ethnique.

En se donnant pour première tache de reconstituer un lien social et politique dont l'affaiblissement prive seloo lui les Français de « sens », M. Jospin formule moins une profession de foi qu'il ne s'efforce de répondre à l'attente do pays, telle qu'il la perçoit. Politique réaliste, le premier ministre ne se fait. pas faute de reprendre à son compte des thèmes maugurés par d'autres que lui et validés par les électeurs lors de précédentes compétitions électorales: le «pacte républicain» avait été placé par M. Séguin au centre de la campagne de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle de 1995

Et c'est M. Chirac lui-même qui, reprenant la parole le 27 mai après le premier tour de l'élection présidentielle, avait expliqué la dissolution par la nécessité qu'il avait éprouvée de « ressaisir l'énergie nationale (...) pour donner à la nation une force qui s'échappait ». Cet « aveu d'échec », selon M. Jospin, était aussi à ses yeux un défi; auquel il entreprend aujourd'hui de répondre.

Patrick Jarreau des relations franco-africaines en cassant les « réseaux ».

La désaffection envers l'Europe

CE N'EST CERTES PAS une rup-ture : il o'y a pas eu de parole irrémédiable, pas de rébellion ouverte, pas de remise en cause fondamentale. Ce n'est pas une rupture, c'est une désaffection. Une chute d'intensité. Une espèce d'affaissement ceotral du discours français sur l'Europe, qui berçait oos oreilles depuis plus de quinze ans, au fil des gonvernements, avec tout ce qu'il avait d'incantatoire, avec tout ce que l'Europe avait de trop évident et de trop compliqué pour que l'on prit la peine d'en expliquer correc-

tement le sens. Ce u'est pas un divorce : Lionel Jospin oe répudie pas l'Europe. Mais il s'arrange pour faire comprendre que sa relation avec elle est pour lui surtout contraignante, que l'Europe a déçu, qu'il faudrait qu'elle s'amende, qu'il ne la vénère pas jusqu'à tout lui céder. En somme, que le temps de l'idylle est passé et celui des bostilités éventuellement ouvert.

Le discours du premier ministre n'aura pas rassuré les dirigeants européens qu'inquiètent les dernières péripéties de la vie politique française. Ils en auront sans doute une approche comptable: combleo tout cela va-t-il coliter, où en sera le déficit public en France ao jour J de l'examen de passage à la monnaie unique? les dépenses supplémentaires annoocées supposent-elles un renoncement non avoué à cet objectif? Le premier ministre o'a pas abattu toutes ses cartes et les comptes sont pour l'heure difficiles à faire, Mais, indépendamment de cette évaluation chiffrée du programme annoncé par M. Jospin et

Réformer la coopération

« critères » que chaque Etat est censé respecter pour pouvoir adopter l'euro (notamment un déficit public qui ne dépasse pas 3 % du PNB), ce qui frappe dans le discours du premier ministre, c'est le peu d'enthousiasme exprimé pour cet objectif de la monnaie unique.

lippe Séguin, c'est à cela probable-

« JEU DE DÉFAUSSE » Comme le faisait remarquer Phi-

meot que Liooel Jospin doit en grande partie sa victoire électorale : à sa prise en compte de l'exaspération face à l'austérité que la France de Prançois Mitterrand s'est imposée à elle-même pour longtemps - sans eo mesurer la pénibilité future -, en voulant lier au sieo le destin de l'Allemagne et eo choisissant pour ce faire le plus sûr moyen qui soit: le mark. C'était eo une autre ère, où l'oo parlait d'Histoire. Le temps à passé vite et, quelques années plus tard, l'effondrement du bloc communiste étant dans le melleur des cas relégué au rang de la mémoire archéologique, la récessioo économique ayant fait soo œuvre en Europe, nul o'est plus en mesure de convaincre un chômeur, un parent de futur chômeur, un sans-logis, un « béoéficiaire » de plan social, un imminent retraité légitimement inquiet, que la cause

européenne vaut bien son sacrifice. On ne saurait faire grief à Lionel Jospin d'avoir pris la mesure de l'inadéquation d'un discours européen trop manifestement figé, dans lequel il o'a pas voulu se couler. La démarche est au contraire salubre : comme il le note au début de son

discours, il faut redonner du « sens » aux grandes options poli-tiques ; celui de l'Europe, effectivement, s'est perdu. On ne peut pas non plus lui reprocher d'imputer à l'Europe tous les maux de la terre, puisqu'il preod la peine en une phrase de récuser « le jeu de défausse » consistant à faire assumer à l'Europe nos propres défaillances. Il o'en reste pas moins, dans cette solennelle déclaration d'intentioo, une part d'ambivalence, d'hésitation, de oon-dit à propos de l'Europe, qui, de la part d'un homme manifestement désireux de parier clair, est un signe indubitable de

faiblesse. M. Jospin, depuis le début de la campagne électorale, esquive la questioo que se posent notamment les parteoaires européeos de la France: comment entend-il concilier la générosité de la politique qu'il annonce avec l'échéance de la monnaie unique? «Il va vous falloir choisir entre deux paroles dormées, l'une à vos électeurs, l'autre à nos partenaires », lui disait jeudi Philippe Séguin. Pour ce qui est de la seconde, le premier ministre avait répondu par avance, avec un rien de mauvaise foi, eo laissant eotendre dans soo discours que ce o'était pas lui qui l'avait donnée. Incriminant implicitement noo le traité de Maastricht, qui fixe à l'Europe l'objectif de la monnaie unique et son calendrier, mais le pacte de stabilité budgétaire qui fut cooclu après, M. Jospin avait reovoyé sur Jacques Chirac l'entière responsabilité de cette parole donnée par la France à l'Europe.

On trouverait aisément d'autres signes de soo peu d'adhésion à la constructioo européenne telle qu'elle se présente aujourd'hui, à commeocer par le vocable qu'il s'approprie pour son propre projet - le « pacte » républicain, comme si un pacte devait s'opposer à un autre -, ou par la façoo dont il affirme avec insistance qu'il entend gouverner pleinement, c'est à dire décider de la politique économique de la Prance, comme si elle devait entrer un jour en conflit avec des eneagements internationaux qui relèvent des prérogatives présideotielles.

Claire Tréan

Bons points sur la démocratie, mauvaises notes sur l'économie

LIONEL JOSPIN aura fait un heureux à droite. A l'issue de la déclaration de politique générale, Patrick Devedilan (RPR, Hants-de-Seine) pointe la « seule bonne nouvelle » : il o'y aura pas de session extraordinaire en juillet. André Santini (UDF-FD, Hauts-de-Seine) constate lui anssi que le premier ministre « a

mis les députés en congés payés ».
Des vacances ? Pas si sûr : Yves Colmou, directeur de cabinet de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, insiste, dans les couloirs, sur le travail qui attend les commissions en juillet. Pour le reste, M. Devedjian a trouvé la première partie de l'intervention de M. Jospin « plutté bonne ». Selon lui, elle a également plu à Edouard Balladur. « Sur la société, c'est moderne. Le style est bien. La méthode de gouvernement est de qualité », estime-t-il, conciliant. En revanche, «la devoième partie étnit médiocre ».

Il en a forgé une loi d'airain « navrante »: «La gauche est mauvaise sur les questions économiques, et la droite mouvaise sur les questions de société ». Nicolas Sarkozy, lui, a préféré « la forme au fond ». « Je n'ai rien contre Thomme », indique t-il, en affirmant, par référence à Tony Blair, que la France a « le Purti socialiste le plus dur d'Europe ».

Philippe Briand (RPR), qui est placé dans Phémicycle à côté d'Alain Juppé, rapporte les impressions de l'ancien premier ministre : «Sur le SMIC, j'avais fait 4,5 % », hii a dit M. Juppé. La loi d'orientation agricole, annoncée par M. Jospin? « Elle est prête ». M. Juppé « ne voit pas en quoi tout cela va changer la vie des Français ».

Selon Claude Goasguen, secrétaire général de FUDF, M. Jospin « n'o pas trouvé son style », à la différence de M. Juppé en 1995, ou même de Michel Rocard en 1988. Pietre Méhalgnerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine) ne retrouve pas «la deuxième gauche » dans les propos jospiniens. Pietre-André Wiltzer (UDF, Essonne) déplore l'infloeoce de «l'idéalogie de la vieille

Charles Millon s'essaie an Jeu du portrait : «M. Jospin n'est ni décentralisateur, mi européen, ni libéral. pas même social, il est socialiste ». Pour connaître le point de vue de Jean-Marie Le Chevallier, unique député Pront national, il faudra attendre son communiqué. «Des embouteillages sur la route de Toulon à l'aéroport » l'auraient empêché de venir à Paris. C'est donc de Toulon où il est maire qu'il aura suivi les débats et déclaré que les « propositions socialistes sont sans surprises » et les

répooses de MM. Séguin et Bayrou,

La politique étrangère, hormis la référence à l'Union monétaire en-

ropéenne, a été presque totalement absente du discours du premier

ministre. Affirmant son attachement à la promotion des droits de

Phomme, à l'action humanitaire, aux interventions en faveur de la

paix, et à la poursuite d'une politique de la francophonie, M. Jospin n'a

exprimé de volonté de changement qu'à propos d'un seul domaine :

l'Afrique. L'aide au développement de ce continent est sa « priorité »,

a-t-il indiqué, en ajoutant qu'il fallait définir « un nouveau porteno-

riat », ce qui implique une « réforme du dispositif de la coopération ». Il

faisait allusion à l'idée - que son prédécesseur avait eue avant lui, sans

parvenir à la mettre en œuvre - de créer une Agence pour le déve-

loppement, dont l'un des buts devrait être de revoir la répartition des

aides aux différents pays, mais aussi d'établir une gestion plus saloe

A gauche aussi, le premier volet du discours, sur la vie publique, la morale et la démocratie, est mieux passé. Jean-Pierre Michel (RCV, Haute-Saone) l'a trouvé « excellent ». Le secood, sur l'écooomie et le social, « plus faible »: « Comment financer tout ce qui a été annoncé » s'interroge curieusement ce chevéoemeotiste. Jack Lang, présideot de la commission des affaires étrangères, lui répond: « Mieux vaut surprendre dans trois mois par une occélération, que de décevoir en ayant trop promis ».

OISTRIBUTION DES RÔLES AU PC Maxime Gremetz (PC, Somme) goûte les délices de l'opposition. S'il ne s'est pas levé pour applaudir le premier ministre, c'est parce que ce genre de manifestation lui rappelle « les pays de l'Est ». Alain Bocquet, président du groupe communiste, et Robert Hue, secrétaire national, affichent une mine satisfaite, en dépit de ce coup de pouce au Smic jugé trop timide. Les deux responsables du PCF distribuent les rôles: les ministres communistes sont priés de se mêter de leur ministère, tandis que le Parti et les députés ont le privilège de

pouvoir critiquer - jusqu'à un certain point le gouvernement.

Tout aussi ravi, l'apparenté Jean-Pierre Brard est allé glisser son compliment à l'oreille de M. Jospin. Il en a profité pour lui signaler que, s'il a du courrier à lui adresser - comme ce mot de félicitations après son élection à Montreuil, le 1ª juin -, mieux vaut ne pas l'envoyer au comité fédéral du Parti... M. Gremetz a donné a son ami Leroy une delégation pour le vote. Le député de la Somme s'abstient. M. Hue balaie l'incident d'un soupir : « Pour faire de l'opposition, il faut avoir la carrure ». M. Bocquet soupire à son tour : « Quand le pense qu'en 1993, lorsqu'on a voté la liberté de vote dans le groupe, il a été le premier à s'y opposer! En plus, il me fait devenir centriste ».

Anne Sinclair vient saluer Aquilino Morelle qui était assis aux côtés de Sylviane Jospin dans les travées. La « plume » du premier ministre râle qu'une coquille - « Je demanderai au président de la République la tenue d'une session extraordinaire » - ait pu demeurer dans un texte relu « quinze fois » encore le jour même. Au PS, certains parlent d'un + acte manaué ».

Récit du service France

Syndicats et patronat mi-figue, mi-raisin

dicale a trouvé dans le discours de Lionel Jospin, simultanément, matière à satisfactions et à regrets. Ainsi la CGT y voit-elle « une certaine volonté de prendre en compte ce qu'ant exprime les élections ». Elle se félicite de la perspective des états généraux de la santé, de la revalorisation de l'aide personnalisée au logement et des 1 600 francs de l'allocation de rentrée scolaire. En revanche, « la limitation de la hausse du SMIC à 4% va susciter force déceptions », seloo la centrale de Montreuil, qui n'approuve ni le transfert des cotisations sociales sur la CSG ni « l'ambiguité du vocabulaire » à propos de France Té-

La commission exécutive de la CFDT applaudit la poursuite de « la réforme de l'assurance-maladie et l'instauration de l'assurande-maladie universelle », mais craint que la réduction de la durée du travail en cinq ans ait un impact « insignifiant > sur l'emploi. C'est aussi

CHAQUE ORGANISATION syn- l'avis de Force ouvrière, qui aurait souhaité un relèvement du SMIC plus fort et un appel à la renégociation des salaires minima, même si la confédération de Marc Blondel se retrouve dans l'approche « keynesienne du rôle de l'Etat dans l'économie ».

Favorables à la remise en cause des fonds de pensioo, la CFTC et la CFE-CGC marquent leur distance en matière d'allocations familiales. Quant aux fédérations de fooctionnaires, elles apprécieot la fin des suppressions d'emplois dans la fonctioo publique mais déplorent que le premier ministre o'ait rien dit sur les salaires.

SI le patronat se réjouit unanimement de la démarche prodente et de la concertation annoncée par Lionel Jospin, le CNPF cloue ao pilosi « l'erreur lo plus grave », à ses yeux, du premier ministre : la réduction généralisée du temps de travail de 39 à 35 heures sans perte de salaire. Selon hi, cette mesure condutrait « à la régression économique et à la perte de nombreux

L'hostilité des chefs d'entreprise

se focalise sur la réduction do temps de travail. Victor Scherrer, président des industries agroalimentaires, « voit rouge » quand oo parle d'alourdir ainsi le coût global du travail. Lucien Rebuffel, président de la CGPME, est satisfait de la reconnaissance du rôle des PME, mais il dénooce les trois « dangers mortels » out menacent. selon lui, celles-ci: le SMIC sans abaissement des charges sociales, l'autorisation préalable de licenciement et les 35 heures, qui sont « impraticables ».

Gérard Trémège, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, n'a pas peur du programme du gonvernement, qui « a transformé des promesses en projets ». Il aurait aimé que le gouvernement an-nonce une diminution immédiate des prélèvements obligatoires qui hi semble être « une condition et

non une conséquence de la croissance ». Alain de Bruguière, délégué général des patrons et dirigeants chrétieos, se réjouit que «la place de l'homme sait rappelée », mais souligne qu'une fois encore « on privilégie ceux qui sont dans le système plutôt que ceux qui en sont exclus ».

Gérard Brémood, PDG du groupe immobilier éponyme, se dit optimiste devant un gouvernement qui parie sur le dialogue et la modestie : « C'est la seule méthode pour redonner confiance aux Français et leur faire accepter les réformes indispensables. » Quant à Henri Lachman, PDG de Strafor-Facom et proche de Jacques Chirac, il donne un boo point à la réforme des allocations familiales et un mauvais pour le maintien du nombre des fooctionnaires. Il conclut: « Pour le reste, c'est en haut du mur qu'on voit le maçan et

Alain Fauias

Spécialiste en Valeurs du Trésor

La Banque Internationale de Placement (BIP) s'appelle désormais Dresdner Kleinwort Benson (Marchés)*

Dresdner Kleinwort Benson est la nouvelle marque fédératrice des activités du Groupe Dresdner Bank dans le domaine des morchés de capitaux et de lo banque d'investissement.



Dresdner Kleinwort Benson

Tél.: 01 44 70 80 80 "Filiale à 100 % de la Dresdner Bank AG Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les Députés, ES Français se sont saisis lucidement du débat électoral ouvert à l'improviste : vous en avez été les acteurs. Ils ont entendu, en pleine connaissance de cause, trancber ce débat : vous en êtes les interprètes. Notre démocratie, souvent taraudée par le doute, a su à cette occasion retrouver sa vitalité : vous en serez les garants. Assurément, les Français ont tenu à rejeter sans ambiguité une pratique dépassée du pouvoir. Ils oot aussi exprimé un choix, porteur d'espoir, mais pétri d'exi-

Exigence de respect, à commencer par celui de la parole donnée. Les engagements pris devant le peuple français durant la campagne seront honorés.

Exigeoce d'efficacité. Progressive, maîtrisée, inscrite dans la durée, la méthode de travail que j'ai assignée à moo gouvernement est à mes yeux essentielle, parce qu'elle conditionne l'efficacité de son action.

Exigence de compréhension. Notre attitude à l'égard des Françaises et des Français doit être celle du dialogue cootinu, de l'attention scrupuleuse, de la disponibilité constante.

Exigence de changement, enfin. La oouvelle majorité a été choisie par les Français parce qu'elle leur paraissait la mieux à même d'incarner noo « le changement » eo général, mais un changement précis, dont il importe de tracer le mouvement.

L'histoire de notre pays a vu se succéder des phases de confiance et des moments de doute. Le chemin suivi fut incerrain, douloureux parfois, exaltant souveot. Chacun sent qu'aujourd'hui nous traversons une période de difficultés. Il nous faut les surmooter. l'entends à cette fin me saisir pleinemeot du mandat que les Français nous ont confié. Redonner à notre pays une chose précieuse eotre toutes et qui, pourtant, lui a progressivement échappé : un sens. Uo sens, c'est-à-dire à la fois une signification - la France doit conforter son Identité, mise à mal ; et une directioo – notre pays demande un pro-

Aux Prançaises et aux Français que vous représentez ici et qui, au-delà de cette enceinte, nous écoutent, je veux dire ceci : faisons un pacte. Un pacte républicain.

Un pacte de développement et de solidarité.

I. Je propose d'abord de nouer avec les Français un nouveau pacte républicain

Il sera fondé: sur le retour aux sources de notre Répnblique ; sur la modernisation de notre démocratie.

La France, ce o'est pas seulement le bonheur des paysages, une langue enrichie des œuvres de l'esprit ; c'est d'abord une histoire. Une histoire où s'est forgé le « modèle républicain ». Ce modèle, qui doit tant à la gauche, à l'exigence de progrès et de justice, semble s'effriter sous nos yeux, se déliter, et le sentiment de cette incertitude provoque chez beaucoup le désar-

Aujourd'hui, tirant les enseignements de ootre expérience du pouvoir, je veux vous indiquer les référeoces qui me semblent esseotielles et les évolutions qui sont nécessaires. Il convieot de faire retour à l'esprit républicain. Avant

même de s'inscrire dans des institutions, la République, c'est un état d'esprit. Cet état d'esprit, il oous faut le conforter, partout, et d'abord chez les femmes et les hommes qui serveot la République. Plus que jamais, alors que la vie publique pâtit de l'individualisme et du règne de l'argent, il est indispensable de rétablir les règles de l'éthique républicaine.

De la base au sommet de l'Etat, du fonctionnaire au ministre, une seule façoo d'être et d'agir, une seule façon de décider, doit prévaloir : celle du service de la nation. Nous sommes des citoyens responsables de l'Etat au service des citoyens; nous leur devoos compte, oous leur rendroos compte. C'est ainsi que l'Etat peut être véritablement l'expressioo de la nation. La nation est non seulement la réalité vivante à laquelle oous sommes tous attachés, mais surtout le lieu où bat le cœur de la démocratie, l'ensemble où se nouent les solidarités les plus profondes. Elle reste le cadre naturel des réformes essentielles dont ootre pays a besoin.

Voilà pourquol nons ne voulons plus de ce « jeu de défausse » qui a trop souvent consisté à se décharger sur l'Europe de tâches qui auraient dil être assumées dans le cadre oational, à imputer à l'Union européenne des défaillances qui procédaient souvent de oos propres insuffisances. Pour moi, l'Europe doit être un espace supplémentaire de démocratie, doit ouvrir des perspectives nouvelles pour la citoyenneté. Elle ne saurait se substituer à la nation, mais la prolonger, l'amplifier.

Dans la nation, faire retour à la République, c'est d'abord se confier à l'école. L'école est le berceau de la République.

La France doit définir

une politique d'immigration

ferme et digne,

sans renier ses valeurs.

sans compromettre

Outre sa missioo d'instruction, elle doit assurer l'apprentissage du civisme. Dès l'enfance, il faut faire naître et vivre durablement un profond seotimeot d'attachement aux valeurs républicaines, au premier raog desquelles la laïcité, le respect de la chose publique, l'adhésioo à une citoyenneté active et responsable, ensemble indissociable de droits et de devoirs. Je demande au ministre

son équilibre social de l'éducation nationale de prendre des mesures pour que soient enseignées et pratiquées non seulement l'instruction civique mais aussi la morale ci-

Cette nation, nous la voulons forte et soudée ; nous la voulons aussi vivante et ouverte. La France, vieux pays d'intégration républicaine, s'est construite par sédimentations, creuset donnant naissance à un alliage d'autant plus fort que ses composants étaient divers et nombreux. C'est pourquoi le droit du sol est consubstantiel à la nation française. Nous le rétablirons. Rien n'est plus étranger à la France que le discours xénophobe et raciste. La France doit définir une politique d'immigration ferme et digne, sans renier ses valeurs, sans compromettre son équilibre social.

L'immigration est une réalité économique, sociale et humaine qu'il faut organiser, contrôler et maîtriser au mieux, en affirmant les intérêts de la oation et en respectant les droits de la personne. Une politique d'intégration républicaine, déterminée et généreuse, propre à recueillir l'assentiment de nos concitoyens, sera mise en œuvre. La République accueille ses hôtes selon ses lois, qui doivent être claires et précises. L'immigration irrégulière et le travail clandestin - dont je sais qu'il o'est pas le seul fait des étrangers - seront combattus sans défaillance parce que l'un et l'autre compromettent l'intégration et parce qu'ils sont contraires à la dignité des immigrés.

La politique de coopération avec les Etats d'émigration prendra en compte l'objectif de la maîtrise des flux migra-

La législation sur la nationalité, le droit des étrangers et l'immigration, rendue complexe et parfois incohérente par trop de modifications successives, fera l'objet d'un réexamen d'ensemble. Une mission interministérielle, réunissant autour de M. Patrick Weil des représentants des ministères de l'intérieur, de l'emploi et de la solidarité, et de la justice, présentera ses conclusions d'ici deux mois. Un projet de loi sera présenté à la prochaîne sessioo du Parlement.

Sans attendre, le gouvernement a décidé de mettre fin à certaines situations intolérables et inextricables, qui résultent des contradictions de la tégislation en vigueur. Des instruc-

tions seront données aux préfets, dans les prochains jours, pour qu'ils procèdent, sur le fondement de critères précis, à un examen attentif et personnel de ces situations.

Dans la oation, faire vivre la République, c'est s'assurer d'un Etat qui inspire le respect, qui redevienne impartial, qui se conforme au droit. Les responsabilités de l'Etat doivent être assumées sans défaillance.

Au premier rang de celles-ci, il y a la justice. Le respect du droit est fondamental pour la République et la démocratie. Sans hui, le lien social se dissout et les institutions sont discréditées. Aussi la justice doit-elle être indépendante et Impartiale. C'est pourquoi je réaffirme aujourd'hui que le Consell supérieur de la magistrature doit assurer à la carrière des magistrats du parquet les mêmes garanties qu'à celle des juges

Le gouvernement a l'espoir que les travaux de la commission présidée par M. Truche permettront d'enrichir sa réflexion et d'éclairer ses décisions, notamment quant au rôle du garde des sceaux dans la détermination des orientations générales de la politique pénale. Toutefois, sans attendre, j'annonce solennellement que, dès aujourd'hui, plus aucune instruction concernant des affaires individuelles, de nature à dévier le cours de la justice, ne sera donnée par le garde des sceaux, et que les projets de nomination de magistrats du parquet qui recueilleraient un avis défavorable du Conseil supérieur de la magistrature ne seront pas maintenus par le gou-

La responsabilité d'un exercice équitable et non partisan de l'action publique se trouve ainsi remise aux procureurs généraux et procureurs, qui en seront comptables devant les ci-

Je m'engage également à prendre des mesures permettant aux autorités judiciaires d'exercer effectivement le cootrôle et l'évaluation de l'activité des services chargés de la police judi-

Assurer la sécurité est un autre devoir primordial de l'Etat. La sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne bumaine. L'insécurité menace d'abord les plus faibles - notamment les personnes âgées - et les plus démunis d'entre tious. Nous devons tout particulièrement la sécurité à nos enfants, notamment dans les établissements scolaires, où la situation s'est dégradée de manière inacceptable ces dernières années. Un plan spécial contre la violence sera mis en ceuvre dès la rentrée scolaire prochaine.

Toute personne vivant sur le territoire de la République a droit à la sécurité. On oe peut accepter une société dans laquelle il y aurait d'un côté des quartiers protégés et de l'autre des zones de non-droit. Dans des conditions souvent difficiles et parfois dangerenses, les policiers et les gendarmes assurent la protection des personnes et des biens avec un dévouement auquel je rends hommage. Il faut leur donner les moyens de mieux faire face à leurs missions : la police nationale recevra le renfort de 35 000 emplois de proximité. Des effectifs seront redéployés sur la voie publique. Le gouvernement proposera aux communes l'élaboration de contrats locaux de sécurité

pour mettre en œuvre les objectifs de sécurité publique. Dans un Etat républicain, il est aussi indispensable de garantir le respect par la force publique d'une déontologie, je proposerai au Pariement un projet de loi portant création d'une instance indépendante chargée de contrôler le respect des règles déontologiques par les services responsables de la sécurité pu-

L'action des services de sécurité intérieure exclura désormais tout renseignement sur la vie politique démocratique. Dans la République, il o'y a pas de place pour une police politique. La mise en cenvre de la loi de 1991 permettant le contrôle des interceptions de sécurité des télécommunications ne doit pas être compromise par une utilisation abusive du « secret-défense ». Je proposerai qu'une autorité indépendante puisse être saisle et se prononcer dans ces situations.

La sécurité, c'est aussi - et oo l'a trop longtemps oublié - la sécurité sanitaire, la santé publique. Avant la fin de l'année, sera mise en place l'Agence de sécurité sanitaire dont ootre

Le respect du droit est fondamental pour la République et la démocratie. Sans lui, le lien social se dissout et les institutions sont discréditées. Aussi la justice doit-elle être indépendante et impartiale

Pour assurer ses missions, l'Etat doit savoir se réformer. L'évolution du monde et de notre société, les nouvelles technologies, rendent oécessaires aujourd'hui une adaptation de l'Etat et un vaste effort de rénovation du service public. Ces réformes doivent impliquer l'adhésion des fonctionnaires. La qualité de la fonction publique, le sens de la responsabilité des agents publics sont les meilleurs gages de la réussite de la réforme de l'État. Nous mettrons fin à la politique de suppressioo des emplois de la fonction publique.

Mais la réforme de l'Etat n'est pas seulement l'affaire de l'administration. Les collectivités territoriales, les organisations professionnelles et sociales, les associations, les usagers doivent y concourir. L'Etat doit être impartial. Cet impératif s'appliquera aux no-

minations individuelles qui seront décidées, mais, au-delà, il inspirera l'ensemble des comportements individuels et collectifs des responsables publics. L'Etat doit être plus proche des citoyens, plus accessible,

L'Etat de droit ne doit pas souffrir d'exception. En Corse comme partout ailleurs sur le territoire national -, le gouvernement veillera au respect de la loi républicatine auquel la population aspire et sans lequel il n'y a pas d'essor possible. Parallèlement, il fera en sorte que la solidarité nationale s'exerce pour rattraper le retard de développement dû à l'insularité. Le gouvernement encouragera l'affirmation de l'identité culturelle de la Corse et l'enseignement de sa langue.

Revenir aux sources de notre République doit oous faire saisir à quel point ootre pays souffre d'un retard démocratique. La modernisation de ootre démocratie ne suppose pas seulement des réformes institutionnelles : elle nécessite de profonds changements culturels.

Il faut d'abord permettre aux Françaises de s'engager sans entraves dans la vie publique. Dans ce domaine, le progrès passe d'abord par l'évolution des mentalités et le changement des comportements. Les socialistes et la majorité oot montré l'exemple, tracé le chemin. Il faut aller plus loin. Uoe révision de la Constitution, afin d'y inscrire l'objectif de la parité entre les femmes et les hommes, sera proposée.

Faire participer les jeunes, en particulier les « jeunes des quartiers », à la vie démocratique représente un enjeu d'une particulière importance. L'inscription de chaque citoyeo sur les listes électorales sera rendue automatique l'année de sa

Nos coocitoyeos veuleot que leurs représeotants se consacrent entièrement à leur mandat. Ils ont besoin de retrouver confiance dans la vie politique et en particulier en ceux qui l'animent. Limiter strictement le cumul des mandats est ainsi devenu une priorité. J'ai demandé aux membres du gouvernement d'appliquer, dès leur nomination, ce principe pour eux-mêmes. La législation sur le cumul des mandats et sur les incompatibilités sera renforcée, ootamment eo ce qui concerne les fonctions exécutives locales.

Comme je m'y suis engagé, je proposerai que les mandats électifs soient harmonisés sur une base de cinq ans.

Incarnatioo de la souveraineté nationale, le Parlement doit pleinement exercer son rôle éminent au sein de nos institutions. Associer étroitement la majorité à la conception de la politique suivie, respecter les droits de l'oppositioo, impliquer davantage le Parlement dans la construction européenne sont les trois objectifs que mon gouvernement poursuivra. Le Parlement doit être un lieu essentiel de la communication gou-

Dans cet esprit, je demande au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au secrétaire d'Etat au budget de prendre contact avec les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat afin de présenter, la semaine prochaine, les premières orientations de la politique économique et financière du gouvernement. Ils s'attacheront également à associer les parlementaires à la préparation du projet de loi de finances pour 1998, les élections législatives o ayant pu tendre possible l'organisation d'un débat d'orientatioo

Le dépôt d'un projet de loi de finances rectificative aurait nécessité une sessioo extraordinaire s'achevant vers la miaoût. Il aurait anticipé les résultats de l'évaluation des comptes publics, qui ne seront disponibles que pour la mijuillet. C'est pourquoi je ne propose pas maintenant un collectif budgétaire. Les mesures financières que le gouvernement sera amené à prendre seront, bieo entendu, soumises au Parlement lors du collectif budgétaire de l'automne. Afin que le gouvernement consacre l'été à la préparation de ses projets essentiels, je ne demanderai pas au président de la République la tenue d'une session extraordinaire. En revanche, l'importance du travail législatif qui nous attend nécessitera sans doute, malgré la session unique, une rentrée anticipée du Parlement, à la mi-septembre.

La démocratie ne peut vivre sans pluralisme. Agir pour le phiralisme de la presse implique d'adapter le régime des aides publiques en faveur de la presse d'information, la plus

The second of the second of the second of the the same of the contract of the file beats.

the second program was a little of the contraction of man amend to the other or the parent amend a meal & man and the street, and the said a section; The section of the se the state of the s

22-37-11

子などはか、

manticular et at et et e l'eller autabende calent promisse le CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF Administration of the community of the contraction in the first terms of the first to be a first of the second secon CONTRACTOR OF THE SECOND CONTRACTOR OF THE SEC COMMON TO SERVICE OF THE CONTRACTOR SERVICE SERVICES. Listen to the one of the part is a contraposition one the state of the state of the state of The winds have the continue to from an armine day, the continues Beaution force of 1800 que engrapes.

the property was a second mit detteration of the most of the first of the secretarian frame. manifer a man to the first other improve an expense Butter and the second of the second of the second of the second The first of the second of the second of the second subdiving the matter, are your control out the disease which the property accepted as the country of the way was not been been bemeet at the control of space of the company of the Action for the control of an expense of the state of the The same of the sa

THREE SX

* Althor

Telfanti and the was appear smitter and the second of the very la Magnetic option of the days Contract of the state of the st The court of the c The latter than the contract of the

L'Voilla pourquoi je propose aux Français In pacte de développement et de solidarité

B) a company of the state of states afternoon Plante : although although the bare. apparent cas and a first control of the second states of first, second man a se so providence d'account des cistames de principal the flu frequency to continue stellares, La tracete de languages felt to the time of the Control of the spiral of her Core de deuter dere de d'en les française attendents Con a centre airpresse de la constant de la constan melation of the second second second diagrams is dispersed dans le serie du dans le region verse en de le cresimiente et d'écher :

rem le sere de l'anne de de l'emaine, d'antre pare france is a place of the distance of the degrands, the above press for helpful companies of the distance of th temploi est notre priorite. Pour faite receive le contraction de la contraction de l the Hours program and their receipt of the state of the s the memory Cries, is more and the second of the second in the second segme North Cold Comments of the service of sections of the

la politique que j'entends conditie en matière européenne ira dans le sens d'un renforcement de l'Union, à condition que celle d

soit d'abord au service des peuples qui la composent

Spine doit nar - receivers por a distance sout crouse. La. poise doit par controllers poise à l'étatoire sont entre sette. productive des portes des constitutes de segues de segue ponétonomique et ma restate autre de la restate de la rest ball Mais on the state of the state providence during the state of the Mailes economicates of the manual contract of the the centrals, elle na sous for pas le vade pointique. Tel est le vade pointique. Tel est le vade pointique. des propositions due nous avons faites au semment

property of the contract of th pleane et l'ann l'acceleration q'une essolution de la parte, pleane d'une de la company de la compan papilité et d'anne de la combiete et génigipas le batte propine et l'année de e consecté à l'ambier de l'action de la soute de l'action de la compacte de gamme de la basse de l'action de la compacte de gamme de la basse de gamme et l'action de la compacte de gamme de la compacte de la compacte de gamme de la compacte de gamme de la compacte de de négociamos de cas contentación com le résultat per fatorale de l'ambiet des contentations want le resume per fatorale confidence de conditions a per fatoration comments dans des comments le superiore le continue le continue le continue le continue de continue le continue de continue le continue de continue de continue le continue de continue emement à trou. Prinque, à son entrée en tournais et la parole de la parole de la contract de la contr de la parole de la France avait été donnée sur le pacte de

Cen le san letter Treat Mart biger ISHARREN.

bilites some Lampay demos une states to the trinde tel divine application of the last of the last

fragilisée par la dispersion de la publicité sur d'autres sup-ports. A la télévision, favoriser le pluralisme, c'est encourager et soutenir un service public fort et de qualité, ce qui impose de rééquilibrer le partage actuel entre les ressources pu-bliques et les recettes publicitaires.

L'impératif d'indépendance est le corollaire de la liberté de communication. L'indépendance, ce sont an premier chef les garanties données aux journalistes pour l'exercice de leur profession, et notamment aux rédactions par rapport aux ac-

Il est nécessaire d'adapter notre législation : renforcement des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour lui permettre de faire face à la multiplication des offres de programme, mécanismes anticoncentration, indépendance des producteurs, sans oublier le régime des nouveaux supports de communication ni le pôle audiovisuel extérieur de la France.

La culture est l'âme de la démocratie. Les œuvres de l'esprit, les fruits de la création ne peuvent être assimilés à des marchandises on à des produits comme les autres. Porteurs de valeurs universelles, ils sont aussi l'expression de notre singularité nationale et européenne. Le gouvernement sera donc particulièrement vigilant dans la défense de l'exception culturelle. Entre 1993 et 1997, le budget de la culture, à structures constantes, est passé très en dessous de 1 %. L'objectif du gouvernement est d'inverser résolument la tendance et de parvenir progressivement à consacrer réellement 1 % du budget de l'Etat à la culture.

La démocratie ne peut souffrir la confiscation du pouvoir de décider. La décision doit être préparée avec les personnes qu'elle concerne. Cet impératif est particulièrement net s'agissant des implantations de grands équipements aux retombées économiques, écologiques et humaines considérables. Une révision de la procédure de déclaration d'utilité publique sera engagée. Ainsi sera évitée la mise en chantier d'équipements lourds, dont les nuisances et les coûts sont disproportionnés par rapport aux avantages que peut en retirer la collectivité : tel est le cas du projet de canal à grand ga-

barit Rhin-Rhône, dont le gouvernement décide l'arrêt. Dans les domaines de haute technologie, qui comportent parfois des risques importants, je souhaite que les fonctions de contrôle ne soient pas confondues avec celles qui relèvent de l'exploitation. Si l'industrie nucléaire est un atout important pour notre pays, elle ne doit pas pour autant s'exempter des règles démocratiques ni poursuivre des projets dont le coût est excessif et la réussite très aléatoire : c'est pourquoi le surgénérateur qu'oo appelle Superphénix sera abandonné.

La démocratie doit s'exercer pleinement dans la vie locale. Les collectivités territoriales de la République exercent aujourd'hui des responsabilités essentielles en matière économique et sociale. Par la qualité de leur engagement public, les élus locaux font honneur à notre pays. La contrepartie de ces responsabilités accrues doit être trouvée dans un contrôle mieux assuré, une transparence plus grande des décisions, une évaluation réelle des politiques menées.

Enfin, la modernisation que je vous propose serait inachevée si la démocratie s'arrêtait aux portes de l'entreprise. Dès mon arrivée, j'ai été confronté aux conséquences du conflit de l'usine de Vilvorde. Je souhaire que cette situation ne se reproduise pas. Le plan social ne doit être gu'une solution de dernier recours, envisagée au terme d'une véritable négociation. C'est pourquoi, l'ai demandé an ministre de l'emploi et de la solidarité de réexaminer la législation en matière de licenciement économique, afin que celle-ci ne puisse conjules entreprises. Sur la base de son rapport, le gouvernement présentera un projet de loi à l'approbation du Parlement. Quant au mouvement en faveur de l'égalité professionnelle

entre les femmes et les hommes, il sera repris. Avec vous, je veux aussi faire vivre la République et la démocratie. Je vous ai dit comment. Mais nous n'y parviendrons vraiment que si nous savons faire reculer le chômage, la panvreté, la précarité, les inégalités.

II. Voilà pourquoi je propose aux Français un pacte de développement et de solidarité

Il y a dans notre société quelque chose d'aussi absurde qu'injuste. Nous n'avons globalement jamais été aussi riches, et pourtant des milliers de personnes dorment dans la rue, renoncent à se soigner faute d'argent, des enfants ne peuvent même plus fréquenter les cantines scolaires. La crainte de l'avenir se fait toujours plus forte. C'est cette spirale qu'il faut briser. C'est ce changement-là que les Français attendent. C'est à cette aspiration que nous voulons répondre. Là encore, l'action du gouvernement s'inscrira dans la durée ;

dans le sens du développement et de la croissance, d'une

-dans le sens de la solidarité et de l'égalité, d'autre part. Trouver sa place dans la société, c'est d'abord avoir un emploi. Je l'ai dit pendant la campagne, je le répète aujourd'hui : l'emploi est notre priorité. Pour faire reculer le chômage, nous devons retrouver une croissance durable et imaginer ensemble un modèle de développement plus solidaire et plus

Certes, la croissance ne se décrète pas ; elle se prépare, elle se gagne. Nous n'y parviendrons pas seuls. L'atonie de la

A CONTRACTOR OF THE SECOND

Contract to

Mary Commence of the Commence

Santificial of Section 18 100

and the second s

 $\mathcal{B}_{i+1} = \mathcal{B}_{i+1} \cup \mathcal{B}_{i+1} = \cdots$

والمرابعة فيتاميه والمرابعة

La Ladge W. W. W.

La politique que j'entends conduire en matière européenne tra dans le sens d'un renforcement de l'Union, à condition que celle-ci soit d'abord au service des peuples qui la composent

croissance est un problème posé à l'Europe tout entière. La réponse doit par conséquent être commune. C'est dans cette perspective que nous réaffirmons notre volonté de réaliser 'union économique et monétaire aux échéances prévues par le traité. Mais on ne partage pas une monnaie sans créer des snlidarités économiques. Quant à l'indépendance d'une banque centrale, elle ne signifie pas le vide politique. Tel est le sens des propositions que nous avons faltes au sommet

Dans un délai très court, nous avons pu obtenir de tous nos partenaires, d'une part, l'acceptation d'une résolution sur la croissance et l'emploi venant compléter et équilibrer le pacte de stabilité, et, d'autre part, la tenue d'un sommet exceptionnel consacré à l'emploi. Ces réorientations sont le résultat d'une négociation difficile, engagée dans des conditions a priori peu favorables, puisque, à son entrée en fonction, le gouvernement a trouvé une situation qui semblait totalement figée. La parole de la France avait été donnée sur le pacte de

Dans notre pays même, nous devons réunir les conditions d'une croissance plus vigoureuse. Pour engager cette poli-tique, il faut d'abord connaître l'état réel de nos comptes publics. Nous procédons à leur évaluation pour l'année 1997; son résultat me sera remis dans le courant du mois de juillet. Les premières indications qui me sont données laissent penser que la situation des finances publiques est sérieuse.

J'al déjà dit mon attachement à la stabilisation des prélèvements obligatoires, qui ont fortement augmenté au cours des trois dernières années. Si la croissance le permet, mon ob-

Pour favoriser l'emploi et la justice sociale, il faut moins taxer les revenos du travail et supprimer les privilèges indus dont bénéficient d'autres catégories de revenus. Nous transférerons progressivement les cotisations salariales d'assnrance-maladie sur une contribution sociale élargie à l'ensemble des revenus, y compris financiers. Pour soutenir la croissance, il faut une fiscalité plus favorable à la consommation. Je demande au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie d'examiner les perspectives d'une baisse de la

Notre voie est étroite. J'en ai conscience. Désormais, toutes les marges disponibles seront consacrées à encourager les créateurs d'emplois et d'activités, à renforcer la solidarité nationale et à soutenir les plus fragiles. J'engage ce mouvement sans délai dans trois directions :

◆ Le logement. Un programme exceptionnel de réhabilitation d'un million de logements sera réalisé avant la fin de la égislature. Dès cette année, les crédits nécessaires à la réhabilitation de 100 000 logements supplémentaires - dont 50 000 HLM - seront mobilisés. An 1ª juillet, le barème de l'aide personnalisée an logement sera actualisé et revalorisé - il ne l'avait pas été depuis 1994. La taxation du surloyer dit de solidarité sera réexaminée;

• Les familles. Dès le mois de septembre, l'allocation de rentrée scolaire – inscrite au budget par le précédent gouver-nement pour 420 francs – sera portée à 1 600 francs. L'Etat assumera toutes ses responsabilités pour qu'aucun enfant ne soit plus - pour des raisons financières - exclu de cantine scolaire. Afin de rendre plus juste et plus efficace notre système d'aide aux familles et d'en réserver le bénéfice à celles qui en ont effectivement besoin, les allocations familiales seront placées sous conditions de ressources inférieures à 25 000 francs

 L'école. Dans les établissements scolaires, il faut donner plus de moyens lorsque la tâche est plus difficile, encadrer davantage lorsque la contrainte sociale est plus grande. L'égalité, oui, mais qui respecte la diversité. Je demande donc que des moyens supplémentaires soient mobilisés, dès la prochaine rentrée scolaire, pour les zones d'éducation priodtaire. De même, et bien que le dispositif soit à cette date de l'année largement arrêté, je donne les instructions nécessaires pour que l'on réexamine, dès cette rentrée, les situations les plus difficiles créées par les fermetures de classe.

Enfin, le gouvernement proposera à la Commission natiociation colle Compte tenu de la hausse des prix nettement inférieure à 1 %,

L'engagement que j'ai pris n'est évidemment pas épuisé avec ce premier résultat. Il nous faut poursuivre dans cette voie avec persévérance. La politique que j'entends conduire en matière européenne, dans le cadre des compétences qui sont les miennes, ira dans le sens d'un renforcement de l'Union, à condition que celle-ci soit d'abord au service des peuples qui la composent. Nous irons vers une Europe plus

sociale, garante de progrès, de paix et d'indépendance.

jectif est à terme de les diminuer.

La priorité est de créer des emplois, beaucoup d'emplois. C'est la raison d'être de toute l'action gouvernementale. C'est à la fois une exigence immédiate et une œuvre de longue haleine

cet automne. Tous les acteurs publics et privés, sous l'impulsion et avec l'aide de l'Etat, seront mobilisés pour que les engagements pris soient tenus.

Il faut, dans le même temps, entamer une réduction négo ciée de la durée du travail privilégiant l'emploi. Réduire le temps de travail, sans perte de salaire, représente à la fois un progrès économique - susceptible de créer de nombreux emplois – et un progrès social. C'est pourquoi, en accord avec les partenaires sociaux, le passage de la durée légale du travail de 39 à 35 heures sera engagé. Ce sera la mission de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail que d'établir un cadre général et de débattre de tous les as-pects de ce processus. Celle-ci s'ouvrira en septembre. Pour assurer son succès, un travail préparatoire approfondi doit, en effet, être conduit cet été avec les partenaires sociaux.

Une loi-cadre ramenant la durée légale du travail à 35 heures avant la fin de la législature, limitant les recours abusifs aux beures supplémentaires et favorisant le temps partiel choisi sera présentée à l'issue de cette conférence. C'est sur cette base que des négociations seront ensuite conduites branche par branche et dans les entreprises. L'Etat apportera son appui, notamment financier, aux entreprises qui concluent des accords innovants, ainsi qu'aux entreprises de main-d'œuvre, de sorte que leur compétitivité ne soit pas

Dans ce combat pour l'emploi, nous avons la chance de disposer de grands services publics, d'entreprises performantes,

actives sur la scène internationale. L'écnnomie en France s'est toujours appuyée sur une volonté pubique forte. Il ne faut pas rompre avec notre tradition. Il convient de distinguer les services publics et le secteur public. Les services publics relèvent d'une conception fondamentale de la société à laquelle nous tenons par-dessus tout. Ils sont au cœur du lien social. Ils garantissent à tous les citoyens l'égalité

d'accès et de traitement, dans les régions ou à Paris, dans les villes ou les campagnes. Certains contribuent à notre indépendance énergétique. C'est pour cela que nous refusons leur transformation en objet de profit.

Je constate que le secteur public, lui, qu'il concerne les télécommunications, l'électronique, l'aéronautique ou d'autres secteurs, est devenu aujourd'bui un enjeu de propriété. En l'absence de justification tirée de l'intérêt national, nous ne sommes pas favorables à la privatisation de ce patrimoine commun que sont les grandes entreprises publiques en situation de concurrence. Pour autant, nous savons que des adaptations seront nécessaires pour garder ootre rang parmi les nations les plus développées du monde et se rapprocher d'autres partenaires européens.

Un autre atout essentiel est ootre agriculture. Au cours des trois demières décennies, les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires ont largement contribué, par leur dynamisme, au développement de notre économie ainsi qu'à notre excédent commercial. En concertation avec les organisations agricoles, le gouvernement conduira les travaux nécessaires à l'élaboration d'une loi d'orientation. Dans le vue d'une plus grande équité dans leur répartition. Le gouvernement poursuivra avec détermination la politique d'installation des jeunes agriculteurs.

La compétition économique de demain sera une bataille de la création, de l'invention. C'est pourquoi l'éducation, la formation, la recherche, la technologie d'aujourd'hui sont les investissements et les emplois de demain. C'est à cette fin que l'ai créé un grand ministère de l'éducation nationale, de la retherche et de la technologie, qui, pour la première fois, re-groupe et coordonne des hommes et des moyens qui sont à l'avant-garde de cette bataille de l'intelligence.

Les petites et moyennes entreprises assurent le meilleur relais de l'innovation industrielle. Dès aujourd'hui, et plus encore demain, la majorité des emplois créés le seront dans de petites entreprises, pour des services nouveaux. Nnus créerons des conditions propices au développement de ces entreprises, par une fiscalité favorable à l'investissement, par la mobilisation de l'épargne pour le renforcement des fonds propres des PME, par la simplification des procédures administratives, par une politique active de « capital-risque ». C'est là, je le sais bien, que se situe le principal gisement d'empluis du tournant du siècle.

Pour nnus, le développement et la croissance doivent être au service de la solidarité et de l'égalité.

La solidarité s'exerce d'abord entre générations. La montée du chômage, l'évolution de la démographie fragilisent nos systèmes de retraite par répartition. Nous devons les consolider, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux. Les dispositions récemment adoptées en faveur des fonds de pensinn qui peuvent porter atteinte aux régimes par répartition seront remises en cause.

La solidarité doit s'exercer au bénéfice de tous sans exception. Une loi cuntre les exclusions sociales sera à cette fin présentée au Parlement.

L'égalité d'accès à la santé, au savoir et à la justice doit être garantie.

Tout d'abord l'égalité devant les soins. Que des citoyens ne puissent se soigner correctement est inacceptable. Un meilleur remboursement des soins, d'abord pour les personnes en difficulté, doit être recherché. L'assurance-maladie universelle sera mise en place. La maîtrise des dépenses de santé est indispensable. Mais, pour l'avenir, il faudra faire évoluer le cadre actuel. Les états généraux de la santé - qui se tiendront au début de l'année prochaine - permettront de redéfinir les objectifs et les moyens permettant à tous les acteurs du système de santé de mieux remplir leurs missinns.

L'égalité devant l'accès au savoir est elle aussi déterminante. Le retour de la priorité à l'éducation, abandonnée depuis quatre ans, est une obligation nationale. A l'université, c'est la mise en place d'un plan social étudiant qui permettra à tous de travailler dans des conditions matérielles conve-

L'égalité entre citoyens duit également être assurée devant la justice. Adapter la carte et l'organisation judiciaires en favorisant la proximité, faciliter l'accès des citoyens à la justice et leur accueil dans les tribunaux, rechercher la simplification et l'accélération des procédures supposent de nouveaux moyens. Ils seront dégagés.

L'égalité se mesure enfin dans l'espace national. Le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire proposera une révision de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire afin que tnutes les dimensions - écologiques, culturelles et éconnmiques - du développement soient prises en compte dans les régions.

Outre-mer, l'attente de plus de justice et de solidarité vient de s'exprimer avec force. La formation et l'emploi des jeunes. l'approfondissement de la décentralisation et le respect des



cela représente la plus forte progression du pouvoir d'achat depuis quinze ans.

La priorité est de créer des emplois, beaucoup d'emplois. l'est la raison d'être de toute l'action gouvernementale. C'est à la fois une exigence immédiate et une œuvre de longue haleine. Tout salarié ou chômeur ayant cotisé quarante ans devrait pouvoir cesser son activité dans des conditions satisfalsantes. Très vite, l'Etat ouvrira une négociation avec les organisations syndicales et patronales pour élargir les possibilités existantes. .

L'emploi doit surtout bénéficier aux jeunes. Quel avenir se donne une société lorsque ses enfants ne peuveut s'insérer dans la vie professionnelle après leur scolarité! Le programme connu sous le nom de « 700 000 jeunes » répond à cette priorité absolue. Dès les prochains jours, le ministre de l'emploi et de la solidarité, en liaison avec les autres ministères intéressés, recensera les activités concernées et les emplois à développer. J'entends que ce dispositif - à travers les premiers contrats signés - commence à porter ses fruits dès

● ● • Identités, la préservation des intérêts de l'outre-mer dans l'Union européenne et l'encouragement à la coopération régionale seront les priorités du gouvernement. En Nouvelle-Calédonie, dans la voie ouverte par les accords de Matignon, les partenaires calédoniens ont engagé des discussions pour préparer l'avenir institutionnel du territoire, à l'écbéance de 1998, en recherchant ensemble une solution négociée. Le gouveroement est déterminé à tout mettre en œuvre pour qu'elle aboutisse.

Au-delà de notre espace national, changer notre avenir, c'est aussi prendre part à l'avenir du monde. Il nous faut partout agir en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. La France se doît d'être la voix de ceux qui en sont privés. Rappelons avec force la valeur universelle des droits fondamentaux de la personne humaine au moment où nous nous préparons à célébrer le 50 anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations unies à l'initiative de René Cassin. Le gouvernement procédera à un réexamen attentif de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'bomme auxquels la France n'est pas partie prenante, en vue d'y adhérer.

Notre deuxième message est celui de la paix. Maintien ou rétablissement de la paix, prévention des crises, ingérence humanitaire : la France a marqué de son empreinte ces champs d'action depuis 1988. Je confirme l'engagement de notre pays à poursuivre dans cette voie. Je voudrais ici rendre bommage à tous ceux qui, militaires, diplomates, médecins ou simples volontaires de l'action bumanitaire, contribuent - comme encore tout récemment au Congo - à la protection de oos ressortissants et à la sauvegarde des droits de la personne. J'en viens maintenant au troisième grand objectif de notre action internationale: la coopération pour le développement. Notre coopératioo a vocation à répondre an besoin de solidarité de l'ensemble du monde en développement ; elle s'appuiera aussi pour ce faire sur les mécanismes européens, notamment la convention qui lie l'Union européenne aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Mais la France conservera une priorité marquée en faveur de l'Afrique, à laquelle nous unissent des liens anciens, profonds et confiants, tout en définissant avec les Etats concernés les conditions d'un nouveau partenariat.

La France engagera l'indispensable réforme de soo dispositif de coopération que cette nouvelle ambitioo appelle. Plus que jamais il est nécessaire que solent maintenus des niveaux substantiels d'aide au développement. Le gouvernement s'attachera enfin au développement d'une trancophonie vivante et attractive.

Ce que les Français attendent de nous, c'est la conscience de nos engagements, c'est la fidélité à nos objectifs, c'est l'authenticité de notre parole, c'est l'explication sans faux-fuyants de nos actes

Pour tenir sa place dans le monde, la France a besoin d'une défense moderne. La sécurité, la protection de ootre commuoauté et de oos intérêts nationaux constitueot l'ambitioo première de notre défense. Nos armées soot un pilier essentiel de l'édifice républicain dans l'exercice de cette mission. mais aussi eo raison des nombreuses actions d'intérêt général qui leur sont connées. Depuis le début des années 90, la transformation de ootre outil de défense est engagée. Le gouvernement, comme je l'avais annoncé, ne reviendra pas sur le processus de professionnalisation des armées décidé en 1996. Le calendrier de mise eo place sera maintenu. La suppression du service militaire implique une oouvelle articulation entre les armées professionnelles et tous ceux, volontaires et réservistes, qui, dans l'avenir, leur apporteront un indispensable concours. La rélation solidaire qui unira chaque citoyen à la défense du pays doit être mieux définie. Le gouveroement recberchera avec le Parlement l'assentiment le plus large possible sur le dispositif qu'il conviendra

L'Europe est importante pour notre défense. Le gouvernement souhaite donc imprimer un nouveau dynamisme à la coopération qui sera développée dans ce cadre. Il est à cet égard urgent de mettre en place une politique plus cobérente pour les industries de défense. Nos entreprises doivent impérativement se concentrer, restaurer et accroître leur compétitivité afin de trouver toute leur place dans les futures coopérations en Europe.

Mesdames et messieurs les Députés,

En m'adressant à vous, je mesure le poids de ma respoosabilité personnelle et de celle de mon gouvernement. Cette responsabilité, je l'accepte, je la revendique même, car elle est au cœur de la relation démocratique et citoyenne que j'al voulu nouer avec les Français. Mais je tiens à en préciser les

l'entends dire ici ou là que, selon une expression convenue, « nous n'avons pas le droit à l'erreur ». Telle n'est pas ma conception ni mon langage. Les Français le savent. Nous serons confrontés à des problèmes et à des situations très difficiles, dont l'appréciation et la résolution comporteront des risques et des incertitudes. Ce qu'ils attendent de nous, ce n'est pas le discours artificiel et lénifiant de la certitude : c'est la conscience de nos engagements, c'est la fidélité à nos objectifs, c'est l'authenticité de notre parole, c'est l'explication sans faux-fuyants de nos actes.

Nous sommes un peuple adulte, mûri par les épreuves, dé-sireux d'entendre, de comprendre le langage de la vérité. Le gouveroement sera toujours prêt au dialogue, toujours at-tentif aux critiques d'ou qu'elles vienoent, pourvu ou'elles soient inspirées par l'intérêt national. Il négociera sa route mais il ne se laissera pas dévier de son but.

Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Le premier ministre dirige l'action du gouvernement. Telles soot les prescriptions claires et précises de la Constitution. Elles seront mises en œuvre. De sa majorité, le gouvernement attend un soutien lucide et attentif. A la nation, il dit : rien ne peut être fait sans soo concours actif, sans l'adhésigo individuelle et collective des citoyens qui la composent. Les efforts seront justement répartis. La réussite sera l'œuvre de tous. Ses fruits doiveot être partages. Cette réussite nécessitera du temps et de la persévérance. Elle s'inscrira dans la durée, celle du mandat de législature que le peuple nous a confié. Il o'y aura ni pause, ni recul, ni reniement.

Je le dis aux Français, ce pacte républicain, ce pacte de développement et de croissance, ce ne soot pas des promesses octroyées, mais une parole donnée pour qu'ensemble, tous ensemble, nous donnions à la France le ressort et la force d'affronter son avenir.

Mesdames et messieurs les Députés, je le dis avec gravité et avec résolution : je vous demande votre confiance parce qu'en conscience et en vérité, pour notre pays, j'ai confiance.

Philippe Séguin (RPR) : « Nous serons prêts à toute éventualité » est advenu. Désormais, le traité s'impose à chacun. A vous

Le président

du groupe RPR

à l'Assemblée

à la déclaration

de politique

générale

ministre

du premier

nationale,

répond

UI, il y a deux mois, deux mois, jour pour jour, alors que la dissolutioo n'était encore que rumeur, qui aurait pu imaginer la scène que nous sommes en train de vivre? Ni vous, probablement. Ni nous, assurement.

De tous ces événements, alors imprévisibles, nous avons à tirer (...) les enseignements. Je vais vous fivrer notre analyse: vous avez moins gagné que nous o'avons perdu. Vous avez profité du rejet systématique par le corps électoral de ceux qui s'essayent à gouverner. Il n'est pas désobligeant de noter qu'en l'espace de six ans et quelques semaines à peine vous aurez été le sixième premier ministre de la France.

Oo aurait tort de ne voir dans ce phénomène que l'expres sion de je ne sais quelle versatilité. Outre que ce serait faire injure à ce vieux peuple dont nous teoons, vous comme nous, notre légitimité, ce serait de surcroit ne pas entendre les deux messages qu'avec constance il s'obstine à nous adresser.

Le premier est une mise en garde. Les Français ont le sentiment que les sacrifices qui leur sont demandés ne sont pas seulement lourds, mais plus encore inutiles. Ils n'en sont que plus portés à se replier sur eux-mêmes, à défendre ce que certains appellent des avantages acquis, et à s'accrocher à ce qu'on dénonce comme leurs corporatismes. De là à penser que notre système n'a plus guère de prise sur les choses, et même qu'il en a si peu que la politique n'a plus de réel enjeu, il n'y a qu'un pas, que nombre d'entre eux ont franchi. Ainsi s'explique l'inquiétante montée de l'abstention et du vote pour le Froot oational. (...) En fait, à la longue, cet avertissement risque fort de se muer en condamnation : celle de notre système institutionnel, celle du principe même de la démocratie.

Les Français nous adressent aussi, et heureusement, un appel pressant. Ils ne veulent plus que l'oo se contente de rafistoler, d'accompagner le mouvement. Ils sont demandeurs d'un projet moderne et cobérent, permettant à notre pays d'entrer debout dans le troisième millénaire, mais sans y perdre ses racines et son âme. Cette exigence est parfaitement légitime, au regard des bouleversements qui secouent le monde. Nous ne vivons pas une crise dans l'acception habituelle do terme, mais une véritable révolution. Et même une triple révolution.

La première est une internationalisation accélérée de l'économie que les groupes industriels et financiers traduisent en délocalisations de plus en plus fréquentes vers les pays à bas salaires; la deuxième est la montée eo puissance d'une sphère financière qui tend de plus eo plus à s'autonomiser par rapport aux autres composantes économiques et à imposer sa propre logique; la troisième, et sans doute la plus importante, est l'explosion technologique des industries de la communica-

Condamner cette triple révolution serait aussi absurde qu'inutile (...). Là est le commun défi que oous avons à relever, chacun avec nos références, notre culture politique, notre histoire. Or, il o'est pas - ou plus - de corps de doctrine qui soit adaptable, en toutes circonstances, au monde que nous vivons. Il n'est pas - ou plus - de systèmes « clé en main » permettant de répondre à la fois aux espérances qui se font jour et aux détresses qui nons sollicitent.

Nous devons donc accomplir un énorme effort de remise eo questioo des certitudes héritées d'un cycle définitivement clos. Il nous faut tenir les deux bouts d'une société écarteiée entre la mondialisation et l'exclusion. Bref, il nous faut réussir la syn thèse entre compétitivité et solidarité. La France se doit de participer à la grande aventure de la mondialisation ; elle se doit aussi d'en reconnaitre les contraintes. Il est impossible de vivre dans un monde ouvert et d'en refuser les conséquences, à commencer par la première d'entre elles : l'exigence de

Compétitivité du service public, ce qui suppose notamment une profonde réforme de notre appareil administratif.

Compétitivité de la nation, ce qui suppose, outre des finances solides, des équipements collectifs performants.

Compétitivité des entreprises, enfin, ce qui suppose de leur laisser la plus grande liberté de gestion possible. Car il n'existe pas d'« entreprises citoyennes » : il existe des entreprises qui sont confrontées quotidiennement à une compétition exacerbée et dont le premier devoir est de survivre. (...)

La croissance ne réglera pas tout. Mais sans croissance, on ne réglera rien. La voilà, la première réponse au lancinant cancer du chômage. La seconde passe par une profonde mutation de ootre système de solidarité. La solidarité (...) devient la condition même de tout équilibre social. Les gaullistes que nous sommes ont dans ce domaine quelques références à faire valoir. Nous sommes d'autant mieux placés pour convenir que notre système est à bout de souffle.

De cette situation, nous sommes tous responsables. Nous nous sommes trop longtemps conteotés de colmater les brèches, au nom en particulier d'un traitement social du chòmage dont nous pouvons aujourd'hui mesurer le coût et l'inefficacité. (...) Il nous faut impérativement modifier notre méthode en passant résolument de l'assistance à l'insertion Lourde tache puisqu'elle suppose, outre une réforme du financement de notre protection sociale dont chacun sait qu'il pénalise outrageusement le travail, une transformation profonde de nos approches et de nos comportements. (...)

Pour tout vous dire, nous n'avons pas retiré, à vous entendre, le sentiment que votre propos réalisait cette synthèse, voire même la recherchait. Vous nous avez paru ne pas toujours vous affranchir de certains des schémas du passé. (...)

Il est vrai que de nouvelles contraintes sont apparues, nécessitant des concessions à vos divers alliés et, en particulier, à ceux de la mouvance bucolique. Vous pouvez pourtant vous rassurer : le temps viendra vite où l'autre aile de votre majorité leur fera savoir qu'il est un son encore plus insupportable que celui des avions qui décollent ou des voitures qui roulent : c'est le silence pesant des usines et des chantiers qui, si on les sui-

vait, pourraient ne plus ouvrir. Au cœur de ce double impératif de compétitivité et de solidarité, nous trouvons bien sûr l'Europe. L'Europe, dont nous savons les uns et les autres qu'elle est tout à la fois indispensable, incomplète et fragile. L'instant ne serait pas si grave que l'esquisserais un sourire en vous observant vous colleter avec

la mise en œuvre du traité de Maastricht. C'est eo 1992 que vous-mêmes et vos amis vous êtes mis dans la contradiction dans laquelle vous vous débattez. En acceptant alors la priorité monétaire, vous en acceptiez forcément les implications, que vous ne pouviez ignorer. Car les Allemands avaient joué cartes sur table. C'est dire que, pour un temps, du moins, vous acceptiez forcément une Europe différente de celle que vous prétendiez appeler de vos vœux. Que vous en conceviez des regrets n'échappe à personne. Mais ces regrets (...) sont bien tardifs. Quand on a tiré le vin, il faut le boire, surtout quand on est allé soi-même chercher les bouteilles à la cave.

A l'époque, il avait semblé à beaucoup que les objectifs de prospérité, d'indépendance et de liberté de l'Europe auraient pu être poursuivis à moindres frais si nous avions mis la recherche d'une convergence sociale, politique et démocratique avant la mise en place de la toiture monétaire. On sait ce qu'il

comme à moi. Il est devenu la loi de la nation. En êtes-vous aussi convaincu que vous le dites? Plus, en tout cas, que votre ministre chargé des affaires européennes? Votre majorité, plurielle, est-elle prête à endosser cette lourde contrainte ? Cette question, nous nous l'étions posée à la lecture de votre programme électoral. Nous nous la posons plus encore au vu de la manière dont vous avez abordé le dossier de la ratification du pacte de stabilité et de croissance, pacte

seule clé d'un assouplissement éventuel des critères. Entendons-nous, il ne s'agit pas de vous chipoter sur votre contribution aux décisions d'Amsterdam, contribution dont nous nous contenterons de ne pas exagérer la portée, tant les concessions qui vous ont été faites nous paraissent tout à la fois rhétoriques et cosmétiques. Je recommande d'ailleurs à nos collègues qui siègent à gauche la lecture du texte sur l'emploi que vous avez réalisé : ils seront édifiés ! Il restera de tout cela que la continuité a prévalu et que les décisions de Dublin ont été définitivement entérinées. Ce qui explique le satisfecit

qui, par parenthèse, était plus qu'en pointillés dans le traité de

Maastricht, et dont il faudrait enfin comprendre qu'il était la

que vous a adressé le président de la République. Il ne s'agit pas davantage de contester le fond de votre démarche. Nous la contestons d'autant moins que Jacques Chirac l'avait largement initiée, Mais il n'avait pas seulement été le premier à évoquer l'impérieuse obligation de créer un modèle social européen.

Il avait eu de surcroît le courage et la lucidité d'admettre qu'il o'était pas possible de tenir un tel discours sans faire parallèlement la démonstration que la France était résolue à tenir les engagements qu'elle avait contractés - ce qui supposait la poursuite de la remise à niveau des finances publiques entamée par Edouard Balladur. Oui, il fallait du courage et de la lucidité pour faire un tel choix et de l'abnégation pour le mettre en œuvre. Cette abnégatioo dont a su faire preuve Alain Juppé. Vous êtes-vous seulement interrogé, Monsieur le Premier Ministre, sur le poids que ce courage et cette abnégation avaient pesé dans votre victoire électorale? Permettez-nous du moins d'espérer que vous n'aurez pas recours à cette ficelle dérisoire de l'héritage, par audit interposé, pour justifier un recul dans vos engagements européens oo le renvoi aux calendes grecques de vos promesses électorales.

C'est assez dire que le plus dur est devant vous. Ce sont nos quatorze partenaires qu'il vous faut désormais convaincre de la pertinence des mesures nationales que vous souhaitez mettre eo œuvre, mais aussi et surtout de leur cohérence avec les engagements que le peuple français a pris en ratifiant le traité de Maastricht. Et c'est la, bien sûr, que le bât blesse. Car voyez-vous, Monsieur le Premier Ministre, il ne peut leur sembler, pas plus qu'à nous, ni pertinent ni cohérent d'en-

de créer 700 000 emplois financés par des fonds publics;
 de réduire de 39 à 35 heures le temps de travail sans réduc-

tion des salaires : de geler le périmètre des participations industrielles et financières de l'Etat, renouant ainsi avec un « m-ni » de sinistre

Il va donc vous falloir choisir entre deux paroles données:

Pune à vos électeurs, l'autre à nos partenaires. (...) Si j'al bien compris, le chef de l'Etat vous a permis de sortir d'un manvais pas en vous laissant le beau rôle : celui qui dit ce qu'il fait et qui essale de faire ce qu'il dit. Situation confortable, mais qui ne durera pas. Le président de la République tr'est commis ni au rôle d'empêcheur de rêver en rond ni à celui de pompier de service. Comme oous, il ne peut qu'attendre, pour vérifier si le gouvernement est bien capable de conduire une politique qui soit compatible avec les promesses de la majorité comme avec les engagements internationaux de la France.

Pour l'heure, vous admettrez comme moi, Monsieur le Premier Ministre, qu'il attend sereinement et loyalement. Voilà qui fournit une première réponse à ceux qui feignaient de s'interroger sur la capacité de Jacques Chirac à conduire une cohabitation. Loyal - et efficace, en plus, ce qui ne gâte rien -, îl l'a été à Poitiers et à Amsterdam, où il a fait en sorte que la France parle d'une seule voix. Serein, il l'a été lorsqu'il vous a invité à lui présenter votre équipe gouvernementale, marquant ainsi qu'il ne vous considérait pas comme des « ennemis de l'inté-

A la vérité, cette cohabitatioo sera, Monsieur le Premier Ministre, telle que vous la déciderez. Constructive, si votre gou-

Ce sont nos quatorze partenaires ...

qu'il vous faut désormais convaincre

de la pertinence des mesures nationales

que vous souhaitez mettre en œuvre,

mais aussi et surtout de leur cohérence

avec les engagements pris

vernement se contente de gouverner, ce qui n'est pas rien, conflictuelle s'il devait en être autrement. Nous serons prêts à toute éventualité, mais surtout déterminés à démontrer que le chef de l'Etat n'est pas isolé.

Mais nos attentes ne se limitent pas là. Nous attendons également de vous et de votre gouvernement que vous usiez vis-à-vis de l'oppositioo et, en particulier an Parlement, de la même ou-

verture d'esprit que la oôtre, tout au long de la précédente législature, malgré l'existence d'un rapport de forces infiniment plus inégal (...) N'oublions pas en effet que la qualité d'une démocratie s'évalue tant à l'aune de la vertu qu'on y pratique qu'à celle du respect qu'on porte à la minorité.

Les chantiers qui s'ouvrent devant vous sont vastes. Les attentes des Français, telles que nous les percevons, au Rassemblement pour la République, ne le sont pas moins. Les réponses que vous nous proposez ne sont pas de nature à nous convaincre. En conséquence, Il va de soi que nous ne vous apporterons par nos voix. Avec nos amis de l'UDF, nous formerons une opposition résolue et loyale. La polémique granuite est une facilité que les démocraties peuvent offrir lorsqu'elles sont prospères, un luxe que la République ne peut se permettre que lorsque toutes les forces qui s'affrontent en son sein lui sont également attachées. Nous t'en sommes, hélas! plus là et, dans ces conditions, nous aurons à cœur de ne vous critiquer que sur l'essentiel.

Un dernier mot, Monsieur le Premier Ministre, un dernier mot personnel, si vous le voulez bien. Nous venons l'un et l'autre du même monde : celui de l'enseignement public. Tous deux oous nous sommes engagés, pour cette raison, entre autres, dans la voie d'une carrière publique de haut fonctionnaire d'abord, d'homme politique, ensuite. Puis nos vies ont divergé. J'ai choisi le général de Gaulle et sa haute espérance fondée sur l'exaltation de la dignité et de l'impartialité de l'Etat. Vous avez vous-même embrassé l'idéal socialiste.

Aujourd'hui encore, Monsieur le Premier Ministre, j'ai le sentiment que l'idéal du chef de la France libre nous mène plus haut et plus loin que les promesses qu'avance la social-démo-cratie française. Le verdict de l'Histoire tombera vite. Pour ce pays que, comme vous, j'aime par-dessus tout, j'espère sincèrement qu'il ne sera pas trop cruel.

* Les présidents UDF, PS, PCF interviennent ' à la tribune de l'Assemblée nationale, avant que le premier ministre

neréponde

à l'ensemble

des orateurs

The wat the same The same and the same and

The second of the second

and the second of the second of the second

The state of the s

to the first of the second of the second

in the day of the state of the state of

and a to continue the first the

- - The Road State of the Parket

Suchestines described

tenytti. meren Maketanan

- 1-1 1111 4 不被電車等機

TO THE WARREST OF

The second section of the second of the second

وَالْجِيْدُ اللَّهُ وَلَا مِنْهِ وَأَمِر صَافِقَة عِنْ مَا مَا مَا اللَّهُ مَا اللَّهُ مَا اللَّهُ ا

The state of the s

こうこうかい こうでんからな かれかかる

The terminal training to the terminal training to

· T : The way would be better it.

THE THE PARTY OF THE PERSON OF

to a providencia the second of the property of the same of the sa The state of the second of the second to the first territory of the territory in the the state of the second district The second of the second A STATE OF THE STA CONTRACTOR OF THE LINE WAS A SHOP THE PARTY OF THE PARTY and the second second second second - A Server of the set the second the reservoir to the following the property and the parties CONTRACTOR STATES the state of the s The state of the state of the state of the state of and the species of the section of the section of

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

THE THE TRANSPORT OF THE

an trees it etwate une gain gande.

A STATE OF THE PROPERTY OF THE SECRETARIES

the state of the part of the sum

and the second second second second second The state of the s The second of the second second second second Michel Cr

The second of the second of the second A service of the serv THE STREET PROPERTY OF COMME THE CONTRACT OF THE PARTY OF THE the state of the state of the state of the fill had a writing by the state of the The second secon the second of the second of the second project Management (100 年) 中国 (100 年)

> Lionel Josp The partie of over the seed of

THE A SHE PERSON WEST Contract former con All the south passe should be A THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. The state of the s The state of the s 1 1.01 150 Chief Shakes the support of the same support A STATE OF THE STA The same of the same of · College of the control of the control of the

women cours A propose de la marca the state of the s

François Bayrou (UDF): « Vos promesses vous guettent »

Les présidents
des groupes
UDF, PS, PCF
et RCV
interviennent
à la tribune
de l'Assemblée
nationale,
avant que
le premier
ministre
ne réponde
à l'ensemble

des orateurs

is prets a toute eventule

graph was to the first the first

OUS avez abordé dans votre propos plusieurs aspects de la reconstruction du ben de confiance. La morale à l'école en faisait partie. Uo effort a été commencé. Pour le poursuivre, notre soutien sera avec vous. Le mot « décentralisatioo » n'a pas figuré dans votre intervention d'une heure. Et je crois que cela est significatif. Nous avons eu le sentiment d'entendre que c'est d'en haut que doivent se prendre les décisions. Vous coostruisez un projet jacobin destiné à renforcer la décision du sommet et n'ayant pas confiance dans les citoyens. Dans une société de confiance, les décisions sont discutées au Parlement, dans la transparence, et non pas dans l'opacité des bureaux. Permettez-moi de vous dire que la décision de ne discuter aucun collectif budgétaire, l'astuce de décrets d'avance et d'annulation, sans contrôle et sans dialogue, la suppression du débat sur la programmation budgetaire, qui était une vraie et profonde novation, ce ne sont pas des pas vers la transparence, la confiance et la réhabilitation du rôle du Parlement!

La confiance, c'est la cohérence : en quelques jours, votre gouvernement a réussi le tour de force d'annoncer la régulatisation de dizaines de milliers d'immigrants clandestins, courant ainsi le n'sque de créer un formidable appel à de nouvelles vagues d'immigration clandestine. La confiance, c'est le réalisme : au moment même où vous exigiez des grands travaux en Europe, vous annonciez l'annulation du canal Rhin-Rhône, qui est pourtant sur la liste des douze grands chantiers français. Et vous avez tort d'annoncer la réduction de la modernisation indispensable de la SNCF et de la privatisation indispensable d'Air France. (...)

Le projet européen, ce n'est pas a nos yeux im projet politique comme les autres, c'est en réalité la condition de tous les autres. (...) Il y avait deux obstacles à passer pour l'Europe, Nous avons passé l'un et nous avons manqué l'autre. (...)
Quelles qu'aient été vos déclarations antérieures, nous avons
réussi à passer l'obstacle du pacte de stabilité. Il y a eu naturellement, pour vous faire plaisir, une déclaration sur l'emploi, sans moyens et eo termes vagues. Mais mon intention
n'est pas de vous critiquer sur ce point. Tous les efforts qui
vont dans le sens de l'emploi, même symboliques, sont de
bons efforts.

Bien sûr, c'était en contradiction avec vos déclarations anténeures, comme l'a souligné M. Dray. Mais vous avez eu raison de signer. Parce qu'une monnaie commune sans discipline, c'est une monnaie qui ne pourrait plus jouer son rôle de contrepoids au dollar, et ce sont les états sérieux qui paieraient pour les autres. (...) Nous avons échoué sur les institutions. Je ne veux pas vous en faire porter la seule responsabilité. (...) Or, l'échec de cette réforme, l'lucapacité à faire accepter que les grands pays réussissent à peser davantage pour que la décision européenne ait plus de crédibilité, cela a un sens : on a choisi l'Europe de la décision impossible et de la bureaucratie impuissante. On a choisi l'Europe du chacun pour soi. (...)

Si l'Europe n'est pas une puissance, il faut que nous en ayons conscience, alors c'est l'autre modèle européen, celui que vous et nous, ensemble, avons combattu, sans répit, qui se trouvera imposé par la réalité: l'Europe sera une zone de libre-échange offerte aux convoitises marchandes. (...) C'est maintenant que cela va se jouer. Et c'est entre vos mains que sera la réponse. Entre vos mains, et beureusement aussi entre celles du président de la République, dont nous savons la volonté européenne et que nous assurons de notre soutien. (...)

Votre ministre des affaires européennes (...) a repoussé l'euro au rang des décisions à prendre une fois qu'on aurait vu l'état des finances publiques. Monsieur le premier ministre, des problèmes de finances publiques, il y en a. Il y en a eu, beaucoup, du fait de vos gouvernements et de votre majorité. Et il y en aura. Nous eo savons quelque chose. Lorsque vous avez do quitter le pouvoir, en 1993, la France plongeaît dans les déficits, et dooc dans la dette, au rythme d'un milliard et demi de francs par jour. Il nous a fallu des efforts très lourds, très impopulaires, pour que le gouveroement d'Alain Juppe fasse diminuer le rythme de ce déficit de quelque 30 %.

En réalité, assez vite, vous allez vous trouver devant le même choix, le même dilemme, qui fut celui de François Mitterrand en 1983. Continuer les dépenses, dont on sait qu'elles conduisent à l'impasse, et de surcroît perdre l'Europe en perdant l'euro. Ou bien renoncer aux promesses intenables en sauvant l'essentiel, la capacité de la France, et les cinquante années d'effort inimerrompu pour donner à son génie et à ses citoyens l'arme de la puissance européenne. (...) Comme François Mitterrand, vous serez obligé de convenir que le choix n'existe pas.

Pour l'instant, vous avez décidé, et cela provoquera déjà des déceptions, d'éluder ce choix. Vous avez décidé d'attendre. Mais vos promesses vous guettent, et ceux, de honne foi, qui y ont cru s'interrogent. Le jour oû vous serez contraints d'avouer qu'elles sont impossibles à tenir. Il vous faudra faire face à la vague de déception et de scepticisme. C'est pour ce jour dangereux – la déception et le scepticisme produisent généralement des fruits mauvais – qu'il faudra que l'opposition ait acbevé son travail de reconstruction. Il n'y aura, je le dis à l'avance, qu'un moyen de rendre à la démocratie sa vigueur et son allant, ce sera de construire sur la vénité. J'espère de toutes mes forces qu'il apparaîtra, lorsque la réalité vous aura assigné à son rendez-vous, que ces élections auront été les dernières élections à promesses.

Jean-Marc Ayrault (PS) : « Un tel changement ne peut s'accommoder de précipitation »

E gouvernement issu des urnes s'est installé dans la durée, celle d'une législature. (...) Les résultats de la conférence intergouvernementale européenne d'Amsterdam font l'objet de commentaires mitigés. C'est un fait. Mais n'est-ce point le lot des événements, petits ou grands, qui jalonnent l'histoire de la construction européenne? Celle-ci a toujours reflété l'équilibre entre compromis et perspective. Conformément aux engagements pris, la question de l'emploi a été mise, par l'action de nos représentants, au oceur de la démarche européenne, au même titre que la création d'une monnale unique. Votre détermination, Monsieur le Premier Ministre, a permis, non un simple rééquilibrage des thèses monétaristes, mals une nouvelle mise en perspective de la création de l'euro. Certains étaient prêts, souhaitaient même une crise, une rupture. C'est mal mesurer le prix à payer – immense – d'un coup d'arrêt brutal qui n'ouvrait la vole qu'à l'aventure.

d'arrêt brutal qui n'ouvrait la vole qu'à l'aventure. (...)

Notre pays s'est installé dans une croissance molle qui dé-

courage et démoralise. Le partage salaire/profit, trop déséquilibré en faveur des profits, a créé l'atonie. Dans le même temps s'accentualent les difficultés des ménages, particulièrement des bas revenus ou des revenus modestes, des actifs comme des retraités. Parallèlement, la faiblesse de l'activité économique ne pouvait permettre d'endiguer et de diminuer le chômage. Il convient donc de modifier le cours des choses et de redonner du tonus à la demande intérieure. Cela est nécessaire pour créer les conditions d'une croissance plus forte et plus sûre ; cela est également indispensable pour établir plus de justice dans notre société et engager les réformes néces-

Chacun d'entre nous est conscient qu'un tel ressourcement, qu'un tel changement de cap ne peuvent s'accommoder d'effets d'annonce et de précipitation. (...) Rien ne serait plus dangereux et plus fallacieux qu'une avalanche de mesures et de textes, qu'une sorte de « tout, tout de suite ». La maturité de nos concitoyens est grande: ils devinent, ils sentent, ils connaissent la difficulté du moment et savent trop bien que, trop souvent, les périodes d'euphone artificielle sont suivies de coups de frein brutaux qui réinstallent la dépression et le désenchantement. (...)

Nous ne croyons pas aux programmes de quarante jours, aux textes concoctés à la hâte par des bureaux, soumis au Parlement dans l'urgence à une majorité qui marche au clairon. Par contre, nous croyons à un Parlement actif, disposant de son temps pour étudier, proposer, légiférer et contrôler. Nous croyons également à la concertation, à la démarche contractuelle, à la decentralisation des centres de décision afin que le citoyen trouve au plus près ses interlocuteurs. C'est en effet par la décentralisation que pourront être mieux comprises et mieux traitées les préoccupations quotidiennes de nos compatitors et que prendra tout son sens la nécessaire modernisation de la vie publique.

Alain Bocquet (PCF) : « Le SMIC aurait dû être un peu plus augmenté »

ES Françaises et les Français ont dit avec force leur refus d'une politique d'austérité, d'injustice et de régression pour notre société et notre pays. (...) La France ne veut plus être le pays des promesses non tenues. (...) Cette situation inédite met le gouvernement et la majorité de gauche devant de grandes responsabilités. La majorité n'a pas le droit de décevoir. Les Français ne se contenteront pas de mots ou d'effets d'annonce. Il faudra faire ce qui a été dit! Le gouvernement, auquel participent trois ministres communistes, la majorité à l'Assemblée nationale, les partis politiques, les syndicats, le mouvement associatif et citoyen ont chacun un rôle distinct. (...)

Nous, communistes, nous sommes partie prenante de la majonté, non pour des raisons politiclennes, mais parce que nous voulons le bonheur de notre peuple, que l'intérêt national l'emporte, qu'un vrai changement se concrétise rapidement, progressivement et durablement. C'est dans les conditions de l'équilibre établi par le suffrage universel que le groupe communiste travaillera, ici et sur le terrain, dans un espn't responsable et constructif. Nous le ferons en restant nous-mêmes, sans fard ni surenchère, mais aussi sans retenue quant à la défense fidèle et loyale des intérêts et de la souveraineté de notre peuple. (...)

Dans notre pays, quatrième puissance économique du monde, l'argent ne manque pas pour impulser une relance de l'activité économique répondant à l'attente de nos compatriotes. Il faut pour cela réorienter résolument l'argent pour l'emploi. Les députés et les sénateurs communistes veulent travailler tout de suite, nous avons demandé qu'un collectif budgétaire réponde aux besoins urgents. (...)

ES Françaises et les Français ont dit avec force leur refus d'une politique d'austérité, d'injustice et de régresreproduire la même politique qui a échoué. (...)

Contre des salaries qui ont défendu l'outil de travail ?(...)

Onenter les stratégies des entreprises vers la création de ri-

La priorité, c'est de faire reculer le chômage avec une croissance impulsée par l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 % ~ je pense qu'elle aurait dù être un peu plus élevée –, du RMI, des salaires, des pensions, des allocations familiales, des aldes personnelles au logement. (...)

Une autre conception de l'aide aux entreprises doit prévaloir sous forme d'engagements contractuels et contrôlés par les salariés, par les élus : pas d'aide publique sans embauche sur contrat à durée indéterminée. (...) Cette politique contribuetait du même coup à rééquilibrer financièrement la protection sociale, alors que le plan Juppé, loin de résorber le déficit de la Sécurité sociale, a aggravé les inégalités en matière d'accès aux soins. Le droit à la santé est fondamental. Il passe par des remboursements corrects aux malades, des revenus décents pour les médecins et par des moyens conséquents pour l'hôpital. Un financement équitable doit conduire à faire cotiser des revenus financiers au même taux que les salaires.

que les salaires.

Le dogmatisme des privatisations à seulement accentué le chômage, amoindri les capacités industrielles de la France et enrichi une poignée de grandes sociétés. Il convient de mettre un coup d'arrèt à toutes les privatisations lancées par la droite au pouvoir l (...) Qu'ils restent privés ne dispense pas les grands groupes de leur responsabilité sociale, citoyenne et d'aménagement territorial. Ne convient-il pas, comme en matière de privatisation, de renoncer à toutes les décisions de fermeture d'entreprises et des services publics, comme d'annuler les sanctions disciplinaires prises à l'en-

contre des salariés qui ont défendu l'outil de travail?(...)
Onenter les stratégies des entreprises vers la création de richesses en France appelle un examen sans complaisance des
avantages fiscaux des sociétés et des hauts revenus qui ne
servent qu'à arbitrer la spéculation financière contre l'emploi. N'est-il pas temps de desserrer l'étau des marchés financiers en taxant les mouvements de capitaux? (...) L'approfondissement de la fracture sociale s'est accompagné de
l'explosion du nombre des grandes fortunes. Quadrupler
l'impôt sur la fortune lui donnerait enfin la dimension de solidarité qui lui fait défaut. (...) La proposition d'un emprunt
obligatoire sur les banques, les compagnies d'assurances et
les hauts revenus, pour la résorption de la dette, mérite

L'urgence, c'est le logement social, il faut construire et rehabiliter des centaines de milliers de logements par an. Les collectivités, et d'abord les communes, ont un rôle majeur à jouer pour l'emploi et prévenir la fracture sociale dans les quartiers. Il faut stimuler l'initiative locale, lui donner plus de moyens, la dégager des charges indues qu'elle supporte.

En Europe, la contradiction s'aiguise entre la logique du projet de passage à la monnaie unique – celle de la rentabilité financière et de la guerre économique – et l'objectif de l'Europe sociale. Le gouvernement a pris l'ininative de poser la question de l'emploi, on reste cependant loin du compte. Rien d'essennel n'a été changé. Le pacte de stabilité (...) est particulièremeot néfaste. (...l Nous avons fait la proposition, à l'opposé d'une monnaie unique, d'une monnaie commune de coopération fondée sur les monnaies nationales et conçue pour favonser l'emploi et le développement social.

Michel Crépeau (RCV): « La torture existe toujours dans notre pays »

ARLER vrai, dire ce que l'on fait et faire tout ce que l'on dit, promettre très peu mais tenir beaucoup : il y a dans votre discours, Monsieur le Premier Ministre, quelque chose de Pierre Mendès France, le maître à penser des radicaux. C'est cette image de séneux et d'intégrité qui est la votre qui, très largement, nous a permis de gagner ces élections.

le veux parler ici de l'Europe, ce grand thème pour tous les hommes et les femmes de ma génération. A son propos, il convient, non seulement de parler vrai, mais aussi de parler simple. (...) Si vous voulez être compris du peuple, renoncez à tout le charabia technocratique qui caractériste aujourd'hui les discours sur l'Europe. (...) Mon arrière-grand-père a fait la guerre de 1870, mon grand-père a pataugé dans la boue à Verdun et mon père a fait la guerre de 1939. Mais moi, je n'ai pas

fait la guerre et mes enfants non plus. Voilà l'essentiel, qu'il convient de rappeler à propos de l'Europe.

Selon moi, l'indépendance des magistrats du siège et celle des magistrats du parquet, ce n'est pas tout à fait la même chose. Le sujet mérite réflexion. L'avocat général o'est pas un OVNI juridique ni un électron libre. Il parle au nom de quelqu'un. Aussi convient-il d'attendre les conclusions de la commission Trucbe pour voir ce qui doit être fait dans la sérénité de la commission des lois. La torture existe toujours dans notre pays ! (...) Le pilon moderne, ce sont les photos dans les journaux, les images à la télévision de gens mis en examen, pourtant présumés innocents. Or, les écrits et les photos restent et la vie de ces personnes risque d'être gâchée, même si elles sont reconnues innocentes et acquittées.

Une autre torture consiste à passer les menottes à des gens qui ne sont pas dangereux. Pour passer les menottes, il faudrait l'autorisation d'un magistrat et une ordonnance motivée. Il est scandaleux que les journaux publient des photos de gens menottés alors que ces gens sont présumés innocents. Enfin, il faut reprendre le projet de M. Toubon sur l'appel des procès d'assises. 1...)

Peut-ètre la création de notre groupe et l'attitude d'autres groupes feront-elles naître une liberté de parole dont on ne jouissait guère auparavant lorsqu'on appartenait au parti majoritaire. Ainsi connaissait-on, dès le lendemain des élections, tous les votes de la législature l Voilà pourquoi les députés ne venaient pas. Si vous changez cela, Monsieur le Premier Ministre, nous serons là pour vous aider à réussir.

Lionel Jospin : « M. Séguin, j'ai du mal à comprendre votre logique »

NE partie de votre discours [M. Séguin] était plutôt destinée à une personne qui ne vient pas à l'Assemblée (...) et semblait moins concerner l'avenir qui est devant moi qu'un passé récent dont vous venez de sortir ensemble. Ainsi, je me suis demandé si ce qui concernait Maastricht s'adressait essentiellement à moi. Pour ma part, estimant que le refus de ratifier le traité de Maastricht aurait ouvert une crise majeure en Europe, l'avais, à l'époque, employé la formule suivante: « Je dis non au non et je dis donc oui au aui. » Il me semble qu'il est plus cohérent d'avoir dit alors « oui, mais » et de continuer aujourd'hui en mettant des conditions à la monnaie unique que d'avoir dit « noo » hier et de dire « oui » aujourd'hui! Soyons clairs! A propos de la rencontre d'Amsterdam, l'ai du mal à comprendre votre logique. SI nous n'avons

encore n'en obtenu, je ne vois pas pourquoi le président de la République s'est félicité des pas en avant qui avaient été faits! N'a-t-il pas dit, à la conférence de presse, que le changement de gouvernement avait été une bonne occasion de faire avancer un certain nombre de questions qui étaient dans sa peosée? Nous avons fait ce que je voulais faire: ouvrir un espace (...).

M. Bocquet (...) s'est exprimé dans l'esprit de liberté et de solidarité qui convient entre la majorité et le gouvernement. (...) Je comprends que M. Bocquet puisse regretter que le SMIC et les minima sociaux ne soient pas davantage revalorisés. Mais les syndicats préfèrent souvent obtenir quelque chose par la oégociation que se le voir octroyer politique (...)

par le pouvoir politique (...).

Quant à l'intervention de M. Bayrou (...), je n'ai rien vu

étions dans l'opposition.

dans ce que le gouvernement et le ministre de l'intérieur ont dit ou ont fait qui permette d'affirmer que le voudrais régulariser des dizaines de milliers de travailleurs clandestins (...). Car nous n'entendons pas favon'ser l'immigration clandestine, mais au contraire arriver à une régularisation.

Enfin, je voudrais revenir, à propos de l'intervention de M. Bayrou, sur le sommet d'Amsterdam et sur ce qu'il a appelé l'«échec des institutions» (...). le vous rappelle que ce n'est pas moi qui ai traité ce dossier depuis dix-huit mois, ni négocié avec la présidence et avec la Commission, ni préparé les instructions données à la délégation française: les choses étaient bouclées, je ne considère pas, moi, que le sommet ait été un échec, même s'il n'a pas été à la hauteur de ce que nous avions souhaité iorsque nous étions dans l'opposition.

mois proposer au gnuvernement un projet

Le « pacte républicain » proposé par le chef du gouvernement

 Objectif de la parité hnmmes-femmes inscrit dans la

Constitution. • Renforcement de la législation limitant le cumul des mandats. Inscriptinn autnmatique des ieunes de dix-huit ans sur les listes électorales.

 Harmnnisation de la durée des mandats électifs sur une base de

• Réexamen de la législation sur le licenciement éconnmique. Rentrée anticipée du Parlement à la mi-septembre 1997.

IMMIGRATION

• Réexamen d'ensemble de la législatinn sur la natinnalité et dépôt d'un projet de ini à la prochaine session du Parlement. Rétablissement de l'acquisition automatique de la natinnalité française pour les enfants d'étrangers nés en France. Examen immédiat par les préfets de la situation des sans-papiers.

 Carrières des magistrats du parquet garanties, comme celles des magistrats du siège, par le Conseil supérieur de la magistrature.

 Suppressinn de toute instruction du ministre de la justice concernant des affaires individuelles.

SECURITE Renfort de 35 000 emplois de proximité pour la police natinnale. Créatinn d'une instance indépendante chargée de contrôler le respect des règles déontologiques par les services de

 Création d'une autorité indépendante pour j*uge*r de l'utilisation du « secret-défense » Suppressinn de t nute activité de renseignement sur la vie politique démocratique.

 Plan spécial contre la violence dans les établissements scolaires dès la rentrée prochaine. ◆ Créatinn, avant la fin de l'année, d'une Agence de sécurité sanitaire.

 Adaptatinn du régime des aides publiques à la presse. Soutien au service public de la télévisinn grâce à un rééquilibrage entre ressources publiques et recettes publicitaires. Renforcement des pouvoirs du

Conseil supérieur de l'audiovisuel. **ÉCOLOGIE** Révision de la procédure de déclaration d'utilité publique pour les implantations de grands

 Abandon du surgénérateur « Superphénix » et arrêt du projet de canal Rhin-Rhône. Révision de la loi d'nrientation sur l'aménagement du territoire.

équipements.

L'annonce d'un « aggiornamento » sur la politique d'immigration

Préparée par une mission interministérielle, une refonte d'ensemble, incluant la législation sur la nationalité, est précédée d'une opération de régularisation

au Parlement lors de la session d'automne. Une mission interministérielle pilotée par le chercheur Patrick Weil devra dans les deux sation de certains étrangers en situation ir-

Abordant les thèmes de l'immigration et de son discours, le premier ministre a annoncé qu'un « réexamen d'ensemble » des lois sur l'immigration et la natinnalité sera proposé

qu'un « réexamen d'ensemble » des

lois sur l'immigration et sur la na-

tinnalité serait soumis au Parle-

ment dès la session d'automne. La

préparation de cette vaste réforme

a été confiée à une « mission inter-

ministérielle » dirigée par Patrick Weil, directeur de recherches au

CNRS, qui dnit remettre un rap-

port d'ici deux mnis (lire ci-des-

sous). Auparavant, certains étran-

gers en situatinn irrégulière

pourront voir leur cas réexaminé

par les préfets. A côté d'une « poli-

tique d'intégration républicaine dé-

terminée et généreuse », le premier

ministre a précisé que l'immigra-

tion irrégulière et le travail clandes-

tin seraient « combattus sans défail-

Spectaculairement abordés dès

les premières minutes du discours

de Lionel Juspin, les thèmes de

l'immigratinn, de l'intégratinn et de

la natinnalité figurent parmi les

mesures les plus symboliquement

marquées à gauche annoncées par

le premier ministre. En faisant de la

refonte de la politique d'immigra-

tion l'un des signes principaux du

« retaur aux sources de la Répu-

blique », le chef du gouvernement

a rompu avec ses propres hésita-

tinns sur le sujet pendant le mou-

vement des sans-papiers et des pé-

titinns contre la loi Debré, mais

surtnut avec les discours de tous

bords qui, depuis quinze ans, n'ont

cessé d'amalgamer plus ou moins

nuvertement immigration et insé-

En se réappropriant le thème de

l'identité nationale tant exploité

de réforme. Auparavant, une circulaire, LIONEL JOSPIN a cnnfirmé rappelé que, lnin de menacer la France, l'arrivée d'étrangers avait également facnnné la natinn depuis des siècles. Il a même affirmé que le droit du sol, c'est-à-dire l'acquisition de la nationalité par la simple naissance sur le territoire, est « consubstantiel » à la nation

française, ce qui apparaît abusif car ce principe n'a jamais cessé d'être mêlé avec la tradition du droit du sang (acquisition de la nationalité par filiation) tout au long de l'histoire. Certes, la loi Méhaignerie de 1993 a rompu l'équilibre en jettant la suspicion sur les enfants d'étrangers nés en France. Mais le premier ministre n'a pas donné de sens précis à sa promesse de « rétablir le droit du sol », se gardant de trancher la question d'une éventuelle suppression de la fameuse « manifestation de volonté » de devenir français introduite en 1993.

M. Jospin a présenté l'immigratinn comme une « réalité économique, sociale et humaine » à maîtriser. L'idée d'une ouverture des frontières n'est donc pas à l'nrdre du jnur. L'heure reste an «contrôle » de l'immigratinn, non plus au nom de la protection d'une

identité menacée, mais « en affirmant les intérêts de la nation et en respectant les draits de la perinéluctables aux possibilités d'ac-

régulière. Le discnurs de M. Jospin a confirme le changement de ton très net in-

gration, pour diriger la mission qui sanne ». Le « réexamen d'ensemble » des lois sur la nationalité et l'immigration se justifierait ainsi par la nécessité d'adapter des flux cueil de la Prance - ce qui n'est pas nouveau-, mais aussi aux besoins d'une économie engagée dans la compétition internationale, ce qui est considéré comme tabou depuis l'ante officiel de l'immigration de main-d'œuvre, en 1974. flux d'entrée. Ainsi, l'embauche de

Le choix de Patrick Weil, défen-

Patrick Weil, un spécialiste pour réformer les lois Pasqua

litique sur l'immigration, Patrick Weil tient depuis plus de dix ans le rôle à la fois prestigieux et inconfortable d'homme de réfé-

PORTRAIT. Cet universitaire dénonce le mythe d'une « immigration zéro »

rence. A chaque emballement du débat, des respnusables pulitiques, des journalistes, des observateurs étrangers sollicitent ses analyses. Patrick Weil est un des rares chercheurs en ce domaine capable de nnurrir son expertise d'un précieux recul historique, d'une vision internationale et de

vu du pays en matière d'immigratinn. En 1981, alnrs responsable des jeunes du Ceres (la gauche socialiste animée par Jean-Pierre Chevènement), membre du comité directeur du PS, bardé d'un diplôme de l'Essec, il est nommé chef de cabinet de François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés. Il vit en direct l'apération de régularisation des clandestins. Dix ans plus tard, devenu enseignantchercheur à l'institut d'études politiques de Paris, il stigmatise dans La France et ses étrangers (collectinn Folio), fruit d'une thèse de doctnrat, les discours politiques mensongers sur l'arrêt de l'immigration qui fant le iit de l'extrême

Cette dénonciation s'étoffe en 1995 d'une note publiée par la

contient les fondements d'un véritable programme de gouvernement sur l'immigration (Le Mande du 16 janvier 1996). Préventinn des flux par l'assèchement dn marché du travail clandestin, nrganisatinn du travail saisonnier, compération avec les pays d'nrigine, politique cohérente à l'égard des étudiants étrangers..., constituent quelques-unes de ses propnsitinns. Patrick Weil, aujourd'hui directeur de recherches au CNRS (centre Pierre Léon à Lyon) et membre du Haut Conseil à l'intégration, a désormais deux mnls pour traduire son projet sous une forme législative, laissant à Linnel Jospin le soin de mettre en œuvre sa première exigence: dire la vérité sur l'immi-

Ph. B.

Philippe Bernard

par l'extrême droite, M. Jospin a solides ennnaissances juridiques. Fondation 5aint-Simon, qui L'interdiction de toute intervention du garde des sceaux dans les affaires individuelles

à la restauration du pacte républicain, Lionel Jospin a longuement évoqué la justice. « Le respect du droit est fondamental pour la République et la démocratie, a-t-il déclaré. Sans lui, le lien social se dissout et les institutions sont discréditées. Aussi, la justice doit-elle être indépendante et impartiale. » Dans l'attente d'une réforme d'ampleur, le premier ministre a pris un engagement symbolique : la fin des interventions de la Place Vendôme. « f'annance salennellement que des aujaurd'hui. plus aucune instruction concernant des affaires individuelles de nature à dévier le cours de la justice ne sera donnée par le garde des sceaux. »

En arrivant à la chancellerie, lacques Toubon avait, lui aussi, pris des engagements mais il s'était contenté d'écarter les « instructions de non-poursuite » - une promesse qu'il n'avait d'ailleurs pas respectée. Implicitement, il se réservait donc le droit d'orienter les procédures : à ses yeux, nen ne l'empêchait, par exemple, de demander à un procureur d'ordonner une simple enquête préliminaire plutôt qu'une information judiciaire. Deux ans plus tard, M. Jospin va nettement plus loin : en s'engageant à ne pas « dévier » le cours de la justice, il laisse apparemment

DANS le chapitre de son discours consacré : les parquets libres de gérer seuls l'action pu- la magistrature (CSM) seraient retirés. Deblique. « La responsabilité d'un exercice équitable et non partisan de l'action publique se trouve ainsi remise aux procureurs généraux et procureurs qui en seront comptables devant les citoyeus », a-t-il conclu.

Nul ne sait encore si cet engagement sera clairement inscrit dans la loi. Actuellement, le code de procédure pénale autnrise le garde des sceaux à donner aux parquets des injonctions de poursuites mais depuis 1993, elles doivent être « écrites et versées au dossier ». Dans les instructions sensibles, la pratique est cependant tout autre : le classement de l'affaire Mancel nu les retards calculés de l'affaire Cassetta ont été ordonnés au téléphone par le directeur des affaires criminelles et des grâces, Marc Mninard. Pour mettre fin a toute suspicion, le programme du PS prévoyait donc de « retirer définitivement à l'exécutif la possibilité d'intervenir dans les affaires individuelles, en particulier pour s'opposer à l'engagement de poursuites pénales ».

Toujours dans le souci d'instaurer une justice indépendante et impartiale, Lionel Jospin a annoncé que les projets de nominatinn des magistrats du parquet qui recueilleraient

un avis défavorable du Conseil supérieur de

puis 1993, le CSM rend un avis consultatif sur toutes les pominations du ministère public, à l'exception des postes de procureurs généraux, qui sont pourvus en conseil des ministres. Sur les 500 projets qui lui nnt été soumis du 1ª juillet 1995 au 31 décembre 1996, le Conseil a rendu quinze avis négatifs. Dans la moitié des cas, Jacques Toubon avait choisi de passer outre. « L'indépendance des magistrats du parquet, s'agissant de leur nomination, est encore imparfaitement assurée », concluait le Conseil dans son rapport annuel.

RÉFORME DU SYSTÈME DES NOMINATIONS Au-delà de la pratique nnuvelle, qui consistera à transformer l'avis simple en avis conforme, M. Jospin a confirmé que le gouvernement allait réformer le système des nominations. « Le CSM doit assurer à la carrière des magistrats du parquet les mêmes garanties ou'à celle des juges du siège. » La réforme constitutionnelle de 1993 a en effet instauré un système à double vitesse : les magistrats du siège sont nommés sur avis conforme, voire sur proposition, du Conseil tandis que la carrière des magistrats du parquet dépend pour beaucoup du bon vouloir du pouvoir politique. Pour les autres volets de la rénovation du ministère public, et notamment pour le problème de la définition de la politique pénale, M. Jospin a déclaré que les travaux de la commission présidée par Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation. permettraient au gouvernement « d'enrichir sa réflexian et d'éclairer ses décisions ».

tervenu sur l'immigration. La reaffirmation du droit du sol dans l'acquisition de la na-

tinnalité et l'esquisse de nouvelles poli-

tiques de coopération unt également été

seur du « parler vrai » sur l'immi-

doit préparer une réforme d'en-

semble des nrdonnances de 1945

sur la nationalité et sur les étran-

gers, confirme nettement ces choix.

Certes, les reconduites à la fron-

tière et les expulsions continueront

« sans défaillance », a laissé en-

tendre M. Jospin. Mais la maîtrise

des flux devrait davantage passer

par une double politique préven-

tive : lutte contre le travail clandes-

tin, et couplage de la politique de

coopération avec la maîtrise des

jeunes chômeurs pourrait être ren-

due plus rentable que le recours an

travail « au noir » au moyen d'exo-

Quant au rapprochement immi-

gratinn-cnopératinn, il pourrait

consister à conditionner le verse-

ment de l'aide française à la bonne

volonté des pays de départ en ma-tière de réadmission des expulsés, à

négocier un nouveau statut pour

les étudiants étrangers, et à

concentrer l'aide au dévelnppe-

ment sur les zones d'émigration

vers la France. L'agginruamento

ainsi annuncé suppose, dans la lo-

gique gnuvernementale, une re-

mise à plat immédiate des situa-

tinns irrégulières. La teneur et la

mise en œuvre de la circulaire qui

doit être adressée aux préfets la se-

maine prochaine pour remédier

aux situations « intolérables et inex-

tricables » nées des failles des lois

Pasqua, préfigureront les orienta-

tions des futures lois Aubry-Chevè-

nérations de charge.

Enfin, le premier ministre s'est engagé à prendre des mesures « permettant aux autorités judiciaires d'exercer effectivement le contrôle et l'évaluation de l'activité des services chargés de la police judiciaire ». Les services de PJ, qui sont théoriquement placés sous la direction du procureur, la surveillance du princureur général et le contrôle de la chambre d'accusation, dépendent en réalité du ministère de l'intérieur. Lors de la perquisition au domicile des époux Tiberi, entre l'nbligation d'assistance au juge d'instruction prévue par le code de procédure pénale et les ordres illégaux de leur directeur, Olivier Foll, les policiers avaient choisi de violer la loi. Depuis 1993, la notation du procureur général est prise en compte pour l'avancement des policiers mais, visiblement, cette réforme ne suffit pas à assurer le contrôle de l'autorité iudiciaire sur la PJ.

Anne Chemin

Une police « déontologique » au service de « l'Etat républicain » strictement prévu. Il ne doit pas être

politique . instauration d'une autorité indépendante veillant au bon usage du « secret défense », création d'une commission indépendante contrôlant « le respect des regles déontologiques » par les services chargés de la sécurité publique: trois axes de réformes ont été retenus par Linnel Jospin pour assurer des pratiques pnlicières dignes d'un « Etat républicain ». Ainsi esquissés, ces projets visent des errements que le PS avait, ces dernières années, contribué à dénoncer à l'occasion de dérapages

Echaudé par l'« espionnage » des débats à huis clos de son conseil national par les renseignements généraux (RG) parisiens, le 19 juin 1994, le PS avait déposé une plainte pour atteinte à la liberté individuelle et à l'intimité de la vie privée. Révélée par la presse, l'interception des débats internes d'un parti par un policier, membre d'une section des RG chargée du suivi des partis politiques, avait fait grand bruit. Le ministre de l'intérieur Charles Pasqua avait alors engagé une réforme en demi-teinte : les RG s'étaient vu imposer « l'arrêt du suivi des partis politiques », mais leur mission « de prévisions électorales » et de « suivi des campagnes électorales » avait été confirmée.

« Dans la République, il n'y a pas de place pour une police politique », a tranché Lionel Jospin. Aux services de police, il interdira la recherche de « tout renseignement sur la vie politique démocratique ». Les RG, auxquels cette missinn incombait depuis plus d'un demisiècle, en seront déchargés. Ils pourraient toutefuls continuer à s'intéresser aux mouvements politiques ne respectant pas les règles du jeu républicain, menaçant l'nrdre public ou usant de méthodes d'action violentes.

L'ABUS DU « SECRET-DÉFENSE » Au chapitre de « l'utilisation abusive du secret-défense », dénoncée par le premier ministre, c'est l'affaire des «écoutes» de la cellule dite antiterroriste de l'Elysée qui avait conduit Lionel Jospin, alors premier secrétaire du PS, à préciser

ses positions. «Le secret-défense

n'a pas à s'appliquer – sous peine de

qu'il peut fart bien être distingué quand il est en cause et quand il est sans fondement », avait-il déclaré le 9 avril, en annunçant qu'une commission nationale serait chargée d'opérer cette distinction. Le gouvernement devrait s'inspirer de la proposition inscrite en 1995 par le Conseil d'Etat dans son rapport annuel: la créatinn « d'une commission nationale du secret-défense (...) constituerait un pas décisif (...) vers la suppression d'un des derniers bastions de l'autocontrôle de l'administration ». Cette propositinn préfigure l'instauration de

invoqué abusivement et je prétends

Face aux «bavures » ou aux dysfonctionnements policiers, le premier ministre s'est enfin engagé à présenter un projet de loi « portant création d'une instance indépendante chargée de contrôler le respect des règles déontologiques por les services responsables de la sécurité publique ». Recevant force de loi, cette instance serait assurée d'une durée de vie plus longue que celle graves dérives - hors des cas où il est connue par les premières expé-

l'« autorité indépendante » annon-

cée par le premier ministre.

riences en ce domaine. En février 1993, le ministre socialiste de l'intérieur. Paul Quilès, avait signé un décret créant un Conseil supérieur de l'activité de la police (CSAP): chargé d'émettre « des avis sur le fanctiannement des services de la police nationale dans ses relations ovec le public », il aurait pu être saisi par les ministres de l'intérieur ou de la justice, un parlementaire, un syndicat policier nu une associa-

Mais Charles Pasqua avait supprimé cette instance dès mai 1993. la remplaçant par un Haut Conseil de déontologie aux prérogatives nettement moins étendues et qui se prononçait seulement à la demande du ministre de l'intérieur. Dans son rapport de mars 1997, le PS préconisait d'aller « au-delà » du CSAP: créer une instance pouvant être saisie par l'administration ou par les citoyens, diligentant « pour l'ensemble des forces de sécurile (...) les enquêtes des corps d'inspection » et émettant « des recommandations publiques qui s'imposent a l'administration ».

Une petite révolution du dispositif de sécurité intérieure

EN DEUX PHRASES, Lionel Jospin a ébauché une petite révolution pour le dispositif de sécurité intéricure. L'irruption de « 35 000 emplois de sécurité », venant « en renfort » des effectifs de la police et de la gendarmerie nationale ne s'inscrit en rien dans la tradition d'un Etat exerçant son autorité régalienne sur les forces de sécurité. L'élaboration de « cantrats locaux de sécurité ». proposée par le gouvernement aux communes « pour mettre en œuvre les objectifs de sécurité publique », ne correspond pas davantage an schéma, historiquement dominant dans la France jacobine, d'un dispositif policier placé sous la houlette du préfet et des directions centrales du ministère de l'intérieur.

Exprimés en termes généraux, ces propos sont éclairés par le programme adopté en mars par le burean national du PS. «La participation de membres de la population, formés et encadrés par des professionnels, aux tâches de police préventive doit être activement expérimen-Erich Inciyan tée. C'est le sens de la proposition

visant à l'association de 35 000 personnes recrutées au titre des contrats locaux de sécurité qui pourraient participer aux fonctions d'accueil, de médiation sociale et de présence sur la voie publique ». Ces contrats « feront l'objet d'une élaboration partenariale au sein du comité local de sécurité présidé par le maire, aidé par le cammissaire de palice au par le commandant de gendarmerie ». Impliquant des comités de quartier, des représentants des associations et du monde économique, ils fixeront des objectifs (accueil dans les commissariats, rapidité des interventions, information des victimes, taux d'élucidation). « Signés conjointement par le maire et par le préfet, ils seront exécutés, sur instruction du préfet, par les fonctionnaires de police. » Ces deux axes de réformes constituent, en creux, une sévère critique des carences du service public policier face à une montée de la définquance désormais pleinement



Favoriser l'indépendance des journalistes

Lagrance of

14 · ·

g=1 ------

900

100 L

Silir -

to 15 -- 1-

Brand and Article

227 - 1

<u>....</u> ..

;::::::::::

Line.

2.2

C. State of the Control of the Contr

·

2011 2012

The state of the s

E-11.

Elica

Return :

***** == 1...

Personal Control of the Control of t

ΦE por: ----

anone and a second

R Inica

OR CORN

THE COLUMN THE PROPERTY OF THE

daratism:

Monte Coff or the Coff of the

Rept Le V

Calors, Hurrandia

a diode

Bores La co OCCIDENT AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR

er du quat a

STATE COMMENT

A partie of

Rick four Dan

e consequences and a second

with the state of the state of . 1 / 12 - C. of alberta . Language light A. LONG. ME S. MARCHANINE

> A THE STREET STREET, S 1 " pour la culture

STATE OF BUILDING

- Committee Comm

Tribrat freefige a. best befferent. CONTRACTOR FREE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE art de l'état à la tolleure desse pas tree trains where she physicial name Alleita a programmed to the TOST COPPOSED WATER TOPEN transfer for all examinations, when from the factores & been and ". to farefied fineria ber diere the cette harry the superspense CONTRACTOR ATTION 11722 Territy ifter greenbergeliere Bietlie Learning the broken was as since Abjunge fent nie gegenemen fic the So what the Plant for him

Traffic south and benne A democrate poor Stoffie an anticipal Color triters dans de herrent in de . Titl har paraleurs, ten and be Pattingnine, will a porter per diene. any un tress the same building the party of the same transfer of the same Water of the same The same of the sa

以上, 你是不 一下 人名西西西西西 电压电源性 The Control of the Control of the State of t to proceed a a company of manager. the many set was a second contraction for minimum of the state of reprint to the representative dist. and was any own or will the work the many with the process of the process mette de fandes la estame de la Property of the plant of transference affigure a great make that a participant ture to a recession suppression. TOWN OF COMERCIAL CHARLES IN SMITH

Activities and the article of the second

All the states There is shown by the forest the transfer and a section of the of an energy and our programme & the Trust out & A State of the same of The country of sections produce the section Partir of anything with Maine ... and the property of the state of the property of the state of

Grands équipements : démoc to de Carial & Tract the state of the s

I return que mon men el male.

A total latin Six starts and section by a section

fional feet. STATE OF THE PARTY sale to the first of the total of the total The second section of the second Re de fonces le de fonces le fonctions College Berring & Brille Call Control 2 million of the or the street with The state of the s Maria Company The state of the s the street attended to the transfer of the feature and the state of t the out to thempty the course the one de la successión de la de la successión de la succesión de la successi delicenses of design believes as the a pupar on all life under de fine THE PROPERTY OF MARKETS AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE P THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T aretal at Coldinia all a manifest of The public of the same of the the featible forther Alexander or resoult its obvisable the or consult in opposite its The state of the s THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

of (c.0)! Tole Sur le contract de electinologies and the same services and the same services and the same services are Andres disc Application and a second Alb sa Creation Applied of the state of the sta

A - Michael & Francisco State on inauguration en 1986 :

Cora Colas de Has River, complicament. is dermet carré de residence. Mais, au-dela de Saperphones de

er la politique d'immigration

Favoriser l'indépendance des journalistes

Juppé avait fragilisé la presse quotidienne. L'ancien premier ministre s'était illustre en réduisant les aides à la presse et en supprimant l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficiaient les journalistes. Dans_le même temps, il laissait augmenter les tarifs postaux, majorant ainsi les coûts de distribution des journaux pour les abonnés. Simultanément, il favorisait la publicité à la télévision, particulièrement sur les chaînes privées, par le biais d'amendements législatifs ou via des décisions du CSA. Changement de ton avec Lionel Jospin qui évoque « l'impératif d'indépendonce, corolloire de lo liberté de communication ». Le premier ministre a précisé que « l'indépendance, ce sont au premier chef les goranties données aux journalistes pour l'exercice de leur profession, et natomment oux rédactions par rap-

و معالم و تعد

* 12 A

4 479.

19 th 12

والأنا المبارة والأمرا

F 45 W

5 12 12 4

4 m

وريخا ويستطيعون

And the same

Signa ale.

أحوشرون أسا

1 1270

Color with the

4

- Allender

الميان الإسلام

20 m

يفعلو يع

La Cablicania

By the State of the sea

Marina and Annual of the

SNAMES OF STREET

A CHARLEST CO. CAMPAGE

AND THE PROPERTY.

48 - 4000

 $\hat{\chi}_{ij}^{\mu}q_{jkl} = \chi_{ij}^{\mu}q_{jkl} = -2 \exp^{ik l_{ij}} \lambda_{ij} = 0$

 $\sup_{S} |p_{i,j} - p_{i,j+1}| = \sup_{S} |p_{i,j} - p_{i,j+1}| \le 1$

Supplemental and the second

100-124

2440 y 7 y y

Acres de la companya della companya de la companya de la companya della companya

port oux octionnaires ». La question de l'indépendance des rédactions, exprimée notamment par la montée en pulssance, ces demieres années, des « sociétés de rédacteurs » dans la presse écrite et dans l'audiovisuel, redevient alnsi d'actualité. Mais le thème et sa déclinaison - quelle personnalité morale pour une rédaction? Comment faire en sorte... qu'elle dispose de pouvoirs réels dans une entreprise de presse, indépendamment de l'aspect financier? - n'ont jamais été pris en compte par le législateur.

Parce qu'elles ne disposent pas encore de fonds, ces sociétés de journalistes ne peuvent agir qu'à la marge. Leur existence se fonde pourtant sur un constat de base en forme de paradoxe : la multiplication des « supports » d'information, écrits ou audiovisuels, ainsi que leur adossement à des groupes financiers et industriels qui livrent le contrôle du média qu'ils possèdent au plus offrant. Surtout, elies partent du postulat que l'information n'est pas un produit comme un autre mais un élément de la démocratie et de son pluralisme, intellectuel et poli-

Une première réponse à cette volonté d'affirmer l'indépendance des journalistes et la spécifité de l'information a été fournie en 1951, lorsque Le Monde et son directeur d'alors, Hubert Beuve-Méry, ont dù affronter des convoitises extérieures. La crise avait débouché sur la création de la Société des rédacteurs du Monde, à la fois actionnaire du quotidien et investie de

LE GOUVERNEMENT d'Alain responsabilités susceptibles de garantir l'indépendance des journalistes. Cette création, suivie par celle du Figoro puis d'autres titres, a abouti à la naissance en 1967 d'une Fédération de sociétés des journalistes, puis en 1969 à un proiet de statut des entreprises de presse coordonné par André Paysant, qui a reçu au début des années 70 l'accord des principaux syndicats de journalistes.

Ce projet souligne notamment le droit à l'information des ci-

1 % pour la culture

Liocel Jospin s'est eogagé à consacrer réellement 1 % du budget de l'Etat à la culture, tout en précisaot que cet objectif sera atteint « progressivement ». Le gouvernement d'Alain Juppé, malgré les déclarations d'intention de Jacques Chirac, avait laissé ce budget glisser an-dessous de cette barre. Des opérations de restructuration administrative oot tenté de camoufler l'effoodremeot du budget qui se situe aojourd'hni aux alentours de 0,75 % de celui de l'Etat. SI l'eogagement est tenu, il devrait permettre an ministre, Catherine Trautmann, de débloquer la situation dans des secteurs aujourd'hui paralysés, tels que le patrimoine, qui a perdu en deux ans un tiers de son budget.

toyens, « qui crée pour le pouvoir l'abligation de favariser l'existence et le développement d'une presse indépendante, compétente et pluraliste », grace notamment à « un régime fiscal privilégié » : le droit des rédactions à « disposer de pouvoirs leur permettant de garantir l'indépendance de leurs membres, celle des entreprises et la scrupuleuse hannéteté des informotions diffusées » et « lo nécessité d'un statut des entreprises de presse » qui permette de limiter le « droit de lo prapriété ». Il proposait la création d'un * fands national » susceptibles d'aider les entreprises de presse en difficulté ou sur le point

Dans le domaine de l'audiovisuel, Lionel Jospin a Indiqué qu'il était favorable au pluralisme à la télévision. Il estime donc qu'il faut encourager le service public et ne pas le soumettre aux seules contraintes du marché publicitaire.

Yves-Marie Labé

Un « objectif de parité » pour mettre le droit en accord avec les mœurs

UNE RÉVISION de la Constitunion est ce qu'il y a de plus diffile à effectuer en période de cohabitation. Lionel Jospin a pourtant décidé de tenter une telle réforme, qui nécessite la totale coopération du président de la République et le bon vouloir du Sénat. A ses yeux, permettre aux femmes de remplir leur rôle, à égalité avec les hommes, dans la vie politique justifie d'ouvrir un tel chantier.

En proposant d'inscrire dans la Loi fondamentale « l'objectif de la parité entre les femmes et les hommes », le premier ministre tranche un débat qui oppose ceux qui estiment que l'universalité de la citovenneté interdit toute sectorisation qui pourrait déboucher sur une communautarisation, à ceux qui font remarquer que le retard considérable pris par la France en la matière impose des mesures exceptionnelles (Le Monde du 8 mars). Ce débat avait été relancé par la publication, dans L'Express du 6 juin 1996, d'un manifeste « pour la parité » signé par dix femmes engagées à droite et à gauche, Il avait été nourri par un rapport, publié le 15 janvier, de l'Observatoire de la parité, organisme créé par Alain Juppé en octo-

pas fait sienne les conclusions de cet organisme. Lors d'un débat à l'Assemblée nationale, le 11 mars, M. Juppė n'avait envisagé, « à titre personnel », de rendre la parité obligatoire que dans les scrutins de listes, c'est-à-dire les élections municipales, régionales et européennes, afin de laisser le temps à une « génération de femmes, dont notre vie politique a tant besoin, d'apparaître ». Sous l'impulsion de M. Jospin, les socialistes, en revanche, avait décidé de mettre leur pratique en cnhérence avec leur principe. Ils avaient réussi à ce que 30 % de leurs candidats lors des législatives soient des femmes. Les résultats prouvent que les électeurs y ont été sensibles : sur les 246 élus du PS, il y a 42 femmes contre 5 sur 37 pour le PC, 5 sur 140 pour le RPR, 7 sur 109 pour l'UDF. Au total, elles sont 63.

Attendre la bonne volonté des partis n'a donc pas paru suffisant à M. Jospin. Pidèle à ce qu'il a toujours pensé - dans un entretien à L'Express, il avait apporté son soutien au manifeste -, il reprend donc comme premier ministre, la formule du programme du PS sur l'« objectif de parité ». Elle est vague, Car si la parité est facile à mettre en œuvre

La précédente majorité n'avait dans des élections de liste, c'est autrement plus complexe dans des scrutins uninominaux, comme les législatives ou les cantonales. Certes, il est toujours possible d'imposer aux partis de présenter autant de candidats femmes que de candidats hommes, mais rien ne peut garantir que la parité subsistera au niveau des élus. Parler d'« objectif », c'est aussi prévenir qu'il faudra du temps pour y parvenir. Dans L'Express. M. Jospin jugeait « réaliste » un délai de « dix ans pour approcher de la parité entre les élu(e)s ».

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Pour y parvenir, il faut impérativement modifier la Constitution. En 1982, la gauche avait prévu qu'une liste aux élections municipales ne pourrait « comporter plus de 75 % de persannes du même sexe ». Le Conseil constititionnel, le 18 novembre 1982, avait censuré cette disposition au motif, notamment, que la déclaration des droits de l'bomme de 1789 proclame que tous les citoyens « sont également admissibles à tous dignités, places et emplais publics, selon leur capacité et sans outre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents ».

Comme lorsque François Mitter-

rand et Edouard Balladur s'étaient mis d'accord pour réformer le droit d'asile, il faut donc preciser dans la Constitution comment s'applique un principe posé par son préambule. Or, l'article 89 de la Loi fondamentale, la voie normale de sa révision, prévoit qu'elle peut intervenir soit à la suite d'une proposition parlementaire, soit d'un projet du président de la République « sur proposition du premier ministre ». Son texte doit être voté en termes conformes par les deux Chambres du Parlement. Il est ensuite soumis à référendum, le chef de l'Etat ne pouvant préférer une réunion des députés et sénateurs en Congrès que si la révision est le fruit de son initiative.

Pour mettre en œuvre cet engagement, le premier ministre aura donc besoin de la coopération du président de la République. Au moment de décider d'aider ou non M. Jospin, M. Chirac se souviendra, peut-être, que dans la tribune qu'il a publiée dans des quotidiens régionaux, le 7 mai, il écrivait : « Je m'engage personnellement à tout faire pour permettre [aux femmes] de participer pleinement ò la vie économique et politique de la France. »

Thierry Brehier

Nouvelle limitation pour le cumul des mandats

LA POSSIBILITÉ de cumuler plusieurs mandats ou fonctions electives va connaître une nouvelle restriction. Lionel Jospin en a fait, dans sa déclaration de politique générale, une « priorité » pour moderniser la démocratie, tout comme il a annoncé qu'il proposerait l'harmonisation de la durée des mandats electifs à cinq ans.

La législation actuelle interdit à un élu de détenir plus de deux des mandats ou fonctions sulvants : député européen, conseiller régional, conseiller général, conseiller de Paris, maire d'une commune de 000 habitants ou plus, adjoint au maire d'une ville de 100 000 habitants et plus.

Le premier ministre n'est pas entré dans les détails de la réforme qu'il proposera. Cependant, en juin 1996, le PS s'était fixé des objectifs précis: interdire à un député ou à un sénateur d'être en même temps député européen et à un parlementaire d'être aussi maire, président d'une structure intercommunale, président de conseil général ou régional. Les socialistes souhaitent également interdire le cumul entre la fonction de ministre et une fonction exécutive locale - interdiction que M. Jospin a demandé à ses ministres de respecter - et le cumul de deux fonctions exécutives locales. Le PS proposait que cette réforme entre en vigueur progressi-

vement, à l'occasion du renouvellement de chaque Assemblée. Si ce schéma est respecté, et si la loi est adoptée avant le printemps 1998, les présidents de conseils généraux et régionaux ainsi que certains sénateurs qui cumulent une autre fonction importante seraient contraints de faire un choix des l'année prochaine. En effet, en 1998 auront lieu des élections régionales, des élections cantonales et le renouvellement d'un tiers du Sénat. La nouvelle Assemblée nationale compte en son sein six présidents de conseils régionaux et dix-huit présidents de conseils généraux.

Cependant, si elle entendait appliquer une législation plus stricte aux sénateurs, la majorité actuelle pourrait butter sur un obstacle : les lois qui concernent le statut des sénateurs ne peuvent être adoptées définitivement sans l'accord du Sénat. Or, la Haute Assemblée, qui de par la Constitution * assure la représentation des collectivités territoriales », regorge de présidents de

Liooel Jospin a annoncé, jeudi 19 juin, que l'inscription des jeunes sur les listes électorales serait rendue automatique l'année de leur majnrité. Pris de court par la dissolution de l'Assemblée nationale, de combreux jeunes ayant atteint leur majorité après les élections présideotielle et municipales de 1995 avaient omis de s'inscrire sur les listes électurales pour les dernières législatives, imprévues. A Pexception de ceux qui ont eu dix-huit ans eotre le 1ª janvier et le 24 mai 1997, ils n'ont dooc pas pu voter, puisque les tistes électorales étaient closes depuis le 31 décembre 1996. Jacques Chirac avait luimême évoque le sujet, le 10 mars, lors de soo intervention télévisée consacrée aux jeunes. « J'ai demandé au ministre de l'intérieur, avaitil alors annoncé, de mettre à l'étude la possibilité pour les jeunes d'être systèmatiquement inscrits sur les listes électorales et de recevoir automatiquement leur carte d'électeur. »

Les jeunes inscrits d'office sur les listes électorales

conseils généraux. Il est peu probable que ceux-ci acceptent de se voir interdire ce cumul sans livrer bataille.

M. Jospin a aussi annonce qu'il proposerait au Parlement d'harmoniser, « sur une base de cinq ons », la durée de tous les mandats électifs. Aujourd'hui, seuls les mandats de député et de député européen ont cette durée. La modification concernerait donc les mandats municipaux, départementaux et régionaux, d'une durée de six ans, le mandat de sénateur (neuf ans) et, blen entendu, le septennat présidentiel. L'instauration du quinprésident de la République. Or, sur rable. » cette question, Jacques Chirac s'est donné des marges d'appréciacion.

Sur le principe, le chef de l'Etat n'est pas hostile au quinquennat. En 1973, il avait approuvé la réforme inaboutie de Georges Pompidou. En 1991, alors dans l'opposition, il avait également détendu le guinquennat aux côtés de Vaiéry Giscard d'Estaing, " Il serait moralement difficilement acceptable que M. Mitterrand n'applique pas cette règle à lui-même » si elle était adoptée, indiquait-il alors. En revanche. lors de son débat télévisé avec M. Jospin en 1995, M. Chirac jugeait que le quinquennat « n'est pas d'octuolité ». Il avait cependant ajouté: Si, au cours du prachain mandat, quennat suppose une revision de la un débat peut s'ouvrir ou doit s'ou-Constitution, c'est-à-dire l'aval du vrir, olors j'y serais tout à fait favo-

Cécile Chambraud

Grands équipements : démocratiser la prise de décision

AVEC la confirmation de l'abandon du canal à grand gabarit Rhin-Rhône et la fermeture de Superphénix, Lionel Jospin a officiellement « enterré » deux projets dans le collimateur des écologistes et, par voie de conséquence, au cœur de l'alliance électorale PS-Verts. Dès sa prise de fonction comme ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet (Verts) avait réaffirmé que la centrale de Creys-Malville (isère) serait fermée et que le canal ne verrait pas le jour. Dans le même souci de contenter les écologistes, le premier ministre a annoncé son intention de revoir le système de contrôle sur les Installations de haute technologie : « Je souhaite que les fanctions de contrôle ne soient pas confondues avec celles qui relevent

de l'exploitation », a-t-il indiqué. Depuis sa création en mai 1977, Superphénix s'est heurte à une opposition féroce. Ce qui devait être le « fleuron » nucléaire français n'a fait que connaître problèmes et arrêts depuis son inauguration en 1986:

en onze ans, le surgénérateur n'a fonctionné que neuf mois et demi. Aucun plan de reconversion n'a été esquissé pour le moment. Quant au calendrier de fermeture, la conseillère pour l'environnement de Matignon, Bettina Laville, s'est bornée à assurer que « le gouvernement se donne au moins six mois ».

L'abandon du Rhin-Rhone était,

lui aussi, attendu. Depuis la victoire de la gauche, on ne s'interroge plus que sur la manière de classer juridiquement le dossier. Séduisant sur le papier ou sur une carte de l'Europe, le projet d'une autoroute fluviale de 229 kilomètres hérissée d'écluses et bouleversant irrémédiablement le paysage apparaissait à l'examen comme un « manstre », incapable d'endiguer le développement du transport routier. Alors que la plupart des élus du secteur ont rejoint les opposants, les chambres de commerce et d'industrie et quelques conseils généraux, dont celni du Bas-Rhin, constituent le dernier carré de résistance.

du canal Rhin-Rhône, c'est toute la ou associations contestataires n'ont procédure de prise de décision sur les « grands projets » qui devrait être remise à plat : « La démocratie ne peut souffrir la canfiscation du pauvoir de décider », notamment s'agissant d'équipements « aux retombées économiques, écologiques et humaines considérables », a souligné

Aujourd'hin, lorsqu'un projet est envisagé, à l'initiative de l'Etat nu

« ADHÉSION COLLECTIVE »

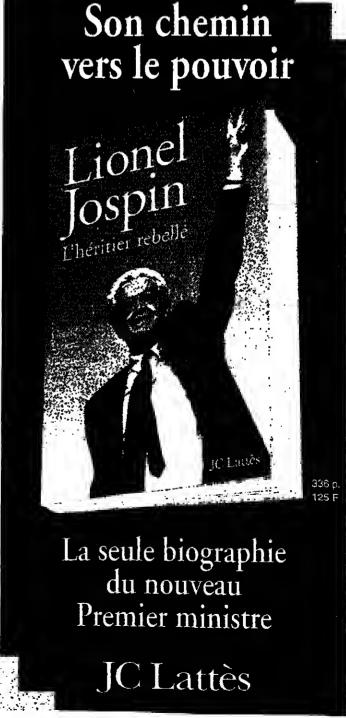
des élus locaux, la procédure de consultation ne démarre qu'une fois le dossier prêt et bouclé, études d'impacts comprises. Le préfet fait afficher en mairie le projet et demande aux maires l'ouverture de registres de consultation des populations pour l'enquête publique. Une fnis celle-ci terminée, le commissaire enquêteur rend un avis que le préfet n'est pas obligé de suivre. Pour les grands équipe-ments, la décision remonte jusqu'au premier ministre, qui tranche après Mais, au-delà de Superphénix et avis du Conseil d'Etat. Les citoyens

comme unique recours que de démarter une procédure en contentieux auprès du Conseil d'Etat. La loi Bouchardeau de 1983 avait

introduit un début de concertation, par la légalisation des enquêtes publiques lorsque l'environnement est menacé et l'élargissement des prerogatives du commissaire enquêteur. Avec la « révision de la procédure de déclaration d'utilité publique », M. Jospin veut renverser la logique même des décisions : si la réforme voit le jour, il faudra prendre l'avis des populations intéressées avant toute décision. Dans l'entourage de M™ Vnynet, on se réjouit de ce changement radical: « C'est un système d'élaboration as-

cendante qui est mis en place, et non plus une procédure pour faire avaler la pilule. C'est une porte ouverte pour construire des mécaniques d'adhésion collective et de repérage de l'intérêt général », souligne un proche du ministre.

Sylvia Zappi



Les mesures relatives au « pacte de solidarité et de développement »

 Respect des échéances, prévues par le traité de Maastricht pour la réalisation de l'Union économique et monétaire. • Remise, à la mi-juillet, de l'audit des finances publiques.

EMPLOI-SALAIRES

 Conférence oationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, en septembre, pour engager la négociatioo sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail, de 39 à 35 heures, sans perte de salaire. Loi-cadre avant la fin de la législature, ramenant la durée légale du travail à 35 heures. Mobilisation immédiate de tous les acteurs publics et privés pour mettre en œuvre la priorité absolue en faveur de l'emploi des ieunes.

● Hausse du SMIC de 4 %. Interruptioo des suppressions d'emplois dans la fonction

FISCALITÉ Stabilisation et, si possible, diminution des prélèvements obligatoires. • Examen des possibilités d'une baisse de la TVA.

SÉCURITÉ SOCIALE Transfert progressif des cotisations salariales d'assurance maladie sur une contribution sociale élargie à l'ensemble des revenus, y compris financiers. Mise en place de l'assurance maladie universelle ● Evolution du cadre actuel de la maîtrise des dépenses de santé.

RETRAITES

récente sur les fonds de pension. Retraite avant 60 ans pour tout salarié ayant cotisé 40 ans.

LOGEMENT Financement, dès cette année, de la réhabilitation de

100 000 logements supplémentaires, dont 50 000 HLM. ● Revalorisation, au 1ª juillet 1997, du barème de l'aide personnalisée au logement. Réexamen de la taxation du surloyer de solidarité.

 Allocation de rentrée scolaire portée de 420 à 1 600 francs. Accueil de tous les enfants dans les cantines scolaires. Allocations familiales placées sous conditions de ressources (plafond fixé à 25 000 francs pour un ménage avec deux enfants).

Rétablissement de la priorité à l'éducation.

FCOLS-CHTURE

 Crédits supplémentaires pour les zones d'éducation prioritaire. Mise en place d'un plan social

• 1 % du budget de l'Etat réellement consacrés à la culture.

SERVICES PUBLICS Préservatioo des services publics et adaptation des entreprises du secteur public.

Les allocations familiales seront placées sous plafond de ressources

Cette réforme prélude, selon Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, à une refonte plus complète de la protection sociale

Lionel Jospin a annoncé, jeudi 19 juin, que les allocations familiales ne seront plus versées aux ménages ayant plus de 25 000 francs de revenus mensuels. Mais ce milles d'au moins trois enfants. Le premier autres que salariaux, les cotisations salariaux est et autres que salariaux, les cotisations salariaux et les cotisations salariaux et les cotisations salariaux et les cotisations salariaux. Le premier milles d'au moins trois enfants. Le premier autres que salariaux, les cotisations salariaux et le la continue d'au moins trois enfants. Le premier autres que salariaux, les cotisations salariaux et le la continue de la CSG. Il a armoncé la réunion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels. Mais ce les cotisations proportion de l'augment des revenus mensuels de la control de l « plafond » devrait être relevé pour les fa-

noncé, jeudi 19 juin, que les alloca-

tions familiales seront désormais

versées sous conditions de res-

sources, et qu'elles ne bénéficie-

ront donc plus qu'aux ménages à

revenus modestes ou moyens.

Cette annonce, inatteodue, oe

constitue pourtant qu'une demi-

bution sociale généralisée (CSG) aux revenus 25 000 francs par foyer », afin « d'en LE PREMIER MINISTRE a anréserver le bénéfice » aux familles « qui en ont effectivement besoin ». Le couperet ne tombera pas aussi brutalement, indique-t-on cependant au ministère de l'emploi et de la solidarité: en dessous de

surprise: si la mesure ne figurait pas dans le projet socialiste pour les législatives, elle était inscrite en 1995 dans le programme présiden-tiel de Lionel Jospin. Il reprend ainou plus) auraient encore droit à des allocations familiales. si une mesure que son prédécesseur avait glissée dans son plan de réforme de la protection sociale, « DES ÉCONOMIES » mais à laquelle Alain Juppé avait Que fera le gouvernement des dù finalement recoccer sous la

Lionel Jospin a annoncé que certaines dispositions de la loi Tho-

mas sur l'épargne-retraite, votée le 20 février, seront « remises en

cause » car elles « peuvent porter atteinte oux régimes par réparti-

tion ». Le premier ministre a estimé qu'au moment où « la montée du

chômage et l'évolution de la démographie fragilisent nos systèmes de re-traite par répartition », il faut « les consolider en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux ».

En revanche, il n'est plus question de l'abroger, comme M. Jospin

l'avait annoncé durant la campagne. Au ministère de l'emploi et de

la solidarité, on indique que plusieurs points, tels que le principe de

l'adhésion individuelle ou les avantages fiscaux consentis à ces

fonds, seront revus. Les décrets d'application de la loi n'étalent pas

M. Jospin a précisé que les allo-cations familiales (650 francs pour deux enfants, 1500 francs pour trois, etc.) seront, après le vote d'une loi, versées sous conditions de ressources « inférieures o

La loi sur l'épargne-retraite révisée

pression des associations fami-

25 000 francs par ménage, il y aura « un ou deux paliers pour limiter les effets de seuils»; entre 25 000 francs et un plafond de re-venus qui reste à déterminer, les familles nombreuses (trois enfants

sommes ainsi économisées? Dans un premier temps, elles ne devraient pas être reversées sous forme de prestations, mais bien rester « des économies », précise-ton rue de Grenelle. Sur les années 1996-1997, la Caisse nationale des allocations famíliales (CNAF) a accumulé un déficit qui est proche de

25 milliards de francs. A la perte de recettes liée à la contraction de la masse salariale s'ajoute, en effet, la loi sur la famille de juillet 1994, dont le coût avait été visiblement sous-estime

La réforme a peine annoncée, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) l'a jugée « inadmissible », regrettant que, pour « lo première fois », un gouvernement « ose mêler lo politique de lutte contre la pauvreté avec la politique familiole ». Après un rapide calcul, ce mouvement regroupant des associations de gauche et de droite estime que la mesure va pénaliser huit cent mille familles sur les quatre millions de bénéficiaires actuels des allocations familiales.

Pour Jean-Paul Probst (CFTC), président de la CNAF, c'est un «chonsement de logique» qui risque d'entraîner des « effets pervers », comme « des sous-déclarotions de revenus ». Jusqu'à présent, ces allocations étaient accordées à

toutes les familles à partir du deuxième enfant ~ une exception en Europe, où tous les pays octroient une aide dès la première naissance. En revanche, les caisses versaient d'autres prestations sous conditions de ressources (allocation parent isolé, aides au logemeot, allocation de rentrée scolaire, etc.). En modifiant un système qui prévalait depuis 1945, le gouvernement a poussé à son terme une logique à l'œuvre depuis les années 70 : il ne s'agit plus d'inciter les couples à avoir des en-

1998, pour examiner la mise en œuvre de la

devenue sociale. Le ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, ne cache pas que « l'objet essentiel, ce n'est pas une politique nataliste ». Elle reconnaît, aussi, que la réforme des allocations familiales est «symbolique » de la façon dont le gouver-

fants, mais d'accueillir ces demiers

dans les meilleures conditions pos-

sible. De familiale, la politique est

nement entend réorienter tout le

1 600 francs pour la rentrée scolaire

L'allocation de rentrée scolaire (ARS), qui devait être de 420 francs à la prochaine rentrée, sera portée à 1 600 francs. Créée en 1974, l'ARS concerne 5,5 millions d'élèves de six à dix-huit ans, dont les familles ont un revenn annuel qui n'excède pas 98 466 francs avec un enfant, 121 189 francs avec deux enfants.

En 1993, l'ARS était passée de 400 francs à 1 500 francs. Cette augmentation exceptionnelle, reconduite en 1994 et 1995, représentait un coût annuel de 6,4 milliards de francs. A la rentrée 1996, dans le cadre des mesures pour rééquilibrer la Sécurité sociale, Alain Juppé avait décidé de la ramener à 1 000 francs. Le surplus de 1 180 francs annoncé par Lionel Jospin, qui représente une dépense de plus de 6 milliards de francs, sera pris en charge par le budget de l'Etat, a annoncé le ministre de l'emploi et de la solidarité.

système de protection sociale dans le sens d'« une solidarité occrue », aussi bien en matière de cotisations que de prestations. Il est probable qu'à l'avenir d'autres aides seront modulées seion les revenus. M. Jospin a aussi confirmé la création d'une assurance-maladie universelle, mise en chantier par l'ancienne majorité, et le transfert progressif de la cotisation maladie des salariés sur une « contribution sociale élargie à l'ensemble des revenus, y compris finonciers », qui pourrait prendre au moins trois

réforme de l'assurance-maladie. M. Jospin a

precisé, enfin, que la loi Thomas sur les fonds d'épargne-retraite sera « remise en cause » dans la mesure où elle affecte les ré-

gimes de retraite complémentaires.

Le ministre de l'emploi estime que cette opération « donnera du pauvoir d'ochat », notamment aux salariés modestes, et que ce mode de financement « pénalisera moins le travail ». Enfin, M. Jospin a annoncé que des «états généraux» de la santé seront répnis « ou début de l'onnée prochaine ». Ils seront l'occasion d'une remise à plat du plan Juppé, que M™ Aubry juge « comptoble, injuste et sons cohérence ». « Il n'o donné aucun résultat, affirme-t-elle. Le premier état des lieux est bien pire que ce que l'on pensait trouver. Nous réfléchissons à un vrai plon sur lo Sécurité sociole. » Pour l'heure, le déficit cumulé

(1996-1997) du régime général atteint, officiellement, 90 milliards de francs, dont 17 seulement seront financés par la Caisse d'amortissement de la dette sociale. Le gouvernement devrait publier le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale, fin juin.

Jean-Michel Bezat

Trente-cing heures de travail par semaine d'ici cing ans

LA QUESTION qui se pose désormais à tout premier ministre fraîchement nommé n'a pas été épargnée à Lionel Jospin : et l'emploi? En affirmant, jeudi 19 juin, que celui des jeunes est sa «priorité obsolue » et qu'il souhaite des premiers résultats « dès cet outomne », il a donné l'impression de se départir de sa volonté d'inscrire son action sur les cinq ans de la législature. En apparence, du moins. Car créer des emplois, a résumé M. Jospin, « c'est à la fois une exigence immédiate et une œuvre de longue holeine ». Avec la reprise de la croissance, c'est dans la hausse maîtrisée des salaires, la réduction négociée du temps de travail et la révision de la législation sur les liceociements économiques que se trouve, selon lui, une bonne partie des remèdes au fléau du chômage (12.8 % de la population active). L'augmentation de 4% du

parus avant les élections.

SMIC, moins importante que ce que certains attendaient, est un premier signe de cette absence de précipitation érigée en méthode de gouvernement. Conjuguée à la forte revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, elle permettra, selon le ministère de l'emploi et de la solidarité, d'injecter 10 milliards de francs dans l'économie dès la rentrée. Dans les mois qui viennent, elle pourrait être complétée par un premier transfert de la cotisation-maladié sur la CSG, donnant ainsi un nouvean surcroît de pouvoir d'achat, à tous les salariés cette fois.

M. Jospin pouvait d'autant moins se mootrer trop généreux sur le SMIC que le gouvernement a décidé, selon Martine Aubry, de «ne pas toucher » à la ristourne dégressive sur les cotisations sociales (jusqu'à 1,33 fois le SMIC)

francs. Si la loi lui faisait obligation de relever le SMIC, et si le ca-. lendrier politique lui imposait de donner un premier signe, M. lospin dispose d'autres leviers.

La réunion, en septembre, de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, au sein de laquelle Etat, patronat et syndicats doivent débattre de ces sujets, sera le véritable rendez-

Hausse du SMIC de 4 % au 1^{er} iuillet

L'augmentation de 4 % du SMIC au 1º juillet, qui sera soumise aux partenaires sociaux lundi 23 Juin, représente un « coup de pouce » de 250 francs brut environ, supérieur à la stricte augmentation légale, qui aurait été de 1,80 %, selon le ministère de l'emploi. Cette hausse, qui bénéficiera à 2,2 millions de suricards, entraînera, selon le premier ministre, « la plus forte progression du pouvoir d'achat depuis quinze ans ». En 1995, Jacques Chirac avait aussi décidé de relever le SMIC de 4%, mais l'inflation sur les douze derniers mois était alors de 1.6 %. Elle est tombée, fin unai 1997, à + 0.9 %. Actuellement, le SMIC est de 6 406.79 francs mensuel brut, soit 5 018.13 francs net. L'Etat compensant pour la Sécurité sociale les allègements de charges sur le salaire minimum, cette hausse devrait entraîner un coût budgétaire d'environ 4 milliards de francs.

instaurée par Alaln Joppé. Or, l'Etat doit rembourser à la Sécurité sociale ces allègements du coût du travail destinés aux emplois peu qualifiés, et la hausse de 4 % du salaire minimum devrait accroître mécaniquement cette dépense de l'ordre de quatre milliards de cadre sur les trente-cinq heures »,

vous du premier ministre avec les réalités sociales. Il souhaite donc qu'elle fasse l'objet d'un « travail preparatoire opprofondi » durant l'été. C'est à l'issue de cette première conférence que Martine Auhry doit déposer un « projet de loiqui comporterait également, selon M. jospiń, des mesures pour limiter les recours abusifs aux heures supplémentaires et développer le temps partiel choisi. Le premier ministre s'est fixé comme objectif de ramener la durée légale du travail de treute neuf à trente-cinq heures « avant la fin de la législo-

RECENSEMENT DES POTENTIELS Le programme de sept cent mille emplois pour les jeunes (trois cent

cinquante mille dans le privé, autant dans les secteurs public, parapublic et associatif), d'une durée de cinq ans et payés au moins au SMIC, constitue un autre levier. Les aides de l'Etat, financées par la suppression de dispositifs peu efficaces, doivent, seloo Ma Aubry, permettre de soutenir la création d'emplois répondant à des besoins existant et eocore sans réponse, « mais aussi de foire émerger de nouvelles activités » qui, à terme, pourraient se passer de subventions. M. Jospin a demandé un recensement immédiat de ces potentiels «dès les prochains jours», souhaitaot que les premiers contrats pour les jeunes solent signés à l'automne. M™ Aubry a déjà sollicité huit à neuf ministères. Dans un second temps, elle sou-

haite, par bassins d'emplois, lancer des «appels à projets» et trouver des cofinancements (Etat, collectivités locales, offices d'HLM, entreprises de transports, etc.). Il faut, cependant, « professionnoliser » ces métiers afin que celui qui l'exerce apporte « des réponses fiobles et durables », et c'est à cela que doit également servir l'aide de l'Etat. Par ailleurs, le gouvernement va inciter le patronat et les syndicats, gestionnaires de l'Unedic, à étendre l'allocation de rempiacement pour l'emploi, qui permet à des salariés ayant cotisé quarante ans de partir en retraite. à condition que leur entreprise embauche un salarié. Mª Aubry souhaite que ce droit soit offert à tous ceux qui ont cent-soixante trimestres de cotisation retraite. mais aussi aux chômeurs âgés.

Enfin, le premier ministre a annoncé sa volonté de réviser la législatioo sur les licenciements économiques. Si le gouvernement n'a pas renoncé à rétablir l'autorisation administrarive de licenciement, supprimée par la droite en 1986, «tout reste ouvert», assure M^{ne} Aubry, visiblement soucieuse de trouver le meillent point d'équilibre entre les intérêts des salariés, victimes de la précarité croissante de l'emploi, et ceux des entreprises, toujours à la merci d'une décision des juges.

J.-M. B.

La « priorité à l'éducation » a été réaffirmée sans engagements précis

LES MOTS ont bien sonné. En faisant de l'école le « berceau de la République », en évoquant la laïcité, en exaltant « l'adhésion à une citovenneti active et responsable », Lionel Jospin, ancieo ministre de l'éducation nationale, a flatté un large auditoire. Cependant, au moment de traduire ces envolées en axes d'action, le premier ministre s'en est tenu à quelques indications touchant à la vie quotidienne: cantines, plan social étudiant. Et la réapparition de la « priorité à l'éducation », mot d'ordre des anciens gouvernements socialistes, a surtout fait figure d'un retour aux sources, sans inventivité exces-

Ainsi de la politique des ZEP (zones d'éducation prioritaires), pour lesquelles des « moyens supplémentaires » doivent être « mobilisés des la prochaine rentrée ». Créées par Alain Savary en 1982 sur le principe de la

discrimination positive - « donner plus à ceux qui ont moins »-, les ZEP avaient pour objectif de faciliter la réussite scolaire des élèves les plus défavorisés. Les enseignants y sont payés davantage (une « indemnité de sujétions spéciales » de 6 200 francs par an) et les effectifs moins lourds, mais, depuis sept ans, ces 558 zones n'ont jamais fait l'objet d'un réezamen pourtant promis par... Lionel Jospin, Jack Lang et François Bayrou. Certaines ZEP ne se justifient plus. on ne sait rien de leurs résultats scolaires, et la liaison avec la politique de la ville reste très insuffisante. Un toilettage, qui demande un vrai courage politique, est donc nécessaire, comme le souligne un rapport de l'inspection générale de septembre

Après deux plans contre la violence à l'école, successivement présentés par François Bayrou en mars

Les déclarations de Claude Allègre sur Europe 1, le 10 juin, ont montré une volonté de « retour à l'ordre ». « Nous serons obsolument inflexibles sur le problème de lo violence à l'école », avait déclaré le nouveau ministre de l'éducation, ajoutant: « Nous allons redormer du pouvoir aux chefs d'étoblissement, nous ollons mettre probablement plus de personnel dans les quartiers difficiles, nous clions entourer davantage les élèves quand its sont en difficulté. »

LA FRÉQUENTATION DES CANTINES Au ministère, avec la fin du service militaire, on s'inquiète de la disparition prochaine des jeunes gens qui effectuaient leur service national dans les établissements scolaires. Ceux-ci - au nombre de 5 700 - ac-

complissent des tâches de surveil-

1995 et mars 1996, M. Jospin en a promis un troisième pour la rentrée. bientet défaut. On réfléchit également à la constitution d'un réseau de cadres sur le terrain.

La baisse de fréquentation des cantines avait délà été évoquée par le PS durant la campagne des législatives. Dans les collèges, la mise en place d'un nouveau système de versement des bourses a amplifié cette désaffection. Depuis 1994, une aide globale à la scolarité est versée en une fois aux familles par les allocations familiales. alors que les sommes dues pour la cantine étaient auparavant prélevées par le collège à la source.

Pour rétablir cette mesure, évaluée à 900 millions de francs, plusieurs sohittons sont à l'étude : gratuité de la cantine pour les élèves boursiers ou création d'une allocation spéciale versée par les CAF. Pour financer ce programme, l'Etat pourrait être tenté d'y associer les collectivités lo-

cales. A de rares exceptions près, elles se sont jusqu'à présent refusées à intégrer les frais de restauration parmi les aides sociales alkouées aux

familles les plus défavorisées. Sans un mot pour la réforme de l'université, essentiellement de nature pédagogique, de l'ancien ministre de l'éducation, M. Jospin s'est cantonné à la relance d'un plan social étudiant qu'il avait commencé à mettre en ceuvre en 1991, parallèlement au schéma de développement « Université 2000 ». Malgré une augmentation substantielle des allocations et du nombre de bénéficiaires, l'objectif des 25 % de boursiers n'a jamais été atteint. L'élaboration d'un nouveau plan est devenue une nécessité. Le « statut de l'étudiant », une des promesses de Jacques Chirac durant la campagne présidentielle, était d'ailleurs intégré dans la réforme de l'Université proposée

par M. Bayrou. Ce demier, toutefois, n'était pas parvenu à sortir du cassetête de la refonte des aides sociales, un système complexe, coliteux, et inégalitaire (Le Monde du 11 janvier).

Dans un premier temps, le gouvernement pourrait se contenter de revaloriser les bourses, dont bénéficient près de 400 000 étudiants, pour 6,3 milliards de francs, mais il lui faudra aussi s'attaquer à l'allocation de logement social (ALS), versée sans conditions de ressources (4,6 milliards de francs), ainsi qu'aux mesures fiscales qui profitent aux familles les plus favorisées (9,3 milliards de francs). Quels que soient les arbitrages, le futur plan sociai devrait se traduire par un alourdissement important de la charge de

> Michel Delberghe et Béatrice Gurrey



THE RESERVE AND DESCRIPTIONS A selection of DE AMERICA TO THE PERSON A PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS O THE PERSON NAMED IN the late of the state of the st

The second second second To be tree of the Passes or trade better The Continue of Course, A Comment Sections LANGE MAN AND

Canada de la di in dies un recent s er ein blam beport Cu.

train à Angle. ing and the same of the same Milure: M. Le Pensec puisera dans le c vir

The state of the s

でもできる はな 発酵機能

THE PERSON NAMED IN COLUMN TO PARTY OF THE P

fine der eine bat ein etablig

the shift funds-

THE PART OF BEEN AMERICAN

And Sections

Sec. 10.

ind of the

2007:17: 747 .

Con .

DE CE2 6.2. 2000 COLD NOTES

750 mg

" C Mich opening.

THE LECTION SECRET CHIEFE, W The her des querolles antie a Terra avail demands & Phillips - Province de complèter le toute sit-The capacitive of is several in section person to the There the test date place A LISTOT ON DESCE . IN 1 of 4 pairs. Le Primes dispute date the state of the state of the state of That points, le projet Va The sent conserver sout in stancia, a Leit respertues, vales dague. Service of interlocations. Limits of the service of indicate, people in finite services of the service of the s Manager fait par les au - protessonnelles Mested

devant is compris des gra-Leffar 14 methode de travail : Stat. de parter end, de distinguer en d'aboute à des étais, dais fac is france pourts défendre à



La défense d'un service public placé « au cœur du lien social »

LE SECTEUR PUBLIC est, pour oécessaires. La porte est dooc en-M. Jospin, l'un des piliers du « modèle républicain » qu'il veut réaffir-mer. « L'économie française s'est touigurs appuvée sur une volonté politique forte », a-t-il rappelé, et l'un des instruments privilégiés de cette volooté reste certainement à ses yeux un secteur public étendu et puissant. Mais, évoluent un peu par rapport aux discours de campagne, Il a admis, en soulignant que c'est à regret, que des « adaptations » sont

trouverte sinon vers des privatisations du moins vers des évolutions du capital de certaines entreprises publiques, conformément, d'ail-leurs, à la loi dite de « respiration » du secteur public.

« Les grands services publics sont une chance dans le combat pour l'emploi. » La conceptioo de M. Jospin o'est guère économique. Elle ne renvoie pas aux théories du « fer de lance », élaborées pour justifier les

raient à 140 000 le nombre de loge-

ments sociaux réhabilités en 1997,

pour un crédit supplémentaire d'en-

par Lionel Jospin concerne l'aide

personnalisée au logement, qui de-

vrait être « actualisée et revalori-

sée ». Dès l'ouverture du congrès,

l'Union avait réclamé l'actualisation

« d'urgence » des barèmes, gelés

depuis 1994. Les aides personnelles

(APL et AL) dont bénéficient près

de six millions de familles ab-

sorbent, chaque année, 70 milliards

La simple actualisation sur le ni-

veau de l'infiation représente, pour

1997, un surcoût d'environ un mil-

liard de francs, qui risque d'être peu

perceptible sur le montant de la

quittance individuelle des loca-

taires. En quinze ans, le nombre de

bénéficiaires des aides personnelles

a doublé, ce qui avait conduit en

1996 l'Union HLM à parler d'« im-

Il reste à préciser le niveau de la

« revalorisation » annoncée. Le

mouvement HLM attend du nou-

veau ministre de l'équipement, des

transports et du logement, Jean-

Claude Gayssot, qui doit prononcer

son premier discours public à Lille,

qu'il explicite les intentions du gou-

Christine Garin

passe budgétaire ».

de francs.

La deuxième mesure annoncée

viron 750 millions de francs.

nationalisations de 1981, qui expliquaient que le secteur public devait être l'avant-garde du changement industriel et social. Elle ne se réfère aucunement pon plus aux réflexions américaines - récentes celles-ci - sur la « croissance eodogène » qui

disent que le développement des pays (plus exactement leur niveau de compétitivité) est lié de façon étroite à la qualité de leur infrastructure en général, routes et réseaux de télécoms bien sûr mais aussi éducation et cadre de vie.

M. Jospin est un homme de formation administrative et de culture publique. Il fait partie de cette majorité des hommes politiques qui ignore le monde des entreprises privées. Sa conception qui flatte « l'exceptioo française » d'un Etat aux prérogatives élargies, est d'abord politique. Elle renvoie au modèle républicain et au principe de solidarité et elle s'inscrit dans la tradition historique nationale. Le précédent gouvernement, dans le même esprit, avait inventé l'idée d'un « service public à la française » et l'avait défendue avec un succès relatif à

Cette vision détonne sur une planète où l'ensemble des pays ont engagé des politiques de privatisation. La France va consolider son image de pays étatiste. Mais, fût-elle qualifiée d'archaique, M. Jospin la défend. Néanmoins, il a commencé, semble-t-il, à en mesurer les cootraintes, notammeot fioancières: l'Etat n'a plus les moyens de sa belle ambition et il ne peut pas recapitaliser les entreprises publiques qu'il détient et qui, toutes, ont besoin d'importants apports d'argent

frais. Il faut donc « s'adapter ». Pour ce faire, le premier ministre distingue les services publics du secteur public. Les premiers, dit-il, « sont ou cœur du lien social ». Ils garantissent l'égalité de traitement entre les citoyens, les villes et les campagnes, et relèvent en cela d'une « conception fondamentale de la société ». Les services publics forment

une grosse pierre du socle social

français. Quels sont-ils? Le premier ministre a cité l'énergie (accordant en sus à ce domaine une cause d'indépendance nationale), il aurait pu nommer le train. Ni PEDF ni la SNCF ne verront donc leur statut modifié.

Le traitement du « secteur public » sera différent. Les critères de distinction entre service et secteur sont pour le moins flous et on ne trouve guère de référence dans la littérature écocomique qui puisse expliquer cette différenciation. Mais M. Jospin a donné une liste qui éclaire : l'électronique, l'aéronautique, d'« autres secteurs » (dans lesquels il faut probablement inchire les banques) et les télécommunications. L'intérêt du pays et de soo iodustrie peut conduire à des évolutions.

Cette perspective reste encore très incertaine. Les privatisations sontelles toutes interdites? Même pour les banques ? Quel sera le sort d'Air France ? Celui de Prance Télécom ? Comment réaliser les restructurations européennes de la défense ? M. Jospin semble admettre des ouvertures de capital ooo pas en Bourse mais à travers la signature d'accords industriels. France Télécom pourrait accepter son associé Deutsche Telekom à son capital. Le tour de table d'Air France pourrait faire une place pour les partenaires de la compagnie.

La cootradictioo est celle à laquelle se trouve confronté le PS d'une façon générale : ce début d'ouverture sera critiqué par les syndicats hostiles et par le Parti communiste, mais il sera jugé très insuffisant par les dirigeants de ces entreprises et par les milieux économiques. Les contraintes budgétaires risquent d'être plus fortes qu'attendu et de contraindre le gouvernement à aller plus loin. Ce « patrimoine commun » que vénère M. Jospin, vaut moins qu'il ne croit. En fait, il coûte cher au citoyen-contribuable. Il est peutêtre des moyens moins républicains mais plus efficaces d'assurer la soli-

Eric Le Boucher

Une campagne de réhabilitation pour les HLM et des aides au logement

LILLE

ses sous platend de ressour

عارو بعوا التيني

19. 8 July -

* ** ** · · · · ·

 $= \sum_{i \in \mathcal{I}_{i}} a_{i}^{i} \cdot b_{i} \cdot b_{i}^{i} \cdot b_{i} \cdot b_{i}^{i}$

Acres 6

April 10 miles

de notre envoyée spéciale A mi-parcours de son congrès annuel, qui se tient jusqu'au 20 juin à Life, le mouvement HLM a acqueilli avec satisfaction et soulagement le discours de politique générale du premier ministre: les mesures annoncées répondent aux principales revendications du mouvement. Plaçant le logement en tête des priorités de son action pour « renforcer la solidarité nationale » - devant la politique familiale et l'école -, Lionel Jospin a armoncé « un programme exceptionnel » de réhabilitation d'un million de logements d'ici à la fin de la législature. « Des cette année, a-til précisé, les crédits nécessaires à la réhabilitation de 100 000 logements supplémentaires, dont 50 000 en HLM, seront mobilisés. »

Déjà, en ouverture do congrès, mercredi 18 juin, le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, avait jugé « consternant et inacceptable » que les réhabilitations aient été ramenées « à moins de 100 000 prêts par an » dans le secteur HLM. Mais il avait aussi averti qu'il veillerait à accélérer « simultonément » la réhabilitation dans le parc social et dans le parc privé. Dans l'esprit de M. Besson, il s'agit d'un parc « social de fait » où la vacance est importante et, pour partie, liée au mauvais état des logements et à la

priétaires. En 1995, 126 000 réhabilitations de logements privés ont été aidées, pour un montant moyen de 10 000 francs par logement et un to-tal de 2,7 milliards de subventions. Un peu plus de 30 000 de ces logements ont bénéficié d'une aide importante (jusqu'à 70 000 francs) de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah). Réalisées, notamment, dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration

de Phabitat (OPAH), ces réhabilita-

consommées eo 1996, pour un montant global de crédits de 1,3 milliard de francs.

L'ENGAGEMENT DE 1989

En chiffrant à 200 000 par an, pendant cinq ans, le nombre total de logements à réhabiliter, le nouveau gouvernement renone avec l'engagement pris per Prançois Mitterrand, alors président de la République, au congrès HLM de 1989. Cet engagement n'avait pu être te-

Une loi contre les exclusions sociales

Brutalement arrêtée à l'Assemblée nationale, le 21 avril, par l'annonce de la dissolution, la loi contre l'exclusion est de retour deux mois plus tard sous la forme d'un engagement succinct. An passage, elle a gagné un pluriel, devenant dans le discours de Lionel Jospin une « loi contre les exclusions sociales ». Le premier ministre u'en a pas dit plus sur le contenu oo la date à laquelle son gouvernement honorera cette promesse qui devrait réjouir la plupart des associations de solidarité. Celles-ci s'étaient déclarées déçues par l'interruption du projet du gouvernement Juppé dont elles avaient pourtant souvent pointé des lacunes. En s'engageant sur la voie d'une loi, Lionel Jospin risque rapidement d'être confronté à la même difficulté: s'attaquer avec des moyens limités à un mal qui demande une réforme profonde de la société.

tions peuvent déboucher sur un nu que pendant deux ans. L'Union conventionnement avec l'Etat, ce nationale des HLM chiffre à 600 000 qui assimile alors ces logements au le nombre de logements HLM à ré-

parc HLM. Dans le parc HLM, habiliter. Les 50 000 Palulos supplé-90 000 primes à l'amélioration des mentaires promis pour cette année logements sociaux (Palulos) out été . déjà par le premier ministre porte

liard du Fonds national de développement des entreprises et un plan de « revitalisation » du monde rural. L'alternance politique est venue balayer l'ensemble du

Le jour même de la passation de pouvoir, les proches de M=Voynet aujourd'hui membres de son cabinet ne cachaient pas la portée du changement à opérer. « C'est l'ensemble du document de base [l'avant-projet de schéma national] qu'il faudra réécrire. Plusieurs mois seront nécessaires pour désensabler le dossier et le présenter en soulignant le principe de développement durable. »

UNE NOUVELLE RÉFLEXION

De fait, depuis le début des années 90, la gauche a entamé une réflexion élargie sur une notion qu'elle avait vue pour l'essentiel, entre 1981 et 1993, sous l'angle de la décentralisation. Elle estimait, comme l'indique dans un récent rapport Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne et spécialiste du PS pour l'aménagemeot du territoire, qu'en « dannant la liberté aux communes, départements et régions, la question du développement du territoire se résoudrait d'elle-même ». Aujourd'hui, une nouvelle réflexion voit le jour. Celle de « territoires pertinents de développement ». Il s'agit des « pays », lesquels sont précisément des entités recomaissables à leur cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale. Pourront-ils être aussi le cadre d'un projet commun de développement qui associerait l'environnement? C'est ce que le gouvernement devra

Jean Menanteau

Intégrer l'exigence environnementale à l'aménagement du territoire

LA VOLONTÉ annoncée du gouvernement de « réviser » la loi d'orientation du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire (dite loi Pasqua), « afin que toutes les dimensions - écologiques, culturelles et économiques - du territoire soient prises en compte dans les régions », équivant à une remise à plat de l'ensemble d'une politique conduite successivement par Charles Pasqua et Jean-Claude Gaudin. La feuille de route de Dominique Voynet, le nouveau ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, est claire. Il s'agit désormais de s'employer à concilier deux concepts apparenment contradictoires: l'aménagement d'un côté, l'environnement de l'autre, sachant que l'essentiel des crédits viennent désonnais de Bruxelles.

Le point d'orgue de la politique antérieure avait été la tenue à Auch (Gers), le 10 avril, d'un comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT), présidé par Alain Juppé. Ce CIADT très médiatisé devait s'inscire dans le fil de la « grunde ocevre » de Charles Pasqua, qui fut en réalité un élan brisé.

De la préfecture du Gers choisie à titre symbolique, le gouvernement devait approuver l'avant-projet de schéma national d'aménagement et de développement du territoire. Ce document, destiné à modifier l'architecture territoriale de la France à Photizon 2015, aurait di être soumis au Parlement, après avoir fait l'objet d'une consultation régionale pendant quatre mois. Enfin, quatre-vingts mesures avaient été prises à Auch, doot la délocalisation bors de l'Île-de-France de 3 375 emplois publics, la dotation à hauteur d'un mil-

Agriculture: M. Le Pensec puisera dans le « vivier Vasseur »

agricole est morte, vive la loi (Le Pensec) d'orientation! Le ministre breton et socialiste de l'agriculture et de la pêche va donc pouvoir, sans tarder, saisir le flambeau qu'a laissé son prédécesseur UDF et chiraquieo du Pas-de-Calais. Vu l'intérêt que porte le président de la République à l'agriculture et au monde paysan, on peut parier que le gouvernement sera « marqué à la culotte » par l'Elysée sur ce dossier, Jacques Chirac veillant de près à ce que le futur projet de loi soit préparé dans les meilleurs délais.

Après neuf mois de concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales et les innombrables lobbys, Philippe Vasseur avait fait adopter par le conseil des ministres du 30 avril un projet de loi fort « corpulent » de 165 articles sur «l'agriculture, l'alimentation et la forêt ». Trois jours avant le premier tour des élections

trancher des querelles entre ministères, avait demandé à Philippe Vasseur de compléter le texte sur trois volets: la fiscalité d'entreprise, l'espace rural et la revalorisatioo des petites retraites. Le Sénat avait même fixé une date pour la discusion du texte : les 3 et 4 juin.

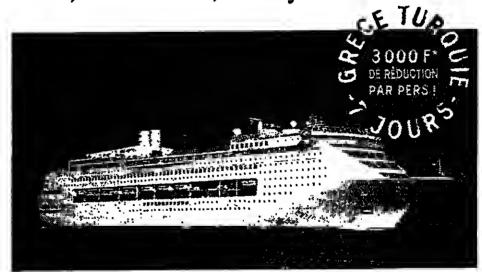
Louis Le Pensec dispose donc d'un matériau aboodant et d'un cadre déjà tracé. Mais sur de nombreux points, le projet Vasseur, voulant contenter tout le monde, a laissé sceptiques, voire déçus, beaucoup d'interiocuteurs. Louis Le Pensec a indiqué, pour sa part, qu'il voulait « voluriser » le travail préparatoire fait par les organisations professionnelles. Mercredi 18 juin devant le congrès des producteurs de blé réuni à Dijon il a défini sa méthode de travail: « Souci de parler vrai, de dialoguer franc et d'aboutir à des choix clairs que la France pourra défendre à

LA LOI (Vasseur) d'orientation législatives, Jacques Chirac, voulant Bruxelles. » Ceci avec tous les syndicats représentatifs et pas uniquement avec la FNSEA et ses satellites. Le ministre recevra officiellement le 27 juin le bureau de la Confédération paysanne

> Quant à l'autre voiet majeur de la déclaration (qui passe sous silence le secteur de la pêche) du premier ministre - « une modulation des aides sera recherchée en vue d'une plus grande équité » -, il touche un sujet très sensible qui divise le monde agricole et doit de toute façon être négocié à Bruxelles. Les observateurs auront remarqué, en tout cas, qu'il n'a pas prononcé le mot tabou et redouté par la FNSEA de « plaformement » des soutiens et subventions. Les organisations professionnelles out, globalement, bien accueilli les propos de M. Jospin.

> > François Grostichard

Inoubliable, inimaginable, fantastique, extraordinaire, fabuleux, sensationnel, inoui, formidable, incroyable mais vrai!



Une Croisière de 7 jours en Grèce et en Turquie, sur le Paquebot Palace du 21^{ème} siècle, le Costa Victoria. A Partir de 6 780 F/pers', réduction et vols compris!

Piscine, jogging, tennis, massage à babord, 7 restaurants, 9 bars, un théâtre, un casino à tribord! Et tout au long de la croisière, les îles grecques et la Turquie. Le tout au départ de Venise, l'ensorceleuse. Tous les dimanches du 22 Juin au 27 Juillet. Incroyable, 3 000 F* de réduction par personne, c'est quand même incroyable!

"Offre valable uniquement sur les tarifs individuels, sur la base d'une occupation double de la cabine et exclusivement sur les départs

du 22 Juin au 27 Juillet 97. Offre non cumulable avec 1 autre réduction. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU TÉLÉPHONEZ VITE AU

01 49 24 41 81

sonnement à la rédusion criminelle à perpétuité. • CE COMMANDO, placé sous le contrôle direct de la direction de l'ETA, avait commis de 1978 à 1989 une vingtaine d'atten-

tats, ayant fait trente-huit morts et plus de soixante-dix blessés. Le plus maurtrier visait, le 11 décembre 1987, une caserne de la garde civile à Saragosse, faisant onze morts.

● LA DÉFENSE a vivement critiqué le déroulement du procès. Le principal témoin, Henri Parot, arrêté en 1990 et qui aurait livré les noms des membres du commando, n'a pu être

entendu, les autorités espagnoles ayant refusé son transfert. La défense assure que ses aveux ont été obtenus sous la torture, thèse reje-tée par le ministère public.

Trois membres de l'ETA condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité

Au terme de trois semaines d'audience, la cour d'assises spéciale de Paris a lourdement condamné les six Français du commando Argala, placé sous le contrôle direct de la direction de l'organisation séparatiste. L'absence d'un témoin-clé, incarcéré en Espagne, a pesé sur les débats

A L'ISSUE de plus de cinq sanctionné de six ans d'emprisooheures de délibérés, la cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, a condamné, jeudi 19 juin, six ressortissants français, membres de l'organisation sépa-ratiste basque (ETA-militaire) à des peines allant de six ans d'emprisonnement à la réclusion criminelle à perpétuité.

Les principaux responsables de ce groupe appelé « commondo itinerante » ou commando «Argalo», Jean Parot, Jacques Esnal et Frédéric Haramboure, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans pour les deux derniers. Parmi les trois autres, qui avaient été remis en liberté depuis 1991, Jean-Vinceot Garcia et Philippe Saez ont été condamnés à dix ans de réclusion criminelle, alors que Jean-Pierre Erremundeguy a été

Les six hommes comparaissaient depuis le 26 mai sous l'accusation principale d'+ assassinats en relation avec une entreprise terroriste ». Ils étaieot accusés d'avoir participé, à des degrés di-vers, à vingt et un attentats et une tentative, commis en Espagne entre 1978 et 1989. Ces attentats ont entraîné la mort de trentehuit personnes dont six enfants et fait plus de soixante-dix blessés.

Composé uniquement de Prancais placés directement sous les ordres du comité exécutif de l'organisation séparatiste, le commando interveosit ponctuellement en Espagne avant de se réfugier en France. Leurs victimes étaient principalement choisies parmi les généraux et les officiers supérieurs de l'armée espagnole, des magistrats et plusieurs civils, dont une industrielle assassinée

pour avoir refusé de se plier anx exigences financières de l'ETA. Une grande partie des attentats ont été commis à l'aide de voitures piégées à Madrid, Mais le plus meurtrier fut celui qui visait, le 11 décembre 1987, une caserne de la Guardia civile à Saragosse, faisant onze morts dont cinq en-

fants et deux femmes. L'arrestation en France des six

Deux refus de la justice espagnole

Henri Parot, arrêté le 22 avril 1990 à Séville et qui aurait livré le nom des membres du commando jugé à Paris, a été condamné en Espagne à 5145 années de prison. Les défenseurs des trois principaux accusés ont demandé en vain qu'il soit entendu par la cour d'assises spéciale. En réponse à une demande d'entraide judiciaire transmise par la France, les autorités judiciaires espagnoles ont refusé de « prêter » Henri Parot, en invoquant des raisons de sécurité et d'ordre public. Elles se sont également opposées à la venue en Prance de Luis Roldan, dirigeant de la garde civile à l'époque de l'arrestation d'Henri Parot, qui fait en Espagne l'objet de poursuites judiciaires dans une affaire financière devant être jugée ces jours-cl.

pect de l'affaire que les autorités espagnoles ont refusé qu'Henri Parot vienne témoigner devant la cour d'assises.

Cette absence a effectivement pesé sur le cours des débats. Elle a provoqué le refus d'assister à l'audience de Jean Parot, Jacques Esnal et Frédéric Haramboure. Lors de son réquisitoire, l'avocat général, Gino Necchi, s'est élevé cootre l'hypothèse d'aveux obtenus sous la torture, en relevant que les conditions de garde à vue sont supéneures à celles qui existent en France puisqu'un avocat, certes commis d'office, est présent lors des interrogatoires.

Si les coodamnations prononcées cootre les trois principaux accusés sont conformes aux réquisitions, l'avocat général avait demandé des peines plus fortes pour les trois autres, soit quatorze ans de réclusion criminelle contre Jean-Pierre Erremundeguy et

douze ans contre Philippe Saez et Jean-Vincent Garcia en fustigeant le caractère « militaire » de l'orga-

Le procès, qui s'est prolongé pendant trois semaines, a été instruit à l'audience essennellement « sur dossier » car l'examen de la personnalité des accusés, puis l'énide de chacun des attentats se sont déroulés selon une procédure inhabituelle en cour d'assises. Aucun des témoins n'a été entendu, en dehors des policiers chargés des Investigations en

Cette circonstance a été dénoncée par la défense et, notamment, par Mª François Blanco, avocat de Jean Parot, qui s'est insurgé contre « un procès fictif » en demandant l'acquittement de son client qui « n'o pas eu le droit d'être confronte à son occusateur ».

Maurice Peyrot

Un ancien militant d'extrême droite menait un trafic de cassettes pédophiles

SOUPCONNÉ d'avoir acheté des cassettes vidéo à caractère pédo-phile réalisées à l'étranger, puls d'avoir organisé leur duplication et leur diffusioo à des milliers d'exemplaires en France, Bernard Alapetite a été mis en examen et écroué, jeudi 19 iuin, à l'issue de la vaste opération conduite depuis mardi par les gendannes dans les milieux pédo-

Ancien collaborateur de diverses revues d'extrême droîte, aujourd'hui agé de quarante-sept ans, Bernard Alapetite a été interpellé mercredi 18 juin à La Baule (Loire-Adantique). A la fin des années 70, il avait notamment publié une série de chroniques culturelles dans la revue néo-fasciste Défense de l'Occident, de Maurice Bardèche. Proche du Parti des forces nouvelles, il a aussi écrit des articles, à la mème époque, dans les revues Eléments du Grece (nouvelle-droite) et Regards du vingtième siècle (à laquelle collaborait Roland Gaucher, figure de l'extrème droite française). Depuis les années 80, il n'apparaissait plus publiquement dans les circuits de la droite extrême.

La route de Bernard Alapetite a ensuite croisé celle de Michel Caignet, un dirigeant de la Fane (un groupuscule néo-nazi dissous en 1980) qui est aujourd'hui jugé à Paris pour avoir dirigé le réseau de diffusion de cassettes pédophiles « Toro Bravo ». Bernard Alapetite, condamné à diverses reprises pour des faits similaires, avait été placé en détention provisoire d'octobre 1996 à janvier, avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire.

C'est le démantèlement du réseau * Toro Bravo » qui a mis les gendannes sur la piste de Bernard Alapetite. Lors des investigations menées sur ce réseau, qui diffusait des cassettes pédophiles tournées en Colombie, des vidéos provenant d'un réseau distinct out été chez un enseignant résidant à Cluny. Filmées en Pologue et en Espagne, ces cassettes étaient vendues par le système mis en place par Bernard Alapetite. La saisie d'un fichier-clientèle d'une entreprise parisienne d'édition et de vente de cassettes pornographiques à dominante homosexuelle - Platypus, dirigée par son ami Patrick Morault a finalement permis aux gendannes de «cibler» 814 clients. 705 domiales privés ont fait l'objet de perquisitions, au cours desquelles près de 400 vidéos diffusées par le réseau ont été découvertes.

La plupart des 209 personnes mises en examen l'ont été pour « recel » de cassettes à caractère pédophile, a précisé le procureur de la République de Macon, Jean-Louis Coste. Parmi elles figurent notamment deux directeurs de centres de vacances, trente et un enseignants. six professionnels (dont un pédiatre) du secteur de la santé, ainsi que deux ecclésiastiques. D'ores et déjà, sept dossiers portant sur des viols ainsi qu'une vingtaine de dossiers d'agressions sexuelles, commis sur des mineurs de moins de quinze ans, ont été révélés grâce au démantèlement du réseau.

> Erich Inciyan et Philippe Broussard

A la Hague, l'eau de mer est contaminée, selon Greenpeace

hommes a pour origine l'interpel-

lation à Séville, le 22 avril 1990,

d'Henri Parot avec 300 kilos d'ex-

plosifs dans sa voiture. Interrogé

par la police, il aurait livré le nom

de son frère et de ses autres

complices. Pour la défense, ces dé-

nonciations ne pouvaient avoir

été faites que sous la torture. Les

avocats ont soutenu que c'était

pour éviter l'évocation de cet as-

de notre envoyée spéciale Après les galets, l'eau de mer. Greeopeace a révélé, vendredi 20 juin, que l'eau de rejet de l'usine de retraitement nucléaire Cogema de la Hague présentait un taux de radioactivité extrêmement important. Un résultat à la fois prévisible et inquiétant. Prévisible car l'eau see a ete preievee, d 15 juin, directement à la sortie de la conduite de rejets prévue pour évacuer les déchets liquides de l'usine. Les taux relevés à partir de quatre échantillors vont de 209 à 216 millions de becquerels d'activité bêta par litre. C'est énorme comparé à l'activité naturelle normale de l'eau de mer - 12 becquereis par litre. « Compte tenu de ces onalyses, il est très cloir que tout l'environnement morin o été contaminé », affirme l'organisation écologiste.

Pour autant, ces taux restent dans la limite des autorisations de rejet accordées à l'usine. Ces autorisations sont en effet fixées sur une base annuelle, en gigabecquereis, sans tenir compte de la concentration par litre. Quant aux limites à ne pas dépasser quotidiennement, elles ne sont pas définies à la sortie de la conduite, mais à un kilomètre du point de rejet, après dilution. Si l'on prend le taux de dilution officiel (un millionième), les rejets mesurés par Greenpeace ne devraient atteindre, un kilomètre plus loin, que 209 à 216 Bq/l, soit vingt fois

fort inquiétants. D'abord car rien

n'est fait pour protéger la population dans le « no man's land » d'un kilomètre de rayon entourant l'extrémité de la condoite, là où Greenpeace a fait ses prélèvements. Alors que les taux de radioactivité sont à l'évidence écormes - les premières analyses de Greenpeace sur les galets du fond le confirment -, ni la circulation, ni la pêche n'y sont interdites. Seuls sont prohibes l'ama rage et le dragage, qui risqueraient d'endommager le tuyau. Cette zone dangereuse n'est même pas balisée. Or elle passe à 700 mètres de la côte. De plus, elle est, de l'avis des pêcheurs locaux, fort poissonneuse et particulièrement propice à la pêche au homard et au tacaud.

NORMES DE DILUTION CONTESTÉES Seconde question posée par Greenpeace: la notion de dilutioo a-t-elle un sens, s'agissant de rejets aussi radioactifs? Selon les normes européennes, affirme l'organisation, les rejets liquides de la Cogema pourraient être classés dans la catégorie des déchets nucléaires d'activité moyenne. La Convention internationale de Londres, en 1993, a interdit l'immersion en mer des déchets radioactifs. A l'automne se rémira la convention internacionale (Ospar) qui régit la pollution dans l'Atlantique nond. Greenpeace espère faire adopter une résolution visant la réduction continue des rejets radioactifs dans le but d'arriver à un niveau de conceotration

Dernière question, malicieuse-

faire des échantillons prélevés à l'extrémité de la conduite? « Nous avons 15 litres de déchets nucléaires à bord du Rainbow C, explique Damon Mogien, coordinateur de la campagne. Nous ne pouvons pas les rejeter en mer, ni les donner à la Cogemo, qui les rejetterait aussitôt. » Greenpeace a donc décidé de les retivoyer aux chents de l'usine de retraitement.. Un message a été adressé aux gouvernements belge, néerlandais, allemand, suisse et japonais ainsi qu'à EDF, les sommant de récuper leur part des « déchets » d'ici à samedi 21 juin. Dans le cas contraire, le bateau de Greenpeace reprendra la mer le même jour et rapportera l'eau radioactive sur place à chaque pays.

La Cogema ne sera pas délivrée pour autant: outre l'eau et les galets, Greenpeace a également prélevé autour de la conduite des échantillous de sédiments, d'animaux et de végétaux, actuellement en cours d'analyse dans des laboratoires européens spécialisés.

Enfin, si l'organisation se réjouit des premières réactions du gouvernement français, et notamment de l'annonce de nouvelles enquêtes indépendantes sur la radioactivité autour de la Hague, elle enteod rester vigilante: « Cette compogne va continuer, assure Pénélope Komites, présidente de Greenpeace France, c'est oussi important pour nous que l'était, en 1993, l'arrêt de l'immersion des déchets grace à la convention de

Veronique Maurus

de nouveau mis en examen

LOIK LE FLOCH-PRIGENT. dirigé le groupe pétrolier Elf Aquitaine de 1989 à 1993, a été mis en examen pour « abus de biens sociato: », jeudi 19 juin, par le juge parisien Laurence Vichnievsky, en charge de l'instruction avec Eva Joly. Le magistrat le soupçonne d'être à l'origine du versement d'une commission occulte de 13,5 millions de deutschemarks (environ 45 miltions de francs) à un intermédiaire lorsque Elf avait décidé, en 1992, de construire la raffinerie de Leuna, en ex-RDA, et de rarheter le réseau de stations-service Minol, en association avec la société Thyssen. L'ancien PDG est déjà sous le coup de

■ POLICE: le président de la République a signé, mercredi 18 juin, les deux décrets de nomination concernant le départ d'Olivier Foll de la direction de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris et son remplacement par Patrick Riou, qui lui avaient été soumis par le premier ministre Lionel Jospin et le ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevenement (Le Monde du 14 juin). Publié au journal officiel du 19 juin, le décret officialisant le départ de M. Foll nomme ce dernier au rang d'inspecteur général, ce qui constitue une promotion, sans lui donner

■ MEURTRE: un bonnne suspecté de l'assassinat d'une jeune femme gardien de la paix, en février 1991, sur le boulevard périphérique parisien, a été mis en examen et écroué, jeudi soir 19 juin, par le juge Jean-François Ricard. Dans la nuit du 20 au 21 février 1991, Catherine Choukroun était en faction lorsqu'un véhicule s'était arrêté à hauteur de sa voiture. Sans mobile apparent, un homme avait fait feu, blessant mortellement la jeune

■ LIBÉRATION conditionnelle: Yannick Garnier, Pancien skinhead condamné, le 24 avril, à vingt mois de prison pour avoir profané en mai 1990 le cimetière juif de Carpentras (Vauciuse), a bénéficié d'une libération conditionnelle. Il avait été incarcéré en août 1996 après des aveux spontanés qui avaient permis Pascale Krémer l'arrestation de ses complices.

M. Le Floch-Prigent dans l'affaire Elf

plusieurs mises en examen.

femme. REMISE EN LIBERTÉ: George Tranchant, ancien député (RPR) des Hauts-de-Seine, propriétaire de casinos, écroué depuis jeudi 5 juin pour « corruption active » dans l'affaire de la vente du casino municipal de Néris-les-Bains (Allier) an début des années 90, a été remis en liberté jeudi 19 juin.

moins que la limite fixée: 4 200 proche de zéro. La France, comme la Grande-Bretagne, s'oppose à Ces résultats paraissent toutefois cette résolution.

2 000 sportifs participent aux Eurogames « gays et lesbiens » satioo des JO de 2004. Paris la venge un peu du 20 au 23 juin grâce aux cinquièmes Eurogames qui, avec leurs 2 000 sportifs conviés, leurs très officiels accréditanoos pour la presse, cérémonies d'ouverture et de clôture, serments prétés par les arbitres et athlètes, se donnent de grands airs olympiques. Ce * tournoi sportif européen gay et lesbien » organisé autour de treize disciplines, ouvert aux débutants comme aux sportifs confirmés de tous ages, est la déclioaison européenne des Gay Games, les « Jeux olympiques » gays et lesbiens. inventés par Tom Wadell, un décathlonien américain présent aux JO de Mexico en 1968. les Gay Games se sont tenus pour la première fois en 1982 à San Francisco.

Les villes candidates aux Eurogames doivent présenter un dossier en bonne et due forme à la Fédération sportive européenne gay et leshlenne (EGLSF), forte de 75 clubs et 40 000 sportifs. La première édition a eu lieu à La Haye en 1992. En France, c'est le Comité

gay Paris-fle-de-France (CGPIF) qui est l'émanation de l'EGLSF, avec 13 associations (Les cochonnets roses. Contrepied, Double jeu, Pink-Pong, Gays go goal...). dont une seule en province. Le contingent français devrait tout de même compter 400 sportifs. De tous les pays de l'Umon, la Grèce est le seul qui n'ait pas trouvé le moindre athlète pour le représenter en France.

FORTE HOMOPHOBIE A ceux qui s'interrogent sur l'impérieuse nécessité, eo 1998, d'une pratique sportive entre homosexuels, à ceux qui dénoncent la logique communautariste sousiacente, les organisateurs français des Eurogames répondent « ploisir de foire du sport ensemble, de ne pas avoir à mimer une identité qui n'est pas lo sienne ».

L'idéal, reconnaît volontiers Christelle Lagattu, présidente du CGPIF, serait que compétitions et clubs sportifs gays et lesbiens n'aient plus de raisons d'être, * que chocun puisse pratiquer un sport avec ses différences ». « Mois,

dit-elle, l'homophobie demeure forte dans les clubs sportifs, où l'on renvoie aux homosexuels une image stéréotypée. Le gay, c'est le mou peu Pour ce faire, le CGPIF entrete-

nait l'espoir que certains athlètes de haut niveau saisissent l'occasion des Eurogames parisiens pour affirmer leur homosexualité. Peine perdue. Même le simple parrainage de la manifestation a semblé trop compromettant. Le champion du monde (1984 et 1988) de karaté Emmanuel Pinda demeure le dernier à apponer son soutien explicite. « J'oi trois enfants, pas d'aspirations homosexuelles, mais en tant que citoyen, je pense que le sport doit être ouvert à tous. Moi qui suis noir, j'ai souffert étant gamin de la non-acceptation de l'Autre... » Il ne blame pas les autres parrains qui avaient donné un accord de principe avant de se retirer : « Ma carrière est finie, dit-il. Eux prenaient un risque en termes de sponsors et de sélections pour les compétitions

to terrement de come commence of area sere, en an to entire if the newplace proping Le count of fairle commerciale fire when there priests, their velocity of the par-Part of rings wille democrate y freent out inquest mother by territor mour creuser la serer, ectance le "where the range one collections were Les députes mans conscionées alors Lift's chaldhout of Concinent to the sempette see La Server de Bent, printelle seus the taken permit Per t Talk supposed on be PARI EN MARINE! IN THE Prof. 14 citeda atd and

mobilier,

dafinance,

(compagnie

mnouveau

industrie

moisit

ac la

estin en

bionnant

maise

premier

##rvices

aconbe

rendial

w devenir

eseaux

a Life to prode de . THE WAY HAT THE TOWN "4" Joul belieg! Lat pr 4 Thate. " I" tue La Cicande Steragne.

LES FEMMES ET LES **HOMMES DE POUVOIR**

20 000 biographies exhaustives (politique, administration, communication, entreprises): les 36 660 maires (notices succinctes) mises à jour quotidiennement

biographies sur Minitel ©

08 36 29 17

(9,21 F TTC / Minute) - Société Générale de Presse Bulletin Quotidien - Correspondance de la Presse

HORIZONS

Les métamorphoses de Suez

Après l'immobilier, l'industrie et la finance, la compagnie choisit un nouveau destin en fusionnant avec la Lyonnaise des eaux pour devenir le premier groupe mondial de services

on criminelle à perpétut

· ·

gradje state

_25.<u>{e</u>: • •

N instant, Gérard Mestrallet a été pris de vertige. « Suis-je en train de tuer Suez? * Alors que les oégociatioos avec la Lyoonaise des eaux sur leur prochaine fusioo étaleot dans la dernière ligne droite, le président de Soez a soudain douté. La compagnie ne risquait-elle pas de se dissoudre dans ce mariage "Balayant une dernière fois ces interrogations, Gérard Mestrallet a rapidement retrouvé ses certitudes. Ce rapprochement avec la Lyonnaise des eaux, il l'avait voulo, préparé depuis plus d'un an. Il s'imposait, justement pour perpétuer Suez.

La rupture va être totale pour la compagnie, jusqu'alors holding, préseote à la fois dans les services financiers, l'industrie et l'immobilier, figurant parmi les principaux acteurs du capitalisme français, Suez s'est transformé, le 19 juin au soir, en un groupe industriel. Ce dernier devient le premier groupe moodial de services collectifs (eau, énergie, propreté, communicatioo). Approchant les 200 milliards de francs de chiffre d'affaires, il se classe au deuxième rang français par la taille, derrière

De l'ancien Suez, il oe subsistera plus grand-chose, si ce n'est un formidable portefeuille d'actifs et de participations financières, qui donnera des moyens décuplés au nouveau groupe pour aller conquérir le monde. Mais cette reconstruction traduit aussi l'esprit de Suez. Pour survivre aux àcoups de l'histoire, la compagnie a dû accepter, plusieurs fois, des changements radicaux. La métamorphose qu'elle entrepreod aujourd'bui s'inscrit dans le droit fil de la longue histoire de la compagnie, soucieuse avant tout de

ture commencée il y a cent trente-Le IS décembre 1858, Ferdinand

de Lesseps annonce la création de la compagnie universelle du canal maritime de Suez. La société se propose de creuser, puis d'exploiter en concession pendant quatrevingt-dix-neuf ans, un canal reliant la Méditerranée à la mer Rouge. Le pari est immense : il est à la fois technique, commercial, financier et politique. Reprenant, en les modifiant, des travaux d'ingénieurs français faits précédemment, Ferdinand de Lesseps entend coostruire un canal, sans écluse, dans le désert entre le site de la future ville de Port-Said et le petit port de Suez. Cette nouvelle voie maritime ne peut convenir aux voiliers. Mais Lesseps parie que le canai s'imposera avec l'arrivée des bateaux à vapeur. Pour financer le projet, la société, qui estime les travaux à 433 millions de francs-or, décide de se passer des soutiens bancaires et de faire appel directement aux petits épargnants. Elle choisit aussi de passer outre aux vetos de la Grande-Bretagne et de la Turquie, puissance tutélaire de l'Egypte, et de ne s'appuyer que sur le goovernement égyptien en place.

Malgré les risques, vingt et un mille épargnants français souscrivent et apportent 104 millions de francs. A l'étranger, en revanche, le scepticisme est total : la compagnie ne recueille que 4 millions de francs. La société, qui a besoin d'au moins 200 millions de capital pour commencer, fait appel au gouvernement égyptieo. Celuici accepte d'apporter 89 millions, ce qui permet d'engager les tra-

Le creusement du canal, commencé eo avril 1859; est un chantier d'uoe ampleur gigantesque pour le XIX siècle. En plus du canal, il faut construire des villes, des ports, des voies d'accès. Phis de vingt mille hommes y travaillent en même temps. Des machines spéciales sont inventées pour creuser la terre, éclater la roche. Le canal est officiellement

inauguré le 17 novembre 1369. Les débuts sont cahotiques. Les navires craigneot de s'engager daos cette nouvelle voie. La compagnie de Suez, croulant sous les dettes, ne peut verser aucun dividende. L'action s'écroule. Peu à

quiétude cette voie stratégique entre Londres et son empire colonial, hi échapper. Au nom de la protection du canal, elle occupe militairement l'Egypte. Profitant des difficultés financières du gonvernement égyptien, elle rachète à bas prix les actions que ce demier détenait. Et obtient des adminis-

Les actionnaires particuliers français s'inquiètent peu de cette mainmise britannique. Leurs intérêts sont préservés. Depuis 1875, date du premier dividende, ils ne cessent de s'enrichir. Alors que le canal a coûté 675 milioos de fraocs entre 1858 et 1914, la compagnie a distribué en cioquante-six ans 2,3 milliards de francs, soit trois fois et demi la mise de départ. En Bourse, l'action est devenue synooyme de rente perpétuelle, que se disputent tous les béritiers des familles bour-

Dans la salle du conseil d'administratioo de la compagnie, rue d'Astorg, au milieu des souvenirs exotiques, des boiseries et des lustres en cristal, les dirigeants se contenteot de gérer cette profusion de richesses. Etat dans l'Etat, Suez est devenu une émanation du Quai d'Orsay, accueillaot comme administrateurs les grands noms de l'aristocratrie française et de la diplomatie. L'atmosphère y est feutrée. Même les échos de la seconde guerre mondiale viennent à peine la troubler.

La stupeur viendra d'Alexandrie, où, dans un grand éclat de rire. Nasser annonce la nationalisation de la compagnie, le 26 juillet 1956. L'Egypte, qui o'a touché pour tout bénéfice du canal que 77 millions de francs eotre 1947 et 1988, prend possession du canal et exige aussi de récupérer les avoirs de la d'un des groupes industriels les compagnie à l'étranger. Après plus puissants de France. l'échec de l'expédition militaire franco-britamique, les dirigeants de la compagnie comprennent : ils oe reverront pas le canal.

Faut-il démembrer la compagnie? Le président de Suez, Jacques Georges-Picot, décide de continuer. Après de longues batailles juridiques, il obtieot du gouvernement égyptien une indemnisatioo de 35 milliards d'anciens francs. Ajoutés à 61 milliards de francs de réserves discrètement

ment dotée. En 1958, elle se transforme en compagnie financière de

La reconversion se fait dans l'improvisatioo. Les bommes de Suez ont bien une idée : après le canal de Suez, faire le tunnel sous la Manche. Mais le projet est long, compliqué, et échouera dans les années 70. En attendant, il faut utiliser les énormes disponibilités financières de Suez. Sans plan arrêté, la compagnie investit an gré des occasions et de ses homeurs. Elle s'engage dans l'immobilier, les services, l'industrie.

Portée par le début des « trente glorieuses », profitant aussi d'un capitalisme familial à bout de souffle en Prance, elle prend des

part à l'attaque du CIC, la première banque privée française de dépôts. Mais Paribas est opposé à ce rachat qui conforterait la suprématie de son rival dans le secteur bancaire. Les deux groupes se lancent dans une bataille acharnée. Suez finit par l'emporter. L'année suivante, le groupe repart à l'assaut et prend le contrôle de la Banque d'Indocbine. En 1975, cette dernière fusionnera avec la banque de Soez pour donner naissance à Indosuez.

En coulisses, un bomme a beaucoup aidé Suez dans la construction de son empire financier : Jack Francès. Secret, puissant, celui-ci s'est bâti un groupe, à partir des années SO, en regroupant des so-

Alors que le canal a coûté 675 millions entre 1858 et 1914, la compagnie a distribué en cinquante-six ans 2,3 milliards de francs, soit trois fois et demie la mise de départ

participations dans des sociétés ciétés familiales, puis s'est rapproindustrielles.

D'abord des PME, puis des grands groupes. En 1966, elle entre au capital de Poot-à-Moussoo, l'année d'après dans celui de la Société lyonnaise d'ean et d'énergie, ancêtre de la Lyonnaise des eaux, puis dans Bouygues, Beghin-Say, Valeo. En 1969, soo rôle d'acteur essentiel dans le capitalisme français s'affirme: Suez vole au secours de Saint-Gobain, attaqué eo Bourse par BSN. Saint-Gobain se sauve, mais en sort exsangue. Suez organise alors la fusion de Saint-Gobain avec Pont-à-Mousson et devieot le premier actionnaire

AlS c'est dans la finance que la compagnie se dé-veloppe le plus. Dès 1959, elle a créé la Banque de la compagnie financière de Suez, destinée à être une banque d'affaires. En 1966, elle fusionne l'établissement avec les activités bancalres de l'Union des mines-La Hénin, et donne oaissance à la Banque de Suez et de Punion des mines.

ché de Suez.Les deux groupes mettent en commun leurs activités immobilières, et surtout unissent leur effort dans l'assurance, édifiant une sorte de « Suez-bis » autour du groupe Victoire (Abeille, La Paix).

En juin 1981, alors que Suez est oationalisé, Jack Francès, aidé par Jean-Marc Vernes, fait basculer, par des rachats en Bourse, le pôle d'assurances vers son groupe, pri-vé. La compagnie voit ainsi partir l'un de ses plus beaux fieuroos. Privée dans le même temps de ses plus importantes participatioos, comme Saint-Gobain, hii aussi oaconstruire autour de ses activités

Privatisé en octobre 1987, eo plein krach boursier. Suez est prêt à repartir. « Comme avant », pense le oouveau président de la compagnie, Renaud de La Genière. Déterminé à prouver que la oationalisation n'était qu'une parenthèse, il oe percoit pas les profonds changements intervenus dans l'économie et la mootée en puissance des marchés financiers. Il fonce. Dès le printemps 1988, il

bancaires et se modernise.

sident de Snez, Micbel Caplain, gnie est grosse, riche... et impotente. La crise immobilière, à partir de 1990, va révéler ses faiblesses. Le groupe, qui possède plus de 35 milliards d'actifs dans le secteur, prend de plein fouet le krach du marché. Il tente de colmater les brèches. En vain. En 1993, il cède la partie internationale de Victoire à l'UAP, puis la partie française à l'assureur britannique Commercial Union.

Cela ne suffit pas. Suez affiche 4,7 milliards de pertes en 1994. Le cours de l'actioo s'effondre. Sans argent, elle est incapable de tenir soo rôle d'investisseur professioonel. Mais qui s'eo soucie? Les entreprises, qui accèdent directement au marché boursier, n'ont plus besoin de boldings intermédiaires, comme Suez, chargés d'amasser du capital pour le leur redistribuer. La réalité de Suez apparaît alors, brutale : la compagnie o'est plus qu'une « grosse sicov ». Pion essentiel dans le jeu des participations croisées issues des privatisatioos, elle est mainteoue pour cooserver les actions de groupes « amis ». La prole, toutefois, est bien ten-

tante. En mal de fonds propres, la BNP et l'UAP, avec l'aide de Saint-Gobain, (trois de ses principaux actioooaires), imagiocot, co mai 1995, de faire main basse sur Snez, afin de créer un grand groupe financier. Gérard Worms, alors présideot de la compagnie, tente de s'opposer à ce raid. Le 15 juin, lors de l'assemblée générale de la compagnie, la lutte est au couteau. Les assaillants oot la majorité des voix. Mais, au dernier moment, Jacques Friedmann, PDG de l'UAP, refusera de faire uo putsch en pleine assemblée. Suez est sauvé, de peu.

L'avertissement est reteou par Gérard Mestrallet, oommé en remplacement de Gérard Worms. Déterminé à ne plus subir le sort, il décide de doooer un destin à Suez: il sera industriel avec la Lyonnaise des eaux. En moins de deux ans, le président reconce à l'activité bancaire et vend Indosuez - filiale très chère au groupe - au Crédit agricole, cède 20 milliards d'actifs, redresse les comptes, modifie l'actionnariat et renforce sa présence dans Tractebel, groupe belge d'électricité. La fusioo avec la Lyonnaise peut s'en-

salariés de la compagnie semblent prêts, une nouvelle fois, à une reconversioo totale. Riche, le nouveau groupe leur paraît être eo mesure de s'imposer dans le monde. Une réflexion est ouverte pour savoir quel nom lui donner. Attachés au mythe saint-simonien du début de la compagnie, qui rêvait d'associer les savoir-faire techniques, l'initiative privée, le service du public, certains ont déjà une proposition sur le

Martine Orange



La comédie d'Amsterdam

Suite de la première page

M. Jospin s'est mis à nous parler d'emploi cnmme Lucienne Boyer demandait qu'nn lui parlat d'amnur : on sait bien que ce n'est pas tout à fait vrai, mais c'est bon, rien qu'à entendre!

Gràce à la France, on aura mieux compris ce qu'était progressivement devenu le Conseil européen des chefs d'Etat ou de gouvernement: une grande entreprise de spectacle, qui dnnne, à intervalles réguliers, des représentations, de qualité au demeurant fort inégale, mais se révèle parfaltement inapte à traiter comme il cunvient les problèmes réels de l'Uninn. La raison de cette mutation professinnnelle est fort sumple: les Quinze sont cnndamnés à jouer la cnmédie parce que l'écart est devenu insurmnntable entre ce qu'ils devraieot faire pour assurer le fonctionnement efficace et démocratique d'une Europe élargie et les efforts d'adaptation que leur petite enmpagnie est disposée à conseotir.

Patiguée par l'Histoire, guettée par l'abnulle des vieux, l'Europe au visage livide ne sort plus que masquée. Les dirigeants européens se résignent à faire semblant parce qu'il leur semble impossible d'agir. Les raisons de ce cooservatisme n'ont rien de mystérieux. L'élargissement géographique de l'Unioo, soo irruption dans le dumaine seosible de la politique appellent un double déplacement du pouvoir communautaire des Etats vers les institu-

Grâce à la France, on aura mieux compris ce qu'était progressivement devenu le Conseil européen des chets d'Etat ou de gouvernement: une grande entreprise de spectacle

tions communes et des technocrates vers les élus. Par un paraduxe qui eût fait la juie de Tricqueville, ce sont précisément ces hauts fonctinonaires dont no prétend rogner les prérogatives et bousculer les habitudes qui sont. depuis deux ans, en charge de négocier les clauses de leur pripre abaissement. Du cnup, tout l'exercice s'est ordnnné autour d'une seule questinn : comment faire suffisamment de mnusse pour dissimuler la pauvreté des réformes?

Ce qui frappe, dans le déroulement de la Cnnférence intergouvernementale, ce n'est pas le cavalier seul britannique, c'est la sainte alliance des chancelleries pour qu'nn ne tnuche à rien. C'est aussi l'abdicatinn d'un personnel politique indifféreot nu manipulé, son incapacité à réagir autrement qu'en termes poujadistes aux frustratinns de l'upininn. Singulier discnurs en effet que celui de ces grands dirigeants européens qui hurlent avec les Inups contre les institutions cnmmunes et la fureur bruxelinise avant de conclure dans le confirt unanime des sommets: « Naus ovons campris votre insatisfaction et naus avons trauvé une solution : ne rien changer. >

Pour traduire son inertie en actes, exercice toujours délicat, la CIG aura, au cnurs des deux années écoulées, joué avec talent de trois procédés fort classiques qui se résument en un triple mnt d'ordre : différer, cnntnurner, compliquer. La mise au réfrigérateur des questioos les plus cnntroversées n'est certes pas une idée neuve eo Eurnpe. A Maastricht, par exemple, ce fut le sort réservé à la pulitique de défense, supposée voir le jour « le moment venu », comme si ce crire de prétendues compétences moment-là, doté de quelque motricité indépendante de la vnlonté humaine, allait surgir à l'improviste au détour d'une

Depuis 1992, on a toutefnis fait

beaucoup mieux. La manœovre s'est déroulée eo deux temps. Avant 1996, tout nnuveau problème, à commencer par les adaptations institutinnnelles liées à l'élargissement à quinze, était renvnyé sans ménagement à la future CIG. C'était toujnurs ça de pris. A partir de 1996, c'est à la CIG elle-mème qu'est revenu le soin de susciter son propre dispositif de mise en sursis. Qu'il s'agisse de la communautarisatino du trnisième pilier, de l'incorporation de Schengeo, de la réforme de la Commissinn nu encure de la défense dunt « le moment » ne paraît tnujours pas « venu », tout est primis, rien n'est dnnné. Et, pour ceux qui dnuteraient de la détermination des chefs, le chancelier Kohl, relayé par tous les chœurs diplomatiques, a clairement laissé

entendre qu'une CIG pnuvait eo

cacber une autre. Secnnd prncédé : l'évitement du débat institutinnnel par cootournement latéral de l'objet. L'idée en est simple : les institutions o'intéressant pas le citoyen, il est de bonne politique de oe leur en point parier et, à l'inverse du célèbre Menenius Agrippa, qui, dans l'Apologue des membres et de l'estomac, appelait l'attention de la plèbe sur le rôle central de ce qui oe se voit pas, de substituer à un débat abstrait sur les moyens une exaltatino entraîoaote des finalités visibles de l'Unioo européenne. Ainsi quelques monuments rhétoriques aux implications incertaines sur les drnits foodamentaux, la promotion de l'emplol, la lutte contre la criminalité ont-lls été priés de servir de cache-misère à l'immo-

bilisme Institutionnel. Quant aux rares ambitions qui auraieot survécu à ce double traitement, il aura suffi pour les vider de tout principe politiquement actif de les traduire en positions suffisamment complexes pour rebuter le plus grand oombre et réserver la querelle à une société chnisie. C'est ainsi que les dispositioos relatives à une questioo aussi essentielle que la prise de décisinn en matière de politique étrangère ont fini par atteindre un degré de complexité tel que le président du Cnnseil en exercice, l'excellent M. van Mierloo, a dû convenir qu'elles étaient pratiquement hors de partée d'un parlementaire mnyeo. M™ Albright n'a qu'à bien se tenir, la politique extérieure est en marche, c'est le réveil de Byzance! La rénnyation des institutions

n'avait pourtant a priori rien d'un casse-tête. De quoi s'agissait-il. en vérité, sinna de quelques réformes tnutes simples et qui ne semblent innuies qu'à ceux qui ne veulent plus rien? Un peu plus de démocratie parce que les citoyens refusent de façun grandissante la cnnfiscatinn techoocratique de l'Union, un peu plus de simplicité parce que la cnexistence d'une Europe communautaire qui marche et d'une Europe prétendue intergouvernementale qui ne marche pas est un défi au bon sens ; un peu plus de cohérence et d'efficacité pnur les institutions centrales, Conseil et Commission, parce que l'Union sera demain plus hétérogène et centrifuge que

C'est peu de dire que ces trois exigences n'ont guère été assumées par la conférence dont le Cnnseil d'Amsterdam a clôturé les travaux et chanté les lnuanges. La démocratisatinn de l'Unino se réduit à une extensinn limitée du champ de la codécision législative, ignnre l'exigence de transparence au Conseil, pérennise une procédure budgétaire précolbertieone et s'Interdit toute évalutina cammune vers un mode de scrutin qui rapproche les parlementaires européens de

leurs électeurs. La simplificatino du traité commandait de s'en tenir à deux principes d'évidence : tout ce qui relève de l'Union européenne doit être communautaire, tout ce qui n'est pas communautarisable doit demeurer de la compétence des Etats. Il fallait en finir eo effet avec cette détestable manie d'insnnuvelles dans le traité tout en se gardant d'y adjoindre les instruments institutionnels correspondants, comme sl « la méthode intergouvernementale », c'est-àdire la production par génératioo

spontanée d'accords unanimes entre quinze gouvernements assis en chiens de faïence, allait pourvoir à tout.

Qu'il s'agisse de sécurité, de défense, de rétablissement de la paix, de coopération judiciaire et policière, rien n'est plus contraire à la crédibilité de l'Union que ces politiques imaginaires doot on amuse le tapis depuis plus de cinq ans. Sur ce chapitre aussi, les avancées d'Amsterdam ont été chichement mesurées: une promesse de communautarisation de la mnitié du trnisième pilier. assintie d'une liste impressionnante d'exceptinns, et puis rien. La défense demeure une virtualité. la politique étrangère une illusion, la coopératinn pénale et pnlicière reste enfermée dans l'intergouvernemental.

Bien plus, l'nbstinatinn française à démanteler trute possibilité d'action extérieure unifiée est en partie récumpensée : l'introductinn au Conseil d'un personnage en charge de la pulitique étrangère consacre la dualité des filières éconnmique et politique, coopératinn sans boussole d'un côté, gesticulatinn sans mnyens

Le plus grave est ailleurs : dans la pauvreté des adaptatinos institotionnelles destinées à préparer l'élargissement. L'acte refundateur de l'Uninn élargie n'a pas eu lieu. Deux grands changements s'imposaient : la suppression de la règle paralysante de l'unanimité au Consell et le renforcement de la Commissino par une réduction massive du nombre de ses membres ou par une réorganisatioo en profoodeur du coliège autnur de soo président. Moins

de monde ou plus de hiérarchie, telle était l'alternative. Là encore, Amsterdam n'a tenu

aucune de ses promesses : le nouveau traité maintient la règle de l'unanimité pnur tnut ce qui compte. Telle qu'elle était, pléthorique et éclatée, la Commissinn était déjà incapable de souteoir le cboc ceotrifuge de l'élargissement. Il lui fallait un surcroît de cohérence, de rigueur et d'indépendance par rapport aux Etats pour prétendre assume dans des conditions satisfaisantes les missinns de propusitinn, d'exécutinn budgétaire et de contrôle administratif que lui cnnfie le traité. Luin de lui consectir ce surcroît d'autorité, les accords d'Amsterdam figent la figuratinn tout en faisant miroiter la perspective d'une suppression du second commissaire pour les grands Etats, c'est-à-dire d'une dégradation du collège en Chambre des Etats bis votant à la majorité simple. En échange de sa capitulating sur la Commission, la France o'nbtient même pas la repoodératinn des voix ao Conseil au bénéfice des grands.

Deux écueils se dressent désormais sur la route de ce navire ingnuvernable: la réfnrme impussible et l'élargissement obligatoire. Malgré les dénégatinns officielles, Amsterdam devrait clore le cycle des grandes conférences intergouvernemeotales dont la vertu fécondante paraît bien épuisée. L'article qui orgaolse ce ronrunnement sonore et polluant de vniture arrêtée sort juridiquement intact, mais politiquement affaibli de ces deux années de trituration stérile. La procédure de révisioo du

traité souffre de trois défauts majeurs qui ont puisssamment concouru au oon-résultat d'Amsterdam. Elle ne prévoit aucune iostance de propositioo antérieure à la négociation et indépeodante des Etats. Elle soustrait l'élaboration du texte à toote délibération parlemeotaire publique. Elle suppose enfin pour abnutir l'accurd nnanime des Etats, tant pour la signature que pour la ratification.

La survie de l'Union eurnpéenne passe par le rétablisse-

La leçon d'Amsterdam est triste comme la vérité: le roi est nu. Faut-il en ouvrant la porte risquer de le tuer?

ment de sa capacité de réforme. Sans doute est-ll clairement impossible de revenir, en l'état présent de la politique et du droit, sur l'exigence d'unanimité. Rien, eo revanche, o'empêche de mettre en place une procédure informelle de préparation des révisions, prévoyant à la fois une missino de propositino pour la Commissioo, une assemblée ad hoc associant parlementaires européens et nationaux et, entre cette assemblée et la représentation des Etats, des mécanismes de navette et de conciliatioo imités

de la codécision législative. Comment toutefois faire admettre un tel bouleversement culturel à des gens qui nnt déjà tant de mal à déplacer un point virgule ?

S'agissant de l'élargissement, l'Unino européenne s'est ellemême enfermée dans un piège diabolique. Elle ne peut ni refuser un processus doot elle a accepté le principe, fixé le calendrier et célébré les vertus ni bien entendu y consentir sans engager l'Europe communautaire sur la vole d'un dépérissement fatal. Les Européens sont désormais confrontés à un dilemme proprement comélieo. Refuser l'ouverture des oégociatioos d'adhésioo, c'est manquer à la parole donnée en 1995 à Madrid, ouvrir aux pays d'Europe ceotrale et orieotale une période de purgatoire d'une durée Indéterminée, tenter de faire payer aux autres le prix de ses propres carences. S'en tenir, à l'inverse, aux eogagements de Madrid, c'est accepter la dilution progressive de l'Union et la submersion des institutions communautaires sous le poids des intérêts divergents et des surenchères identitaires. C'est en fait se résigner à payer la réunification géographique de l'Europe au prix de la dislocatioo politique de l'Unioo. C'est consentir à une Europe hémiplégique, repliée sur la monnaie mooétaire et politiquemeot paralysée. C'est renoocer, et pour longtemps, à J'objectif final de tnute entreprise.

La leçon d'Amsterdam est triste comme la vérité: le roi est on. Faut-il eo ouvrant la porte risquer de le toer?

Jean-Louis Bourlanges

Le méli-mélo des industries de défense

par Henri Martre

E chef de l'Etat a lancé en février 1996 la constitutioo de deux grands pôles industriels français, l'un dans l'aéronautique et l'autre dans l'électrooique. L'amaigrissement des forces, s'ajoutant aux précédentes cnupes, a fait chuter les budeets industriels de la défense de 40 % en quelques années: les exportations militaires ont suivi. La guerre froide avait permis de tirer vers le haut l'activité de nombreux secteurs de haute technologie. Son arrêt ainsi que le changement de notre environnement économique imposent une accélération de l'adaptation de nos structures. Cet impératif concerne tous les secteurs industriels qui travaillent pour la défense

Problème technique avant d'être politique : il s'agit de définir et d'appliquer les mesures qui permettront aux entreprises de survivre à ce choc et de poursuivre leur développement. Dans ce domaine, les faits snnt têtus et échappent à la magie des idéologies. Il serait vain de passionner les débats, car les protagonistes font leur devoir en défendant les intérêts dont ils unt la charge. Qu'il me soit permis de prendre ici le point de vue de Sirius et d'épouser les intérêts de la cullectivité nationale. car, si les snlutinns sont techniques, leurs conséquences concernent tous les citoyens.

Du point de vue de la défense, d'abord, car il s'agit de savoir si la France et l'Europe disposeront des mnyens d'une certaine autonomie de décision, c'est-à-dire des technologies qui font la différence sur le champ de bataille. Ou point de vue écnnomique, ensuite, car il s'agit de savoir si la France et l'Europe, prises en tenaille entre les pays à bas salaires et les pays fortemeot innovants, participeroot au développement industriel et bénéficieront des emplnis correspondants. L'aérnnautique et l'électronique soot à cet égard « stratégiques » : le transport aérien et les technologies de l'information sont des activités porteuses de forte

croissance. On ne peut que regretter qu'à l'occasinn de multiples coups de théâtre le débat soit devenu particulièrement confus. Il est donc utile de le clarifier par quelques idées simples. La primurdiale : lorsqu'un client est défaillant, on cherche à déployer ses talents pour vendre à d'autres : la reconversion vers le civil est dnnc l'impératif majeur. Elle est difficile lorsque les technologies et les rigidités institutinnnelles ne s'y prêteot pas, comme c'est le cas pour les anciens arsenaux, GIAT nétrer l'ensemble du marché mon-Industrie et Constructions navales. dial.

C'est plus facile, et d'ailleurs large-ment avancé, lorsque les industries sont duales, c'est-à-dire lorsque leurs techniques s'appliquent aussi bien pour les marchés civils que pour les marchés militaires. Les pourceotages d'activités civiles sont de 70 % pour Aerospatiale et de 50 % pour Dassault; Thomson-CSF est à la traîne, avec 35 % seulement d'activités civiles, conséquence de l'accord de 1984 entre Alcatel et Thomsoo sur le partage

Il y a dunc longtemps que oos

Cette taille s'enteod pour un métier déterminé : additionner des carpes et des lapins n'apporte pas d'avantage industriel. Il oe faut pas confoodre aérooautique et électronique, qui ont des bases scientifiques et technologiques radicalement différentes; même si elles doivent s'associer dans le produit final. Missiles, lanceurs et satellites sont des véhicules au même titre que les avinns et les hélicoptères. Les faire passer pour des produits électroniques relève du jeu de bonneteau. L'accord Ma-

Depuis les directives du chef de l'Etat, la situation n'a cessé de dériver, au point que certains pensaient que les événements pourraient conduire au démantèlement d'Aerospatiale et de Thomson au bénéfice de conglomérats hétéroclites et fragiles

industries aéronautique et électronique ne sont plus des « industries de défense », mais des industries duales exploitant la synergie grandissante entre applications civiles et militaires. Où se situe l'équilibre idéal? Cela dépend des situations et des circunstances. Buelng le place à 60 % civils et 40 % militaires, ce qui est sans doute valable pour l'aérunautique américaine. On voit donc que l'nbjectif majeur n'est pas de regrouper des activités militaires promises à la récession, mais de constituer des ensembles à clientèle diversifiée dans une dynamique de croissance.

Quand on parle de restructura-tion industrielle, le problème de la taille critique des entreprises s'impose immédiatement à l'esprit, car c'est une coodition de leur capacité concurrentielle.

Pour les maîtres d'œuvre des secteurs aéronautique et électronique, les facteurs sont, d'uoe part, la base technologique, qui est très chère à entretenir et à développer - de l'ordre de 20 % du chiffre d'affaires –, et, d'autre part, l'extension mondiale du marché, qui impose l'entretien de vastes réseaux commerciaux. Financer de telles charges requiert un volume d'affaires qui se situe aujourd'hul entre 100 et 200 milliards de francs par an. Nous en sommes encore loin, avec Aerospatiale à 50 milliards et Thomson-CSF à 35 milliards. Le cadre français est trop exigu pour atteindre de tels équilibres et l'on doit passer au stade multinational, européen bien sûr, mais pas seulement si l'on veut pétra-DASA sur les missiles et les satellites est donc strictement du domaine aérospatial et n'a aucun rapport avec l'affaire Thomson qui vise un rassemblement « électro-

Il faut npérer sans naïveté sur un triple échiquier : le français qui se révèle être le plus pénible, l'européen, où les appétits s'aiguisent, et le mondial, qui constitue la référence concurreotielle et sera en définitive le juge de nos actions. En aéronautique et en électronique, nous restons divisés, alors que les autres pays européens ont pratiquement achevé leurs regronpements nationaux. La priorité est donc un rassemblement des Français afin de peser normalement dans les marchandages européens qui vont suivre.

Tant que l'unité française ne sera pas réalisée, oous serons vulné-

rables, et la tentation sera grande

AU COURRIER DU MONDE avoir le courage de le dire : ce n'est LE COURAGE DE JUPPÉ

Il est difficile de rester indifférent à la confession de Denis Tillinac dans vos colonnes (Le Monde des 4 et 5 juin). Les intuitions les plus subtiles volsinent chez lui avec d'étranges aveuglements. Pourquoi Jacques Chirac, président de la République, o'aurait-il pas volé régulièrement au « secours » d'Alain Juppé? Celui-ci ne lui a-t-il pas donné mille preuves de son attachement, de sa fidélité, de son courage à ses côtés ? Cette « simple bumanité » est plutôt à l'honneur de Jacques Chirac (...) Il faut aussi

livre et aux contrats gigantesques qu'ils oot remportés au Proche-Orient. Les Allemands cherchent à remonter-le handlesp de feur entrée tardive sur le marché. Biensûr, il faudra en définitive regrouper les forces européennes; et l'on ne peut douter de la volonté de nos partenaires, mais eocore fautil le faire dans des conditions favorables à oos intérêts natiooaux. Depuis les directives du chef de l'Etat, la situation o'a cessé de dériver, au point que certains pensalent que la pente naturelle des événements pourrait conduire ao

pour nos amis de oous diviser

pour nous abattre. Les Anglais

souhaitent exploiter leur position

de force due à la dévaluation de la

démantèlement d'Aerospatiale et de Thnmsoo, au béoéfice de conglomérats hétéroclites et fragiles. S'il en avait été ainsi, le jeu des folles enchères et de la corbeille, et le mépris des règles élémentaires de stratégie industrielle auraient ruiné une bonne partie de l'héritage industriel du général de Gaulle. Le citoyen, dont les intérêts auraieot été ainsi bafoués, n'aurait pu alors que gémir sur le pot au lait cassé dans lequel il a mis tant d'argent et tant d'espérances.

31.1.

91945 - - - -

A State of the sta

Section 1.

And the second

Ser Service Control

The second second

See Land

The state of the s

Sle

Sign (Charles of the Charles of the

Section 122 - The section of the sec

Allyens de so

Services of Section 1999

Place server and the contract of the law server and the contract of the contra

Single Service - Services

And the Passage of th

ell Dat Yes and an artist of the

Secure of the contract of the

the socialiste.

Mela dione lossing of the

actic course of the three course of

train & definissal memos sur

White demnissers mains so.

Make the politiques to promise the veut changes to Répus

devise de jua- laures

the socialiste. The same of th

Same and the same

Le regroupement et la concentratinn sur les métiers de base conduisent naturellement à poursuivre le projet de fusion entre Aerospatiale et Dassault, mais sans dnute y aurait-il intérêt, pnur compléter le tour de table aéronautique, à y associer Matra d'une façon nu d'une autre. L'électronique française n'a de chance de faire son chemin au XXI siècle que si l'on procède à un regroupement stratégique des deux « grands », Alcatel et Thomson.

Henri Martre est président du Centre de recherches et d'études sur les stratégies et les technologies.

pas Alain Juppé qui est responsable de l'échec de Jacques Chirac, mais bien le contraire. Sans être spécialement admirateur de la machine RPR, je considère l'action menée par Alaio Juppé conrageuse, presque téméraire, même si, on l'a dit, parfois fichtrement maladroite. comme d'augmenter la TVA de deux points aussitôt arrivé au pouvoir ou de vouloir changer à la hussarde une mentalité fonctionnaire si anciennement ancrée en France en parlant publiquement de « mauvaise graisse ».

> Maxime Zerkout Strasbourg

Sicilar C'AN MATE THE BOOKS WITH The track and balls again to whome commende more d'agir pour provident to for our la via démocrate. The is premier miniger a spoke. se donnet du temps poul en atares dans to domaine de la fatte le plus d'attente et de scriette

sports de printe viere de 11 juillet, des de Carloquier de la rei de de mantes 1986 en lecrosifi. Des mil

mistres tierre épociera de miste.

nudgetaire est impiante par in

Constitution alternatives and me-

vert der be merrenet den deliche de peut cuchter celui des investiones monte publics, Moin il Tenencier dis

home, bera en melleant pour sit. THE TIMESTIPHCE OF FRANCASE Car dans to demains reason rateuer um dell et ettenuere une. bende enett ediction. (e delle est montpolite purisher?

s mountle nuites paties and the bedelter et fes eriteteb. to retur to houses det prefere . . . CHANTE CALL CARLEST SEE THE TOP OFFICE car publics went reputes sian. war die que prévus par la gracion. Trestante, la marge de mamile tenque d'ette girmin lies er bite. Que sera sign, la cione. 1046, der dert permetter Affre - Den La rendessums de l'amples ? fin le " Trouve ta contradiction again. a sease budgetains personners. Per la marche very ig Monnage ! Cadendary a respinse sens in manner economique: gental.

the do the religion deputs 1983; Cigrer La temps, fave person. ter main rend tylemer min acc. fin frem tiene erfreiber und bei Bentine temble être la réponse de M. Juni 2 " 3 ces d'Mouttes permittee. Sar construit et reffecht, con tarment für la ifdustion du temas de travail, ou sur l'atur . Gemeti brage hacut emite te travall et le comme 147 CE Mais auroletà de tout te then due hos bent better white Tomarche bindes, it alle nem ses . Hus an Plameises, à rehabiliter le pois - Estice

tatie fraguette to gauthe des Sourcement avail pric Phillips

thee de have su-dell d'un Bornes dent wee ber

Incompréhensions franco-allemandes

AVANT même le second tour, quand les perspectives d'une victoire de la gauche se précisaient, les socialistes, qui avaient en naguère l'expérience des relations franco-allemandes, se soucialent d'abord de rassurer leurs interlocuteurs. Ils savaient que la coopération avec Bonn allait connaître quelques temps difficiles, indépendamment de la bonne volonté des nns et des autres, simplement parce que les conceptions économiques et financières d'un gouvernement de gauche étaient en parfaite contradiction avec la politique dominante, non seulement en Allemagne mais dans toute l'Union européenne. Ils étalent aussi conscients de l'espèce de grand écart que devrait faire le nouveau pouvoir à Paris entre les pétitions de principe en faveur de la monnaie unique et des engagements économiques et sociaux qui, s'ils étaient tenus, rendraient impossible le respect des critères de convergence.

A Section 19

. . .

n = 1 1000

100 No. 200

- \$r . r

· - - -

g = 1<u>4.</u>3 € 1

. - ناموره

AND AND A

ST ST

e distance

126 y 187

Figure 41

40.20.50

dries de défenve

F 15.70

Pour apaiser les craintes des Allemands, ces socialistes disposaient d'un argument: après les malentendus des deux demières années, les relations Paris-Bonn oe pouvaient que s'améliorer. L'idée n'était pas fausse. Le nouveau chef de la diplomatie, Hubert Védrine, a beau dire - fonction oblige - qu'il a trouvé ces relations comme il les a « toujours connues », les malenteudus petits ou grands s'étaient accumulés; il était de notoriété poblique que les rapports entre les ministres des affaires étrangères des deux pays u'étaient pas particulièrement chaleureux, et le maiheureux épisode de la réforme des armées françaises avait laissé des

Le gouvernement de Liooel Jospin aurait pu faire mieux que soo prédécesseur s'il avaît eu un peu plus de temps pour se préparer et pour s'expliquer avant le sommet franco-allemand de Poitiers et le Conseil européen d'Amsterdam. Or sans avoir été totalement pris au dépourvu, les dirigeants allemands été « irrités », par la philosophie macroéconomique de l'équipe socialiste et par la manière dont elle a été présentée. La remise en question du pacte de stabilité, que le gouvernement de Bonn considère comme indispensable à la fois pour des raisons techniques - garantir la valeur de l'euro - et politiques

- faire accepter l'euro par une opinion allemande phitôt réticente -, a jeté un froid. Son adoption sans modification par le Conseil euro-péen a été saluée en Allemagne comme une des principales avancées d'Amsterdam - « un grand succès pour le chancelier Kohl et pour Theo Waigel (le ministre des finances) », selon Karl Lamers, porte-parole pour les affaires étrangères du groupe CDU-CSU au Bundestag -, mais elle n'a pas dissipé toutes les craintes. Les résultats de l'audit budgétaire français inquiètent les observateurs les plus attentifs, surtout du côté du ministère allemand des finances « Nous sommes très préoccupés en ce qui concerne les chiffres de la France; un problème énorme va surgir si le choix de l'austérité budgétaire n'est pas maintenu », souligne-t-on avec une franchise inhabituelle.

ÉPREUVE DE FORCE

Le fait que l'Allemagne se trouve dans une situation guère plus enviable n'arrange rien. Au contraire. Dans son rapport mensuel, la Bundesbank lance un appel à « redoubler les efforts de réduction des dépenses». Depuis quelques semaines, l'Etat fédéral a ouvert des négociations très dures avec les Länder pour aboutir à l'adoption d'un « pacte de stabilité national » qui se révèle encore plus difficile à mettre en place que le pacte de stabilité européen. Confronté à seize Lander aux intérêts pas toujours convergents, Theo Waigel a beaucoup plus de mal à se faire entendre amprès de ses amis bavarois de la CSU qui scient méthodiquement la branche sur laquelle il est assis et redoubleut d'attaques comre l'euro.

Dans l'immédiat, un trou de 10 milliards de deutschemarks (34 milliards de francs) doit être bouché si l'Allemagne veut remplir, dès 1997, le critère de déficit public imposé par Maastricht (3 % do PIB). Pour 1998, la tâche est encore plus compliquée : des rentrées fiscales en diminution et le poids du liards de marks avant le 11 juillet, date de l'adoption de la loi de finances, 1998 en conseil des ministres. Cette épreuve de force budgétaire est imposée par la Constitution allemande, qui prévoit que le montant des déficits ne peut excéder celui des investissements publics. Mais si l'exercice est

ficit budgétaire correspondant à 2,2 % de son PIB l'année prochaine. Hehnut Kohl pourrait alors se

consacrer à ses deux priorités, la réussite de la monnaie unique et l'élargissement de l'Union... et préparer les élections de l'automne 1998 avec plus de sérénité. C'est pourquoi l'Allemagne a décidé de se satisfaire des résultats du Conseil européen d'Amsterdam, - « un sommet extraordinoirement réussi », a dit le chancelier -, même si ces résultats apparaïssent bien mioces si on les compare aux grandes ambitions affichées à l'origine par les dirigeants de Bonn. La réforme des institutions est remise à un Maastricht III ou IV, comme Helmut Kohl l'avait suggété îl y a quelque temps déjà, et les coopérations renforcées permettront aux pays de l'Union qui le souhaitent d'aller de l'avant sans attendre les retardataires.

D'ailleurs la fibre fédéraliste qui vibrait naguère à Bonn apparaît

réussi, l'Allemagne accusera un dé- bien affaiblie. Au Conseil européen, le chancelier a bataillé, au nom des « intérêts vitaux de l'Allemagne » - une expression qui était presque taboue il y a peu encore pour conserver le principe des décisions à l'unanimité dans des domaines comme la politique industrielle. l'immigration ou la culture. alors qu'il était un champion des votes à la majorité.

Avec une délégation française qui, pour une partie au moins, découvrait les problèmes et une délégation allemande obnubilée par le pacte de stabilité monétaire, il o'est pas étormant que la conférence intergouvernementale se soit achevée sur un renvoi à des jours meilleurs des questions les plus épineuses. Malgré des divergences récurrentes, rien d'irréparable n'a été accompli entre Paris et Bonn. Mais il n'y a pas de temps à perdre pour une explication de fond.

Lucas Delattre

Naturellement par Juan Ballesta



La rupture

Suite de la première page

Pour y parvenir, le nouveau premier ministre a besoin de temps, celui qui est normalement dévolu à une législature. Le pays le lui accordera-t-il ? Afin de le faire patienter, M. Jospin s'est engagé sur le terrain de la République : en même temps qu'il engage la gauche à rompre avec ce qui avait été sa pratique pendant les deux législatures Mitterrand, et à se réapproprier - enfin - les valeurs de la République. La justice? La gauche s'était abstenu de la réformer vraiment. L'immigration? Elle s'était ralliée au consensus répressif, celui-ci tenant lleu de politique. La sécurité? Elle n'avait jamais abordé la question de face, dans les lieux où celle-ci fait défaut et d'abord à l'école. L'impartialité de l'Etat ? L'Etat-PS avait succédé à l'Etat-RPR, avant que ce dernier ne revienne en force. La morale? L'accommodement avec les affaires en avalt fait litière.

Bref, si la gauche, avec le gouvernement de Lionel Jospin, parvient à réconcilier la République avec elle-même, et si, surtout, elle permet par une entreprise de moralisation de la vie publique aux citoyens de se reconnaître à nouveau dans la République, la société française retrouvera le chemin de la vertu. Fortes seront dès lors les résistances de tous ordres: le passage le moins applaudi du discours de M. Jospin n'a-t-il pas été celui qui était consacré au non-cumul des man-

« Etre socialiste, c'est aller au bout de la République »: manifestement, Lionel Jospin a fait sienne la devise de Jean Jaurès, qui avait cours à une époque où la gauche se définissait moins sur le terrain économique que sur celui de la politique. Le premier ministre veut changer la Répu-

blique : c'est sans nul doute une part non négligeable du mandat qu'il a reçu du pays. Mais celui-cl lui commande aussi d'agir pour l'emploi. Et l'on voit bien qu'en portant le fer sur la vie démocratique, le premier ministre a voulu se donner du temps pour en gagner dans le domaine de la lutte contre le chômage qui concentre le plus d'attente et de scepticisme. Sera-ce suffisant pour calmer l'impatience des Français?

Car dans ce domaine économique et social, M. Jospin doit relever un défi et résoudre une solide contradiction.

Le défi est monétaire, puisque la monnaie unique impose son calendrier et ses critères. Puisque la hausse des prélèvements est refusée, et que les déficits publics sont réputés plus lourds que prévus par la gestion précédente, la marge de manœuvre laissée à la relance promise risque d'être étroite, très étroite. Que sera alors la croissance, qui doit permettre d'être au rendez-vous de l'emploi ? Ici se trouve la contradiction : l'engrenage budgétaire peut contrarier la marche vers la monnale unique et redonner son poids traditionnel à l'habituelle résistance de Bercy à toute inflexion de politique économique, résistance à laquelle la gauche de gouvernement avait pris l'habitude de se plier depuis 1982.

Gagner du temps, faire patlenter, mais aussi rythmer son action. Pétaler dans le temps : telle semble être la réponse de M. Jospin à ces difficultés prévisibles. En même temps que la garantie qu'il donne au pays d'un dialogue construit et réfléchi. notamment sur la réduction du temps de travail, ou sur l'heureuse perspective d'un rééquilibrage fiscal entre le travall et le capital. Mais au-delà de tout le bien que l'on peut penser d'une démarche propre, si elle tient ses promesses, à réhabiliter la polltique au-delà d'un homme dont la rigueur personnelle rassure, il reste une inquiétude immédiate et une interrogation pour l'ave-

L'inquiétude est celle que fait naître le diagnostic qui semble sous-tendre l'action du gouvernement: tout se passe comme s'il considérait comme négociable avec l'Allemagne le passage à l'euro avec un déficit égal ou supérieur à 3,5 % du PIB. Or le sommet d'Amsterdam marque, dans l'attitude allemande, un tournant: le chancelier est désormais sous le contrôle et la contrainte des présidents des Lânder; il plie sous la pression d'une opinion de plus en plus rétive à l'intégration européenne; il ne paraît plus en mesure de passer en force. 5i bien que la conjonction des marchés et de la faiblesse d'Helmut Kohl, alliés objectifs des résistances américaines et anglaises à l'unité européenne, peut enrayer un processus décisif pour celle-ci.

Dans ces conditions, Lionel Jospin est-il l'homme de la situation? Il est, à l'évidence, nationaliste. Au sens républicain du terme : il se présente en héritier de cette tradition qui a imbriqué l'identité française et l'universalisme, le rêve d'une « grande notion » et les valeurs de 1789. Au très bon sens du terme, celui du droit du sol, enfin prochainement rétabli, où la France parle au monde tout en défendant ses

Mais peut-être aussi au moins bon sens du terme, en cette fin de siècle où l'interdépendance rèone, où il n'est pas de parcours solitaire, où les nations européennes doivent apprendre à défendre en commun l'espérance démocratique des peuples du continent. Car Lionel Jospin ne semble pas voir l'Europe comme notre horizon et notre projet, mais comme une contrainte et une perspective sous condition. Est-ce un choix stratégique ou une posture tactique ? S'll s'agit,

dans son esprit, de prendre acte. tel un notaire, des difficultés de la construction européenne, de ses pesanteurs et de ses lâchetés

- que souligne avec brio, dans ces colonnes, Jean-Louis Bourlanges -, le risque est grand d'un recul. S'Il s'agit, au contraire, de faire la mauvaise tête pour inciter nos partenaires à se remettre en cause, à sortir de leurs égoïsmes et à mieux écouter leurs peuples, leurs souffrances et leurs attentes, l'espoir renaîtra d'une diplomatie française à nouveau à l'offensive, a près tant d'années d'éclipse.

L'avenir de la France, dans le respect de son pacte républicain, moral et social, c'est l'Europe. A Lionel Jospin de faire sienne la consigne de Jacques Delors selon laquelle, on ne peut la faire, cette Europe, sans aimer aussi les Eu-

RECTIFICATIFS

C'est par erreur que la légende illustrant l'article sur la rénovation du Palais des beaux-arts de Lille attribuait à la préfecture le reflet perceptible dans le bâtiment miroir des architectes Ibos et Vitart (Le Monde daté 8-9 juin). Il s'agit en fait du Palais ancien, construit en 1895, séparé du nouvel édifice par une cour sous laquelle se trouvent les salles d'expositions temporaires.

MÉKONG

Une coupe malencontreuse dans l'article intitulé « Les scientifiques s'interrogent sur le réchauffement de la planète » (Le Monde du 28 mai) a pu laisser croire que le Mékong se trouvait en Chine. Il fallait lire: « Ainsi, en Chine, mille personnes ont trouvé lo mort dans les inondations les plus catastrophiques observées depuis cinquante ans. Au Vietnam, le delta du Mékong est resté sous les eaux pendant plus d'un

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopleur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Amérique impériale

PAmérique impose sa loi. Redevenue la seule et unique « superpuissance », elle montre de plus en plus ostensiblement qu'elle compte tirer profit de cette domination. Si rien d'essentiel et de concret n'est à attendre du sommet du G 8, vendredi 20 et samedi 21 juin à Denver, cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays industriels auquel s'est adjointe la Russie n'en révèle pas moins, une nouvelle fois et d'une manière particulièrement flagrante, la prétention américaine à régenter

En accueillant ses homologues, le président américain Bill Clinton ne manquera pas, naturellement, de se prévaloir de la santé éclatante de l'économie américaine pour leur prodiguer quelques bons consells. « Vous avez des choses à apprendre de nous », expliquait déjà, avant même le sommet, l'un de ses ministres, Larry Summers, qui ajoutait, avec quelque arrogance et beauconp de pertinence aussi, que son pays était redevenn « l'économie la plus flexible et la plus dynamique du monde ». Le message s'adresse, avec politesse, aux Européens, mais aussi et surtout aux Japonais. Washington sonhaite que Tokyo dérégole plus rapidement - et menace de jouer de l'arme du dollar si ces souhaits ne sont pas recus comme des ordres.

Forts de ce leadership retrouvé snr l'économie mondiale, les Etats-Unis ne prétendent pas seulement défendre leurs intérêts mercantiles. A Denver comme

LUS que jamais, ailleurs, ils confirment qu'ils sont désormais redevenus les maîtres de l'agenda International. La Chine est leur affaire, sur le plan commercial comme en matière politique. L'Afrique est en train de devenir leur nonvelle frontière: le sommet du G8 aura à traiter d'une initiative proposée par M. Clinton en direction dn

Vis-à-vis de l'Europe, l'Amérique rayonnante affirme ne pas vonloir s'immiscer dans ses affaires intérienres : elle afficbe même une certaine sympathie officielle à l'égard du processus d'intégration, et de l'euro en particulier, mais elle se refuse à intervenir d'une quelconque manière dans cette affaire. Sur les questions de sécurité, en revanche, les Etats-Unis se comportent comme les véritables patrons. Ils oot déjà arrêté les conclusions du sommet de l'Otan qui aura lieu à Madrid au début juillet. Sans en débattre, ils ont décidé que trois pays d'Europe de PEst, et trois pays seulement, seront autorisés à rejoindre l'Alliance atlantique.

Cette vigueur retrouvée de l'hégémonisme américain est favorisée par la faiblesse de l'Europe, faiblesse d'abord économique - la langueur de l'activité et la longueur des files d'attente devant les agences pour l'emplol en témoignent -, mais faiblesse politique aussi, marquée par un manque d'ambition que le sommet d'Amsterdam vient de souligner. Face à l'Amérique redeveuue surpuissante, un sursant européen est plus que jamais né-

MC est édité par le SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Disectoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur genéral ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adioint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel Directeurs affolius de la rédaction : Jean-Twes Lhomeau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besser, Bruno de Camas, Pierre Georges Laurem Greisamer, Erik tzaclevekz, Nichel Kajman, Bertrard Le Gendu Directeur artistique : Domoinique Revyectte Rédacteur en chef technique : Eric Azan Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmen

Mediatrur: Thomas Ferencei

Directeur exécutif : Eric Piañoux ; tilrecteur délégné : Anne Chaussebourg eiller de la direction : Alain Rollat : directeur des relations internationales : Dan Conseil de surveillance : Alain Mioc, président : Gérard Courrois, vice-président

Ancieno directeurs : Hubert Beuve-Máry (1944-1969), Jacques Farvet (1969-1982), dré Lanrens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-199 Le Monde est édité par la SA Le Monde

Le Brembe est eaux par la SA, Le Bronde

Durée de la société : cent aux à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les réducteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Mécy, Société anouyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Entreprise, Le Monde investisseurs.

Le Monde Presse, lèna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Le roi des Belges mis hors de cause

M. PIRENNE, secrétaire de Léopold III, a remis aux présidents des deux Chambres et au régent le rapport de la commission d'enquête sur le roi. Cette commissioo, instituée le 22 mai 1946 par lui-même, avait pour tâche d'examioer sa conduite de 1936 à mai 1945, date de sa délivrance par les troupes américaines. Elle se composait de neuf juristes, personnalités en vue qui avaient été chargées d'étudier de nombreux documents et d'en tirer la conclusion.

Cette conclusion est nettement favorable à Léopold: « Le roi, ditelle, opparaît comme ayant eu en toutes circonstonces lo volonté d'obéir à sa conscience, elle-même inspirée par les octes de ses illustres prédécesseurs. A oucun moment il n'o perdu de vue les responsabilités tui incombant en raison des houtes fonctions qu'il incarne et dont il 0 le du rol? devoir d'assurer la pérennité. »

On sait que la question royale a tenu une grande place dans la politique belge depuis deux ans. Elle a divisé l'opinion, les partisans du roi s'en tenant déjà au jugemeot exprimé ci-dessus : ses adversaires lui reprochent ootamment la capitulatioo de l'armée belge en 1940 et soo refus de suivre son gouvernement dans l'exil.

Les deux parties, catholiques d'un côté, socialistes et communistes de Pautre, sont demeurées sur leurs positions. Ce dissentiment domina longtemps la situatioo politique, empêchant les sociaux-chrétiens de participer au gouvernement : c'est seulement en mars qu'ils ont accepté de collaborer avec M. Spaak. L'important rapport qui vient d'être publié (il s'agit d'un fort volume) changerat-il les dispositions des adversaires

(21 juin 1947.)

Ce.Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-34-68-03-78

AU CARNET DU « MONDE »

Didier, Valérie et Laurine COUVEN-DEVILLECHABROLLE sont heureux d'annoncer la venue au

Guilbern.

le 17 juin 1997.

75015 Paris.

monde de

334, rue de Vaugirard,

Nicole et Georges ROSTAND (†) ont encore et plusieurs arrière-petits

le trente-cinquième.

Benoît PELISSIÉ du RAUSAS,

la trente-sixième.

Camille PELISSIÉ du RAUSAS,

la petire sœur de

Frédérique.

le trente-septième.

Vincent MINGASSON,

le trente-huitième

Léo PARPAIS,

le petit frère de

Mariages

Agathe et Séverin ont la grande joie d'annoncer le de leurs parents,

Hélène BLONDOT

Didier HANRIOT,

le 14 juin 1997, à Malakoff.

92240 Malakoff.

Fabrice MAHY Veronica PERETRA

ont la joie d'annoncer leur mariage.

<u>Décès</u>

- M. Aladin Abdeloushab, son éроих. M™ Maya Bentchikou,

sa fille. ont la douleur de faire part du décès de

M= Marie-Thérèse

ABDELOUAHAB, née ROYER,

survenu à Alger, le 9 mai 1997.

- M. Chaim Beller. son mari,

Isi. Georges et Roland, ses fils

Judith et sa mère. Florence et Jocelyne,

Mélina, Myriam, Jérémie et Anna. ont la douleur de faire part du décès de

M= Tsecha BELLER,

survenu le 17 juin 1997.

Les obsèques ont en lieu vendredi 20 juin au cimetière du Montparnasse.

73, aveoue Emile-Zola, 750) 5 Paris.

— M

■ Jean Archambau M™ Jean de La Pradelle. Yvonne Labar

a grand-tante. M. et Ma Jean-Dominique Archan bault

Anne-Laure, Marie-Do. François-Xavier Archan ses sœurs, son frère,

Pascal Facon,

Sex oncles et tames. Ainsi que mute sa nombreuse famille. Fabienne, Isabelle, Jérôme, Olivia, Et tous ses nombreux amis, ont la douleur de foire part de la

Valérie ARCHAMBAULT.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 21 juin 1997, à 16 heures, en l'église de Saiot-Priest de Gimel

rue Frédéric-Passy,
 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M= Violette Belmin. Marcel, Robert, Joël, et leurs épouses.

Ses petits-enfants, La famille Assoul ont la douleur de faire part du décès de

M. Salomon BELMIN,

ancien enseignant de l'AJU et de l'ORT au Maroc.

survenu le 18 juin 1997.

L'iobumation sura lieu ce vendredi, su cimetière parisieo de Pantin.

27, rue Chanez, 75016 Paris.

- Monoblet (Gard).

Marc Boeswillwald. France et Alain Duhamel,

Antoinette et Henri Poussielgue Marie-Noële et Didier Sicard, Catherine et Jürgen Kohls,

et gendres,
Arnaud et Sigrid, Valerie, Schestien et
Valerie, Sarah, Grégoire, Oriane, Karine
et Antoine, Coralie, Florian, Clara, Tècla,
Yohan,

ses petits enfants, Max et Constan

ses arrière-petits-fils, ont la douleur de faire part de la mort

Josette BOESWILLWALD,

survenue, a Monoblet, le 15 juin 1997, de la constante

La cérémonie religieuse aura lieu dans intimité. à Monoblet (Gard), ce vendredi 20 join. 1977 Part - 1947, \$ Cet avis tient lieu de faire-part.

- Maryvonne et André Ariste et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de

Claire COUESNON,

leur mère et grand-mère.

survenu le 16 juin 1997.

L'inhumation oura lieu ce vendredi 20 juin, au cimetière de Sceaux où elle re-posera au côté de son époux.

Paul COUESNON,

combattant de la Résistance abantu le 10 janvier 1944.

Noémie CATALAN, née GUETTA,

est décédée le 17 juin 1997.

Merci d'avoir une pensée pour elle.

Maison de retraite Rothschild. 76, rue de Picpus,

Retrouyez notre sommaire de juin sur : Minitel: 3615 SJ* Etudes

En vente dans les grandes librairies.

ÉTUDES • 144 pages - 58 F (11 nos par an) 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - 2 01 44 39 48 48

BAC 1997

Retrouvez les corrigés et les résultats sur Minitel

3617 LMPLUS

ر نِ

- M. et M - Jean-Etienne Caire-Jahinet,

M. et M= Jean Braud, M. et M= Michel Caire Dieu, M. et M= Michel Lalande,

Mayeul, Pierre-Etienoe, Anos

Xavier, Marie-Ernmanuelle, Ferréol, Emmanuel, Marianne, Jean-Baptiste, Anne-Claire, Lucie, Pierre-Amoine ses petits-enfants.

Les familles Baufle, Caire, Balidon, Chagué, Pertuis, Bérand, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès. survenu le 18 join 1997, à l'âge de

Andrée CAIRE, née BAUFLE. Les obsèques auront lieu, lundi 23 juin, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de la Merci, à Fresnes (Val-de-Marpe) et seront suivies de l'inhumation au côté de son

André CAIRE, professeur à la Sorbonne

décédé le 17 juin 1979. 3, allée de la Bièvre,

- Le président du conseil d'administra tion du CNRS, Edouard Brezin, Et le directeur général du CNRS, Guy

ont la grande tristesse de faire part du décès de

François CARON, biologiste, recteur de recherche au CNRS,

Ses travaus seientifiques et sa personnalié ont marqué la science fran-çaise et sa disparition prémanarée laisse un vide considérable.

L'École normale supérieure a la grande tristesse de faire part du décès

François CARON, ancien élève de l'Ecole polytechnique directeur de recherches au CNRS. chercheur an département de biologie

le 11 juin 1997, à l'age de cinquante et un

L'incinération a eu lieu à Paris, dans l'intimité familiale, au crématorium du

En 1984, François Caron et Eric Meyer furent lauréats du prix Jacques-Monod pour leurs découvertes sur l'universalité du code génétique. En 1995, bien qu'atcon a une experime depuis phisicus an-neces, françois Caron a essuire obtemi, avec son élève Philippe Cluzel et en colla-boration avec plusieurs équipes de la Mentague Saine-Geneviève, la promitto preuve experimentale d'un changement preuve experimentale d'un changement de structure de l'ADN lorsque cette molé-cule est étirée. Cette découverte, qui leur valut le prix Philip-Morris 1997, est riche enseignements pour une comprébension millée des mécanismes de réplication du matériel génétique. Dans ce travail, comme dans sa lutte contre la maladie, François Caron fit preuve d'une rénacité et d'une lucidité qui continuent de susci-

- Abel Caumente Jacques Salvan, Thomas et Laelia Salvan, Sa famille.

Et ses amis ont le regret de faire part du décès de

Anna CAUMETTE, Les obsèques out en lieu au conetière de Laurens (Hérault).

179, route de la Wantzenau 67000 Strasbourg.

- M= André G. Phuchard,

son épouse, M. et M Pascai Pluchard, son fils et sa belle-fille. Laurent, Virginie, Enumanuelle, Schastien Pluchard. Catherine Kerting, Laurence Barel, Les familles Pluchard, Montion, Pigox,

M" Catherine Heimburger. Et tous ses amis,

font part du retour à Dieu, le mardi 17 juin 1997, dans sa quatre-vingt-deuxième André G. PLUCHARD,

colonel de l'armée de l'air, ingénieur général mmunications à la retraine officier de la Légion d'honneur. numandeur de l'ordre numandeur de l'ordre numandeur de l'ordre

Il a rejoint sa fille.

Béatrice.

rappelée à Dieu prématurément, le 26 mars 1991. La cerémonie religieuse sera célébrée à la chapelle du Val-de-Grâce. 74, boulevard de Pon-Royal, à Paris, ce

vendredi 20 min. Une bénédiction aura également lieu en 'église de Léry (Eure), le samedi 21 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

140, rue de la Pompe, 75116 Paris. La Pluchardière. 41, rue de Verdun, 27690 Léry.

- Marguerite Faucher, sa mère,

son épouse, Michel et Christine Fancher, Sylvie et Clément Arbouet,

Martine et Bernard Morge ses enfants Renaud, Thomas, Marie, Julie et

ses petits-enfants Michel et Ginene Thomas, Danielle Esposit ses beau-frère et belles-sœurs Valérie, Corinne, Nicolas, Serge et

ses neveux et nièces, Les familles Bezint, Johain et Morier, ont l'immense douleur de faire part du décès de

lean FAUCHER. chevalier de la Légion d'honneur, président de la Fédération nationale Tourisme et travail, 1972-1986. sident de l'Association inti pour le murisme social-IAST, président d'honneur du BITS et de l'ANCV.

Les obsèques serons célébrées le mereredi 25 juio, à 14 b 15, au columbariam du cimetière du Père-Lacheise.

Ni fleurs ni couronnes.

mactte Faucher, 17, rue Victor-Hugo, 92230 Gemevilliers.

- Guy Mantendi, président-directes

Le conseil d'administration Le personnel de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances,

Jean FAUCHER, chevalier de la Légion d'honneur, président de la Fédération national Tourisme et travail, 1972-1986, président de l'Association internatio pour le tourisme social-IAST, président d'homear du BITS et de l'ANCV.

ont la grande tristesse de faire part du

Un hommage hai sera reuda, mescredi 25 juin 1997, à 14 h 15, au columbarium du cimetière du Pero-Lachaise, à Paris.

ANCY. 5, rue Cabriel-Péri. 92584 Clichy Cedex.

- Daniel et Mona, ses enfants, flan Flanmer, Ami Flammer, Valérie Lavoix, Maurice et Tatoir Flammer. Ses bents-percets.
Ainsi que tous ceux qui l'ammient.

out la douleur de faire part de la mort YMATI MAKOWSKI-FLAMMER, artiste peintre.

L'enterrement ours lieu vendredi 20 juin 1997, à 17 heures, an cimetière de

40, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.

-Olivia sa fille, Marie Claude.

sa mère, Nathalie et Robert Dyer, sa sœur et son beau-frère. Gilles.

soe frère, Claude, Michel et Gabriel Dyer, ses neveux Elisabeth Fournier, sa compagne, ont la douleur de faire pars du décès de

Gérard MAURIAC.

survenu, le 18 juin 1997, à l'âge de qua-

La cérémonie religieuse sera célébrée. le marti 24 juin, à 15 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19bir, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4'.

24, quai, de Béthune, 75004 Paris.

Le conseil d'administration, Et les membres de la Chambre syndicale des éditeurs de musique de

ont la douleur de faire part du décès de M. Thierry MOBILLION. chevalier de l'ordre

survenu subitement le 13 juin 1997, et adressent à la famille leurs sincères condoléances.

- M. Raymond Nersessian. M. et M. Serge Nersessian. Michel et Monique Nersessian.

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur ès leures, en littérature André Sernin. La cérémonie religieuse sera célébrée ce ventredi 20 juin, en l'église aposto-lique arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Gorjon, Paris-8.

M. Jean NERSESSIAN,

- Son chouse. Ses enfants, Sa belle-fille.

Manrice MILOT.

surveno britialement le 29 mai 1997. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, et il repose dans le caveau familial, à Saiots (Seine-et-Marce).

- Pérignat-lès-Sarliève. Tulle. Epernay.

Mª Maurice Roques, Françoise Roques e Georges Delort, Helène et Yves Surezo, leurs enfants et petits-enfants. Christophe et Evelyne Roques et leurs enfants,

Sylvie Roques, M Paul Roques, ses enfants et petits-enfants. M. et M= Brienne Roques. eurs enfants et petits-enfants, Toute la famille, font part du décès, le 19 juin 1997, de

M. Manrice ROQUES, membre correspondant de l'Institut. doyen bonoraire de l'université Blaise-Pascal officier de la Légion d'honnes commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auron lien en l'église réformée de Clerment-Ferrand, 8, rue Marmootel, le samedi 21 juin, à 9 h 30. Rémion au temple.

L'inhumation se fera dans l'intiminé, au

- Les membres do département des

sciences de la Terre de l'université Blaise-Pascal de Clermoot-Ferraod (UMR « Magnas et Volcans » du CNRS) out la grande tristesse de faire part du Maurice ROQUES. correspondant de l'Institut, doyen hanoraire de la faculté

metière Saint-Jacques.

des sciences de Clermont. professeur émérite. sarveno lo 19 juin 1997.

Les obsèques auront lieu le samedi 21 juin, à 9 h 30, au temple de l'Eglise réformée de Clermont-Ferrand.

Léonard RYBAK mis fio à ses jours, le 15 juin 1997, à l'âge de quarante-huit ans. Ses cendres servut dispersées dans l'océau.

Marie Rybak. Paulette Mariot,

Boris Rybak

son père, Sa famille, Et ses amis, sout dans la peine. Marie Rybak.

29. rue des Chaumières 29340 Ricc-sur-Belon. - Henri Théry, Irène et Michel, Luce et Gérard, Dalila et Lintrent.
Anne-Marie et Olivier, Catherine et Michel Marianne et François, Nudioe et Gilles, Marie-Odile,

Ses dix-huit petits-enfants. Son frère et ses sœurs. Et toute sa famille, out la douleur de faire part du décès de Marie Olga THÉRY, née COQUARD,

survena le 19 juio 1997. La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 23 Juin, à 15 heures, eu l'église d'Ambierie, suivie de l'inhumațion au cimetière d'Ambierie (Loire).

lls s'unissent dans leurs pensées et leurs prières au souvenir de son fils. Guillanme,

Une messe sera célébrée à Paris dans les prochains jours. La date et le lieu en seront communiqués ultérieurement. - M. Gilles Tcherniak, son 61s, et M Règine Bernadet,

décéde le 20 janvier 1992

sa petite-fille, Mª Dora Borelli, SO SCHUT,
M- Suzanne Briat, sa nièce, Tome sa famille.

Et ses amis,

Mª Sandra Tcherniak

M. Léon TCHERNIAK survenu le 17 juin 1997, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris.

ont la douleur de faire part du décès de

Les obsèques auront lieu le luodi On se réunira à 11 beures, à l'entrée principale du cimetière de Pantin parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ont la douleur de faire part du décès de et Coline Perrin,

Chantal Vaganay,

Magdeleine VAGANAY, survenu, à la suite d'un cancer, le 18 juir

3. rue Tramassac. 69005 Lyon.

- Rodez, Sévevrac, Mazamet,

Il y o trente ans, le 24 juin 1967,

se tuait sur une route du Tarn. Il venzit d'avoir vingt-quatre ans L'heure qui tremble au fond du temps tout embrou

Paul Eluard

~21 min 1994. Olivier RAVIER

Que ceux qui gardeor en leur cœur le nir de son sourire aient une pensée

~ Il y a un m, le 20 juin 1996.

disparaissait. Soyez-lui fidèle Ayez une pensée pour son pare.

qui s'est éteint le 19 mai 1997.

parti le 20 juin 1988.

Avis de messe M. Michel DEBATISSE. président de Sodia de 1990 à 1995,

précédemment prévue en l'église Nous-Dame des-Champs, sera céléhrée en l'église Nous-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13°, le mercredi 25 juin, à 18 heures.

Le Centre national des jeunes griculteurs (CNJA), L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA).

La Coofédération nationale de lo
mutualité, de la coopération et du crédit
agricules (CNMCCA),

La Coafédération française de la

coopération agricole (CPCA).

La Fédération nationale du crédit agricole (FNCA).

La Pédération nationale de la mutualité agricole (PNMA),

font part qu'une messe sera célébrée le mercredi 25 juin 1997, à 18 heures, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13°, à la mémoire de M. Michel DEBATISSE,

décédé le 11 juin.

Une messe à sa mémoire sara célébrée, mercredi 25 juin, à 18 heures, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^a.

- Sybille Haour-Confavreux Jean-François et Joseph Confavreux Nathalie, François (†). Benoit, Marie-Emmanuelle

ses enfants et petits-enfants

Jacques et Sybille Vaganay, Les familles Vaganay, Mauvernay et Lapra.

La cérémonie religieuse sura lieu ce vendredi 20 juin, en la cathédrale Saint-Jean, à Lyon.

Anniversaires de décès

Jean-Marie MAUREL

nous a quittés il y a prois ans.

Merci à tous ceux qui ont continué de lui témoigner leur affection et qui le gardent vivant dans leurs pensées. ~ Il y a deux ans, le 20 juin 1995 Alam BONTZOLAKIS

Il avait trente-deux ans.

nous quittait.

Pierre LEROUX,

Georges LEROUX,

- Une peosée pour François TOUTAIN,

président de Riches Monts depuis 1959, président de Sodima Internation depuis 1989, président de Yopkit SA depais 1995, est décédé le 11 juin 1997. Une messe à so mémoire.

- Le Conseil de l'agriculture française (CAF) La Rédération nationale des syndicats l'exploitants agricoles (PNSEA).

ancien président du CAF, ancien président de la FNSEA ancien president de la FNSEA, ancien secrétaire général du CNUA, ancien président de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme,

M. Michel DEBATISSE, président de l'Institut de formation des cadres paysans (Ifocap). est décédé le 11 juin 1997.

1

1. 17.45

THESES AS F to Age of M.T.



Ni fleurs ni couronnes.

Messes anniversaires

- Une messe à l'intendon de

Jean DEVISSE, professeur émérite histoire, archéologie Paris-1.

décédé le 17 juillet 1996, sera célébrée, mardi 24 juin, à 18 h 30, en l'église de la Madeleine, Paris-8°,

Condoléances

- A la suite du rappel à Dieu de la très M= Marie LAHAM.

la famille recevra les condoléances an domicile de soo fils, le professeur Edouard Labam, le dimanche 22 jain

1. rue Pajou, 75016 Paris.

1997, à partir de 15 beures.

Manifestations

CENTRE UNIVERSITAIRE

Le CUEP organise une manifestation à

le samedi 5 juillet 1997, en soirée.

Les anciens et leurs amis soot Pour tout renseignement, télépho 03-83-32-05-10.

Colloques

· Littérature, immigration et

Colloque franco-néerlandais eo collaboratino avec Transeuropéennes, le 25 juio 1997, à 18 h 30.

jak pysan i man

• Projection de documentaire Le Désert et la Mer, de Karim Traïdia, suivie d'une table roode, co présence du réalisateur et des écrivains maghrébins et néerlandais. 121, rue de Lille,

75007 Paris, • Renseignements: 01-53-59-12-40.

 Un colloque internacional sur le — Un colloque internacional sur le thème « Fortnes et dynamiques de l'exclusion » se tiendra à Paris, au pulais de l'Unesco, du 23 au 26 juin. Organisé par les universités de Pittsburgh (Elats-Unis) et Paris-VII-Denis-Diderot, avec le soutien du programme MOST de l'Unesco, ce colloque réunira une centaine de participants du monde entier, venus de distrate de de distrate de de distrate de distrate de distrate de distrate de de distrate de distrate de distrate de de distrate de distrate de de distrate de distrate de de distrate vers secteurs et disciplines. Pour tout ren seignement et inscripcion, contacter:

Conférences

Le Centre international de recherche sur les juifs du Maroc (CRIM) 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris vous invite à assister au symposium

Littérature et quête identitaire cher les auteurs juits de Maghreb avec Michel Abithol, Ami Bouganim, Guy Dugas, Izza Genini, Albert Memni, Tayeb Saddiki, Abdellah Stouky. Les débats auront lieu le dimenche 22 juin 1997, à 15 heures uns les salons de la SEIN,

4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. Confirmation SVP au 161. : 01-45-49-61-40.

- - Quai de la Gare, monuments impossibles, 43, quai de la Gare, camp d'Austerlitz, le musée nécessaire : celui de la collaboration . Exposé-débat, 21 juio, 17 h 3II, 91, quai Panhard-Levassor, Paris-13°.

Communications diverses

- Nouvelle revue trimestrielle laïque juive Diasporiques. Au sommaire du numéro 3 : la gauche au pied du mur, lutter contre le national-populisme, lettre ouverte au CRIF, nouveaux livres, pour

Renscigoements et abonoements (50 francs pour 4 ouméros, sontien 100 francs).

Cercle Gaston-Crémieux 56, rue La Rochefoncauld,

L'Association des anciens de lycée Carnot de Tunis organise le lundi 7 juillet, à 20 heures, un diner-déhat avec M. Moogi Bousnine, ambassadeur de Tunisie en France. Renseignements: ALCT, 18, Champs-Elysées, Paris-8. Tél.: 81-40-74-38-75. Fax: 81-40-31-85-25.

Soutenances de thèse

- Junko Fokuda soutiendra sa thèse de Apparation of the Apparatus of the College of the Apparatus of the College of the Apparatus of the College of the Apparatus o mon, M. Sieve Murphy.

> THESES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

DISPARITIONS

Sue Sumii Lev Kopelev

LA ROMANCIÈRE japonaise Sue Sumii, auteur d'un roman en sept tomes, La Rivière sans pont (Hashi no nai kawa), qui déconce la discrimination dont ont été et soot eocore - victimes des catégories sociales marginalisées, est morte lundi 16 juin à soo domicile près de Tokyo. Elle était âgée de quatre-vingt-quin-

ze ans. Née dans la préfecture de Nara, dans une riche famille de propriétaires terrieos. Sue Sumii avait grandi dans une régioo où vivaient combre de communautés d'ancieos eta, discriminés car ils exerçaient des activités censées être abjectes (bouchers, équarrisseurs, tanneurs). Abolie à la suite des réformes de Meiji (1868), la discrimination s'est poursuivie et frappe encore aujourd'hui de manière sournoise trois millions de Japonais désignés comme « habitants des hameaux spéciaux ». Au soir de soo existence. Sue Sumil avait gardé eo elle la force des révoltes de l'enfance lorsqu'elle avait découvert l'injustice. Adolesceote hardie pour son époque, elle était partie pour Tokyo où elle vécut dans le monde des anarchistes après s'être mariée à un intellectuel militant en faveur de la libératioo des paysans. Veove à cinquante-six ans, elle cousacra le reste de sa vie à déooocer la dis-

Elle fut également militante du mouvement féministe. La Rivière sans pont, dont un tome a été traduit en anglais et a donné lieu à deux adaptations cinématographiques, a été veudu à huit millions d'exemplaires. « Il ne faut jamais accepter l'inacceptable », almait à dire cette vieille dame affable et ironique pour laquelle l'indignatioo était une manière d'être au moude (Le Monde des livres dn 7 mai 1993 lui a consacré un portrait).

Ecrire contre l'injustice Don Quichotte à la carrure de Falstaff

L'ÉCRIVAIN et ancien dissident soviétique Lev Kopelev est mort mercredi 18 juin à son domicile de Cologue. Il était âgé de quatrevingt-cinq ans.

S'il y avait à Moscou, dans les années sombres du brejoévisme uoe « culture d'appartement », alors les trois pièces occupées par Lev Kopelev et sa femme Raïssa Oriova, avenue de l'Armée-Rouge, dans un bloc d'immeubles réservés aux écrivains, en étaient l'exemple parfait. Il y avait chez eux un défilé presque incessant d'intellectuels marginaux, de représentants des « petits peuples » réduits au silence par l'appareil soviétique, de popes en rupture avec l'Eglise orthodoxe officielle. Comme chez Andrei Sakharov, dont il était l'ami, Lev Kopelev avait toujours table ouverte pour les persécutés de toutes

Il était né le 9 avril 1912 à Kiev, dans une famille juive d'Ukraine, et avait commeocé ses études, à Kharkov, à la faculté de philosophie, avant d'étudier l'allemand à Moscou. Engagé très jeune dans le mouvement communiste, Il rejoint l'armée rouge en 1941, obtient le rang de capitaioe en taot que commissaire politique. Sur le front Ouest à la fin de la guerre, il ne supporte pas les exactions commises cootre les populations civiles par les soldats soviétiques lvres de la victoire. Pour « indulgeoce eovers l'enneml », il est coodamné à dix ans de camp. C'est là qu'il rencontre Alexandre Soljenitsyne, avec lequel il se be bien qu'il ne partageat jamals ses conceptions philosophiques ou politiques. Soljeoitsyne le peindra sous les traits de Roubine, un des personnages de soo Premier cercle et Kopelev jouera, plus tard, dans les années du dégel, un rôle important dans la vie de l'écrivain. C'est lui qui le présenta à Alexandre Tardovski, le rédacteur en chef de la revue Novy Mir, qui publia le premier Une journée dans la vie d'Ivan

avait racooté son expérieoce de ieune communiste dans la guerre dans un livre qui reste un des témoignages les plus forts sur cette époque : A conserver pour l'éternité (Stock, 1976), évidemment interdit

alors eo URSS. Libéré sous Khrouchtchev, Kopelev reste membre du Parti communiste jusqu'en 1968, année où il est exclu pour avoir soutenu les quelgoes protestataires qui avaient tenté de manifester sur la Place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il se consacre à la littérature allemande, à des traductions et à la défense des dissidents. C'est pourquoi, co 1977, il est exclu de l'Union des écrivains tout en étant l'objet de menaces de plus eo plus précises des autorités. En 1980, il proteste cootre le bannissement à Gorki de Sakharov après l'intervention soviétique eo Afgha-

VEXATIONS RÉPÉTÉES

Ami du romancier Heinrich Böll, il hésite à accepter son invitation à se reodre eo Occident car il sait que le gouvernement soviétique risque d'en profiter pour lui interdire tout retour. A la fin de 1980, eo butte à des vexations répétées - son téléphooe est coupé sous prétexte au'« il en fait un mouvais usage »-, il s'installe à Cologne, en principe pour un an, avec sa femme. Mais très vite, les Kopelev sont déchus de leur nationalité. Bien qu'ayant retrouvé son passeport russe, Kopelev, après la mort de sa femme, était resté au bord du Rhin.

A Cologne, ce Dou Quichotte à la carrire de Falstaff, dont le visage encadré d'uoe longue barbe blanche était la booté même, a poursuivi insou'à la fin ses recherches de littérature comparée russe et allemande, sans jamais cesser sa lutte pour toutes les victimes de la terreur et de la bêtise, de l'Azerbaïdjan à l'Arménie, de la Bosnie à la Tchétchénie.

INSTITUT

Jean-François Revel élu à l'Académie française

JEAN-FRANÇOIS REVEL, philosophe et bomme de lettres, a été élu à l'Académie française, jeudi 19 juin, au deuxième tour de scrutin, par 16 voix contre 14 au roman-

cier Henri Coulonges. [Né le 19 janvier 1924 à Marseille, Jean-François Ricard quitte le Lycée du Parc à Lyon pour intégrer l'Ecole commale supérieure (1943). Il rejoint les rangs de la Résistance pendant la guerre, puis, l'agrégation de philosphie en poche, il part enseigner à l'étranger dans les Instituts français de Mexico, puis de Florence. De retour en France en 1957, il signe Pourquoi des philosophes?, qui lui vaut le Prix Fénéon qu'il partage avec un autre débutant, Philippe Sollers. Il adopte le pseudonyme dont il fera plus tard son patronyme légal :

Revel. A la tête des pages littéraires de France-Observateur (1960-1963), il devient éditorialiste à L'Express (1966-1976), puis directeur du titre (1978-1981); après un passage au Point et à Europe 1 (1989-92), il commente la vie politique à RTL, depuis 1995. Il est aussi conseiller litteraire chez Julliard (1960-1965), puis chez Robert Laffort (1965-77).

Il n'oublie iamais sa formation de philosophe et compose des synthèses sur les Fenseurs grecs et latira (1968), La Philosophie clas sique (1969), livre enfin une Histoire de la philosophie occidentale, de Thalès à Kant (1968-1970) et une évocation d'une extraorditraire finesse des enjeux du Concile de Trente Un festin en paroles (1979).

Depuis Lettre ouverte à la droite (1968), mais phis encore Ni Marx, ni Jesus (1970), Revel accompagne tous les grands débats sur le pouvoir et ses dérives (La Grâce de l'Etat, 1981 ; La Connaissance inutile, 1938), dont il tire des lecons impirovables (Le Reiet de l'Etat. 1984: L'Absolutisme inefficace. 1992), loquiet pour la survie des régimes de liberté (Comment les démocratics finissent, 1983), il veut croire que la faillire n'est pas inévitable (Le Regain democratique, 1992). La parution récente de ses Mémoires, Le Voleur dans la maison vide (Plon. lire - Le Monde des livres - du 17 janvierl, mais aussi celle du livre à deux voix qu'il signe avec son fils Matthieu Ricard, Le Moine et le Philosophe (Nil), rencontrent actuellement un

VIVE LES CADENCES INFERMALES.



ENTREPRISES

AUTOMOBILE Opel va lancer vingt-six nouveaux modèles d'ici à la fin de l'an 2001. En 1997, la filiale allemande de General Motors Investira 2 milliards de marks, soit 50 % de

plus qu'en 1996. ● LA DIRECTION du groupe affiche une grande sérénité, mais le malaise est patent. Le résultat net a diminué de 13,5 % en 1996 et devrait encore se réduire cette an-

née. ● LA PART DE MARCHÉ d'Opel en Allemagne décroît, les démissions se succèdent aux plus hauts postes de l'entreprise. Une enquête montre qu'à l'intériaur de l'entreprise, le

mécontentement gronde. LA QUA-LITÉ et la capacité d'innovation d'Opel sont aujourd'hui contestées, ainsi qua son internationalisation. Certains projets, notamment en Europe de l'Est, apparaissent très risqués. ● LES INQUIÉTUDES sur l'avenir du groupe sont réelles. Le comité d'entreprise craint la suppression de

Opel mise sur la nouveauté pour retrouver du dynamisme

La filiale européenne de General Motors va profondément renouveler sa gamme pour tenter d'endiguer le recul de ses ventes. Au sein même de l'entreprise, une série de démissions à haut niveau traduit le doute et l'inquiétude qui s'y sont installés

OPEL va lancer vingt-six nouveaux modèles d'ici à la fin de l'an 2001. La filiale allemande de General Motors a annoncé, jeudi 19 juin, qu'elle s'engageait ainsi dans « la plus grande offensive-produit de son histoire ». Pour la seule année 1997, les investissements liés à ce programme s'élèveront à 2 milliards de marks (6,7 milliards de francs), soit 50 % de plus qu'en 1996. Le président du groupe allemand, David J. Herman, se montre optimiste, même s'il prévoit de gagner moins d'argent en 1997 qu'en 1996 : « Nous prévoyons un chiffre d'affaires record pour cette année, d'environ 30 milligras de marks », a-t-il déclaré à l'occasion de la conférence de presse annuelle qui se déroulait à Francfort, jeudi. En 1996, le chiffre d'affaires du constructeur a déià

progressé de 9,3 % à 28,3 milliards de marks. Son résultat net a baissé de 13,5 %, passant à 314 millions de marks. « Les impôts ont fortement augmente », explique-t-on chez

A en croire M. Herman, Opel est donc sur la bonne voie. Pourtant, depuis quelques mois, la situation du constructeur provoque un scepticisme ambiant qui s'est fortement accru ces dernières semaines. La part de marché de la marque en Al-lemagne décroît : sur les cinq premiers mois de l'année, elle est passée à 15,5 % contre 16,7 % en 1996. L'écart avec Volkswagen, qui caracole en tête des classements, se creuse. Par ailleurs, les démissions se succèdent aux plus hauts postes de l'entreprise. Depuis un mois, Kei Isawa, directeur général d'Opel au

Japon, Jürgen Stockmar, directeur de la recherche et du développement, et Johnattan Browning, directeur des ventes et du marketine d'Opel en Europe, ont quitté le groupe.

CRETIQUES ENTERNES

Autre signe inquiétant, les résultats d'une enquête interne menée auprès de 322 cadres dirigeants d'Opel et publiée par le magazine allemand Der Spiegel. Les trois quarts des personnes interrogées estiment que le groupe n'est pas dirigé de manière efficace ; qualité msuffisante, produits trop mondialisés et insuffisamment adaptés au marché européen, absence de vision stratégique claire. L'inquiétude est forte, notamment sur l'avenir de l'emploi du groupe en Allemagne. Le comité d'entreprise craint la suppression de 10 000 postes. Le 16 juin, Opei confirmait étudier les ajustements nécessaires en Europe compte tenu des surcapacités industrielles sur le Vieux Continent. Entre 1991 et 1996, ses effectifs en Allemagne sont déjà passés de 56 782 à 44 700 personnes.

L'image du constructeur de Rûsselsheim souffre aujourd'hui d'un déficit de qualité. Sa gamme apparaît vieillissante. Ces demiers temps, les actions de rappel de véhicules mal finis se sont multipliées. Les défauts de qualité auraient coûté à Opel en Europe la somme record de 700 millions de dollars en 1996. « Opel est menacé de descendre en devoieme division », prédit Der Spiegel. Désormais, les performances des Opel seraient moins bonnes que

compté. Le lancement de la nouvelle Astra a été retardé, tandis que le monospace Sintra n'est qu'une réplique des Chevrolet et Pontiac américaines. Au cœur des critiques : la manière dont Opel s'internationalise. Sous l'influence de Louis

Volkswagen optimiste pour 1997

« Pour l'ensemble de 1997, nous misons sur une amélioration du résultat par rapport à l'année précédente, même si le lancement de nouveaux produits présente un facteur risque », a déclaré le président du directoire de Volkswagen, Ferdinand Piech, devant 3 000 actionnaires du groupe réunis jeudi 19 juin en assemblée générale à Hambourg. En 1996, le groupe avait réalisé un bénéfice de 678 millions de deutschemark (2,3 milliards de francs), deux fols plus important qu'en 1995. Sur les cinq premiers mois de l'année, ses ventes ont augmenté de 9,2 % par rapport à la même période de 1996 pour atteindre 1,805 million d'unités.

Multiplication des produits, réduction des coûts et internationalisation accrue sont au cœur de la stratégie de Volkswagen. « Dons les seize mois à venir, je pense que nous parviendrons à augmenter l'utilisation de nos capacités à 90 % en moyenne (80 % actuellement) grâce au lancement de dix-sept nouveaux modèles », a souligné M. Piech. Le groupe n'envisage pas de fermeture de sites.

celles des Renault, Citroèn ou Fiat. « Opel est en panne de nouveauté alors que la concurrence élargit sa gamme », estime un spécialiste. Les Omega peinent face aux nouvelles Audi et Mercedes. Opel est absent du marché des roadsters et son coupé n'a pas trouvé le succès esHughes, précédent président d'Opel et actuel directeur des opérations internationales de General Motors, la marque allemande est devenue la tête de pont de General Motors dans les pays émergents. C'est Opel qui s'installe en Thailande, en Russie on en Pologne, s'intéresse à l'Ukraine, et y exporte ses concepts: en 1996, 2,2 millions de véhicules General Motors vendus dans le monde entier, soit plus du quart, étaient construits sur des plates-formes Opel. En 2001, ce chiffre sera de près de 3 millions.

Cette internationalisation à marche forcée apparaît nécessaire: le marché européen souffre de surcapacités et la concurrence y est cruelle. Mais en interne, cette affectation des moyens et des cerveaux d'Opel au détriment de l'Allemagne ne va pas sans poser de problème. Entre deux avions vers l'Amérique latine ou l'Asie, les ingénieurs semblent accaparés par la tâche et n'auraient plus le temps de se consacrer an marché européen. D'autant que Detroit prendrait une influence croissante sur la filiale où gronde le mécontentement. Contrairement à Volkswagen, Opel manque d'expérience car la marque s'est longtemps contentée du marché européen, laissant les autres continents à General Motors. De nombreux observateurs jugent que certains des investissements d'Opel à l'étranger, notamment en Europe de l'Est, apparaissent très risqués : montants élevés et partenaires pas toujours fiables.

Virginie Malingre

Paris et Bonn lancent l'industrialisation de leur hélicoptère d'attaque Tigre

qui

le BWB allemand - l'équivalent de la délégation générale pour l'armement en France - devalent signer. vendredi 20 Juin, au Salon du Bourget, le contrat de droit alle-



franco-alle-SALON DU BOURGET mand Tigre. Conclu en présence des ministres de la défense des deux pays, Alain: Richard et Volker Rübe, l'accord, d'un montant de 2,5 milliards de francs à partager de part et d'autre du Rhin, permet aux industriels concernés de commander les outillages de série du Tigre, pour livrai-

son en 2001. Attendu depuis deux ans, ce contrat d'industrialisation est le signe le plus patent, en dépit des difficultés apparues en ce moment entre l'Allemagne et la France dans d'autres domaines communs, que Bonn et Paris sont décidés à aller de l'avant en matière de construction industrielle conjointe touchant au secteur stratégique de la dé-

CONTRAT PLURIANNUEL

Le Tigre est un hélicoptère armé, dont le développement, déjà financé à 80 % sur cinq prototypes et partagé à égalité entre les deux pays, a coûté quelque 10 milliards de francs. Il existe en trois versions de base: une version, dite UHT, disposant de missiles anti chars Hot-3 et Trigat et de missiles air-air Stinger, pour l'Allemagne (deux cent douze exemplaires sont prévus) à compter de 2001; une version, dite HAC, de lutte antichar et équipée de missiles Hot-3 et Trigat (soixante-quinze exemplaires), et une version, dite HAP, d'appui-protection, et dotée de missiles air-air Mistral (cent quarante exemplaires) pour la France à partir de 2003. Si ce volume de commandes est respecté par les deux clients, les livraisons devraient se poursuivre jusqu'en 2012-2015. Deux chaînes de

DÉPÊCHES

LE GROUPE Eurocopter-Tiger et montage du Tigre devraient être implantées à Marignane (Bouchesdu-Rhône) pour la France et à Donailworth, pour l'Allemagne. Une école de formation des pilotes et des tireurs, qui sera commune aux deux armées de terre, sera installée

au Luc, près de Brignoles (Var).

L'accord qui a été conclu au Bourget fournit, selon des calculs des constructeurs, du travail à un pays, pendant trois ans. 5l l'Allemagne paraît plus pressée que la France d'obtenir ses livraisons, c'est en 1998 que les deux gouvernements seront sollicités par Eurocopter de passer leurs commandes. Le prix moyen d'un Tigre, après que les industriels ont accepté de baisser leurs coûts de 10 % environ si des commandes fermes, groupées et pluriannuelles de quatrevingts exemplaires par pays étaient signées, est de l'ordre de 100 millions de francs l'unité. Ce type de contrat pluriannuel, mais contrôlé par le Bundestag, est courant outre-Rhin. Il ne l'est pas en France où, par exemple, la loi de programmation militaire, adoptée par le Parlement en 1996, a retenu l'acquisition de vingt-cinq Tigre entre 1997 et 2002. Ce qui va contraindre le nouveau ministre français de la défense à entamer, avec ses collègues des finances et du budget. de délicates discussions sur ces contrats plurianquels à l'heure où la Cour des comptes a fustigé récemment la mauvaise gestion de

leurs crédits par les armées. A l'exportation, où le Tigre est en concurrence avec l'Apache américain (acheté par le Royaume-Uni en 1995, de préférence à l'hélicoptère franco-allemand, qui n'était pas sur le marché) et le Kamov-50 russe. Eurocopter escompte un besoin global de deux cents exemplaires en Europe (principalement en Espagne, en Suède et jusqu'en Turquie), au Proche-Orient (avec les Emirats arabes unis), en Océanie (avec l'Australie, par exemple) et en Asie, où il existerait de fortes

■ ESA: la réalisation, en commun avec la NASA, d'un véhicule de

sauvetage et de transport pour la station spatiale internationale Alpha,

sera proposée par l'Agence spatiale européenne (ESA) en 1998 à la

conférence des ministres de ses treize Etats membres, ont indiqué, mer-

credi 18 juin au Bourget, des responsables de l'ESA. Doté de deux petites

dérives, ce CRV/CTV (Crew Rescue Vehicle/Crew Transport Vehicle) au-

rait 9 à 10 mètres de longueur pour une masse de 9 à 12 tonnes dans sa

version sauvetage et de 18 à 20 tonnes, dans sa version transport. Il re-

gagnerait la Terre en vol plané, atterrissant à l'aide de parafoils (sorte de

parachutes orientables) et pourrait être amené à Alpha, dans la soute

■ SAAB : l'avionneur suédois Saab va fournir 64 appareils militaires du

type JAS 39 Gripen à son propre gouvernement pour un montant global

de 27,9 milliards de couronnes (20 milliards de francs), a annoncé jeudi

■ ARIANESPACE: la société américaine de télécommunications Pa-

namsat a passé, jeudi 19 juin, un nouveau contrat de lancement à Aria-

nespace pour la mise sur orbite, début 1999, de son dixième satellite.

d'une navette, ou être lancé par Ariane-5.

19 juin le ministère suédois de la défense.

Jacques Isnard

L'Union européenne fixe de nouvelles limites aux émissions polluantes automobiles

LUXEMBOURG

de notre envoyé spéciol Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du gouvernement de Lionel Jospin a de quoi se réjouir de son premier conseil de l'Union européenne. « Bien accueillie » par ses quatorze collègues et « agréablement surprise par l'ambiance détendue » de la réunion ministérielle, Dominique Voynet a eu, en outre, la satisfaction de quitter Luxembourg, tard dans la mit, jeudi 19 juin, avec un accord en poche sur la lutte contre la pollution automobile, le programme « Auto-oil » proposé par la Commission de Bruxelles voilà un an.

Le conseil des ministres de l'environnement des Quinze venzit à peine de commencer que la Nécriandaise Margreet de Boer, présidente en exercice des travaux communautaires, commentait déjà la prestation de M™ Voynet : « Elle a une approche différente de celle du gouvernement précédent. . La suite a confirmé cette première impression. La délégation française a adopté une position plus stricte, notamment en ce qui concerne la teneur en soufre dans l'essence et le gazole.

Le projet d'accord établi à Luxemboure - il doit être maintenant examiné et éventuellement amendé par le Parlement européen - prévoit de réduire en l'an 2000 les emissions polluantes pour les nouveaux modèles de voitures : de 20 %

à 40 % pour l'oxyde d'azote et les hydrocarbures, de 30 % à 40 % pour le monoxyde de carbone et de 35 % pour les particules émises par les moteurs Diesel. A l'horizon 2005, il est prévu une étape supplémentaire qui porterait la réduction de la pollution automobile entre 50 % et 70 % par rapport aux niveaux actuels.

En réalité, les discussions ministérielles ont surtout porté sur la propreté des carburants. L'essence plombée devra être retirée du marché en 2000 mais des dérogations seront possibles jusqu'à 2005 pour les Etats membres (Grèce, Portugal, Espagne, Italie) dont le parc automobile est ancien. Et peut-être même en France, où la vente de carburant contenant du plomb représente encore aujourd'hui 42 % de la consommation totale d'essence seion les estimations des experts français.

Mais ce sont les discussions sur la teneur en soufre qui ont conduit les ministres à prolonger leur réunion tard dans la nuit. La présidence néerlandaise proposait de limiter cette substance polluante à 100 milligrammes par kilogramme (mg/kg) alors que l'Allemagne, l'Autriche et les pays nordiques souhaitaient une norme réduite de moitié. A l'inverse, les pays du sud de l'Union ont refusé tout net le projet de La Haye, leur pétrole importé contenant une forte proportion de soufre. Ce qui est aussi le cas des achats français, mais Paris était disposé à accepter une solution moyenne (entre 100 et 150 mg/ kg). Finalement, le compromis a été arrêté à 150 mg/kg en l'an 2000 (300 mg/kg aujourd'hui) avec la possibilité d'une période dérogatoire de trois ans après cette date pour les industries de raffinage qui n'auraient pas la possibilité de s'adapter aussi rapidement. La valeur limite a été fixée à 50 mg/kg pour 2005, tout comme pour le gazole. Le carburant pour moteur Diesel comportera néanmoins une forte teneur en soufre entre 2000 et 2005: 350 mg/kg contre 500 mg/kg actuellement.

Le texte des Ouinze risque de soulever des difficultés, notamment sur ce derniet point, du côté de l'Assemblée de Strasbourg, qui appelle de ses vœux l'utilisation d'un gazole « propre»: 100 mg/kg en 2000 et 30 mg/kg cinq pins tard. Le coût supplémentaire de l'ensemble des mesures prévues par les Quinze sera minime pour le consommateur (de 2 à 3 centimes par litre). En revanche, les raffineurs européens devront investir 5 milliards de francs par an pendant quinze années selon les estimations de la Commission. Comme le souhaitait l'Allemagne, les acheteurs de véhicules relevant de la future génération de « voitures propres » pourront bénéficier d'incitations fiscales si leur acquisition s'effectue avant les deux dates-butoirs.

Marcel Scotto

Moulinex affiche symboliquement ses premiers bénéfices depuis cinq ans par la baisse des frais de personnel, plan. Au total, 1468 licenciements

LA PRÉSENTATION, mercredi 18 juin, par Moulinex, de résultats positifs pour la première fois depuis cinq ans a davantage convaincu la Bourse que les salariés de l'entreprise. Un an, jour pour jour, après l'annonce brutale d'un plan de restructuration sans précédent pour le leader français du petit électroménager, le président du directoire, Pietre Blayau, a annoncé 29 millions de francs de bénéfice net pour l'exercice 1996-1997, clos le 31 mars, contre une perte de 702 millions un an auparavant. Le résultat d'exploitation est passé de 54 à 160 millions, alors que le chiffre d'affaires a stagné, à 7,69 milliards de francs.

L'action Moulinex a aussitôt réagi favorablement jeudi 19 juin, terminant la journée en tête des hausses à la Bourse de Paris, à 4,2 %, portant à 32 % la hausse depuis le début de l'année. En revanche, dans les usines, l'annonce du retour aux bénéfices n'a pas forcément en l'effet escompté par le PDG. « Après avoir plombé les camptes à coups de provisions, 600 millions de francs, pour justifier la mise en œuvre de son plan de restructuration, Pierre Blayau se vante d'un résultat bénéficiaire [obtenu]

des exonérations de charges, une pression sans précédent sur les soustraitants et grâce à une conjoncture favorable de raffermissement des monnaies et de baisse des taux d'intèret », a dénoncé, jeudi, Thierry Le Paon, délégué syndical central CGT, seul syndicat qui n'a pas signé l'accord d'accompagnement du plan

« PACTE SOCIAL »

« Il n'y a pas de quoi pavoiser, reconnaît M. Blayau à propos des résultats. C'est une toute petite étape vers l'objectif de 7 % à 8 % de résultat d'exploitation que nous naus sommes fixé pour l'exercice 1998-1999. Mais le fait que le résultat net soit redevenu positif est un élément nsvchologique important. » Le vrai bilan, selon le PDG, est à chercher ailleurs que dans les chiffres. Il est dans le « pacte social » que le PDG estime être en train de recréer, mai-

gré le traumatisme créé en 1996. Depuis l'annonce de la suppression de 2600 postes sur 11 000 (dont 2 100 en France), et de la fermeture de deux usines, à Argentan (Orne) et à Mamers (Sarthe), les partenaires sociaux ont travaillé

secs ont pu être évités grâce à l'application de la loi Robien, permettant de faire passer la durée hebdomadaire de travail de 39 à 33 heures, et à des préretraites à cinquante-six ans. M. Blayau a réussi à obtenir des syndicats une certaine flexibilité, mot auquel, prudemment, il présère celui de « réactivité ». Les salariés pourront travailler jusqu'à dix heures par jour et quarante-six heures par semame en période de pointe. Des primes de déménagement favoriseront la mobilité des salariés. « On a fait le pari qu'on pouvait mener à bien une restructuration sans que la réduction des effectifs soit la seule solution », se félicite le PDG. De là à faire passer Moulinex du statut d'épouvantail à celui de modèle social, il y a un pas qu'il se garde bien de franchir. Le 11 juillet aura lieu la fermeture définitive des usines d'Argentan et de Mamers. « Il y qura sans doute une très forte émotion. que je comprends. Mais nos efforts de reindustrialisation ne s'arrêteront pas le 11 juillet », promet M. Blayan.

Le PDG martèle son souci de « conforter le pacte social » : Moulinez va doubler ses dépenses de ford'arrache-pied pour améliorer ce mation pour les porter à 2.5 % de la

masse salariale dès cette année, et négocier un accord d'intéressement des salariés. Pas plus que le plan social, le bouleversement de l'organisation de l'entreprise - achats, production, logistique -, n'a encore produit tous ses effets. Le chiffre d'affaires n'a toujours pas recommencé à augmenter, et la part générée par les nouveaux produits n'y est que de 24 %, ce qui est notablement insuffisant dans un marché d'offre comme l'électroménager. La firme doit par ailleurs accélérer le développement de ses ventes hors d'Europe, qui représentent seulement 28 % du chiffre d'affaires. Bref, Moulinex n'est pas

encore tiré d'affaire. S'il voit dans le plan annoncé récemment par Electrokux la preuve que les difficultés sont inhérentes au secteur, M. Blayan tient un discours volontariste : « Le marché européen est en chute? Je n'y attache pas une grosse importance. Le problème n'est pas de s'obséder sur le marché, mais sur notre offre. » Facon de dire que, plus que les mesures industrielles ou sociales, ce sout les consommateurs qui décideront, in fine, du sort de Moulinez-

Pascal Galinier



La Bourse de New York a atteint un sommet historique jeudi en cours de séance

Le Dow Jones a gagné plus de 20 % depuis le début de l'année

Après une pause au cours des trois premières séances de la semaine, Wall Street est reparti de but de l'année. En dépit des pronostics pessil'avant jeudi 19 juin. L'indice Standard and

à 7 777 points, Le Dow Jones avait

franchi pour la première fois le

seuil des 7 000 points le 13 février

et celui des 6 000, il y a buit mois,

Le sens commun, illustré par

l'inusable proverbe boursier «les

arbres ne montent pas jusqu'an

ciel », suggère qu'une telle empho-

rie boursière, presque ininterrom-

pue depuis sept ans, va finir par at-

teindre ses limites. « Au début des

années 90, le choc lié à l'effondre-

ment du communisme et ou déve-

loppement des nouvelles technolo-

gies o augmente dans des

proportions considérables les possi-

bilités de développement et de pro-

tits des entreprises, notomment

oméricoines », explique Eric Bar-thalon responsable des études

économiques de la banque Paribas.

« Wall Street a pris en compte la

naissance de ce nouveau monde,

mais on peut se demander si sept

ans plus tard, ce n'est pas allé trop

le 14 octobre 1996.

EUPHORIE BOURSIÈRE

wer du dynamisme

門裏は誤者 対し さかしゅり

Contraction of the second

THE THE THE

SE TOMBER HAN J. C.

the way

· 通常量率 · 查

Sandia Asian

E. Wheeline

a. the sec stor

· "……" 我把选择了

adapted in the

By Straigher

A

the state of a second -

PROPERTY NAME OF THE PARTY OF T

F.

HAME IT THE COLUMN and the second second argani i dagan da argani pila - property pilot of a second age species and the second Adams - A

A Marie Wall Comment

The series - 8 th days gagaga indigense samme.

والأرجية مقاروها

 $g_{\alpha}(x, X, x)$

angga ga ini da ini da ini da

-7.64 Th

and the same of th

- 10 m The Address of the second 100 $(p_1, \pi_1, \pi_2, \pi_3)$

envolée ininterrompue depuis sept ans et bénémistes et récurrents de bon nombre de spécia- ficie toujours de l'engouement des épargnants.

AU COURS des dix dernières selain. » Pourtant, les pronostics pesmaines, l'indice 5tandard and simistes et récurrents de la grande Poor's 500 (5P 500) de la Bourse de majorité des analystes n'y font New York - qui regroupe 500 varien. La Bourse de New Ynrk, imleurs - a gagné 21 %, battant reperturbable, affiche encore et toucord sur record. Une seule fois au jours des performances à « couper cnurs de snn histoire, le SP 500 le souffle », pour reprendre le cumavait réalisé une telle performance. mentaire d'Alan Greenspan, le C'était... en 1929, quelques segouverneur de la Réserve fédérale, maines avant le krach. Des compadevant le 5énat américain le raisons qui nnt peu de sens, si ce 21 janvier. Avec 20.6 % de hausse n'est de souligner le rythme indepuis le 2 janvier, l'indice Dow croyable de progression de la plus Jones a déjà réalisé plus du double grande Bourse de la planète. Jeudi de la progression attendue en 19 juin, l'indice SP 500 a terminé la journée à un nouveau sommet historique, tandis que l'indice Dow Iones (30 valeurs) battait im record en séance à 7810 points avant de réduire ses gains en fin de journée

rapport cours-bénéfices, c'est-àdire le nombre d'années de profits que les investisseurs achètent sur la hase des prix actuels est sans précédent. Il ressort en moyenne à 21 fais les prévisions de résultats pour 1997. Corollaire: le rendement des actions procuré par le versement des dividendes atteint à peine 1,7%: son niveau le plus faible depuis le début du siècle. La capitalisation de l'ensemble des sociétés cotées à New York représente plus de 130 % du produit in-

printemps 1991, 22 trimestres de croissance ininterrompue. Dans le même temps, le chômage a été réduit de moitié revenant à muins de 5 % de la population active... et les entreprises américaines ne cessent de battre des records de profits.

Les experts, minoritaires, qui annoncaient au début de l'année et annoncent encore aujourd'hui une poursuite de la bausse estiment que les comparaisons avec le passé ne sont plus pertinentes. L'importance des nouvelles technologies dans l'économie américaine, la « mort » de l'inflation, et plus encore la révolution des fonds de pensinn ont totalement changé l'environnement économique.

La hausse est ainsi alimentée essentiellement depuis plusieurs années par les ménages américains. De 1991 à aujourd'hui, ils ont été, de loin, les principaux acheteurs d'actinns. Les performances de Wall Street ont fini par modifier la façon dont les Américains préparent leur retraite. Ils ont déserté les placements traditionnels comme l'immobilier pour investir en Bourse. Il faut dire que la hausse de 94 % du Dow Jones depuis 1994 a augmenté dans le même temps la richesse des ménages américains de quelque 3 300 milliards de dollars (19 000 milliards de francs)! Jamais depuis 1945 les épargnants des Etats-Unis n'avaient consacré une place aussi importante de leur épargne à l'achat d'actions, qu'ils financent de plus en plus à crédit. Un engouement qui fait la force de Wall Street, mais pourrait un jour faire sa faiblesse.

Eric Leser

LVMH renforce sa participation dans Grand Metropolitan

TOUJOURS RÉSOLU à contrer la fusion entre les groupes de bnisson Grand Metropolitan et Guinness, LVMH a renforcé sa participation dans Grand Metropolitan jeudi 19 juin la portant à 6,29 %. Au total, Le groupe de luxe français que préside Bernard Arnault a dépensé pres de 850 millions de livres (environ 8 milliards de francs) en quelques jnurs pour bâtir cette participatinn. Il souhaite ainsi faire pressinn et contraindre les actionnaires à modifier leur projet de fusion. Présent dans Grand Met, LVMH détient depuis longtemps 14,2 % de Guinness. M. Arnault cumbat également la fusinn sur le plan juridique en affirmant que cette npération l'autorise à racheter la part de Guinness (34 %) dans Moët Hennessy et prendre le controle de leurs filiales communes de distribution tout en conservant l'exclusivité sur les marques apportées par le britannique à ces suciétés. Guinness contestant cette interprétation, LVMH a demandé l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

■ NESTE : le ministère finlandals du commerce et de l'industrie a confirmé mercredi 18 juin étudier la fusion de deux groupes publics, le pétrober chimiste Neste et le deuxième électricien des pays nurdiques, Imatran Voima (IVO). « Les farces combinées leur permettront d'établir une position forte sur les morchés du gaz et de l'électricité en Europe du Nord et en Europe centrale », a Indiqué Neste.

■ IBERIA : la compagnie aérienne espagnole disposera d'un partenaire étranger « avant les vacances d'août », a affirmé le ministre de l'industrie, Jusep Piqué, mercredi 18 juin à l'agence locale Europa Press. British Airways serait l'un des candidats les mieux placés.

■ LIVRET A : le secrétaire d'Etat an logement, Louis Besson, a apporté son soutien au système du Livret A, en réaffirmant, le 18 juin à l'occasinn du congrès du mnuvement HLM à Lille, que ce mécanisme est « le socie du finoncement du logement sociol ». Philippe Lagayette, directeur général de la Caisse des dépôts, et Jean-Jacques Delaporte, membre du directoire des Calsses d'épargne, ont défendu une gestion plus souple du taux de ce placement par une autorité indépendante plutôt que par le gouvernement.

■ CMA-CGM : le tribunal de commerce de Marseille a débouté mercredi 18 juin la société libanaise Mistral Sal et son président Johnny Saade - coactionnaire de la CMA - qui avait demandé la nomination d'un administrateur judiciaire auprès de cette société maritime qui a repris en novembre 1996 la CGM.

■ ALCATEL-ALSTHOM: le groupe français a annoncé Jeudi 19 juin qu'il devrait dégager en 1997 un résultat d'exploitation « plus que doublé » par rapport aux 2,9 milliards de francs de 1996.

■ AKAI: les salariés de l'usine de magnétoscopes de Honfleur (Calvados) manifesteront lundi 23 juin et ont appelé, jeudi 19 juin, au boycott des produits du groupe Semi-Tech (Akai, Singer...), qui a cessé de fournir des pièces détachées. L'usine est en redressement judiciaire depuis janvier.

■ UNISYS : le président et directeur général du groupe informatique américain, James Unruh, a annoncé, jeudi 19 Juin, qu'il démissionnera de son poste de directeur général dès qu'un successeur aura été trouvé, et qu'il ne conservera son poste de président que jusqu'en

BRITISH AIRWAYS : la compagnie britannique a signé le 19 juin un accord de partage de codes avec la compagnie australienne Qantas Airways, renforçant un accord de collaboration déjà en place depuls 1995. A partir du 27 juin, les deux compagnies pourront vendre des places sur des avions de l'une ou l'autre compagnie.

Légère baisse à Tokyo

La Bourse de Tokyo a terminé en balsse, vendredi 20 juin. Les valeurs japonaises ont cédé 0,60 % à 20 385,54 points après un gain symbolique de 0,05 %, jeudi.

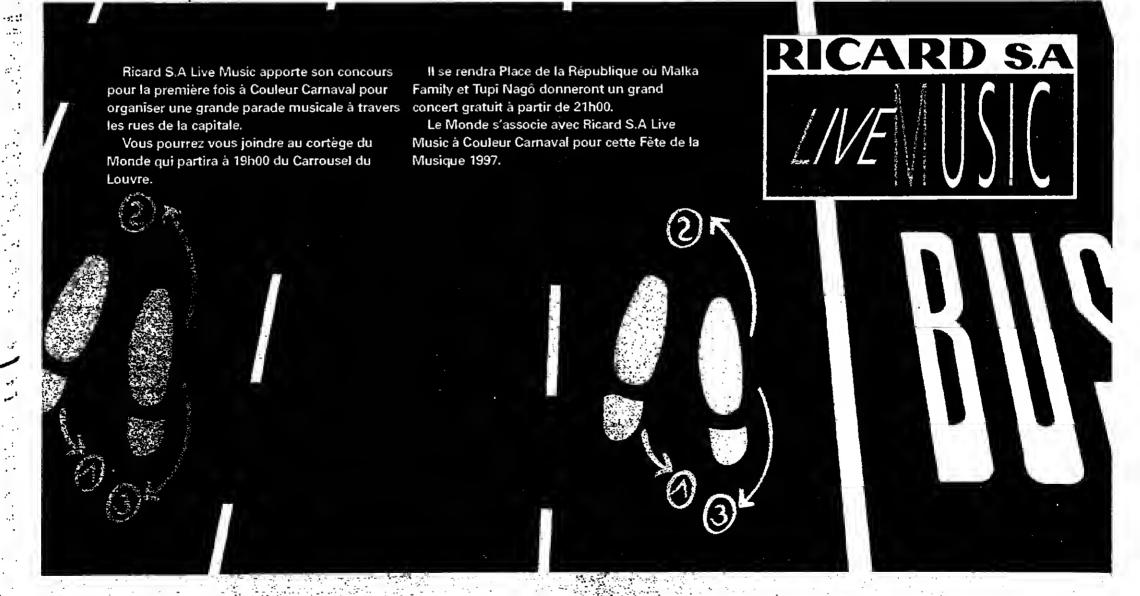
La veille, profitant de la bonne performance des valeurs du tabac, Wall Street a rebondi. L'indice Dow Jones a fini à 7 777,06 points en hausse de 58,35 points, soit un gain de 0,76 %. L'atmosphère a été active à la velle de l'expiration trimestrielle d'options sur des actions et des índices boursiers (journée des trois sorcières).

En Europe, la Bourse de Londres, qui avait commencé la séance en forte balsse, a terminé sur un léger repli grâce an rebond de la Bourse américaine. L'Indice Footsie a perdn 0,07 % à 4 653,7 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort est repartie à la hausse. l'indice DAX terminant la séance sur un gain de 0,51 %, à 3 749,27 points.

moyenne par les experts pour l'ensemble de l'année (5 % à 10 %). Une performance d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans la foulée d'une envolée de 26 % en 1996 et de 33 % en 1995. En tout, depuis décembre 1991, le Dow Jones a gagné 211 % et 862 % depuis 1982.

Sur des bases dites «objectives », les cours des actions semblent irréalistes, tant les niveaux de valorisation des sociétés cotées dépassent toutes les références connues dans le passé. Le

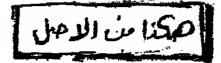
térieur brut américain, cela n'était jamais arrivé. Les critères financiers traditionnels aboutissent tous à la même conclusion : Wall Street est trop cher. Pourtant, le marché ne baisse pas. Les corrections de l'ordre de 10 % enregistrées en juillet 1996 et en avril de cette année ne durent jamais longtemps. « Wall Street tient parce que la croissonce est toujours plus farte qu'ottendu et l'inflation n'a pas encore donné de vrais signes de dérapage », souligne un analyste. L'économie des Etats-Unis a connu



LE 21 JUIN, DANSEZ TROIS HEURES SANS INTERRUPTION.

Couleun

Le Monde



24 / LE MONDE / SAMEDI 21 JUIN 1997 • ' FINANCES ET MARCHÉS	
MENSUEL VENDREDI 20 JUIN Liquidation : 23 juin Taux de report : 3,63 Cours relevés à 12 h 25 Cours relevés à 12 h 25 Taux de report : 3,63 Cours relevés à 12 h 25 Cours relevés à 12 h 25 Méscalastrop	19
COMPTANT Florida 111.31 FRANÇAISES precéd. cours France LARD 1006 Bloom 327 SARA ÉTRANÇAISES précéd.	indication oit oétaché; réduite ;
VALEURS Cours Derniers CA.Plate domain. 376 462 1004 Informatique 390 577 Sofibus + 365 365 précéd. cours CA.Plate & Vision 329,80 329,80 1004 Informatique 390 577 Sofibus + 365 365 Appligene Oncor + 46 576 Eridania-Béginn Cl. + 742	Demiers cours 26 195 195 196 140:20 Marsellle;
SICAV et FCP	PALSON TO THE PA
Natio Euro Object	

Le IV de France de

Le premier test-match de devant une équipe aux

premium que un 1991, Aut has comme recorder, see these dead market the same tations advertables the peter on the Continues the branch Marine The The sea consider the season of Apre 3 previous a April à prendie en defeit et pain de LANDS LANDE, SHE ME THE CHARLE AN ou des fines, present de mes and

Deux magnats norvégiens s'o le club anglais de football de Wi

CONTRACTOR SEC. 11. Angelia de la compania del compania del compania de la compania del water to the N The second of the same todowie was bud . Mar-

when him is again to Mily a

M. M.

Military of the

10000 1.00

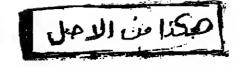
4044

Section 2

er the parts

et en fui diminant un mentent Male Avec l'acquidition de fromthe for her patrons a addinguiscaperent desprends Attitut. Maile irs medicues espone de tennier bruk is peripative sink anglais allerherat. A Deserve des. containes de jouveurs norregions. stelle chart la pareligionne de fincia-Ties a Fremier Leagues a Brund tounder europiaires (solutions at leanther a Manchester Tumos). Supermebre & Diserpool Berg & dischburgh, on compre des desines de lemes booksport de morbiedad our le bison des econbrief sugt & chiestein them suchie

> Rockte et Gieleten suspiene debeure plus de les millions de consenses manufalemen compani to millions de francs : pon-Wimblieden, eiterantener is a Course state o course Minuclio. Unit immediatelle state in the second of the course state of the second of the s Panbene ause de Londres suie could make 100 at 300 million of control of financial along the financial along the financial along the control of the first the control of t Plat iri ficie ain à voien voient : de france), when it presse d'Osio. eri tederenn un eringen perteur in bribitetratibe ich mielebitetiffe 3 Tampone.



AUJOURD'HUI

RUGBY L'équipe de France devait disputer, samedi 21 juin, à Sydney, le premier test-match de la tournée en Australie qu'elle a entamée le 5 juin. LES FRANCAIS, forts de leur grand

chelem dans le Tournoi des cinq nations 1997, ont déjà signe trois succès en terre wallable : contre Victoria (65-13), le 10 juin, contre Australian Capital Territory (31-22), le 13 juin, et

contre le Queensland (34-24), le 17 juin. ● PRIVÉ de son demi d'ouver-ture Alain Penaud, remplacé par David Aucagne, le XV de France profitera de l'occasion pour étalonner ses

progrès face à une équipe austra-lienne redoutable, certes, mais distancée dans le jeu par les Néo-Zélandais. • FRANCE 2 devait retrans-

à midi. • LE PROCHAIN TEST-MATCH se jouera, samedi 28 juin, à Brisbane, après que les Français auront affronté les Barbarians australiens, mardi

Le XV de France défie l'Australie pour en savoir plus sur son jeu

Le premier test-match de la tournée française devait se jouer samedi 21 juin au Sydney Football Stadium devant une équipe australienne qui n'illustre plus tout à fait les vertus du rugby de l'hémisphère Sud

SYDNEY de notre envoyé spécial Sur la plage de Manly, l'hiver austrai n'a pas entamé l'ardeur des surfeurs. Et c'est ici que tout Sydney surfe. Dès



l'aube, les plancbes font leur apparition, maigré la fraîcbeur de l'air et les embarras de la

Hommes et femmes, en combinaison, s'en vont défier la vague. Ce n'est qu'affaire de patience, de finesse dans l'art subtil de dompter les rouleaux. Ce talent est parfois porté jusqu'au plus haut point. Il monte droit sur la crête pour mieux s'épanouir dans le creux. Et les sur- trois victoires, contre le Victoria feurs ne sont pas égoïstes. lls alment donner des représentations, faire partager leur style, ne serait-ce que quelques secondes, le temps de pour dire que ce long préambule a la vague. Du haut du septième

étage de leur hôtel, les joueurs du XV de France ont vue sur la mer. Ils peuvent contempler à loisir les figures et les écarts de ces étranges danseurs de l'océan. Et se dire qu'eux aussi vont avoir à trouver la juste mesure, pour endiguer la vague des assauts australiens, samedi 21 juin, an Sydney Football

Car, cette fois, ça y est. L'équipe de France affronte l'Australie, premier test, premier match, véritable étalonnage des progrès et des manques d'un groupe qui s'enorgueillit d'un grand chelem dans le Tournoi des cinq nations. Tont le reste n'était qu'une mise en jambes, une sorte de répétition avec balles tirées à blanc sur les doublires des vedettes wallabies. Trois matches, (65-13), l'Australian Capital Territory (31-22) et le Queensland (34-24), on ne veut plus en parler. Sauf eu ses malheureux, son inévitable cortège de laissés pour compte, vic- même, le groupe s'est astreint à une avec éclat que le discours des times des traditionnelles plaies et minutieuse préparation. La tournée des bosses de tournée : de David Laperne, le pilier, blessé dès le premier entraînement et reparti pour la France, à Alain Penaud, le demi d'ouverture, contraint de renoncer au premier test en raison d'nne épaule défaillante, sans onblier Cbristopbe Lamaison, le troisquarts centre, lui aussi contraint à un repos provisoire. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, les entraineurs, ont donc composé « lo meilleure équipe du moment ».

En Australie, joueurs et entraîneurs tricolores songent déjà à la Coupe du monde 1999, aux chances de s'y distinguer. A Sydney, ils sont venus chercher la réponse à une seule question : le quinze de France a-t-il suffisamment progressé dans la voie du jeu, pour défier, sans craindre le ridicule du score et du spectacle, une grande natioo de l'bémisphère Sud? Pour préparer ce voyage à la découverte de soien Australie a commencé dans les Pyrénées-Orientales, lors du stage de Banyuls, à la fin du mois de mai. Dans la tranquillité d'une fin de saison des clubs, on s'est fait bûcheur, avec l'espoir de devenir au plus vite les bons élèves du jeu de mouvement et du rugby d'invention. Elle s'est poursuivie à Bucarest, par un exercice imposé face aux Roumains, dimanche 1º juin. Puis, s'est affinée dans l'aventure des premiers matches joués et gagnés sur Pile-continent.

SÉANCE DE RÉÉDUCATION

Samedi, on va donc savoir. Et débarrasser le rugby français de cette aura de mystère qui fascine les autres nations et énerve à la fois. Qui l'autorise à vaincre les quatre équipes britanniques, puis à céder devant l'Italie. La tâche n'a neo de facile. Les phases finales du championnat de France ont démontré

Inquiétudes australiennes

entraîneurs de l'équipe nationale s'arrêtait à la porte des clubs. Quand les uns prônent la priorité du jeu, les autres font la sourde oreille. Pour les joueurs, la difficulté n'est pas mince, qui les oblige à changer de rugby lorsqu'ils changent de maillot. Chaque passage dans l'équipe tricolore devient un cours de rattrapage, une séance de rééducation. En Australie, le choix du jeu est ancien. Les exigences de spectacle posées par le Super 12 n'ont fait que le renforcer. Avec Joe Roff, le trois-quarts aile, ou George Gregan, le demi de mělée, les Wallabies possèdent deux créateurs qui ne lésinent pas sur les risques.

Face à de tels adversaires, Pierre Villepreux se garde bien d'exiger la victoire. Il se sentirait satisfait, si l'équipe pouvait rivaliser avec les Australieos, montrer qu'elle marche définitivement dans le chemin du rugby moderne. Et jouer un

peu plus que lors des rencontres précédentes. Contre le Queensland le temps de jeu effectif s'est élevé à trente-six minutes, dont vingt-cinq en faveur des joueurs de la province de Brisbane. Pour excuser une éventuelle frilosité, le XV de France ne pourra pas se retrancher derrière les consignes des entraineurs. La seule incertitude, à quelques heures de la rencontre, concernait l'arbitrage. Dans l'hémisphére Sud, il privilégie systématiquement l'équipe qui attaque. A Sydney, la direction du jeu sera confiée à M. Clayton Thomas, un Gallois, plus habitué aux normes en vigueur dans l'hémisphère Nord, Abdelatif Benazzi, le capitaine tricolore, y verra sans doute présage favorable. En 1990, il était déjà de la tournée. Simple soldat, il n'avait fait qu'une courte apparition en test-match. A la treiziéme minute, l'arbitre l'avalt

Pascal Ceaux

Les équipes

AUSTRALIE: 18. Lackbam (ACT); 14. Tune (Queensland), 13. Little (Queensland), 12. Howard (ACT), 11, Roff (ACT): 10, Horao (Queensland), 9. Gregan (ACT) ; 7. Wilson (Queensland), 8. Manu (Nouvelle-Galles-du-Snd), 6. Robinson (ACT); S. Eales (Queensland), cap., 4. Giffin (ACT); 3. Phil McKenzie (ACT), 2. Caputo (ACT), 1. Harry (Nouvelle-Galles-du-Sud).

FRANCE: 1S. Sadourny (Coloniers), 14. Bernat-Salles (Paul. 13. Dourthe (Dax), 12. Castaignède (Toulouse), 11. Venditti (Brive) ; 10. Aucagne (Pau), 9. Carbonneau (Brive); 7. Magne (Dax), 8. Pelous (Dax), 6. Benazzi (Agen), cap.; 5. Brouzet (Bègles-Bordeaux), 4. Merle (Montferrand); 3. Tournaire (Narbonne), 2. Dal Maso (Agen); 1. Califano (Toulouse).

SYDNEY de notre envoyé spéciol

Jason Little redoute les petits secrets du rugby français. Le trois-quart centre australien a beau avoir vécu depuis 1989 une longue histoire de confrontations et de chocs en tout genre avec les Bleus, cela ne suffit pas à le rassurer. Il en oublierait presque qu'en 1991, lui fut champion du monde, un titre dont aucun de ses redoutables adversaires du jour ne peut se prévaloir. II. s'épanche longuement dans les colonnes du Sydney Marning, Herald. La confession n'épargne rien au lecteur. Sur ses doutes, sa peur des facéties françaises, sur ce jeu au caractère trop souvent imprévisible, apte à prendre en défaut le plus rigoureux des « Aussies ».

Jason Little, qui dit tout savoir des Blacks ou des Boks, prétend ne rien connaître des

Bleus. Du coup, il s'emporte contre les bookmakers. Ils ont, à ses yeux, misé un peu trop vite sur une victoire australienne, samedi 21 juin au Sydney Football Stadium. Comme si un grand chelem dans le Tournoi des cinq nations n'était rien. Lui préfère entonner le vieil air des équipes en danger de démobilisation: « Nous ne sommes pas fovoris, nous ne sommes que de modestes outsiders. » Pour une fois, il ne s'agit pas seulement d'une for-

Les Wallabies ne sont plus aussi sûrs d'eux-mêmes. Leur style est moins tranchant. Il hésite à s'affirmer pendant toute la durée d'un match. L'an dernier, ils ont subi, comme les Sud-Africains, les rudes effets de la supériorité des All Blacks de Nouvelle-Zélande, larges vainqueurs des Tri-séries, la compétition qui oppose les trois nations de l'hémisphère Sud. Cette saison, l'étonnant

parcours de l'ACT (Australian Capital Territory), formation de bric et de broc, finaliste malheureux du Super 12, les a à peine conso-

En Australie, les dirigeants du rugby ont instauré une implacable logique. L'équipe nationale se doit de remporter 70 % des rencontres auxquelles elle participe. Faute de répondre à ces terribles critères de convergence vers le succès, Greg Smith, l'entraîur, sera remercié. Aucun écart n'est toléré Avant même le coup d'envoi d'Australie-France, la tempête s'est abattue sur le malheureux. Problèmes de joueurs, querelle de mots, ses choix sont contestés.

David Knox, le demi d'ouverture de l'ACT, fâché de ne pas être retenu, a pris l'avion pour l'Afrique du Sud. Il passera quatre mois loin du pays. Il a choisi de défendre les couleurs du Natal pendant la coupe des provinces sud-africaines, la Currie Cup. Le joueur ne manque pas d'arguments pour se plaindre. Désigné comme l'un des meilleurs demis d'ouverture du Super 12, il se voit préféré Tim Horan, un ancien trois-quart centre devenu arrière, pour jouer le test-match contre les Français. Son absence pourralt priver les Australiens d'un vrai patron du jeu, capable de déborder la défense française.

Telle qu'elle se présentera sur la pelouse Sydney Football Stadium, Péquipe d'Australle reste un adversalre redoutable. Momentanément distancé par la Nouvelle-Zélande, elle semble posséder encore un peu d'avance sur les nations européennes. Cet hiver, elle s'est largement imposée devant l'Iriande et le pays de Galles. Même Jason Little est obligé d'en convenir.

P. Ce.

Deux magnats norvégiens s'offrent le club anglais de football de Wimbledon

STOCKHDLM

correspondance On les appelle des jappe, des vuppies en norvégien. Kiell Inge Roekke et Bjoern Rune Gjelsten symbolisent cette nouvelle génération de riches hommes d'affaires apparus avec le boom pétrolier qui transforme le royaume scandinave depuis une bonne dizaine d'années. Jet personnel, hors-bord de plus de 2 000 cv, luxueux chalet au pied des pistes de ski des jeux olympiques de Lillebammer (1994): ces golden boys n'hésitent pas à exhiber leurs fortunes, dans un pays profondément égalitaire où il est de tradition, pour ceux qui ont le mieux réussi en affaires, de ne pas le crier sur tous les toits.

Non content de contrôler l'une des plus grosses entreprises privées du royaume, Aker RGI (ingénierie, exploitation pétrolière, BTP, pêche), le dno vient de s'offrir Wunbledon, club de premiére division anglaise de football, qui a terminé à la buitième place du championnat et dans les rangs duquel évolue le tristement célèbre Vinny Jones, connu pour avoir divulgué sur une cassette vidéo les recettes de son football

très physique. Ce rachat est un rève de fous du sport - même si le jeu du club londonien ne brille pas par son élegance - mais c'est aussi un investissement calculé. Les deux compères possèdent déjà l'équipe de Molde, qui évolue dans le championnat norvégien en cours de professionnalisation.

C'est près de cette ville qu'ils se sont connus enfants, Bjoern avalt dix ans, Kjell buit. Trois décennies plus tard, après avoir bâti leur fortune aux Amériques, ils ont vouiu témoigner de leur reconnaissance a Molde en injectant de l'argent frais dans son équipe de football et en lui donnant un nouveau stade. Avec l'acquisition de Wimbledon, les patrons scandinaves espèrent désormais attirer à Molde les meilleurs espoirs du royaume, que la perspective d'un transfert assuré vers le club anglais allècberait. A l'inverse, des centaines de joueurs norvégiens rèvent d'une carrière professionnelle dans la prestigieuse et lucrative « Premier League » britannique. Mais pour quelques réussites exemplaires (Solskjaer et Jobnsen à Manchester United, Bjoernebye à Liverpool, Berg à Blackburn), nn compte des dizaines de ieunes Nordiques se morfondant sur le banc des remplaçants d'obscurs clubs anglais ou écossais.

UN CRÉNEAU PORTEUR Roekke et Gjelsten auraient

déboursé plus de 300 millions de couronnes norvégiennes (environ 240 millions de francs) pour l'achat de 80 % des actions de Wimbledon, surnommé le « Crazy gang » outre-Manche. Une bonne affaire, selon les experts. Rien que les joueurs de l'équipe de cette banlieue aisée de Londres sont évalués entre 3SO et 500 millions de couronnes (entre 280 et 400 millions de francs), alors que les droits de télévision du club pour les trois ans à venir valent près de 400 millions (320 millions de francs), seion la presse d'Oslo. En outre, le football britannique est redevenu un créneau porteur ces dernières années, attirant publicitaires et mercenaires à

Pour que l'investissement s'avère réellement rentable, le club londonien devra atteindre les cinq ou six premiéres places du championnat, synonymes de qualification pour les différentes

coupes d'Europe. Rompus aux méthodes de gestion à la Bernard Tapie - rachats d'entreprises en difficulté, restructurations rapides et ventes juteuses des unités les plus rentables-, les Norvégiens auront-ils la patience d'attendre les résultats? Ils semblent a priori désireux de s'implanter à longue échéance en terre anglaise.

C'est Kjell Inge Roekke, quarante ans et le look très british, qui aura le plus souvent l'œif sur ses nouveaux protégés, étant domicilié à Londres pour raisons fiscales (ses avoirs personnels sont estimés an bas mot à trois milliards de couronnes, soit 2,4 milliards de francs). L'an dernier, lui et son camarade d'enfance avaient déjà tenté de prendre pied dans le champlonnat anglais en jetant leur dévolu sur Leeds United. Pas complètement en vain, puisque ayant eu vent des velléités des ricbes Scandinaves, cinq clubs s'étaient manifestés auprès d'eux. Leur choix s'est finalement porté sur une équipe où n'évolue actuellement aucun des « légionnaires »

norvégiens. La nouvelle a fait sensation dans le royaume, où l'on vibre aux exploits des enfants du pays dans les championnats étrangers. Les paris sur les matches britanniques remportent un grand succès tous les week-ends. Il n'v eut guére qu'un petit parti d'extrême gauche, l'Alliance électorale rouge, pour dénoncer le « coup » des deux hommes d'affaires réalisé alors que des retraités ou des malades ne profitent pas de la manne pétrolière : « C'est une honte paur la Narvege que quelqu'un comme Roekke puisse avoir outont d'orgent et le dépenser de facon oussi absurde. »

Les athlètes monégasques affrontent l'élite aux Jeux méditerranéens

de notre envoyé spéciol Devant, loin devant, Patricia Girard-Leno et Brigita Bukovec se disputent avec ardeur la victoire dans le 100 m haies des Jeux méditerranéens de Bari (Italie), dans un duel d'un niveau rarement atteint dans cette compétition qui souffre d'une double disparité : disparité entre le niveau des différentes disciplines, disparité entre grandes et petites nations sportives du bassin

méditerranéen. La Française, médaillée de bronze aux Jeux olympiques d'Atlanta (1996), l'emporte finalement en 12 s 90, devançant d'un souffle la Slovène (13 s 01), qui la précédait d'un rang sur la piste américaine. Deux secondes derrière les deux filles, autant dire un monde, Virginie Gollino remporte son duel à elle: en 15 s 30, elle laisse la buitlème et dernière place de cette finale à la concurrente albanaise Anila Meta.

Pour cette jeune Monégasque de vingt-deux ans, les Jeux méditerranéens s'achévent comme ils avaient commencé: dans l'émerveillement. Lors de la cérémonie d'ouverture, vendredi 13 juin, elle avait défilé en tête de la délégation monégasque (quatorze athlétes et quatre officiels), revêtue du costurne traditionnel des habitantes de la Principauté, la Paladienne.

Mardi 17 juin, elle prenait le départ d'une finale de 100 m haies aux côtés de deux médaillées olympiques. De quol intimider cette étudiante de l'université de Nice, en année de licence en administration économique et sociale. qui paie ses études en travaillant à mi-temps comme surveillante dans un cullège monégasque.

« Je pense qu'elle a été impressionnée par la perspective de courir Benoît Peltier aux côtés de deux grandes cham-

piannes, confirme Stéphane Reggiani, chef de l'équipe monégasque et secrétaire administratif de la Fédération monégasque d'athlétisme, qui, à Bari, fait office de mentor auprès de Virginie Gollino. C'étoit lo première grande compétition à loquelle elle participoit et elle n'o pas échappe au stress. Mois je suis plutât satisfait de sa caurse et l'espère que cette expé-

Motif de trac supplémentaire : ce mardi-là, le prince Albert de Monaco, par ailleurs membre du Comité international olympique (ClO), était venu rendre visite à sa petite délégation. Mais c'est de la tribune officielle du stade San Nicola qu'il a assisté à la course de sa sujette. Magnanime, la future altesse sérénissime s'est déclaré tout à fait satisfait de la prestation de Virginie Gollinn parfaitement fidèle à l'adage olympique: l'essentiel est de participer.

rience va la pousser à s'accrocher et

à s'entrainer encore plus. »

Tout comme Emmanuel Delorenzi, l'autre athlète monégasque engagé aux Jeux méditerranéens (la principauté de Monaco est également représentée en judo, golf, tir et sport-boules), elle est venue en Italie prendre part à la grande fête du sport méditerranéen et vivre une expérience certainement inoubliable. Emmanuel Delorenzi. dix-huit ans, étudiant en horticulture, n'a pas eu, lui, la chance de disputer une finale.

Eliminé en série du 800 m, il a tenté pendant un tour de piste de suivre le rythme des meilleurs. avant de renoncer, au bord de l'aspbyxie. Dans la Principauté, personne ne lui en tiendra ngueur. La section athlétisme de l'AS Monaco, à laquelle appartiennent les deux athlètes, est loin de disposer des mêmes movens que la sectioo professionnelle championne

de France de football. Virginie Gollino et Emmanuel Delorenzi bénéficient cependant d'une superbe structure d'entraînement : celle du stade Louis-II, qui accueille chaque été le meeting Herculis (16 août), evenementphare de la vie sportive monégasque, rendez-vous huppé du circuit international. Ce jour-13, nos deux héros seront probablement dans les tribunes. Ils regarderont évoluer sur « leur » piste ceux qu'ils ont côtoyes le temps d'une course, un certain mois de juin, en

Gilles Van Kote



Vinexpo, le Salon bordelais du vin, a vaincu les réticences

Crèè en 1981, le rendez-vous du public et des professionnels de la viticulture a su persuader les producteurs régionaux des bienfaits d'une vraie pratique commerciale, et les concurrents des avantages d'une confrontation loyale

La neuvième édition du Salon mondial consa-crè aux vins et aux spiritueux, Vinexpo, ferme ses portes vendredi 20 juin. Pendant viste, de l'industriel du vin au petit cinq jours, des milliers de visiteurs sont alles au parc des expositions de Bordeaux pour al-

BORDEAUX

de notre correspondant régional

bordelaise à la fin du siècle dernier,

la capitale de l'Aquitaine a peut-

etre mis au point avec Vinexpo un

bouillon de culture qui commence à

ètre vraiment apprécié dans le

monde entier. Car cette rencontre

bisannuelle n'est pas seulement

économique et commerciale. Toute

une fratemité des gens du vin et des

spiritueux et autres métiers de

bouche s'y retrouve. Affaire de

langue, de palais, de business ou de

passion, ils se comprennent éton-

namment et chacun peut y faire son

ne fut pas affaire facile. D'abord

parce que l'idée venait de la

chambre de commerce et que le

Conseil interprofessionnel des vins

de Bordeaux (CIVB) y voyait une in-

gérence de plus. Ensuite parce qu'il

ctait difficile de faire admettre aux

gens du cru qu'organiser chez eux

une confrontation mondiale était

Il faut bien comprendre qu'à Bor-

deaux, il était entendu une fois pour

toutes que l'on fabriquait le meil-

leur vin du monde, et que personne

ne l'ignorait. Un effort commercial

relevait de la faute de gout, c'était

un geste de gagne-petit. L'acte de

vendre paraissalt relever solt d'ha-

bitudes quasi ancestrales, soit de

motivations diverses entre amitié,

bonne humeur passagère et

condescendante, souvent une né-

cessité pressante que l'on n'avouait

jamais. Cette morgue a failli couter

très cher dans les années 70, sous le

coup des scandales, de la spécula-

tion et de la réorganisation du mar-

Il s'ensuivit une révolte profonde.

bien raisonnable.

Quand Vinexpo est né en 1981, ce

Après avoir inventé la bouillie

viticulteur, ils sont venus à la rencontre du monde du vin. Après quelques années

surtout dans le négoce, tandis que

la production se réorganisait

complètement en imposant la mise

en bouteille à la propriété et en

cherchant elle-même ses propres

L'école d'œnologie de l'université

de Bordeaux a su à ce moment ap-

porter des innovations importantes

et engager des réflexions qui conti-

nuent de mobiliser tout le monde,

Mais il manquait ce changement de

mentalité, l'abandon d'une convic-

tion selon laquelle il était écrit que,

de toute étemité, le bordeaux serait

le meilleur vin du monde. La nais-

sance de Vinexpo en 1981 a beau-

coup fait pour cette révolution

Les réticences furent aussi

grandes sur le plan national. Les

autres appellations ne voyaient pas

d'un bon cell ces Bordelais organi-

ser un Salon qui leur permettrait de

tirer les couvertures à eux et pou-

vait faire le jeu de la concurrence. A

l'époque, on pensait surtout à l'Es-

pagne et l'Italie. Enfin, chacun sait

qu'il n'est de bon bec que de Bercy.

sont levées. La manifestation est

devenue partie intégrante de la vie

bordelaise, et plus personne parmi

les visiteurs n'émet le moindre

doute. Tout au plus une petite in-

quiétude devant l'immensité de la

manifestation : « à peine o taille hu-

maine », reconnaît François Denis,

venu pour une journée de la cave

de Pouilly. « On appréhende toujours

un peu mais il faut bien reconnaitre

que l'on voit des gens de partout, de

fort loin et que l'on ne verrait jamais

Il suffit de se promener dans les

Aujourd'hui, toutes ces réticences

LE MEILLEUR, POUR L'ÉTERNITÉ ?

solutions commerciales.

noires, cette manifestation s'inscrit dans un contexte économique favorable pour les producteurs français. Une baisse de la production mondiale et une augmentation des exportations favorisent les grandes maisons de

l'Hexagone. Parmi elles, étaient représentés les châteaux des terres de Graves, ces vianobles où se préparent les grands crus. Des vins qui emportent également les mille beautes d'un paysage.

manifestations qui ont lieu habituellement au bord du lac de Bormaigré des invitations de plus en plus sélectives sur le plan profesdeaux. Pas de tapage, pas de clinquant, pas d'inaugurations. Pas de sionnel. Après avoir eu 45 000 visiluxe outrancier comme ce fut parteurs en 1995, les organisateurs de

Priorité à la dégustation. Chaque stand a son « confessionnal ». Huit ou dix pour les plus grands comme le Chili. Cela consiste en un plan suffisant pour deux verres, une bouteille, un petit espace pour le carnet de notes. Car l'on déguste partout, dans une atmosphère presque monacale, pour le moins silencieuse et recueillie. Rien à voir

fois le cas dans le passé. Au-

jourd'hui, le bon goût est presque

C'est dans cet univers étrange que les grands de la brasserie, de la distillerie et du vin reçoivent leurs bôtes de marque dans des « villages . ou des palais construits pour cinq jours, à côté de stands, comptoirs ou recoins qui voient passer d'autres invités chez les petits négociants, les syndicats ou les appellations. De l'habitué de la City au caviste, de l'industriel du vin au petit viticulteur, chacun y trouve son bonheur.

avec l'agitation des Salons habiion, est que l'opport essentiel n'est pas venu de nos voisins d'Espagne ou d'Itolie, mais des pays asiotiques. Ils étaient 700 en 1995. On en o enregistré plus de 900 dans les deux premiers jours. Et une nouvelle catégorie de visiteurs, avec beaucoup de petits distributeurs, comme des restaurateurs, acheteurs, cavistes. »

Les nouveaux venus viennent du lapon ou de Corée. Ces nouveaux clients ont été très remarqués sur le Salon. « Une nouvelle catégorie de gens très sérieux, qui goûtent de mieux en mieux », constate Jean-

Les gens viennent nombreux

Vinexpo avaient tablé sur un chiffre

de 50 000 pour 1997. Dès le soir du

deuxième jour, ils enregistraient un

taux de croissance de 25 % sur les

visites et de 35 % pour les étrangers.

Ces derniers dépassaient les 9000

dans les deux premiers jours, alors

qu'ils avaient atteint 8 500 en cinq

« Le plus stupéfiant, constate Ro-

bert Bénat, directeur général du Sa-

jours il y a deux ans.

VENUS D'ASIE

Visiteurs de plus en plus nombreux

En 1981, pour sa première édition, les 526 exposants de Vinexpo avalent accuellli 11 000 visiteurs. Ils étaient 23 000 en 1987, pour culminer à 55 000 en 1991. A la suite de cette édition, il fut décidé de resserrer les critères professionnels d'admission. Le plus difficile fut de faire admettre aux Bordelais que ce Salon n'était pas une affaire locale, car ils se l'étaient très vite approprié. Anjourd'hul, seize ans d'histoire ont fait un passage obligé de ce rendez-vous des opérateurs du secteur vin et spiritueux. Les invitations se vendent presque au marché noir. On va à Vinexpo comme au central de Roland-Garros, non pour s'y montrer - encore que l'on n'est pas mécontent de faire savoir à son voisin qu'on y est allé -, mais parte que c'est le lien

Yves Béchet, propriétaire de Château Fougas dans les Côtes de Bourg, installé sur un stand qui regroupe toutes les Côtes de Bordeaux. . Ils recherchent des vins, un gout, beaucoup plus qu'une appellation ou un cépage. Pour nous, c'est un encouragement. Chocun préfere un vin, un château, sa trouvaille. »

Jugement corroboré par Joe Dressner, importateur américain accompagné d'un caviste de New York, John Osborne. Ils viennent pour acheter les vins qu'ils aiment, « du vrai vin de vignerons qui travuillent leur vigne, vendangent à la main et ne mettent pas de produits chimiques ». Pour le premier, • les vraies découvertes ne sont pas à faire ici. Le Solon, il est bon pour les grands et les châtelains. Les autres, ils sont obligés de rester chez eux pour travailler leur vigne ». Ces deux-là font pourtant leur vendange dans les interminables allées du Salon au même bitre que les négociants, les acheteurs, ceux qui cherchent des vins de marque ou de cépage.

Il fallait le savoir-faire des Bordelais, grands experts en assemblage, pour réussir cet étonnant mélange, cette confrontation qui est tout autant un événement culturel qu'économique. Il faut vivre le Salon pour le comprendre et traverser la ville le soir. Elle exhale alors une joie de vivre et un parfum, elle bruit d'une étrange conversation que l'on ne connaît qu'à ce moment. Tous les restaurants sont gorgés de monde. On échange des bouteilles de table en table. Ici, le vin n'est pas confrontation. Il est rencontre. Bordeaux a su inviter le monde à sa table. Ce n'est pas si mal pour une ville que l'on disait frileuse et un

du Sud-Est

MÊME si la naissance de Vinexde Bordeaux s'en sentent tous peu

Il s'appellera V et S de Vinexpo, comprise entre 6 000 et 10 000 m2. les 36 000 m2 de Bordeaux.

maine du vin. L'objectif est ment jusqu'à Bordeaux. Mais il est pas encore structurée.

L'affaire n'a pu être officialisée

Les réticences des exposants furent beaucoup moins vives. Ils sont déjà plusieurs dizaines à avoir fait acte de candidature pour être présents à Hongkong du

Un Salon organisé en alternance pour l'Asie

po a posé problème, les babitants ou prou propriétaires. Au point de craindre plus que tout qu'on ne le leur vole. C'est ainsi que ses promoteurs ont décidé d'organiser tous les deux ans, en alternance avec le Salon bordelais, un Salon des vins et spiritueux.

et sera particulièrement destiné aux pays de l'Asie du Sud-Est. Il se tiendra pour la première fois à Hongkong sur une superficie Cela n'aura donc rien à voir avec Il s'agissait, pour le conseil

d'administration de Vinexpo, de tenir compte de l'évolution du marché asiatique, de plus en plus présent, y compris dans le dodouble; attirer un plus grand nombre d'opérateurs asiatiques sans qu'ils aient à faire le déplaceaussi de permettre aux exposants de mieux pénétrer ce nouveau marché, où la distribution n'est

TECH VOLOGIE

图500% 98

22 Pro 1

qu'au tout dernier moment, notamment à cause des réticences du Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux, qui craignalt dans cette initiative une nouvelle tentative de prise de contrôle du Salon. Certains responsables du conseil ont même été jusque chez Alain Juppé pour tirer la sonnette

AVIS DE RECHERCHE

Ces peluches peuvent être défectueuses. Veuillez les rapporter.



Nos exigences en madere de sécurité sont extremement strictes, mais cette fois notre systeme de

Sur certaines peluches, les yeux ont cte mal attaches. Si vous possedez une peluche GOSSE, MISSAN, POLARE, ALGKALV, KELA, un coussin de nuque, ours ou dauphin, nous vous demandons de nous les rapporter. Ceci n'est valable que pour les articles vendus apres le 1º janvier 1997.

Toutes ces peluches ne sont pas défectueuses, mais nous ne voulons vous faire courir aucun risque. Vous pouvez échanger ou vous faire rembourser vos peluches. Si vous ne présentez que le ticket de caisse, promettez nous de vous débarrasser du jouet afin qu'aucun enfant ne puisse l'adopter.

Nous espérons que les peluches defectueuses seront rapportées et nous nous engageons à redoubler de vigilance sur nos contrôles à l'avenir.



Pour toute question, n'hèsitez pas à nous contacter au Novert 0 800 223 224 9 magasins en France - Adresses et horaires d'ouverture : 3615 IKEA (1,29 F/mn)

Le terroir de Graves, haut lieu de l'art de vivre

LA DOUCEUR de l'air bordelais, la majesté d'un large fleuve qui s'écoule vers l'océan, ses grèves ou « graves » - propices à la culture de la vigne, le parfum des résines forestieres, offrent sans doute un ensemble paysager et naturel inéga-lable, semblable à celui des Buco-

Géographiquement, entre la rive gauche de la Garonne et la Gironde, le Bordelais comporte quatre grandes régions: l'Entre-deux-Mers, le Libournais viticole, le Blayais et le Graves. En termes de vin, entre foret et fleuve, C'est le Médoc; et puis, en amont du fleuve. l'appellation d'origine contrôlée (AOC) Graves, qui jouxte et englobe Cérons, Barsac et Sauter-

Sur une soixantaine de kilomètres, le paysage est divers, parse-mé, çà et là, de châteaux, souvent propriétés viticoles entourées de champs labourés, de pâturages, de friches et de croupes graveleuses. Entre Langon et Cadillac, c'est le domaine de la « pourriture noble ». Le paysage des Graves est bien spécifique. Il correspond à une bande graveleuse étroite, qui court depuis la peripherie de Bordeaux iusqu'à Langon, et que borde très étroitement la forêt landaise.

Grèves ou Graves, seule appellation, en France, à porter le nom du sol qui la constitue. Ce sont sables, graviers, arglies et limons. Ils for-ment une bande large de 3 à 15 kilomètres, et portent, au nord de Bordeaux, les médocs, et plus bas, au sud, les graves, dont ils ont pris le nom. C'est le soi fécond de la vigne.

Les communes de Pessac, Taience, Léognan offrent le hautbrion, le pape clément, le missionhaut-brion, le carbonnieux, le fieuzal, domaine de Chevalier, entre autres merveilles. Pessac-Léognan, une nouvelle AOC, est venu récemment rappeler la spécificité des vins de cette partie des Graves. Les vins classés en Sauternais, sur le même sol, donnent des vins blancs liquoreux, dont l'illustre châteaud'yquem.

Le vignoble des Graves commence juste à la limite de la ville, à la barrière de Pessac. Là, à cheval sur la commune de Talence, s'épanouissent trois crus prestigieux. Plus loin, c'est Léognan et les grands crus classés: carbonnieux, chevalier, fieuzal, haut-bailly, malartic-lagravière, château-ofivier.

La Brède s'impose, plus loin encore, pour le souvenir de Montesquieu, qui négociait son vin aux Anglais. Des vins modernes, rouges souples et fruitès, peu tanniques, des blancs secs et nerveux, ont fait leur apparition dans les communes de Portets et Landiras. Le territoire des Graves a montré son aptitude à produire des rouges et des blancs de qualité, comme à Château Chicane et Château Gaillat, près de Langon.

L'encépagement des Graves est equilibré, composé de cabernetsauvignon et de merlot en part égale pour les rouges, et de sémillon pour les blancs, ce qui leur assure une grande longévité. Le domaine des graves rouges s'arrête à Podensac, avec sa Maison des Graves (syndicat viticole). Ensuite, le long du fleuve, Cérons et Barsac sont la patrie des vins blancs liquoreux.

Puis Sauternes, avec le célèbre château-d'yquem, classé « premier cru supérieur » en 1855, le seul aux côtés des grands crus du Médoc. Partout ailleurs, Botrytis cinerea est. un champignon gris, ennemi de la vigne. Ici, dans des conditions climatiques particulières - la douce humidité des brumes matinales alternant avec des après-midi ensoleillés -, il bonifie la grappe attaquée, augmente sa teneur en sucre, et provoque l'apparition d'enzymes nouvelles. C'est la « pourriture noble », si particulière à ce territoire « dévolu à un genre de phénix » (Mi-

Jaune d'or, la « pourriture noble » se développe bientôt sur les grappes qui ont déjà atteint un degré avancé de surmaturité. Botrytis cinerea s'attaque d'abord à l'intérieur puis à la peau du grain de raisin qui prend une couleur brun violet ; la pellicule disparait: c'est le « pourri plein ». Le second stade est atteint lorsque le grain est ridé; on dit qu'il est «rôti ». La richesse en sucre croît jusqu'à 18 ou 20, l'acidité diminue, et déjà s'élabore la complexité aromatique, le souvenir de fleurs ou de fruits murs.

La vendange est un processus lent et delicat et dure souvent jusqu'à la fin de novembre. Un automne pluvieux, un hiver précoce, peuvent compromettre la récolte. A Sauternes, il y a des années « avec », et des années sans grands blancs liquoreux. Depuis un siècle, Yquem a produit quatre-vingt-treize cuvées, en éliminant sept, jugées impar-

Encadré par Haut-Brion et Yquem, le terroir des Graves est pluriel. Issus d'un pays de palombes, de pins et de chaleur, les vins de Graves portent les mille beautés d'un paysage ouvragé et de l'art consomme du vigneron. Parler de ces vins, c'est désigner un art de vivre, qui inclut la jouissance et le manque, la fleur et le « gras » d'un grand sauternes; art perfectible comme le vin qui marque par touches, vives et puissantes, puis éteintes, le souvenir du parfum d'une rose qui fleurit au pied de

Jean-Claude Ribaut

francesco smalto PARIS

VENTE EN LIQUIDATION avant TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

du 19 au 25 juin 97 de 10h à 19h

prêt-à-porte - sportswear - maille - accessoires - chaussures exclusivement à la boutique 44, rue François 1er (8e) aut. pref. nº 97356 du 4 juin 97

L'été commence fraichement

to the Course of Fig. 18 Statement continued historian building THE PERSON NAMED IN A STATE OF THE PROPERTY OF THE PART OF THE ASSESSMENT OF THE PARTY. Constitute and the Breefe M.

Limmerin, direction: Children Piper - La Market Fastance en en alle. Les planes periores proper The second of the second second 11 200 11 1 在物子管理 经管理管理 ST CONTROL BUILDING BUILDING 1、四种人心理。 下的格勒门里接触

THE HEAD IN MORNING THE was a hiperial of Ares a series TO SERVER MARKET OF COMM . The Market of Elektrical Ball Add and the state of the same of the same A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY. 一 かってい ことの方がの発力を変しているになる in these paint it has the Laboration and

	~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~	and company and a significant	-	
103% T#		विकासिक है है इस विकासिक के सम्बद्ध	400	
an meridian di		3 L 4 K		7.46
10 Jan 19	ı.	Parellers.	*** ** **	£
				-
		4 1 -455471	37 JE 17	-
	4.	10 m		14
	1	2.5	≎o∵ ≂	- MAK -
	, , ,		V. 1	40.0
		PRI LEATE ANALYS	Charles 1	100
		3 1 4 4	100	* *
•		5 m . 4 7 1 4 4		
	16,	And the state of	44 5 7	-
	2	Salakini.		***
		The same of the	- 14 m	A Mari
		C. T. St.	1,447.14g	2.3
SCI meter	-	1	76 Jan 1	* ***
		20 10 20	1.24	727
	Page 142 (1)	T Think Tit	432	****
	4	- 4d	100	3.57
		1	7. E	. 67
	· STABLE PARTY.			1

### Balade virtuelle dan

the company of the second The said the Chargest .

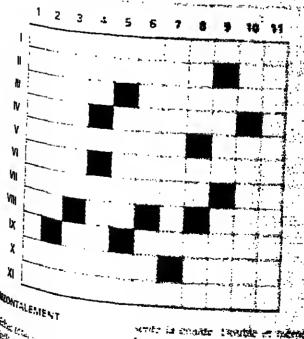
and their rates while the seek her. " The state of the with it will the on from distinguis. where the street is the and it is while . . . . addition the behalf a world with the honorage. entime i modifica de los passacios, esc. 

in althought connects his ago.

The part of the time advantages a contract of wer for the working are the contract the contract and the first than the town all the second will be a second to the the the second constant they be the second the ministrate to reference and the state of the an intelligion or head to the the properties of sections and larger Hadden out are a statements to high the best free manager regulafacts a capital that proprieting and there, the selection on the state from the and the topic of farmings Complete Miles Proceedings of the is modele strike spring.

> 100 (中於400 manus) 自然解释 200 tions of creation pole distribute Title Gallen - ten problemen et me termatage the differenter present enter eine, was erfelnanten und favore grabisel on come Ex-

Control of the second



uner is constructed that is noticed. to a vir description of the three to the क्षीमा अधिकार १४ मध्यासम् । के **वेटक** tend receive des parprines Parine Transaction Al-Comment 和人名· क्षांच्यां, क्षण क्षणां । अध्य के क्षणिक

VERTICALEMENT

Life mouse three positions delays, or The Land Continue Dance . tour Williams on his fire

and is mander of a plan change trus chiadenia dank preside a a sandy . . . Spring paper.

### L'été commence fraîchement

LE TEMPS ne s'améliore pas pour cette fin de semaine. Samedi la profonde dépression centrée sur le nord de l'Angleterre envoie de nombreuses masses nuageuses et pluvieuses. Les températures de l'aprés-midi seront en déficit de 2 à 4 degrés par rapport aux normales.

A COLUMN TO THE TANK OF THE PARTY OF

grippe besterne

7 - WW. . . .

. . . . .

1.00

نيته لحج

y - - -

-- 3=-

. . .

A. .... 5 b <u>~∸</u> -- -

Salariy Stem.

A STATE OF THE STATE OF

V. V.

Service Control

Jagar.

新原理(1994年) 11

3

家 豪

Same S

· ---

6-1-6-5

2.2

general Action

100 mg

. . - . .

Company of S

200

 $(a_{n})^{-\frac{1}{2}} e^{2\lambda_{n}} a_{n}$ 

1000 47 30

**

 $g_{2}g_{2}=g_{1}^{2}(f_{2}+1)\circ f_{2}$ 

e de la company

, ...

1.0

; -- ·--·

Telescond

 $(a_{i}, b_{i}) \in \mathcal{A}_{i} \times \mathcal{A}_{i} \times \mathcal{A}_{i}$ 

 $p_{ij} = p_{ij} = p_{ij}$ 

) - vii

i 👱 🖂 🗝

garage of the M

Sec. 25

5 1 1 W

पुन-प्रक्रिक्क स्थापन । विकास

. .

Section 1

The second

12.72

Bretagne, Pays-de-Lnire, Basse-Normandie. – Des averses se déclencheront dès l'aube sur les côtes de la Manche. Elles se généraliseront à l'ensemble des régions. Des bourrasques de vent, jusqu'à 80 km/h et quelques coups de tonnerre seront également au programme. Il fera 16 à 18 degrés.

Nnrd-Picardie, Ile-de-France, Centre, Hante-Normandie, Ardennes. - Un régime d'averses prévaudra. Les nuages seront poussés par un vent de sud-ouest soutenu. Il fera de 16 à 18 degrés.

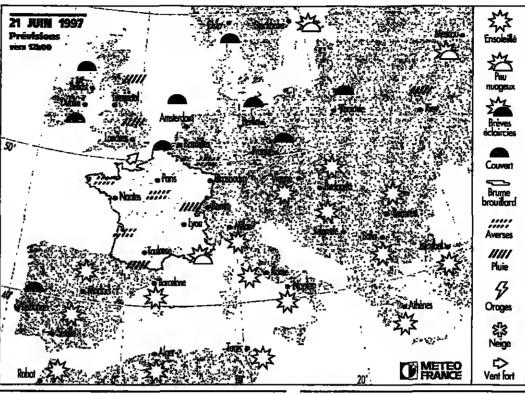
Champagne, Lorraine, Alsace, Bnurgogne, Franche-Comté. – En matinée, un ciel gris et pluvieux s'attardera sur la Franche-Comté. Puis le ciel deviendra très changeant. Quelques averses se produi-

ront, elles épargneront la plaine d'Alsace. Il fera de 17 à 21 degrés.

Poiton-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Grisaille et plule occuperont encore le ciel du sud Aquitaine et de Midi-Pyrénées. Des éclaircies se dessineront de la Dordogne aux Landes, mais quelques ondées se produiront et le vent d'ouest sera sensible. Il fera de 20 à 22 degrés.

Limnnsin, Anvergne, Rhône-Alpes. - La journée s'annonce maussade. Les pluies seront soutenues, parfois orageuses sur le massif alpin. L'Allier et la région de Montélimar bénéficieront d'un temps plus sec. Il fera de 20 à 24 de-

Languedoc-Rnussillon, Prnvence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil très généreux en Corse sera parfois contrarié par des muages d'altitude sur le continent. Les nuages s'épaissiront l'aprèsmidi en Languedoc-Roussillon, quelques pluies se produiront dans l'arrière pays. Il fera de 24 à 26 de-



#### CARNET **DU VOYAGEUR**

■ ESPAGNE. Le nombre de touristes étrangers en Espagne devrait augmenter de 2 à 3 % en 1997, soit une progression semblable à celle de 1996, au cours de laquelle plus de 60 millions de personnes s'étaient rendues dans ce pays. Des touristes fidéles, puisque selon les statistiques 63 % de ceux qui ont visité l'Espagne y reviennent.

la plage », qui consiste à distribuer environ 650 000 bracelets d'identification aux enfants en bas âge, a été lancée, lundi 16 juin, à La Rochelle. Ces bracelets en matiére plastique de couleur fluo - bleue, rose, jaune, orange, vert ou rouge - présentent une surface utilisable pour écrire le nom de l'enfant et son adresse de villégiature. Ils sont distribués gratuitement dans les agences des Mutuelles d'assurances et dans les postes de secours de la Société nationale de sauvetage en mer (5N5M), partenaires de l'opération.

PREVISIONS	POUR L	E 21 JUIN 199	7	PAPEETE	24/29 S	KIEV	13/1B P	VENISE	18/25 S	LE CAIRE	22/39 S	-V24 6 1 17	AND THE RESERVE AND THE RESERV
Ville par ville.	les mipin	a/maxima de te	moératur	POINTE-A-PIT.	26/33 S	LISBONNE	16/22 C	VIENNE	13/23 S	MARRAKECH	15/23 S	Carry	
et l'état du ciel	S - enente	Mé; N : muageu	peresen	ST-DENIS-RÉ.	20/25 S	LIVERPOOL	13/14 P	AMÉRIOUES		NAIROBI	14/22 N		( G) ( G)
			Δ,	EUROPE		LONDRES	13/17 P	BRASILIA	15/2S S	PRETORIA	0/20 S		
C : convert; P :	piuie; • : n	eige.		AMSTERDAM	13/19 C	LUXEMBOURG	13/17 P	BUENOS AIR.	13/20 C	RABAT	15/23 S	71 23 1 1 1 1 1 1	
FRANCE mét		NANCY	444D D									No Maria	
		NANCY	11/1B P	ATHENES	25/32 S	MADRIII	1 <i>4/</i> 27 S	CARAÇAS	25/30 N	TUNIS	22/33 S	MALE TO THE REAL PROPERTY AND A SECOND PROPERY AND A SECOND PROPERTY AND A SECOND PROPERTY AND A SECOND PROPER	
AJACOO	16/26 S	NANTES	11/13 P	BARCELONE	20/27 S	MILAN	20/26 S	CHICAGO	21/26 P	ASE-OCEAM		The state of the s	
BIARRITZ	16/21 P	NICE	17/24 S	BELFAST	11/16 C	MOSCOLI	11/19 S	UMA	21/26 C	BANGKOK	29/38 S		
BORDEAUX	15/20 P	PARIS	13/1B P	BELGRADE	16/25 5	MUNICH	10/24 C	LOS ANGELES	17/23 5	BOMBAY	27/29 P		- Comment of the state of the s
BOURGES	12/18 P	PAU	14/20 P	BERLIN	14/23 C	NAPLES	19/30 S	MEXICO	14/25 N	OJAKARTA	27/33 C	MI I I I I I I I I I I I I I I I I I I	VI (40(20) VENETA 12
BREST	11/15 P	PERPIGNAN	17/25 S	BERNE	12/21 P	OSLO	11/17 C	MONTREAL	18/28 S	DUBAL	27/36 S		
CAEN	13/16 P	RENNES	12/18 P	BRUXELLES	14/18 C		20/29 5	NEW YORK	20/26 N	HANOI	27/37 N		The state of the s
CHERBOURG												A	
	10/16 P	ST-ETTENNE	12/20 P	BUCAREST	17/27 S	PRAGUE	10/22 C	san francis,	1 <i>3/2</i> 1 S	HONGKONG	25/28 N		
CLERMONT-F.	11/19 P	STRASBOURG	12/20 P	<b>BUDAPEST</b>	14/24 5	ROME	18/26 S	Santiago/Chi	9/12 P	Jerusalem	23/3S S		A
DUON	12/19 P	TOULOUSE	15/22 P	COPENHAGUE	14/19 C	SEVILLE	17/29 5	TORONTO	20/25 N	NEW DEHLI	28/36 S		1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1
GRENOBLE	14/23 P	TOURS	11/17 P	DUBLIN	10/14 C	SOFIA	15/25 5	WASHINGTON	22/30 N	PEKIN	23/36 S	The state of the s	A
TITTE	12/17 P	FRANCE outr	6-1136L	FRANCFORT	13/19 C	ST-PETERSB,	10/19 S	AFRIQUE		SEOUL	21/33 S	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
LIMOGES	12/17 P	CAYENNE	23/32 5	GENEVE	14/22 P	STOCKHOLM	13/20 S	ALGER	18/27 S	SINGAPOUR	28/34 N	1 Somewhat I	METEO
LYON	14/21 P	FORT-DE-FR.	26/30 N	HELSINKI	14/22 5	TENERIFE	16/20 N	DAKAR	24/28 N	SYDNEY	10/16 S		A S LES (RAME)
MARSEILLE	17/25 5	NOUMEA	18/21 C				,			TOKYO	21/30 C	Situation le 20 juin à 0 heure TU	Prévisions pour le 22 juin à 0 heure TU
MARGEILLE	1//23 3	NOOMEA	18/21	ISTANBUL	<i>22/</i> 27 S	VARSOVIE	13/19 C	KINSHASA	18/30 S	IUKTU	21/3U C	SILUUUDII IE ZO IUIN U V NEUIG I O	revisions pour le 22 juin a c neure ro

#### TECHNOLOGIE

### Balade virtuelle dans les entrailles d'un Falcon 2000

LES INGÉNIEURS n'en ont sans doute jamais rêvé. Se promener libremeot à l'intérieur d'un objet aussi complexe que le Falcon 2000, demier-né de la gamme des avions d'affaires de Dassault Aviatioo. semble relever de la science-fiction.

Pourtant, les visiteurs du Saloo du Bourget, qui est ouvert au puzi et dimanche 22 il de 9 h 30 à 18 heures, peuvent réaliser cette expérience saisissante. Sur 160 degrés d'un écran cylindrique. trois images sont projetées eo trois dimensions sans le moindre défaut de jointure. Et le voyage

commence. D'abord dans l'avion « habillé ». Après l'entrée par la porte, la caméra virtuelle découvre la luxueuse cabine des passagers. Fauteuils de cuir, boiseries, tout est reproduit assez fidèlement grâce au système des textures, ces photos réelles plaquées sur les formes des objets calculées par ordinateur.

D'un clic de souris, on modifie les conditions d'éclairage de la cabine, de quoi séduire les futurs clients... Un demi-tour amène dans la cabine de pilotage. Là, tous les instruments de bord sont reproduits, comme le reste des composants de l'avion, avec une exacti-

tude « parfaite », seloo les dires de Conceptico, elles sont rapidement travaillent dans des lieux différents.

Dassault 5ystèmes. travaillent dans des lieux différents. Les Ingénieurs planchent donc sur Dassault Systèmes.

Cela signifie que le spectacle offert par cette visite n'a rien de comparable avec les déplacements dans les univers eo trois dimeosions des jeux vidéo sur CD-ROM. Même lorsqu'ils sont très réalistes, comme Versailles, ils ne peuvent ofmr qu'un decor visuel à l'action.

La maquette virtuelle du Falcon 2000, est, en revanche, composée par l'assemblage des pièces réelles de l'avion, issues du système de conception assistée par ordinateur (CAO) Catia de Dassault. Cela signifie que chacun des centaines de milliers d'éléments composant les 20 000 pièces de l'avion est rigourcusement conforme aux plans établis par les concepteurs. Il s'agit donc bien d'une maquette équivalente à celles que fabriquent en bois, en plâtre ou en métal tous les constructeurs de produits complexes. Mais l'immatérialité de ce modéle virtuel apporte

d'énormes avantages. Les représentations à échelle réduite, nécessaires pour visualiser - entre autres - les problèmes d'assemblage des différentes pièces entre elles, sont extrêmement coûteuses. Réalisées en cours de

tions successives. Ce qui provoque des risques d'erreurs et exige le faconnage de nouvelles maquettes, allongeant les délais de fabrication de plusieurs jours, voire de semaines on de mois suivant la complexité du produit.

#### **MAQUETTE MISE À JOUR**

Avec la maquette virtuelle, tous ces défauts disparaissent. Réalisée à partir des plans de la CAO, elle intègre en temps réel les modifications apportées par les concepteurs sur chacune des pièces, mêmes s'ils

Des délais réduits d'un tiers

Les ingénieurs planchent donc sur une maquette unique et sans cesse mise à jour. D'où un gain de temps et d'efficacité considérable. La précision atteinte aujourd'hul par ce type de représentation est telle qu'aucune maquette physique du Falcon 2000 n'a été réalisée avant son assemblage.

Très spectaculaire, le voyage dans les entrailles de l'avion illustre la puissance du logiciel et de l'ordinateur Silicon Graphics Onyx2 (1 gigaoctet de mémoire vive) qui anime la maquette en temps réel. Le spectateur plonge dans les

La Neon de Chrysler a été lancée en 30 mnis, an lieu de 48 mnis anparavant pour un modèle comparable, grâce au logiciel Catia de Dassault Systèmes. Cet until de conceptinn et fabricatinn assistées par ordinateur (CFAO) permet à ses utilisateurs de réduire le délai entre l'idée d'nn produit et sa mise sur le marché. Il est utilisé dans l'automobile (Honda, Chrysler, Mercedes, Pengeot...), l'aéronantique, la mécanique générale, les blens de consommation (téléphnnes portables Motorola), la construction navale et la conception d'usine. Pas mnins de 9 500 sociétés ntilisent Catia depuis 1981. Réalisée avec la version « Catia 4D navigator », la maquette virtuelle présentée au Bourget a permis à Dassauit Aviation de réduire de près de 40 % le délai de conception de son Falcon 2000, estime Etienne Droit.

méandres des câbles électriques, des canalisations de carburants et de conduits de traitement d'air. Il se glisse par un minuscule orifice ou traverse une cloison aussi facilement qu'un passe-muraille. L'incroyable enchevêtrement de fils, identifiés par leur couleur, apparaît tel qu'ils sont disposés dans l'avion assemblé. Un point de vue dont sont toujours privés, dans la réalité, les techniclens, qui ne peuvent observer l'arrière du tableau de bord qu'à l'état démon-

Afin de démontrer que certe magnette constitue un véntable outil de travail. Dassault Systèmes realise une opération de mesure de la distance entre un tuvau de carburant et la cloison métallique qu'il traverse. Les règlements interdisent le moindre contact. En cliquant sur la canalisation et la paroi, on obtient la distance en millimetres. Un second clic affiche la valeur minimale: 4,32 mm... Reste à savoir si la réalité fournit une réplique exacte de sa représentation virtuelle. Pour les parties cachées de l'avion, il est impossible de le vérifier.

Michel Alberganti

Satut Wartin Della Galla

DE LA GAIGLE ALA FRANCE 597-1997

4,50

beaucoup au traité de Grégoire de

Tours (timbre emis en 1939) sur les

36,85 x 26 mm, mis en page par Jean-

Paul Cousin, gravé par Claude Jume-

let, le timbre est imprimé en taille-

douce en feuilles de quarante. Il s'ins-

pire d'une enluminure du XIV siècle.

Au format borizontal

vertus du saint.

FRANCE, L'opération « L'enfant,

#### DÉPÊCHES

MAGASINS D'USINE. Que trouve-t-on dans les magasins d'usine? Des articles du premier choix de la saisoo en cours ou de des prototypes, des collections de représeotants, des articles de second choix, des modèles ayant servi dans les salons et défilés de mode. Un guide répertorie 1 300 adresses, taliers, et donne des pistes pour démagasins d'usine, de Marie-Paule Dousset, Seuil, 583 p., 119 F.

3 bons numéros : 20 F. Second tirage: 5, 9, 27, 45, 46, 48; numéro complémentaire: 33. Rapport pour 6 bons numéros: 19 965 565 F; rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 100 890 F; pour 5 bons numeros:

#### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 97128

SOS Jeux de mots: 361S LEMONOE, tapez SOS (2,23 F/min).

#### 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 拟 N ٧ VI VII Viii ŁΧ X X

#### HORIZONTALEMENT

L Echec total qui nous met dans une belle marmelade. - IL Grave, quand elle est à l'épreuve. Point de départ. - III. Procure du plaisir quand il y a des vagues. Relevat de quelques pointes. - IV. Un hommage plein de lyrisme. La première sortie - V. N'en mène pas large. Nouveau Monde. - VI. Labiée à fleurs jaunes. Assurerai l'administration. - VII. Feras l'inventaire. Passe directement de Richelieu à Mitterrand. - VIII. Voyelles. Pré- la Bastille. - 5. Spectacle mippon.

sente la qualité. Doublé et même triplé en bavardant. - IX. Une révolution. Donne la mesure. - X. Son fond réserve des surprises. Dedans, on est à la mode. - XL Comme le 11 vertical, on la suit... pour le plaisir.

#### VERTICALEMENT

1. Elle nous fera partir en éclats. – 2. Son abus est dangereux. Dans le coup. - 3. Nettoyes au fond. Va avec la manière. - 4. Hors champ pour l'Académie. Jeune premier à

#### Pour gâcher. En liasse. - 6. Mettre la main à la pâte. En pleine dérive. - 7. Incapable de rester en place. - 8. Plus elle a de chaînes, plus elle est libre. D'un auxiliaire. Prière. - 9. Possessif. Le petit dernier. - 10. Fit l'âne. Fêtons dignement l'événement. - 11. Comme le XI horizontal. on la suit... par plaisir.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU Nº 97127

HORIZONTALEMENT

1. Echantillon. - II. Credo. Piano. - III. Ourdir. Truc. - IV. Reniées. - V. At. Causes. - VI. 1onisées. Md. -VIL Filons. Ucpe (puce). - VIII. Ln. Nos. Eric. - IX. EDF. Biglera. - X.

#### VERTICALEMENT

Urus. Oi. Pen. - XI. Rationalisa.

1. Ecornifleur. – 2. Crue. Oindra. – 3. Hemani. Fût. – 4. Addition. Si. – 5. Noie. Snob. - 6. Récession. - 7. lp. SAE. Gia. - 8. Lit. Usuel. - 9. Lares. Crépi. - 10. ONU. Empires. -11. Noces de Cana.

#### £: Tile suit e est édite par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437



PRINTED IN FRANCE



FUBLICITE

Prosdent-directour général

Deschur géneral - Gérard Morax

21bis, rue Claude-Bernard - BP 21B 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

l'année précédente, des fins de séries et annulations de commandes, en France et dans quatre pays froncrypter les publicités, éviter des dé ceptions et faire de vraies bonnes affaires : Guide France-Europe des

■ LOTO: résultats des tirages nº 49 dn mercredi 18 iuin.

Premier tirage: 29, 31, 32, 43, 45, 48: numéro complémentaire: 5. Pas de rapport pour 6 bons numéros. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 91 105 F ; pour 5 bons numéros: 8705 F: pour 4 bons numéros : 207F : pour

7 220 F; pour 4 bons numéros: 124 F; pour 3 bons numéros: 14 F.

### **Saint Martin**

#### LA POSTE mettra en vente géné

rale, lundi 7 juillet, un timbre à 4,50 F dédié à saint Martin, auquel deux timbres Croix-Rouge furent dejà consacrés en 1960 : un bàton de confrérie et un bois sculpté du XVI siècle provenant de deux églises de l'Oise, celles de Villers-Saint-Barthélemy et de Presnoy-le-Luat. Saint Martin, né vers 316 à Sabaria,

PHILATÉLIE

aujourd'hui 5zombathely (Hongrie), mort en 397 à Candes-Saint-Martin (Indre-et-Loire), fait partie du patrimoine national, 272 communes, 5 000 églises et plus de 50 000 Français portant son nom. Selon la légende, Clovis se serait converti au christianisme devant sa tombe, à Tours, ville dont il devint évêque en 370.

Saint Martin est connu pour l'histoire fameuse selon laquelle, soldat dans l'armée romaine en garnison à Amiens, il partage, par grand troid, son manteau d'un coup d'épée pour en remettre la moitié à un homme qui en était démuni. Sa légende doit

★ Vente anticipée à Tours, les samedi S et dimanche 6 juillet, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'hôtel de ville. Vente anticipée sans mention « premier jour » dans les bureaux de poste temporaires ouverts les S et 6 juillet à Saint-Martin-Lacaussade (Gironde) et à l'abbaye de Liguge (Vienne); le samedi S juillet, aux bureaux de poste de Blaye (Gironde), de Ligugé et d'Amiens, 7, rue des Vergeaux (boïtes aux lettres spéciales).

#### EN FILIGRANE

■ GOLF. Georges Jeanneau exposera sa collection consacrée au golf à l'occasion du Peugeot Open de Prance de golf, du 26 au 29 juin, au Golf national, à Guyancourt. Une invitation (entrée gratuite) sera adressée à chaque personne qui en fera la demande à Georges Jeanneau. 48, rue de Gassicourt, 78200 Mantes-la-Jolie (tél.: 01-30-63-

■ VENTES. Vente sur nffres Jean-

François Brun (tél.: 01-42-61-48-88) de plus de 2 600 lots, cloturée le 24 juin. Au catalogue de l'expert parisien, une belle sélection de classiques de France (20 c noir Céres tête-beche, prix de départ 40 000 F; 1 F vermillon a vervelle ». départ 50 000 F); ensemble d'entiers postaux par type comprenant de nombreuses raretés; colonies françaises (Madagascar, plis aériens et postes consulaires britanniques): ballons montés de la guerre de 1870-1871 (de 300 F à 18 000 F, selon l'origine).

Vente à prix nets Rivoli-Philatéiie (Paris, tél.: 01-42-60-15-12) de juin. Prés de 1000 lots : France toutes époques (Cérès, nº 4 à 19 000 F; nº 46B, bloc de quinze annulé du grand cachet vert du tribunal de grande instance de Bordeaux coté 275 000 F, proposé à 90 000 F); feuillets gommés non dentelés ; Andorre ; Monaco.

### Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

### Cadres Territoriaux

#### ♦ Directeur Général des Services Techniques (H/F) réf. 8.97.2.1 Membre du Comité de Direction

- Principales Missions: Il organisera la Direction des Services Techniques autour d'un pôle Urbanisme - Aménagement et d'un centre technique municipal.

  • Il concevra et mettra en ceuvre la politique d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie de la ville de SEVRAN.
- Il assurera l'élaboration et l'exécution des programmes de projets neufs
- et de maintenance du patrimoine.

   Il mettra en place les éléments comparatifs d'aide à la décision notamment en matière de coûts.
- Profil: environ 40-50 ans.
- Formation d'ingénieur ou d'architecte,
  Expérience significative dans un poste similaire.
  Capacités d'encodrement, d'organisation et de rigueur.
- Esprit créatif et innovant.

#### Rémunération statutaire complétée par les primes et les avantages liés à la fonction. ♦ Secrétaire Général Adjoint en charge des services à la population (H/F) réf. 8.97.2.5 Membre du Comité de Direction

- Principales Missions Principales Missions:
  Sous l'autorité du Secrétaire Général, de par la variété des prestations, offertes et de la dimension transversale d'un grand nombre de projets, il doit assurer en priarité la coordination des services et le pilotage des projets.
  En liaison avec le Chargé de Mission de la Politique de la Ville il preparera le futur Projet de Ville.
  Il s'assurera de l'adéquation des services rendus par rapport aux attentes
- de la population dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels et sportifs et de l'utilisation optimale des ressources publiques dans un souci d'une
- plus grande efficacité.
  Il élaborera avec les élus les plans stratégiques devant concourir à la définition et à la réalisation des objectifs de la collectivité.
- Profil: environ 30-45 ans. Bac + 4 avec de préférence une formation dans le domaine de l'économie sociale.
- Expérience en torit que S-G-A d'une commune de taille comparable, ou de Expenence en joint que 3-3-4 à une commune de soule computable, ou de fonctionnaire ou sein d'une administration nationale ou départementale dans le secleur social ou éducatif.
  Connaissance approfondie de la Politique de la Ville.
  Capacité d'innovation et d'animation doublée d'un esprit de synthèse.
- Recrutement : Statutaire sur emploi fonctionnel. Rémunération statutaire complétée par les primes et les avantages liés à la fonction.

### ♦ Responsable des Marchés Publics

- et des Conventions Associatives (H/F) réf. S.97.1.4 Principales Missions:
- Mise en place de la cellule «Marchés Publics» rattachée au Secrétariat Général, chargée pour l'ensemble des services de la Mairie de l'organisation des Marchés Publics et du suivi de la bonne exécution juridique des contrats.
- Mise en place d'une sécurité juridique.
  Etudes et conseils auprès des élus et des services en matière de conventions, plus particulièrement avec les associations.
- Profil: environ 28-40 ons.
- Bac + 4 en droit public. Expérience de la pratique des marchés publics.
- Esprit d'analyse.
- Sens de l'organisation et du contact. Recrutement: Statutaire (codre d'emploi des attachés).

#### SEVRAN

Ville citoyenne Ville entreprenante Ville européenne

D'une population de 52.000 habitants, et située dans le Nord-Est de la Seine Saint-Denis, SEVRAN offre une situation contrastée et doit relever plusieurs défis.

Bénéficiaire d'un Contrat de Ville, concernant trois quartiers dassés en ZRU, SEVRAN par ailleurs bénéficie de l'essor du pôle de Roissy. La municipalité entend donc offrir simultanément :

- Des solutions concrètes et immédiates dans le domaine de la politique de la ville.
- Des mesures attrayantes pour lavoriser le développement économique et l'implantation d'entreprises.
- · Une qualité de vie croissante à l'ensemble des habitants, profitant de la présence du Parc de la Poudrerie (130 ha) et du passage du canal de l'Ourca.

Ville, aux symboles forts, puisque Alfred Nobel y a résidé, SEVRAN entend être une référence dans le domaine de la vie locale, démontrant ainsi que l'on peut préparer l'avenir en fonction des richesses du passé, et lavoriser l'esprit d'entreprise tout en garantissant à chacun respect et solidarité.

Pour atteindre ces objectifs, la Municipalité, profitant de certains départs en retraite et devant l'émergence de besoins nouveaux, a déci-de de renforcer la Direction générale de l'administration communale.

#### Pour cela elle recrute :

#### ♦ Secrétaire Général (H/F) réf. 897.1.0 Directeur Général des services municipaux

- Principales Missions:
- Dans le codre du nouvel organigramme, le Secrétaire Général doit mettre en œuvre les décisions du Maire et du Conseil Municipal. Il sem chargé en particulier de :
- Il sera charge en particulier de ;
  Metire en place de nouveaux modes de gestion, dans une optique pluri-armuelle, aim de permetire aux élus de disposer d'outils d'aide à la décision.
  Piloter les principoux projets de la Ville de SEVRAN dans les domaines de la politique de la Ville, du développement économique et de l'aménagement
- urbain.

   Définir et mettre en œuvre une politique de gestion participative du personnel.
- Profil: environ 35-50 ans.
- Formation universitaire ou Grande Ecole avec une spécialisation en administration territoriale et en finances publiques.
- Référence dans un poste équivalent. Aptitude au management, à la coordination et à la délégation.
- Capacité de négociation au plus haut niveau de l'administrat (Ministères, Préfecture, Syndicats intercommunaux).
- Recrutement : Statutaire sur emploi fonctionnel. Rémunération statutaire complétée par les primes et les avantages liés à la fonction.

#### Responsable des Méthodes. et du Contrôle Interne (E/F) réf. 8.97.1.3

- Principales Missions:

  Création de la cellule « Méthodes et Contrôle Interne » rattachée au Secrétariat Général, chargée pour l'ensemble de la Mairie de la mise en place du guide des procédures, des tableaux de bord et des indicateurs dés dans une optique d'aide à la décision.
- Organisation des audits d'évaluation et de gestion en collaboration avec
- les services municipaux concernés.

  Réalisation et supervision des cahiers des charges et responsabilité des relations avec les partenaires exérieurs, plus particulièrement dans le
- rom : environ 25-30 ans.
  Bac + 4, de préférence école supérieure de commerce.
  Expérience de l'audit soit en cabinet, soit au sein de la Direction de l'audit d'une entreprise ou d'une collectivité.
  Connaissance approfondie des collectivités territoriales.
  Esprit de rigueur et d'analyse.
  Moîtrise des outils informatiques. Profil: environ 28-35 ans.

- Recrutement :

Contractuel ou statutaire (codre d'emploi des attachés).

#### Directeur du Service Municipal des Sports (B/F) réf. S.97.3.1

Une cité des sports - une piscine - quatre gymnases - deux stades avec six terrains - un ensemble tennistique de six courts. 50 agents titulaires,

- Principales Missions
- Principales Missions:

  Sous l'autorité du Secrétaire Général Adjoint en charge des services à la population, il dirigera et animera l'ensemble des personnels et des services placés sous sa responsabilité (gestion technique et budgétaire, motitrise des coûts, rationalisation de l'utilisation des équipements).

  Il poursuivra le développement de la politique de la ville définie par la municipalité en faveur de la pratique du sport dans les cités, notamment en impulsant une dynamique nouvelle en faveur du sport loisir eu sein des autoritées.
- des quartiers.

  Il renforcera le rôle d'interlocuteur privilégié de la municipalité auprès des associations locales, et du milieu sportif.
- Profil: environ 35-45 ans.
- Formation universitaire générale au filière sportive.
- Expérience significative dans un poste équivalent.
   Esprit ouvert et communicant, privilégiant les relations humaines.
- Capacité d'encadrement et de management.
  Un passé de sportif de hout niveau serait un plus.

Recrutement : Statutaire (toutes filières).

Merci d'odresser avant le 15 juillet 1997 votre lettre de candidature mativée (avec référence de l'annonce) accompagnée d'un CV et d'une photo d'identité à :

> Cabinet du Maire 5, rue Roger Le Maner **93270 SEVRAN**



recrute son

### **SECRETAIRE GENERAL**

(40 à 80.000 habitants)

- Disponible sachant animer une équipe forte expérience en collectivité locale
- connaissances financières et juridiques indispensables.
- Position statutaire cadre A Régime indemnitaire maximum, véhicule de fonction.
- Poste à pourvoir au plus tard le 1er janvier 1998.

Adresser candidature manuscrite et CV à : Monsleur le Président du District 115 rue Paul Bert - BP 290 - 69665 VILLEFRANCHE sur SAONE Cedex

Association de Collectivités Locales, dont le siège est situé à Paris, recherche

### uriste confirmé(e) spécialiste des SPIC locaux

Sciences Po et/ou titulaire d'un DESS Droit Public, vous avez acquis une expérience de cinq ans au moins dans ce domaine.

Souhaitant que cette opportunité corresponde à votre projet professionnel et afin de vous rencontrer prochainement, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. BJC 659 M à SOURCES, 108, rue Saint-Honoré.

75041 Paris cedex 01, qui transmettra.



### Directeur Général H/F

Cette Association accueille des enfants, adolescents, adultes handicapés mentaux venant de 54 départements. Elle dispose d'un budget de 170 MF, emploie 810 salariés, répartis autour d'Ussel sur 5 sites, avec une

Placé sous l'autorité du Président de l'Association, vous participerez à la préparation des décisions du Conseil d'Administration, serez responsable de la mise en œuvre de la politique et de la réalisation des programmes en assurant la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services.

cadre supérieur ou/et durigeant, temoigne de très bonnes capacités à gérer avec rigueur des projets sociaux, manager des équipes importantes, communiquer et négocier.

Association des Centres Educatifs du Limousin

### L'examen professionnel est ouvert aux

De formation supérieure, votre expérience longue et diversifiée du secteur social, à des postes opérationnels de

Pour ce poste basé à Ussel, merci d'adresser lettre de motivation + CV s/référence CSO97011 M à PC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris, qui vous garantit la confidentialité.

Conseil FRANCOIS CORNEVIN

**AVIS RELATIF A** L'ORGANISATION D'UN **EXAMEN PROFESSIONNEL** D'ACCES AU GRADE D'EDUCATEUR

CHEF TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du

Var organise un examen professionnel d'accès au grade d'éducateur chef territorial de jeunes enfants (femme ou homme).

Les dates prévisionnelles des épreuves écrites professionnelles sont fixées au :

Mercredi 5 novembre 1997 de 8h30 à 11h30 et au jeudi 6 et vendredi 7 novembre de Sh00 à 12h00 et 14h00 à 17h00 en fonction du nombre de candidats.

Ouverture des inscriptions :

Les dossiers d'inscription sont à retirer du mardi 29 juillet au mardi 2 septembre 1997 et à retourner au plus tard le mardi 2 septembre 1997 à minuit (le cachet de la poste faisant foi), au :

■ Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR Avenue Roger Salengro Les Myrtes A - B.P. 130 83957 La Garde Cedex (Tél. 04.94.08.63.40 Postes: 316, 317, 326).

Conditions d'Inscription:

éducateurs de jeunes enfants ayant atteint le 7ème échelon de leur grade et aux éducateurs principaux sans condition d'ancienneté.

Le nombre d'éducateurs chefs de jeunes enfants ne peut être supérieur à 15 % des effectifs du cadre d'emplois de la collectivité ou de l'établissement.

pour le Service inforoutes et Télégiquelles au sein de la Direction Départementale de l'Informatique et des inforoutes.

 Diplômé d'une grande école de commerce ou d'une université, connaissance en management socio-économie, de l'innovation et des NTIC. Compétences sur l'utilisation de l'enser des technologies internet, forte capacité

projet et de projet. Envoyer lettre, CV et photo à Monsieur le Président du Conseil Général lervice du Personnel - Rond-Point de la Liberté 50008 SAINT-LÔ Cedex.



Ce poste proposé à un contractuel est à poi



LE RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRE

**DES CADRES DE** L'ADMINISTRATION.

Le Conseil Général de la Manche recrute UN CHEF DE PROJET

Profil du candidat :

Une première expérience dans une



. 12. 2

astionnaire

ation.

REPRODUCTION INTERDITE

·我! 我!!!!!

es Methodes

### Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

#### Cadres Territoriaux

LE CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GARD ORGANISE POUR LE CONSEIL GENERAL DU GARD UN CONCOURS

D'ASSISTANT TERRITORIAL QUALIFIE DE LABORATOIRE epécialité «technicien qualifié de laboratoire»

CONDITIONS D'INSCRIPTION : Concours sur titres avec épreuve ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme suivant :

02 postes sont ouverts au concours

■ diplòme d'Etat de laborantin d'analyses ■ diplôme universitaire de technologie ou d'un brevet de technicien supérieur ou de tout autre diplôme ou titre homologue au niveau ill ou à un niveau supérieur dans le domaine des sciences de l'environnement, de la physique, de la chimie, de la

biologie, de l'agroalimentalre, de l'agronomie ou des sciences vétérinaires. RETRAIT DES DOSSIERS O'INSCRIPTION à partir du 1er AOUT 1997 BU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION 281, chemin du Mas Coquillard - 30900 NIMES (Les dossiers peuvent être envoyés aux intéressés sur simple demande écrite accompagné d'une enveloppe format 21 x 29,7 cm affranchie à 4,50

de la poste faisant foi) à la même adresse. DATE LIMITE DE RETRAIT DES DOSSIERS : 22 août 1997 - 16h00.

Frs et libellée aux nom et adresse de l'intéressé) et

déposés avant le 29 août 1997 - minuit (le cachet

L'épreuve d'entretien avec les membres du jury aura lieu à partir du 16 octobre 1997.

Saint

Denis 91 000 habitants
Seine-Saint-Denis (93)

recrute pour sa direction du développement économique

un chargé de mission (cadre A) pour une durée de 8 mois

Responsable d'une étude concernant une maison d'initiative économique locale (MIEL). Ce cadre devra finaliser ie montage juridique de la MIEL, préparer la mise en place de la future association de gestion; mobiliser les partenaires, définir les prestations et les services, faire connaître le projet et le valoriser auprès des entreprises.

Expérience souhaitée de dynamisation du tissu économique dans un objectif d'insertion.

Adresser CV et candidature à monsieur le Député-Maire, BP 269, 93205 Saint-Denis cedex.

AVIS RELATIF A L'ORGANISATION D'UN **EXAMEN PROFESSIONNEL** D'ACCES AU GRADE DE

#### REDACTEUR CHEF TERRITORIAL

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Var organise un examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef territorial (femme ou homme). Les dates prévisionnelles des épreuves écrites professionnelles sont fixées au :

Mercredi 22 octobre 1997 de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00

Ouverture des inscriptions :

Les dossiers d'inscription sont à retirer du mardi 29 juillet au mardi 2 septembre 1997 et à retourner au plus tard le mardi 2 septembre 1997 à minuit (le cachet de la poste faisant foi), au :

■ Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR Avenue Roger Salengro Les Myrtes A - B.P. 130 83957 La Garde Cedex (Tél. 04.94.08.63.40 Postes: 316, 317, 326).

Conditions d'inscription :

L'examen professionnel est ouvert aux rédacteurs ayant atteint le 7eme échelon de leur grade et aux rédacteurs principaux sans condition d'ancienneté. Le nombre de rédacteurs chefs ne peut être supérieur à 15 % des effectifs du cadre d'emplois de la collectivité ou de l'établissement.

recrute un(e)

#### *Directeur (trice)* du Service Enfance/Jeunesse

à la suite du départ en retraite

Dans des locaux entièrement réhabilités et adaptés aux besoins (salles d'activités pour les 3-6 ans, 7-9 ans et 10-12 ans) qui seront opérationnels dés le mois de septembre, les élus souhaitent développer les activités proposées aux enfants de 3 à 12 ans et mettre en place une politique en direction des

Missions:

- Redvnamiser le service enfance qui regroupe l'accueil périscolaire des 3-12 ans et un
- Conception, animation et coordination d'actions en direction des adolescents.
- Accueil des adolescents au sein d'une structure adaptée en soirée et les week-ends. Encadrement de l'équipe des animateurs (avec participation aux recrutements).

Diplômes et compétences requis :

- . D.E.F.A. / B.E.A.T.E.P.
- Solide expérience d'animation auprès des enfants et des adolescents.
- · Capacité à s'intègrer au sein de l'équipe municipale.
- · Force de propositions, impulsion et organisation de projets.
- Sens des responsabilités et de l'initiative.
- Capacité à l'encadrement.
- Grande disponibilité. Poste à pourvoir au 1^{et} septembre 1997.

Le Département

de la Lozère

- Recrutement par voie contractuelle.
- Avantages lies à la fonction. Merci d'adresser votre lettre manuscrite

de motivation accompagnée de votre CV detaille et d'une photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, BP 88, 51122 SEZANNE Cedex

#### Gestionnaires et Financiers



La Chambre de Commerce & d'Industrie de Tarbes & et des Hautes-Pyrénées recherche son

#### Directeur de Centre de Formation (H/F)

- Définition de la mission : - Concevoir et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue de l'organisme gestionnaire.
- Organiser et gerer l'ensemble des dispositifs formation des établissements intégrés au Centre. - Animer l'équipe de collaborateurs permanents et d'intervenants extérieurs.
- Elaborer et exécuter le budget du Centre, et en assurer le contrôle de gestion et le suivi de trésorerie. Profii requis :
- Environ 35/40 ans.
- Formation supérieure en gestion ou équivalent. Solide expérience professionnelle, de préférence à la tête d'un organisme de formation. - Aptitude au management, à la gestion et aux
- relations publiques. Excellente connaissance des procedures de financement de la formation initiale et continue exigée. Adresser lettre manuscrite, CV, photo à :

Monsieur le Directeur Général de la Chambre de Commerce & d'Industrie de Tarbes & Hautes Pyrénées Centre Kennedy - BP 350 -65003 Tarbes Cedex

#### La ville de MEYLAN (Isère)

recrute par voie de musation, détachement ou inscription sur liste d'aptitude

### **UN ATTACHÉ**

pour assurer les missions d'évaluation sous l'autorité du chef de service « Economic, Finances Evaluation »

Vous serez plus particulièrement chargé des :

- Fonctions de gestion en élaborant les différents outils de gestion afin d'analyser les coûts -Fonctions de contrôle des comptes des satellites (associations subventionnées, syndicats intercommunaux...) - Fonctions d'évaluation d'une politique publique en veillant à la cohérence des politiques tarifaires de la commune - Fouctions de rationalisation des moyens en aidant à la définition d'une politique d'achat.

Profil: - Cadre A de la fonction publique avec maîtrise des techniques financières, budgétaires et de contrôle de gestion - Esprit de synthèse, rigueur - Capacité à travailler en équipe.

Candidatures à adresser, avant le 9 juillet, à Mr le Maire Mairie de Meylan BP 99 - 38240 MEYLAN

### Ingénieurs et Informaticiens



La Direction des Affaires Economiques et Internationales (DAEI) recrute un

### INGENIEUR EN CHEF

1ère catégorie ou un

### **ADMINISTRATEUR**

Directeur Adjoint de la DAEI, vous serez responsable du département "Entreprises", qui pilote l'implantation et le développement des entreprises sur le territoire communautaire.

Votre mission consistera à détecter les besoins et les projets de développement des entreprises de l'agglomération lyonnaise, et coordonnerez les travaux des services concernés pour aboutir au succès de ces projets. Vous assurerez le rapportage devant les élus concernés.

Vous possèdez une bonne connaissance des institutions de l'agglomération et des partenaires du développement économique local. Vous avez l'expérience de la negociation avec les chefs d'entreprises.

Vous êtes aujourd'hui impérativement titulaire dans la Fonction Publique, merci d'adresser votre candidature

manuscrite et CV à : COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON Direction des Ressources Humaines Unité de Recrutement - 20 rue du Lac

BP 3103 - 69399 Lyon cedex 3

recherche par voie statutaire (mutation, détachement) Un Ingénieur Subdivisionnaire

LOZERE

**Territorial** ou Ingénieur des TPE pour la Direction des services

techniques départementaux Responsable du bureau d'études routières, vous êtes à la tête d'une équipe de six personnes et serez force de propositions pour la programmation dans le domaine de l'investigations pour la programmation de l'investigation de la companie de l'investigation de le l'investigation de l'investigation d

Etudes générales, Dossiers d'enquêtes

Erudes opérationnelles,
-Assistance aux subdivisions pour la maitrise Profil:

connaissances administratives et techniques dans le domaine des routes, qualités relationnelles, disponibilité. diplome de niveau i souhaire.

Rémunération statutaire, régime indemnitaire,

Poste à pourvoir immédiatement. Merci d'adresser votre candidature monuscrite + Cf à Monsieur le Président du Conseil Général, Service des Ressources Humaines, rue de Rovère, B.P.24 48001 Hende cedex.

seignements au 04.66.49.66.26.

### Le Monde

**INITIATIVES LOCALES** 

LE RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRE DES CADRES DE L'ADMINISTRATION.

Journaliste

BOOK THE WAY I WANTED TO THE STATE OF

THE COMMENT OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND THE

British San Carlotte

Section that we are the second of the section of the second of the secon

The first form of the second o

The second se

Approximation of the second of

and grown fire and the second

#3270 Si

1 Trans

* =

dicar

1

of Ma

17.35

1.3

€=

4.0

12 × 1

**24-3** 

2.2

إعداد ما وشي

27 T 1 1 1

10.00

Le Monde II RENDEZ-1015 HEBDOMADARE DET CADRES DE E'ADMINISTRATION.

### LILLE METROPOLE Communauté Urbaine

Rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale pour le développement d'une Métropole qui rassemble 87 communaes et plus d'un million d'habitants. Avec un budget de 7 milliards de francs, la Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'aménagement et gère les services publics de transports en commun, voirie, écologie

Ainsi, rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est travailler à l'émergence d'une grande agglomération internationale puissante, moteur du développement local, régional et transfrontalier.

### Auditeur interne

La Communauté Urbaine de Life souhaite renforcer son dispositif d'audit interne afin de systématiquement ausster son mode d'organisation et de détecter les opportunités de renforcement de l'efficacité et de la qualité de ses modes de fonctionnement.

Vous participez activement à cet objectif en assurant notamment : l'arralyse des situations et des fonctions à l'aide d'outils ou d'enquêces afin de permettre une pleine compréhension

des activités examinées.

• le diagnostic des activités en madère de respect des objectifs et des procédures et d'efficience des moyens

mis en œuvre. ■ la recherche avec les acceurs concernés de solutions adaptées à la mesure des enjeux ...

Après une formation initiale en audit ou contrôle de gestion complétée de préférence par une première expérience professionnelle, vous souhaitez démontrer vos qualités d'analyse et de synthèse. Votre capacité à intégrer notre culture d'entreprise et vos qualités relationnelles sont déterminantes pour la

reussite de votre mission qui nécessite un travail en partenariat avec l'ensemble des directions. Ce poste est ouvert aux fonctionnaires de catégorie A par voie de mutation, de détachement ou de nomination

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitte et photo sous référence 97-68 LM à M, le Président de la Communauté Urbaine de Lille - Service Développement des Ressources Humaines - 1 rue du Ballon BP 749 - 59034 Life Cedex.

#### CULTURE

CINEMA Le documentaire est à la mode. A la fois au cinéma, où des films comme Reprise ont rempli les sailes, et à la télévision, où le succès public va grandissant. Le festival

Vue sur les docs qui s'est tenu à Marseille a permis de prendre la mesure d'une riche production internationale. • LE MARCHÉ du documentaire, intitulé Sunny Side of the Doc,

a permis parallèllement à la manifestation artistiqua de mésurer l'évolution à la hausse d'une industrie financée en grande partia par les chaînes de télévision. L'explosion

des chaînes thématiques sur les bouquets numériques devrait donner un nouvel élan à ce genre de programmes. • PLUSIEURS FILMS ont été remarqués par leurs qualités

purement artistiques, notamment celui consacré au chef d'orchestre Sergiu Celibidache, et un autre au naufrage du Ferry-Estonia en 1994,

### Les chaînes de télévision restent les principaux banquiers du documentaire

La 8º édition de Vue sur les docs, du 16 au 21 juin à Marseille, a témoigné du succès grandissant que rencontre ce genre cinématographique. En France, France 3, La Cinquième et Arte sont les premiers investisseurs dans ce secteur

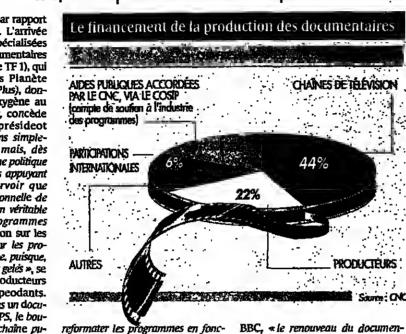
MARSEILLE

de natre envoyée spéciale La multiplication des oouvelles chaînes thématiques et l'explosion des bouquets numériques vont-elles considérablement renforcer l'industrie des documentaires? Tel était l'un des débats abordés au cours du marché Sunny Side of the Doc qui s'est déroulé, parallèlement au 8° festival international du cinéma documeotaire. Vue sur les docs, à Marseille du 16 au 21 juin. . Il v a dix ans, les chaînes de télévision ne diffuscient pratiquement aucun dacumentaire. Ce type de programme résultait d'un combat engagé, rebelle, voire libertaire, et son mode de diffusion restait très confidentiel, réservé à quelques salles d'art et d'essai et à de petits festivals », se souvient Yves Jeanneau, des Films d'ici. Aujourd'hui, les documentaires soot très prisés par les chaînes. Ainsi, France 3, qui en reste le principal fioancier, compte en programmer plusieurs fois dans l'année, en début de soirée, en lieu et place d'un film ou d'une fiction. Signe que ce genre a réussi à séduire un public croispoursuit Yves Jeanneau.

Sur les 1 200 heures de documentaires qui ont recu l'an dernier des aídes du Centre national du cinéma (CNC) pour boucler leur budget, les chaînes du câble et du satellite, comme Planète ou Paris Première, en ont commandé 95 heures. C'est encore modeste, même si ce score

aux années précédentes. L'arrivée de nouvelles chaînes spécialisées uniquement dans les documentaires comme Odyssée (filiale de TF 1), qui coocurreoce désormais Planète (dans le giron de Canal Plus), donnera certes un peu d'oxygène au marché. « Pour l'instant, concède Gérard Carreyrou, présideot d'Odyssée, naus achetons simplement des programmes, mais, dès 1998, nous démarrerons une politique de coproductions, en nous appuyant natamment sur le réservoir que constitue l'équipe rédactionnelle de TF l. » Mais « l'accès à un véritable secand marché des programmes [après leur simple diffusion sur les chaînes hertziennes] pour les producteurs est assez mythique, puisque, très souvent, les droits sont gelés », se plaignent nombre de producteurs de documeotaires indépendants. « Quand nous coproduisons un documentaire avec France 2, TPS, le bouquet numérique dont la chaîne publique est actionnaire, en conserve les droits exclusifs pendant deux ans », «L'une des hantises des produc-

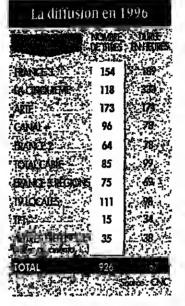
teurs de documentaires qui défendent une ligne éditoriale proche du cinéma d'auteur, c'est l'arrivée à l'échelle planétaire de diffuseurs comme l'américain Discavery, qui cansidèrent les documentaires comme un produit comme un outre adaptable d toutes les régions du globe, quitte d



tion des besoins de chaque chaîne », souligne le producteur canadien Eric Michel, de l'Office national du film canadien. Toutefois, une chaîne réputée comme la BBC, l'un des principaux producteurs de documentaires, a conclu des accords de partenariat d'un montant record avec Discovery (750 millions de dollars pour cinq ans). Pour Nicholas Fraser, eo charge des documentaires indépendants et étrangers à la

taire en Grande-Bretagne est né avec Channel 4 en 1982, non pas avec une traditian de cinéaste comme en France, mais grâce à des journalistes d'investigation ». Le problème des producteurs français, à ses yeux, est de « rassembler de complexes coproductions, alors que les chaînes comme la BBC ou Channel 4 arrivent d financer jusqu'd 100 % des docu-

En France, ce sont toujours les



chaînes hertziennes qui jouent un rôle prédominant dans l'économie des documentaires : avec 117 millions de francs, Prance 3 est restée en 1996 le principal investisseur dans le secteur. Suivie de peu par La Cinquième et Arte. Dans les statistiques du CNC, le poids financier des chaînes locales et des stations régionales de France 3 semble artificiellement important. En fait, certains producteurs, pour avoir accès plus facilement aux aides du CNC,

font appel à ces chaînes iocales, qui proposent des apports en industrie (montage, par exemple), et non en cash. Cette pratique, qui fausse le jeu de la concurrence « devrait être revue », selon Laurence de Rosière. directrice de productioo d'Interscoop, l'une des sociétés fédérées au sein d'un groupement d'indé-pendants baptisé Doc and Co. Pour elle, l'un des problèmes cruciaux des petits producteurs, c'est « de ne pas avoir les reins assez solides en trésorerie, ce qui fait qu'un film finance le suivant, le temps que les subventions promises arrivent ».

Pourtant, les prétendants sont légion. « Nous recevons environ deux mille propositions de documentaires chaque année », affirme Nicolas Petitjean, responsable de l'unité de programmes documentaires de France 2, qui a réussi, malgré les économies imposées au service public, a augmenter son budget cette année. Son homologue de France 3, Patricia Boutinard-Rouelle, affirme que « les relations entre chaînes, producteurs et auteurs se sont nettement améliorées ». Son combat vise surtout à « éviter de "ghettoiser" les documentaires ». Et donc à faciliter leur exportation grandissante. Aujourd'hui, ce sont les séries animalières qui se vendent le mieux à l'étranger, sans doute parce qu'il est facile de doubler les lions....

Nicole Vulser

### Serge Celibidache rend hommage au maestro que fut son père

ter aux répétitions du Requiem de

Mozart, de profiter des explica-

tions de Celibidache sur l'œuvre,

d'entendre le chef exposer ses

coovictions musicales. Au cours

du travail méticuleux qu'il impose

à la Philharmonie de Munich pour

préparer l'interprétation de la

Symphonie nº 9 de Bruckner, il ne

donne jamais d'indications pure-

ment techniques. Il n'attend pas

un supplément de virtuosité, mais

un don total à la musique, à la vie.

Alors, il exténue ses musicieos,

ACTUALITÉ OBLIGE, ce pourrait être un sujet de philosophie pour les jeunes candidats au bac : « Ou'est-ce que la réolité? » « Qu'est-ce qu'un documentaire ? » La meilleure manière de réviser serait de faire un séiour à Vue sur les docs, du 16 au 21 juin, l'un des trois grands rendez-vous annuels coosacrés au cinéma documentaire, avec ceux du Ceotre Pompidou et de Lussas (Ardèche).

Les films y sont parfois réalistes, mais oe se veulent surtout pas « du côté sentimentalo-lyrica-reportage, car il n'y a que ca à la télé! ». commente Freddy Buache, ancien directeur de la Cinémathèque suisse, membre du comité de sélection. « Le dacumentaire d'ilhustratian ne m'intéresse pas. A quoi ban faire un festival si c'est pour montrer ce qu'an voit sur les chaines? », pooctue Brigitte Rubio, directrice de Vue sur les docs.

construire. Serge, le fils, o'a pas osé tailler dans les propos de son père, décédé en août 1996. Le film

Adieu, donc, à la pseudo-réalité,

plus subjectifs. Et quoi de moins objectif que l'hymne au chef d'orchestre Sergiu Celibidache réalisé par son propre fils? UN DON TOTAL À LA VIE vrait sortir en salle à l'automne, est une affaire de famille. Financé, réalisé, produit par elle, le film n'est pas la biographie rigoureuse qu'un chercheur pourrait re-

construisent à coup de propos coovenus et d'images sans surprise sur les pauvres, les exclus, les victimes... La vie est ailleurs. Elle s'amuse à surgir dans les films les

telle que les reportages télé la

Le Jardin de Celibidache, qui deest trop loog (2 b 25). C'est son

tout comme il épuise ses élèves, jusqu'à ce qu'ils trouveot en euxmêmes une profondeur jamais atteinte. Une nouvelle réalité. Uo naufrage, des centaines de personnes avalées par les eaux ooires de la nuit Baltique : le désastre bien réel du ferry Estonia, qui sombra entre Tallinn et Stockholm en 1994, a inspiré un film an-OWIGON SHEET FOR ti-factuel au réalisateur estonien Mark Soosaar. Pas une seule image d'archives du drame ne figure dans Le Désastre du naufrage de l'Estoma, alors que la beauté du parcours du ferry, entre les îles à partir du 22 novembre 1997 boisées de la Baltique, est omnipréseote. « Dans un pays de la taille de l'Estonie, ces 852 marts ant

> proche », explique Mark Soosaar, doot la propre mère a péri. Plusieurs livres ont été publiés en Estonie sur le drame, dont le réalisateur a choisi d'étudier la perception subjective. En attendant l'enquête qui permettrait au pays de comprendre les raisons de l'accident, le champ est libre pour l'imagination et les hypothèses les plus absurdes. Alors, tel scientifique qui a perdu sa femme sait qu'elle ne reviendra plus mais l'attend quand même. Telle veuve cotoje la ouit un revenant, soa mari. Tel jeune bomme branché visite les « meilleurs » médiums d'Europe pour localiser ses sœurs noyées. Certains morts deviennent des figures mythiques, des intercesseurs entre le ciel et les bumains, comme ces deux jumelles ou ce capitaine-adjoint qui, portés au début sur la liste des survivants, n'ont jamais réapparu.

provoqué un choc. Presque tout le

mande avait emprunté une fois la

ligne Tallinn-Stockhalm et. cette

nuit-là, beaucaup ant perdu un

principal défaut. Mais quel porfantasque en dit long sur les approches modernes de la mort. trait de ce maestro exceptionnel l Les premières minutes de Family Quelle chance de pouvoir assis-

Name, de l'Américain Macky Alston, font craindre le pire. Comme s'il s'agissait de faits certains, le jeune réalisateur assène tout à trac: « Je suis gay, je suis blanc, je m'appelle Alston et je mène l'enquete sur le fait qu'il existe de nambreux Alston noirs. » On se croit emharqué dans l'une de ces recherches de racines qui font, aux Etats-Unis, du téléfilm garanti 100 % gnangnan qui fera le tour du monde et, en France, do débat en bétoo sur identité et communau-

LES TRACES DE L'ESCLAVAGE Très vite, les pseudo-certitudes vacilleot et la véritable quete commeoce. Macky rend visite aux Alston noirs avec lesquels il était à l'école primaire en Caroline du Nord, consulte les registres d'état-

civil, scrute les liens du sang. Ao

terme de cette démarche, oo ne

sait plus très bien qui est noir, blanc ou metis dans cette famille. Dans les ultimes secoodes du film, la filiation même du réalisateur s'embrouille plus encore.

En revanche, le jeune homme a appris et compris en profondeur une question majeure de l'Amérique moderne, celle de l'esclavage. Il eo perçoit les traces récentes qui impressionnent sa vie familiale. Le nom Alstoo est celui d'une plantation, puisque l'usage était que les esclaves portent le nom du domaine de leur maître et en changent lorsqu'ils étaient vendus à un autre. La présence de blancs et de métis s'explique par les viols que les maîtres infligeaient fréquemment aux femmes esclaves. La scèce où une vieille Mme Alston, plutôt noire, accepte de parier, avec des silences et des rires gênés, de ces viols, de ce passé d'esclavage est un temps fort du film.

#### Ouvert au public

promontoire avec vue sur les docks de Marseille, le festival se veut largement ouvert au public. Les billets soot à un prix raisonnable (25 F pour un film, 100 F pour cinq séances). Si élèves et enseignants sont bien associés au travail de Vue sur les docs, le reste du pubbe ne se précipite pas dans le vaste auditorium du Pharo. Le festival reste surtout fréquenté par des professionnels ● Toute l'année, l'équipe du festival organise des projections régulières de documentaires à la salle Le Paris, le mardi. • Une partie des projections du festival se fait en plein cœur de la ville, au cinéma Le César, Un festival off se déroule au cinéma L'Alhambra, dans le quartier de l'Estaque. Cette année, il se consacre au documentaire africain, avec notamment des films d'Idrissa Ouedraogo. Vue sur les docs, jusqu'au 21 juin. TEL: 04-91-84-40-17, L'Alhambra.

Catherine Bédarida tél.: 04-91-03-84-66.

### MHANNES BRAHMS - Paverture pour

Printed the second of the second

Remain a training assets

5

melite accidentique : Promière symplemur. ARON TAY KERNIS: Colonial Lights, Ordestrenational des Pass de la Loise. Hubest Soudan (direction). SALEPLEYET, le 17 juin. 252, rue du l'au-

bourg-Saint-Honore Paris-Se. Me lettuck Prochain concert : vendredi 20 juin, a 2630 Gures d' Laron las Kermis, Guilhume Connession, lean-Irangois / sgel, Gislay Mahler, Anthony Girard, ellipier Messiaen, Pascal Zavaro, Thiorry Estatch Par l'Ensemble Phoenix, [cl.:17]-13-22-76-1 (Phoenix) et 01-45-61-53-00 (Pleyet).

Ronder on 1991 - 1992 a compression of Mared landon of the state of Marinette trees velle en liberty CHITES TORRESTORE FOR MY de conden petalics on the second to be produced out a qui interprent per de production detre con

stine mine devant his properties tout depend on time man in La qualité d COLOT MAY LINE TO MAKE Personal terms designation Star Semie Allen Silve. i gur dre sperede de THE SECT OF RESIDENCE AND PARTY OF THE PARTY THE STATE OF DESIGNATION AS THE and the removalers, there are Material Excelental series for - CRI Lide be at Tree . CERT APP. THE MANAGEM THE A COMM last is support to the m

Les marchands de Ven

Durfel's Bettet Britflift dein Anten Steine

garde devant les mortes de que Lachat direct august de Cartini

issland. Legiors were their spins

tors de distre peters de

La Foire de Ba

sur un bilan

gre pourtant d'un rend

Moriba Koita

Stails themetics as I have

impre'r que, ser un par

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

dans ive anners in 3005

conservations, et a page

PORT STATES THE PROPERTY

par American incapies a final

Lin tri sort n'attend de



Schutte, point delle fast d'affei paine ort berie der grangeliter wie legentier bei tellula une peau de ental en 14 montes par de la même recidenci to toward. Deput ses appetitude dans les archevires de la cent tovale malienne so the section designated a property of the state of the dite", des bintpagnant fen bei fen columns of voterant in the second tite diff. falle named the sign of the same and citationes, avant de se vellement statistics. A limitate come some tros cordes, il en postene an BRAGILLO PARTIES SAID BARE SAID Pier Beinebal ven South dat. courses her dealers des mars, des tions in a hought from the Real to comment on legender, set havened mana Signital, ministra german chart on excepte qu'il secrét semies cittonies, colume haichte. Britistle decement our come de interior Sympani Lindell H. D. The 1 Hambal; ou Months Some matale a flanderes 1949. And A l'includent de la mater de man

LAVOIR MODERNE PARISHIN. Bine Leon, Paris 18. M. Marcade-Poissonniers. Tel.: 01-12-52-M. Les 21 et 28 juin 2 22 h 30. hin: 50 F throis spectacles Mile, danse, musique -. debui Depuis que les artists de la company Chart Marchine Committee C Minds is the same of the same Guinem Morris Soft devenor from the first terms ordental corresponding

Sources dealer, hydronium of the With Minches Austra or product of tacilenem en salu dans un min Consert : O minutes an Lavor mo denie parimen, an court d'aux

Jean-Jacques Debout A l'écoute de ces réactions, entre mélodrame et tragédie, ce film

### Une vaste rétrospective consacrée à Jean-Marie Straub et Danièle Huillet a été programmée

TROIS HOMMAGES d'excellente tenue ont marqué la 8° édition de « Vue sur les docs ». Un ensemble de cina réalisations du cinéaste canadien Jacques Godbout, anteur d'une trentaine de films et par ailleurs essayiste et romancier, présenté à l'occasion du Grand Prix de la SCAM qui lui a été décerné cette année; quatre documentaires signés par Krzysztof Kiesłowski entre 1976 et 1980, dont le percutant Nie Wiem (Je ne sais pas, 1977); enfin, et surtout, une ample rétrospective de l'ceuvre de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.

L'initiative de cette rétrospective revient à Freddy Buache, l'un des fondateurs de la Cinémathèque suisse et membre du comité de sélection de la compétition internationale de « Vue sur les docs », qui en a confié la conception et l'animabon à Louis Seguin, l'un des plus fidèles complices et des plus subtils critiques du travail de Stranh et Huillet (à lire, l'éclairant recueil d'articles qu'il leur a consacrés, Aux distraitement désespérés que nous sommes..., publié en 1991 aux édi-

On a fortement regretté que les cinéastes, dont la présence était annoocée en fin de semaine, o'aient pu finalement se rendre au Festival, du fait de l'agressioo dont ils ont été victimes à leur domicile romain (Le Monde du 5 juin). Macharka-Muff (1962), Chronique d'Anna Magdelena Bach (1967), Lecons d'Histoire (1972), Moise et Aqron (1974), Amerika, rapports de classe (1984), Antigone (1991)... à voir ou revoir cette œuvre d'une force inouie élaborée sur trentecinq ans de distance, fidèle à ses partis pris politiques et philosophiques, on mesure la singularité et la solitude de leurs auteurs au sein d'une industrie qui récuse la durée et exalte l'artifice. Dans le sillage d'un Robert Bresson, mais résolument tourné du côté de la matérialité, le cinéma de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet est une leçon de patience et requière

l'image engendre la passivité. Mises en évidence entêtées, minutieuses et lumineuses d'œuvres littéraires, picturales ou musicales,

la participation active du specta-

teur, contre toute idée établie que

prochent au plus serré, dans l'économie et la sobriété, le coeur d'une créatioo révélée, éprouvée. par les corps. Aucun effet esthétisant, pas de bavardage ; le respect avant tout. « Ils n'exploitent pas le texte qu'ils mettent en scène, parce qu'ils savent qu'il ne leur appartient pas, souligne Louis Seguin. Ils se mettent seulement, comme Lang, à la bonne hauteur et d bonne distance, là où le divertissement n'est pas systématiquement éliminé. comme par le jeu d'une politique d'austérité, mais tenu dans l'espace de sa marge. Ils premnent leur recul et ils prennent le temps: ils sont même aujourd'hui au nombre des très rares metteurs en scène d n'être pas esclaves de la vitesse, d ne pas se laisser écraser par la poussée des accélérations. » A preuve, le bouleversant Du jour au lendemain (1996), présenté en clôture de cette rétrospective (samedi 21, à

15 h 30), réalisé d'après l'opéra en

un acte d'Arnold Schoenberg. Une

sorte de miracle.

les films de Straub et Huillet ap-

Valérie Cadet

CULTURE

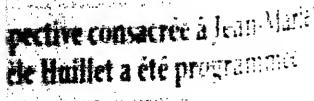


the hill actions after a see I've 福地田 海の間の間に was the way to be the same of AND MAN TO WAR HAND TO MAN THE The graph has all their a transfer of the Apply the ATE IN CASE FOR HOLD white the state of the state of the second second and the second second the state of the same of the same TOTAL SEASON PROPER TOTAL SEASON SEASON 海水 海州 海南海南南部 東海 山南山 南 清水

With the land

with their walk from a section with the Appropries 1992, margifelier i fragigne in a margin Cambridge The second that the second second the second second the telegraphic continues to the state of معارعا والمبيعين للبياقيه والمتخيلة فالمسا  $(-1)^{\frac{1}{2}} \widetilde{A}_{ij} \widetilde{B}_{ij}^{\mu\nu} \widetilde{B}_{ij}$ 實施的 唯一的實施學 海 海 医外部 京都 御事事事 ナイン・マック ぎょうしょ कर्ण स्पेत्रहरू संवर्णकृत्योग राज्योग् सार्व १५० व THE THE PROJECT HE THEN THE reference reach there are an artificially for the Committee and Court Statement of the Title and the second section is the second to which the we william, in the con-成物 海洋的 经工作证 The second second is a second of the second . 🚉 ja jago paga principia a 🚎 ja garan na paga a a a a 🕒 💌 被操作之一。 "我们是我们的一个一个 gay region granter, many re-THE STATE OF THE SECOND SECTION AS Company of the same and the same The second was the most of the wife. the partie was transfer and an part the second of the second of

Stranger Robert Land pective consacree à lean Marie. ele Huillet a été programme



The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

A. "原的原理"的方面。14.000

The Company of the Control of the Co

the section of the se

graphia regulation Tribbin with the

The state of the s

(2.25年) (本語書 ・ 青年と覧 700

September 1974, was been a walk to the property of the

The profession was

property of the second of the second

graphical as a graph and a second

28. 78. 1883 A. T. C. 18 18 18 18 18 18 18

with the second of the

Strange of the second

filesh) a continue to the second

**建设设置** 

THE TOPPE TO MEET A

age of the second second second

appropriate and the Co. Co.

Pater Burner of State (Salara)

which will be the second The state of the s The state of the s THE STATE OF The second of the second of the second

gan a diagram of the first of the

**e**kolomich (in territori

LAVOIR MODERNE PARISIEN, 35, rue Léon, Paris 18°. Mº Marcadet-Poissonniers. Tél.: 01-42-52-09-14. Les 21 et 28 juin à 22 h 30. Prix: 50 F (trois spectacles théâtre, danse, musique –, début (2) 工業を管理をある。 (本の) ・い。 W THE MAN THE STREET à 20 heures). may assume the second of the s

> des Pages Saint-Germain ars-Pies Bruno HEITZ Lionel KOECHLIN le samedi 21 juin à partir de 15 heures L'Ecume des Pages 6.1 Sunt-Germain, Pa 01.45,48,54,48

n'goni, petit luth fait d'une caisse en bois de manguier sur laquelle est tendue une peau de vache, ne bénéficie pas de la même (relative) notoriété. Depuis son apparition dans les orcbestres de la cour royale malienne au XII siècle, cet Depuis que les griots ont porté le chant mandingue sur les scènes du monde, la kora - popularisée par le Guinéen Mory Kanté -, le balafon, les percussions djembé et tama, sont devenus familiers au public occidental, converti aux rythmes et musiques du continent africain. Le

instrument a pourtant traversé les àges, accompagnant les récits épiques et servant de fil musical à moult louanges ou déclamations de généalogies, avant de se retrouver lui aussi à côtoyer des instruments électriques. A l'origine conçu avec trois cordes, il en possède aujourd'hui parfois sept, mais c'est le plus souvent sur quatre que courent les doigts des griots. Au cours de sa longue histoire, le n'goni connut ses légendes, tel Banzoumana Sissoko, musicien avengle dont on raconte qu'il jouait sans toucher les cordes. Il a aujourd'hui ses virtuoses, comme Basekou Kouyaté, découvert aux côtés du koraïste Toumani Diabaté (CD Dielika / Hannibal) ou Monba Koita,

nouveau disque, Sorotoumou (Cobait), Moriba Koita se produit acconcert (30 minutes) au Lavoir moderne parisien, au cours d'une

soirée qui propose également du théâtre (Elle (s) d'Isles, d'Aimé Céécole : le n'goni ". »

UNE APPROCHE NOVATRICE

soir, le petit Moriba s'initie aux subtilités de l'instrument et mémorise les hauts faits de ses ancêtres. Il détambour d'aisselle qui ne le quittait avec lui ») pour se consacrer désormais uniquement à l'instrument de Maîtrisant parfaitement aussi

bien le n'goni ba (basse) que le n'goni micin (aigu), Monba Kolta est bientôt repéré par les fonctionnaires du ministère des arts et de la culture. Il intègre l'ensemble instrumental du Mali, où il restera pendant douze ans. Première formation créée par le gouvernement après l'indépendance pour redonner sa place a la musique nationale, cet orchestre avait une approche moderne de la tradition, organisant une fusion idéale entre les musiques de différentes ethnies. En son sein, Moriba Koïta se découvre un penchant pour une approche novatrice de son instrument fétiche. Sa dextérité et son inventivité vont bientôt faire de lui un des joueurs de n'goni les plus sollicités. Salif Keita, Kassé Mady Diabaté. Arny Koita, Tata Bambo Kouyaté, Cheick Tidiane Seck, ses compatriotes les plus célèbres, le sollicitent, mais aussi Mory Kanté, Ma-

nu Dibango ou Nayanka Bell. Comme beaucoup d'autres, Moriba Koita a préféré le chemin de l'exil à une vie de plus en plus aléatoire au Mali, où l'art du griot n'est plus aussi rémunérateur qu'il le fut. S'il ne néglige aucun mariage, aucune fête dans un foyer en banlieue parisienne, s'il n'oublie jamais qu'il est le descendant d'une grande famille de griots, Moriba Koïta se sent totalement une ame d'artiste. Il a fondé à Paris le grand ensemble mandingue Mandé Foli et se dit prêt à toutes les aventures musicales, avec, précise-t-il, pour suivre son chemin, un seul proverbe en tête : le n'goni.

Patrick Labesse * Sarotoumou/Cobalt, 1 CD Mé-

Marion Van Renterghem * Ma réponse à Brigitte Bardot, de

### La Foire de Bâle s'est achevée sur un bilan en demi-teinte

Elle a témoigné pourtant d'un renouveau d'intérêt pour les jeunes artistes

La Foire de Bàle s'est achevée mercredi 18 juin sur un bilan mitigé. Certains vendeurs avaient de quoi exulter, d'autres dénonçaient un choix qualitatif trop vaste qui finit par nuire aux affaires. Une bonne nouvelle cependant : les deuvres d'autres jeunes se sont vendues au-de-

de natre envoyé spécial

soixante-trois marchands de ta-

hleaux présents à la Foire de Bâle,

qui s'est achevée mercredi 18 juin,

était souvent très contrastée. Si

Thaddaeus Ropac était aux anges

dans un stand complètement déva-

lisé, si Waddington exultait dès le

soir du vernissage en voyant ses Pi-

casso s'envoler les uns après les

autres (on estime le montant de ses

ventes à environ 5 millions de dol-

lars pour le seul premier jour),

d'autres galeristes prestigieux fai-

saient triste mine. L'un d'eux, per-

plexe, énonçait même un para-

doxe: « Trop de qualités nuit aux

affaires. Les clients hésitent. Ils ant

ici littéralement l'embarras du choix.

Quelqu'un était intéressé par mon

Kupka. Mais il a finalement fait son

achat chez Jan Krugier... » C'est

que, à la Foire de Bâle, on achète

souvent moins un tahleau qu'un

pedigree, et que, dans l'esprit du

collectionneur, une œuvre gagnera

à porter l'estampille de la galerie

Beyeler, par exemple, plutôt que de

provenir de chez Tartempion. Une

consolation toutefols: dès qu'un

marchand vend, son premier ré-

ilexe est d'aller faire ses emplettes

chez ses confrères. Certains ta-

hleaux voyagent de stand en stand

toute la semaine, trouvant parfois

chez l'un le collectionneur privé qui

On attendait les Allemands. Ils

ont été peu nombreux, hormis

quelques conservateurs chargés de

la gestion de collection de quelques

grandes institutions d'outre-Rhin.

Les Américains, attirés par la

conjonction de la Foire de Bâle

représentants des musées cana-

JOHANNES BRAHMS: Ouverture pour

une fête académique ; Première Symphonie.

AARON JAY KERNIS: Colored Fields. Or-

chestre national des Pays de la Loire, Hu-

SALLE PLEYEL, le 17 juin. 252, rue du Fau-

hourg-Saint-Honoré, Paris-Se. Mo Ternes.

Prochain concert : vendredi 20 juin, à

20 h 30. Œuvres d'Aaron Jay Kernis, Guil-

laume Connesson, Jean-François Zygel,

Gustav Mahler, Anthony Girard, Olivier

Messlaen, Pascal Zavaro, Thierry Escaich

par l'Ensemble Phoenix. Tél.: 01-43-22-96-

Fondée en 1991 par le compositeur Mar-

cel Landowski, l'association Musique nou-

velle en liherté favorise la diffusion des

œuvres contemporaines hors des cercles

spécialisés en soutenant les organisateurs

qui entreprennent de panacher dans un

01 (Phoenix) et 01-45-61-53-00 (Pleyel).

bert Sondan (direction).

l'aurait négligé chez l'autre.

L'humeur des deux cent

qualitatif trop vaste qui finit par nuire aux af-faires. Une bonne nouvelle cependant : les Amèricairs ont répondu massivement présent à ce grand rendez-vous.

diens ont aussi fait le voyage et pris des contacts. Car pour les œuvres majeures, coûteuses et destinées par leur format à des institutions, les tractations seront longues et

s'étaleront sur plusieurs mois après la clôture de la Foire. En attendant, les calculettes surchauffent et les marchands jongient avec les équivalences en dollars et en francs suisses. Sans compter les ristournes. Rares sont en effet les acheteurs qui ne réclament pas un rabais. Le marchand, prudent, a fixé son prix en conséquence. Mais pas trop haut; une estimation démentielle fait fuir le client avant même qu'aient pu s'entamer des négociations. Une célèbre galerie parisienne en a fait l'amère expérience: ses tableaux étaient annoncés à des prix que les amateurs ont jugés prohibitifs. Autant dire que les marges sont serrées et que les collectionneurs prement goût an jen, non sans un certain sadisme: «L'un d'eux, confie un galeriste, a mené tout un après-midi un marchandage digne

donner de réponse définitive. Il a fini par rappeler le soir, depuis l'aéropart, paur canfirmer l'achat, ils jouent avec nous comme le chat avec

« LA CONFIANCE REVIENT » Donc, les affaires furent mitigées. De l'aveu de Pierre Hubert, un galeriste genevois, responsable de la Foire, « 60 % au moins des galeries présentes ici couvrent à peine leurs frais, et encore... Mais participer à Bâle est un investissement à long terme. C'est prendre sur le budget de communication d'une année et c'est beaucoup plus efficace que de dépenser son argent à placer de la publicité dans la presse... » C'est aussi l'opinion de la galeriste Eve-lyne Canus, installée à La Collesur-Loup, près de Nice : « La presse nationale néglige completement les galeries de province. Elle ne se souvient de notre existence que pour naus envoyer ses tarifs publicitaires. Notre participation à Bâle naus fait connaître des professionnels, ravive la confiance de nos collectionneurs et génère des ventes sur les six mois

#### Les marchands de Venise

d'un souk et naus a plantes là sans

Les bons esprits vouent aux gémonies les foires d'art et les marchands pour porter aux nnes les projets culturels apparemment désintéressés, comme la Biennale de Venise ou la Dokumenta de Kassel. Hélas les galeristes ne respectent rien et les meilleures affaires de la Foire de Bâle se sont traitées à Venise : tous les grands de la profession qui avaient un artiste représenté à Venise se sont rués sur la lagune pour marquer leur territoire. Et chacun de susurrer, lors de diners privés organisés pour l'occasion, les montants auxquels un collectionneur intéressé pouvait décrocher l'œuvre convoitée. On a même vu des assistants de grandes galeries monter la garde devant les œuvres en question pour éviter les interférences (l'achat direct auprès de l'artiste, par exemple), et ne pas manquer le kumenta de Kassel, étalent hien sents à Bâle, mais qui n'avaient pas de poulain à Venise, faisaient les organisateurs. présents, mais peu dépensiers. Des grise mine devant les portefeuilles vides des amateurs, qui avaient

qui suivent. » Son exposition de Dominique Figarella, une jeune artiste aux œuvres sans concession, a eu beaucoup de succès. Le hilan est

done positif, dans ce cas. Il l'est aussi pour Anne Lahumière. Si les artistes historiques ou'elle présentait, comme Vasarely ou Jean Leppien, ont été boudés des amateurs, elle a vendu « les ieunes, les jeunes, les jeunes. Et les Jeunes sant français, chez mai, Comme quoi la subvention du ministère de la culture sert à quelque chose ». Cette subvention décidée en 1995 profite aux galeries francaises qui consacrent au moins la moitié de leur stand à des artistes vivants, français ou résidant en France. Elle finance la moitié du prix du stand. Chez Pierre Hubert, 80% des ventes réalisées concernent aussi les jeunes, et particulièrement ceux qui utilisent la photographie. Il a ainsi complètement liquidé ce qui lui restait de l'exposition de Mariko Mori, qu'il avait présenté dans la section « statement » en 1996, et vendu presque toute l'exposition de cette année, consacrée à John Tremhlay. « En tout, ce sont quarante-cinq pièces qui sont parties. Quarante-cinq petites, mais cela veut dire que quarante-cinq persannes ant mis la main au portefeuille. Et des particuliers pour la plupart. Les gens ant à nouveau envie de collectionner et d'acheter les artistes de leur généra-

confiance revient. » Un intérêt dont témolgne un curieux baromètre : le catalogue de la Foire, tiré à 9 000 exemplaires, épuisé trois jours avant la ferme-

Harry Bellet coucher d'un chien ».

### Jacques Charrier réplique à Brigitte Bardot

L'ancien époux de la star sort du silence pour défendre son passé mis en cause dans « Initiales B. B. »

CETTE FOIS, le berger a répondu à la bergère. Le tacitume Jacques Charrier, l'ex-jeune premier du cinéma français, héros des Tricheurs de Marcel Carné, producteur auda-



eibliographie starlette aux lèvres houdenses, idole des hommes et des animaux, et que l'humanité presque entière, jadis, jui envia. Aux Initiales B. B., les fracassants Mémoires de Brigitte Bardot parus chez Grasset en septembre 1996, il oppose sa version des faits: Ma réponse à Brigitte Bardot.

A chacun ses confessions, somme toute. Dans Initiales B. B., Bardot ne se montre pas sous son meilleur jour. Elle y dit tout le mal qu'elle pense dn monde en général (où les mosquées et les minarets ont remplacé « les clochers de nos villages abandannés », ou partout s'exhibe « une telle dégradation des mœurs »), et de certains hommes en particulier. Parmi eux. Jacques Charrier, le deuxième de ses ex-époux, et Nicolas, leur fils. En 80 pages sur 560, l'un et l'autre en prennent pour leur grade. Le premier apparaît profiteur, autoritaire, raté, égoiste, bref, « bourgeais jusqu'au troufignard ». Quant à Nicolas, « fœtus informe », elle aurait tout fait pour s'en débarrasser. Mais il est né. « Quand ma canscience revenue me permit de comprendre que c'était bien man bébe qui nageait doucement sur moi, Je me mis à hurler, suppliant qu'on me ilève, ie l'avais porté neuf mais de cauchemar, le ne voulais plus le

voir le Et elle aurait préféré « ac-

genre à faire du bruit. En trentesept ans, depuis la naissance de leur fils, il n'a jamais fait une allusion puhlique à sa passion de jeunesse pour Brigitte Bardot. Cette fois, il a jugé nécessaire d'écrire, la justice ne hii ayant pas donné gain de cause - à la parution du livre, il avait demandé la suppression des 80 pages en question et n'a ohtenu que 150 000 francs de dommages et intérêts. Entre-temps, le brûlot de la mémorialiste faisait son chemin: meilleure vente de l'année des éditions Grasset, il atteignait les 500 000 exemplaires vendus. Le mal était fait. « le n'avais plus que cette solution, explique )acques Charrier. Je l'ai fait pour mes enfants, pour rétablir la vérité. Si je pauvais me cancentrer sur ma peinture, je vous assure que ie me passerais volontiers de ce genre de publicité. » Michel Lafon, l'éditeur des « coups », espère malgré tout en vendre 100 000 exemplaires,

Jacques Charrier n'est pas du

Jacques Charrier est très calme. Brigitte, il ne lui en veut pas. Il veut dire qu'ils se sont aimés et que Nicolas, elle s'était réjoine de le voir naître. Et en passant, il évoque les « penchants idéologiques » de B. B. en rappelant la seule chose qu'elle lui avait transmise de l'héritage de ses parents: la bibliothèque paternelle, qui comprenait, outre des écrits sur Goebbels ou Goering, un exemplaire dédicacé de Mein Kampf par Adolf Hitler. Brigitte Bardot a assigné en référé Jacques Charrier et son éditeur pour interdire le livre. Le 10 juin, elle a été déboutée de sa de-

Jacques Charrier. Michel Lafon, 344 p., 125 F

DÉPÊCHES

■ ART-VENTES: un pastel de Renoir. Portroit de jeune fille 11896), a atteint 6.48 millions de francs, soit cinq fois son estimation, lors d'une vente de tableaux et sculptures des XIXe et XXe siècles, mercredi 18 juin, à Drouot. Lors de la même vente, le Portrait de [sa] fille à Garev par Berthe Morisot, pastel de 1886, a doublé son estimation haute pour atteindre 1,75 million de francs. Une huile du muraliste mexicain Diego Rivera, Marisa Lupe Paredes (1931), a également doublé son estimation haute pour atteindre 754 000 francs.

■ MUSIQUE: le chef d'orchestre américain Myung Whun Chung a été nommé directeur de l'académie Sainte-Cécile de Rome, la plus prestigieuse institution musicale italienne, mercredi 18 juin. Agé de quarante-quatre ans, Chung prendra ses fonctions en octobre. Son contrat est de deux ans renouve-

■ SACEM: le paroller Jacques Demarny a été réélu, le mardi 10 juin, à la présidence du conseil d'administration de la Société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique (Sacem). Jean Dréjac (auteur), Jean-Claude Petit (compositeur) et Max Amphoux (éditeur) sont les trois nouveaux vice-présidents du bureau.

■ GRÈVE: les caissiers et contrôleurs dn château de Versailles, en grève depuis mardi 17 juin, ont repris le travail dans l'après-midi du jeudi 19. La grève n'avait pas affecté l'accès au chàteau et à ses trois musées.

CERTAINS DIMANCHES VOUS VIDENT LES POCHES, COMBIEN VOUS REMPLISSENT L'ESPRIT ?



Voyage au Temps des Impressionnistes Parcours-spectacle au Château d'Auvers, à Auvers-sur-Oise Entrée 55 F. Renseignements: 01.34.48.48.50

tian. Vaici quatre ans, ils ne voulaient même pas venir à la Foire. La

tout dépensé en Italie avant de visiter la Suisse.

La qualité d'égarement d'Aaron Jay Kernis

méme programme créations et pièces du répertoire. Cela ne suffisait pas.

sation des activités de Musique nouvelle en liberté! Judicleusement choisi pour il-Depuis 1994, Musique nouvelle en liberté organise un festival, les Paris de la musique, censé offrir sans exclusivité esthétique une approche des tendances actuelles au sein d'une vaste prise en compte des œuvres dn passé. Sa deuxième édition, qui doit se dérouler à la Salle Pleyel du 14 au 22 novembre, vient d'être présentée par Marcel Landowski sous le signe de la « récanciliation ». Très virulent à l'égard de conciliation. ceus qui mênent un « cambat d'esprit tatalitaire de rupture et de mépris », l'octogénaire chancelier de l'institut de France a rappelé que, sur un plan artistique, « la

conservateurs, et à partir des années 60 pour légitimer l'avant-garde. Un tel sort n'attend vraisemblahlement pas Aaron Jay Kernis, même en cas de ces-

mart par l'étouffement » avait été pratiquée

dans les années 20 pour protéger les

lustrer l'idéal de l'association - dans un cadre étendu à la commémoration du centenaire de la mort de Brahms par l'Orchestre national des Pays de la Loire – cet Américain né en 1960 ne saurait en effet être taxé d'extrémisme. Sa musique à l'assise tonale manie avec art consonance et dissonance sans jamais verser dans le compromis ni figurer un artifice de... ré-

Son concerto pour cor anglais, Colared Fields (1994) va bien au-delà, par exemple, des apparences hédonistes que lui conferent initialement l'expression très pastorale du soliste (l'élégant Christophe Grindel) et le raffinement d'esthète distillé par l'orchestre. L'image conventionnelle d'un peintre délicat évoluant dans un décor de tulle illusion (cordes dédoublées de part et d'autre de la scène) ne tient pas

longtemps. Kernis la hrouille par l'infiltration graduée d'éléments sournois, invitant ainsi à s'intéresser davantage à l'orchestre qu'au soliste. Là réside l'essentiel - mille fugitives amhiguités - de son œuvre. On ouhlie alors la dramaturgie sommaire et le goût éclectique (entre le brillant de Stravinsky et le trouble de Chostakovitch) dommageables à l'ensemble pour ne retenir que la qualité d'égarement entrevue dans le style encore inabouti du compositeur. Qu'en bon créateur des années 90, il pratique le décloisonnement à tout-va (comme dans le finale Hymns and Tablets, traversé par une mélopée héhraïque) ou qu'en digne héritier de Leonard Bernstein, il s'enivre de rythmes déhanchés (comme dans le second mouvement Pandara Donce), Kernis se ménage toujours un espace de projection personnelle.

Pierre Gervasoni

### Moriba Koïta, un griot malien dans la ville

installé à Paris depuis 1993. A l'occasion de la sortie de son tuellement en solo dans un mini-

saire et Saint-John Perse, mise en scène d'Yves Collet) et de la danse (Kettly Noël, danseuse et chorégraphe haitienne). Affable et paisible, Moriba Koita égrène des mélodies rêveuses ou rythmées par le claquement des ongles sur le bois. Il raconte l'histoire de la vache, « l'animai damestique le plus avantogeux porce au'elle met au monde le bœuf, procure chair, lait et engrais », évoque son village, Kenenkoun, situé à 55 kilomètres de Bamako, et les conseils de son père. Auprès de lui, Moriba Koita apprit les rudiments du n'goni. « Quand j'ai eu fini le cycle primaire, il m'a dit: " Maintenant, tu vas suivre man

Après les travaux des champs, le

laisse complètement le tamani, un jamais (« Je me couchais et me levais prédilection des griots de sa région.

### **Forsythe** de retour à Paris

#### Au Châtelet, le chorégraphe américain présente deux programmes

ENFIN, FORSYTHE. Peut-être trop tard dans la saisoo, mais tant attendu avec ses ballets-concepts, ses coocepts-décors, et sa danse coercitive, prise entre tangente et vertige. Ce chorégraphe est un mathématicieo de l'espace, un géamètre des corps. Le chaos. d'accord, mais organisé au millimètre près. Sa compagnie, le Ballet de Francfort, vieot avec une reprise. The Loss of Smoll Detail, et une créatioo, Sleepers Guts, qu'il présente comme « un travail avec le Ballet de Francfort » : chacun des dix danseurs a, eo effet, apporté sa cootributioo. Jacopo Godani a chorégraphié la troisième partie, Stephen Galloway a réalisé les cos-



tumes, Dana Caspersen a écrit les textes qu'elle récite avec sa voix monocorde et superbe. Boulot d'équipe. William Forsythe avance dans l'idée même de ce que pourrait être une compagnie. Avec toujours Thom Willems, accompagné de Joel Ryan, à la musique. Suffisamment fort pour quitter les festivals du Sud toutes affaires ces-

* Théâtre du Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1". Mº Châtelet. 1" programme: 20 h 30, du 20 au 25 juin ; 17 heures, le 22. 2º programme: du 29 juin au 4 juillet. Tél.: 01-40-28-28-40. De 50 F à

#### **UNE SOIRÉE À PARIS**

Arts plastiques

Cour Saint-Pierre La Cour Saint-Pierre est une allée fleurie avec chats, chiens, enfants et artistes. Accompagnés par l'Harmonie Des Vents dans la plaine, des plasticiens, des photographes, des sculpteurs exposeront leurs œuvres. Une manière différente de coocevoir la Fête de la musique. Parmi les exposants, oo remarque Gérard Omez, Rémi Nicolas, Philippe Nouail, Emilie Rouault, Fivel, et beaucoup d'autres. Cour Saint-Pierre, 47 bis, avenue de Clichy, Paris 17. M° Lo Fourche. De 12 heures à 19 heures, les 20, 21 et 22. Tel.: 01-43-87-30-82. Ensemble Phoenix Zygel, Zavaro, Escaich, Connesson, Girard: la jeune garde de la musique cootemporaine tonale en France taleots divers regroupés sour la hannière « Nouvelle musique ». Certains sont des polémistes un peu « courts », à l'occasion des critiques musicaux tellement béats devant leurs maîtres qu'ils en oublieot toute mesure. Ce soot

faut aller écouter pour se forger une opinion. Kernis : Air. Musica Celestis. Zavaro: Portrait. Zygel: Grounds. Escaich: Variotions gothiaues. Connessoo: Les Ropaces. Girard: Mouvement nº 2. Messiaen : Le Merle roi.

en tout cas des musiciens qu'il

Solle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Soint-Honoré, Paris &. Mº Ternes. 20 h 30, le 20. TEL: 01-45-61-53-00. Meiway

Toujours très en forme sur scène, ce chanteur ivoirieo revendique l'inventioo d'un genre : le zoblazo. En fait une musique fortement

ALITRE CHOSE À FOUTRE OU'ALMER

Naceri, Moussa Maaskri (55 min.).

Film polonais de Krzysztof Kieslo

Film français de Carole Giacobbi, avec Hélène de Saint-Père, Michèle Moretti.

Reflet Médicis, salla Louis-Jouvet, 5

(01-43-54-42-34); Le Cinéma des ci-néastes, 17 (01-53-42-40-20+).

avec Franciszek Pieczka, Jerzy Stuhr, Mariusz Omochowski, Jan Skotnicki,

Stanislaw 19ar, Michai Tarkowski

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (+); 14-Juillet Odéon, 6 (+); 14-Juillet-sur-

Film français d'Olivier Doran, avec Da-

nyBoon, Emmanuelle Oevos, Sami

Bouajila, Marine Delterme, Serge Ha-

zanavicius, Dieudonnė (1 h 30). Gaumont les Halles, dolby, 1" (01-40-

39-99-40+); UGC Danton, dolby, 64;

Gaumont Ambassade, 8º (01-43-59-19-

08+); UGC George-V, dolby, 8+; Gau-

mont Opéra Français, dolby, 9º (01-47-

70-33-88 +); UGC Lyon Bastille, 12";

Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13

(01-47-07-55-88 +); Gaumont Alésia.

14* (01-43-27-84-50+); Gaumont Par-

nasse, 14° (+); Gaumont Convention.

15° (01-48-28-42-27 +); Pathé Wepler,

dolby, 18" (+); Le Gambetta, 20" (01-46-

CINÉMA

LA CICATRICE

Seine, 19* (+).

36-10-96 +).

LE OEMENAGEMENT

NOUVEAUX FILMS

influencée par le soukouss zaīrois, qui a pour originalité de se danser eo agitant fréoétiquement un mouchoir. Au cours de cette soirée ouverte par le groupe antillais C'Kans, Meiway présentera soo oouvel album Les Génies wous parlent (Lusafrica). New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. Mª Châteou-d'Eou. 20 h 30, le 20.

Tel.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Compagnie Blanca Li La danseuse et chorégraphe andalouse Blanca Li interprète, avec sept autres danseuses comédiennes, sa récente compositioo Stress (Pète pas les plombs), inspirée par les dépressions provoquées par la vie en milieu urbain. Ce spectacle énergique, dans lequel sont notamment détournés de leur usage habituel des objets urbains Tao Gutierrez et Cristina Hernandez, a été créé en janvier au Théâtre Jean Vilar de Suresnes.

Théâtre de lo Bastille, 76, rue de lo Roquette, Paris 11. M. Bastille, Voltaire. 21 heures, les 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 28; 17 heures, les 22 et 29. Tel.: 01-43-57-42-14. 100 F. Elisabeth Disdier Vol ploné, la pièce de la chorégraphe Elisabeth Disdier, est inspiré de Vol de sucettes, un livre de Vincent Ravalec, Véronique

cootemporaine, ne se laisse pas impressionner par Steevy Gustave et Jean-Claude Pambe-Wayack, excellents rappeurs. Les équilibres risqués du hip-hop dessinent les lignes brisées de ses vies eo sursis. Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, Paris 18 . Mº Guy-Môquet. 20 h 30, les 20 et 21. Tél.: 01-42-26-47-47. De 80 F d 120 F.

Rousseau, danseuse

#### RÉGIONS

Une sélection musique dassique, danse, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

BORDEAUX

Eugène Onéquine da Tchaikovski. Jason Howard (Oné-quine), Mireille Øelunsch (Tatiana), Hanna Schaer (Larina), ballet et chœur de l'Opéra de Bordeaux, Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Louis Langrée (direction), Nicolas Joël (mise en scène), (direction), Nicolas Joe (mise en scene), Andrèe Renard (chorègraphie). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 15 heores, le 22. Tél.: 05-56-48-58-54. De 40 F à 320 F.

DUON Orchestra national d'lie-de-France Brahms: Concerto pour violon et orchestre. Schubert: Symphonie nº 9 « La Grande ». Evgueni Bushkov (violon), Jacques Mercier (direction). Grand Théâtre, place du Théâtre, 21 Di-jon. 20 h 30, le 26. Tél.: 03-80-30-61-00.

De 90 F à 160 F. DOWNNELES-BAINS Marie-Luise Hinrichs (piano à quatre mains) Schubert : Polonaises O 599 et O 824, Divertissement à la hongroise O 818, Fan-

Théâtre du casino, 01 Divonne les Bains 20 heures, le 22. Tél.: 04-50-40-34-34. De 180 F à 240 F. ULLE Orchestre national de Lilla

Mahler: Le Chant de la Terre. Zhang Oiu Lin (mezzo-soprano), Stefan Margi ta (ténor), Jean-Claude Casadesus (direc-Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 20 h 30, le 23. Tél. : 03-20-

12-82-40. De 110 F à 140 F. François-Rene Duchable (piano) Beethoven: Sonate pour piano op. 109. Chopin : 5cherzos, 8erceuse. Liszt : Etudes d'exécution transcendante. Bergerie, 36 Nohant. 21 heures, le 27. Tél.: 02-54-48-22-64. 200 f. PARCAY-MESLAY Elena Brilova (soprano), Irina Romischevskala (mezzo-soprano),

Alexei Martinov (ténor). Victor Tretiakov (violon), Nevander Melnikov (plano) Chostakovitch: De la poésie populaire juive, extraits, Préludes et fugues. Prokofiev: Sonate pour violon et piano Grange de Meslay, 37 Parçay-Meslay. 21 heures, le 21. Tél.: 02-47-05-37-87. De

60 F & 220 F. Régis Pasquier (violos), Roland Pidoux (violons Jean-Claude Pennetier (piano) Tchaikovski: Trio pour pisno, violon et violoncelle « A la mémoire d'un grand 22, 24, 26, 29 et 30 juin et le 2 juillet;

Imrockuptibles

Patricia!

artiste ». Prokofiev : Sonate pour violen et piano op. 94. Grange de Meslay, 37 Parçay-Meslay. 11 heures, le 22. Tél.: 02-47-05-37-87. De

60 F & 220 F. Xavier Phillips (violoncelle), Hüseyin Sermet (piano)

Prokofiev : Sonate pour violoncelle et piano op. 119, Etude pour piano nº 2, Piaces pour piano op. 52. Moussorgski : Les Tableaux d'une exposition. Grange de Meslay, 37 Parçay-Meslay. 15 heures, le 22. Tel. : 02-47-05-37-87. De 60 F à 220 F. Victor Tretjakov (violon),

Natalia Guerran (violoncelle), Elisso Vinssaladze (plano) Chostakovitch: Trio pour piano, violon et violoncelle op. 67. Tchalkovski: Sonate pour piano op. 37.

Grange de Meslay, 37 Parçay-Meslay. 19 heures, le 22. Tel.: 02-47-05-37-87. De RESIMS

Vocasi Collectief Beethoven: Caritate, Symphonie re 9 e avec un chœur final sur l'Ode à la joie de Schiller ». Jan Caeyers (direction). Basllique Saint-Rémi, 53, nue Simon, 51 Rèms. 19 heures, le 27. Tél.: 03-26-77-

STRASBOURG Don Carles de Verdi. Keith Ikala Purdy (don Carlos). Ana Maria Sanchez (Elisabeth de Valois). Giorgio Guiseppini (Philippe II), Chœur Orpheus de Sofia, Chœur de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Paolo Olmi (direction), Ste-fano Vizioli (mise en scène), Nelly de La

Pastellière (chorégraphie). Théatre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Stresbourg. 19 heures, les 21 et 23. Tél.: 03-88-75-48-23. De 70 F Et les 27 et 29 juin, à la Filature de Mui-

house, tel.: 03-89-36-28-28. TOULOUSE de Verdi. Paolo Gavanelli, Alain Fondary (Rigoletto), Kathisen Cassello, Yelda Ko-dalli (Gilda), Chosur et orchestre natio-nal du Capítole de Toulouse, Maurizio

Arena (direction), Nicolas Joël (mise en Théâtre du Capitole, place du Capitole, 31 Toulouse, 15 heures, le 22 ; 20 fi 30, le 24, Tél. : 05-61-22-80-22. De 110 F à 350 E

DANSE ANGERS

hantala, Jordi Savall, Montserrat Figueras Une évocation musicale et chorégraphique. Grand-Théâtre, 7, place du Ralliement, 49 Angers. 20 h 30, le 24. 76l.: 02-41-87-80-80. De 100 F à 150 F.

Mathilde Monnie Arrêtez, arrêtors, arrête. Studio du centre chorégraphique, les Ursulines, 34 Montpellier. 20 h 30, les

**Béatrice** 

Dalle

Ferrara, Jarmusch,

Doillon et les autres :

entretien

au Creedense

rencontre exclusive

ominique A fait chanter

Francoiz Breut

Inročkuptibles

Cleanwater Revius

Centre dramatique national, prome nade des Arts, 06 Nice. 20 h 30, les 26 et 27. Tél. : 04-93-80-52-60. Entrée libre. AI RE in situ in visu : Patrick Blanc Moulins albigeois, 41, rue Porta, 81 Albi. Tél.: 05-63-77-32-13. De 10 heures à

20 h 30, du 24 au 26. Tél.; 03-85-42-52-

Des youx dans la maison d'Orient ou le

Voyage des souvenirs de Corine Miret et Stéphane Otry, mise

Les Bernardines-salle de répétitions. 45.

rue d'Aubagne, 13 Marseille. 20 heures,

les 21, 24, 25, 26, 27. Tel.: 04-31-24-30-

40. Durée : 1 heure. 35 Ft et 50 F. Der-

de et per Aurore Prieto, d'après des ex-traits d'interviews d'Arietty. La Criée, 30, qual de Rive-Neuve,

13 Marseille. 20 h 30, les 21, 24, 26, 27;

17 heures, le 22 ; 19 heures, le 25. Tél. : 04-91-54-70-54. Durée : 1 heure. 130 F°

La Maioca avec las Diabladas, les Tikunas, les

Wayuû, les Totonacas et les Guaranis. Château d'O, 857, rue Saint-Priest,

A4 Montpellier. 18 houres, les samedi, di-manche, mardi, mercredi, jeudi, vendre-di. Tél.: 04-67-63-66-66. Ourée: 2 houres. 20 F° et 40 F. kusqu'eu 6 juillet. La Banque el Cafetin

Château d'O, 857, rue 5aint-Priest, 34 Montpellier. 22 heures, du 26 au 3. Tél.: 04-67-63-66-66. Durée: 1 h 30. De

La Roi Lear de William Shakespeere, mise en scène

de Pierre Debauche. Château d'O. 857, rue Saint-Priast,

34 Montpellier, 22 heures, le 27. Tél.: 04-67-63-66-66. Durée: 3 heures. De

d'Ovide, mise en scène de Christian Rist.

00. Durée : 1 h 30. De 50 F* à 150 F.

en scène de Xavier Marchand.

Léonie Bathiat dite Arletty

et 150 F.

MONTPELLIER

40 F* à 70 E.

40 F* à 100 F.

Les Métamorphoses

12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Fermé les 14 juillet et 15 août. Fermé mardi. Jusqu'au 21 septembre. Entrée libre. Robert Milin

Centre auturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, 81 Albi, Tél.: 05-63-49-72-72. De 14 heures à 19 heures, Fermé lundi. Jusqu'au 28 septembre, Entrée libre. ANDILLAC

n situ in visu; Petrick Corillon Château-musée du Cayla, 81 Andillac. Tél.: 05-63-33-90-30, De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 septembre.

ARRAS Hommage à Jean Legros (1917-1981), ceuvres 1973-1981 Centre culturel Norolt, 6-9, rue des Capuons, 62 Arras. Tél.: 03-21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures et sur rend vous. Fermé mardi, Jusqu'au 27 juillet.

Entrée libre. BÉTHUNE Cinq artistes de l'abstraction : Debré, Féraud, Hartung, Miotte

Espace culturel Saint-Pry, rue Saint-Pry, 62 Béthume. Tél.: 03-21-68-40-74. Lundi, leudi de 12 heures à 14 heures : mercre-18 heures. Jusqu'au 5 juillet. Entrée

BORDEAUX Rosa Bonheur (1822-1899) Musée des beaux-arts - galarie des beaux-arts, place du Colonel-Raynal, 33 Sordeaux T61 - 05-56-10-17-49 De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures; nocturne marcredi de 21 heures à 23 heures, Fermé mardi, Jusqu'au 29 août, 20 F. Rafeel Canogar Amèt sur l'image Galerie, 13, rue Buffon, 33 Bordeaux, Tél.: 05-56-48-56-36. De

14 h 30 à 19 heures ; le matin sur rendezvous. Fermé dimanche, Justit'au 30 juin. Entrée libre. BOURGES Antonio Secut

rétrospective de l'œuvre

sur papier Maison de la culture, place André-Mairaux, 18 Bourges. Tél.: 02-48-67-06-07. De 12 heures à 19 heures; les soirs de spectacle jusqu'à minuit. Fermé di-manche et lundi. Jusqu'au 23 septembre. Entrée libre.

François Stahly Abbaye aux Dames, place Reine-Mathilde, 14 Ceen. Tel.: 02-31-06-98-44. De 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre. CASTRES

in situ in visu: Paul-Armand Gette Centre d'art contemporain, 35, rue Chambre-de-l'Edit, 81 Castres, Tél.: 05-63-59-30-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures; samedi, di-manche et lundi de 15 heures à 18 heures. Fermé les 14 juillet et 15 août. Jusqu'au 10 octobre. Entrée libre. CHENONCEAU Miquel Barcelo

Château, 37 Chenonceau, Tél.: 02-47-23-90-07. De 9 heures à 19 heures, Jusqu'au 3 novembre. 45 F (parc et châ-COLMAR lai-Coat (1905-1985)

Musée d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél.: 03-89-20-15-50, De 9 heures à 18 heures. Iusqu'au 14 septembre. 30 F. CROUTTES-VIMOUTIERS François Stahly Le prieuré Saint-Michel, 61 Crouttes-VInoutiers. Tél.: 02-33-39-15-15. De

14 heures à 19 heures. Fermé lundi, mar-di et mercredi. Jusqu'au 15 septembre. DLION Sylvia Bossu: ceuvres 1988-1995 Espace FRAC, 49, rue de Longvic, 21 Di-

jon. Tél.: 03-80-67-18-18. De 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 23 août. Entrée libre. Prague 1900-1938, capitale secrète des Musée des beauxarts, palais des Etats de Bourgogne, 21 Dijon. Tél.: 03-80-74-52-09. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 13 octobre. 20 F. EYMOUTIERS Jean-Paul Riopelle : sculpture, peinture,

**CLEANTILE** Espace Paul-Rebayrolle, route de Nedde, 87 Eymoutiers. Tél.: 05-55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Du 21 juin au 19 octobre. 20 F. HAZEBROUCK

L'Œuvre gravé de Léon Spillaert (1881-

1947) Musée municipal, place Georges-De-Musée municipal, place Georges-De-groote, 59 Hazebrouck. Tél.: 03-28-43-44-46. Mercredi, jeudi, samedi da 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures. hisqu'au 31 juillet. 10 F.

William Wegman: rétrospective des Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, impasse des Charentes, 87 Li-moges. Tél.: 05-55-77-08-98. Da 12 heures à 19 haures; samedi de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche, lundi et fêtes. Du 26 juin au 31 octobre.

HO F-SUR-TARN In situ, in visu : Michel Blazy Cour et jardin de la Mairie, place Paul-Saissac, 81 Lisle-sur-Tarn. Tél. : 05-63-40-45-45. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures; samedi de 9 heures à 12 heures. Fermé dir lusqu'au 28 septembre, 10 F.

Densité ou le Musée inimaginable : la Domaine de Kerguéhennec, Bignan, 56 Locminė. Tél.: 02-97-60-44-44. Oe 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Ausqu'au 6 juillet. 25 F. LONS-LE-SAUNIER

Yan Pel Ming : morts & vifs Musée des beauwarts; place Philibert-de-Chalon, 39 Lons-le-Saunier, Tél.; 03-84-47-64-30. De 10 heures il 12 heures et de 14 heures à 18 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 septembre, 10 F. LYON

Un combat pour l'art moderne, hommage à René Deroudille Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69 Lyon, Tél.: 04-72-10-17-40. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 15 à 18 heures. Fen mé lundi et mardi. Jusqu'au 17 août. 25 F. MES

Gluseope Penone Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Têl.: 04-66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 septembre, 24 F.

Richard Texion: l'œuvre gravé, de 1985 à 1997

Château, place d'Armes, 85 Noirmoutier. Tél.: 02-51-39-10-42. De 10 heures à ures. Jusqu'au 75 si RABASTENS In situ, in visu : Daniel Buren

Promenade des Lices, 81 Rabastens, Tél. : 05-63-33-64-00. Jusqu'au 28 septembre. RENIVES Alain Clément : peintures, dessins

Oniris galerie d'art contemporain, 38. rue d'Antrain, 35 Rennes, Tél.: 02-99-36-46-06. De 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 juillet.

Richard Deacon : Show and Tell Musée départemental d'art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tél.: 05-55-03-77-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 septembre, 15 F. Pastals de Joan Mitchell

Musée des beauxarts, square Verdrei, 76 Rouen. Tél.: 02-35-71-28-40, De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Jusqu'au 21 novembre, 20 F. ROYAN Alberto Magnelli : les années

ultimes, peintures 1956-1969 Cantre d'arts plastiques, gelerie des Voutes du port, quai Amiral-Meyer, 17 Royan. Tél.: 05-46-39-20-52. De 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 septembre. Entrée libre. SAINT-ETIENNE Erik Dietman, sculptor dassicus

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne, Tél.: 04-77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Du 27 juin au 7 septem SAINT-VAAST-LA-HOUGUE

François Stahly Ila de Tatihou, 50 Saint-Vaast-La-Hougue, Tél.: 02-33-23-19-92. Da 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. 50 F. Bernard Cathelin: rétrospective 1957-

Musée, 4, place des Ormeaux, 26 Va-lence. Tél.: 04-75-79-20-80. De 14 heures à 18 heures; meruredi, samedi et dimanche de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 septembre_15 F. VANNES

Geneviève Asse : le volume et le trait

La Cohue, Musée de Vannes, 9 et 15. place Saint-Pierre, 56 Vannes. Tel.: 02-97-47-35-86. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'au 12 octobre. 28 F.

La Modernité après 1958, les nouveaux réalistes

Galerie Beaubourg, Château Notre-Dame-des-Fieurs, 2618, route de Grasse. 06 Vence. Tél. : 04-93-24-52-00. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 27 luin au 31 octobre. VILLEURBANNE

Le Nouveau Musée - Institut, d'art contemporain, 11, rue Docteur-Dolard, 69 Villeurbanne, Tél.: 04-78-03-47-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé mardi. Du 27 juin au 31 octobre, 20 F. (*) Tarifs réduits.

15

(50.00

. . . .

....

----

#::--

Car : F

1::::

Adia : ·

20.00

77.7

≥ . . .

T.T. . . .

....

Missing.

- ·

Section .

E ...

E----

 $\mathfrak{S}_{\mathcal{I}, \mathbb{T}_{d}} = \mathbb{R}^{|\mathcal{I}|}$ 

E: . . . . . .

W TELL

len et .

de contraction

MOTIT

Spring:

écharr-

Paris, c.

Fig. 1

Maria de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l

Plaine; in ...

met les

Tasar.

quele

Colorities

a product
conperiors

kyé le jal

Bet ann

Vet Octavia

** ****

11 2000

(in

ø.

1. 1:" .

14 F 34

.....

51,24

1 - 19 ONE NE

1.00

T Cart 1

Control of the Control of State of the Control of t Therete the and seems that we become being

### Limprimerie du « Monde » blog

minute these freeze at Lands The nathanale, very see 20, 200 tion in Minde design company The Sea Biobourgies emmissiones 1 . 1. Continues this was about PLATER ALL DEM de 150 des empres MARINER CO. CONTRACTOR AND AND AND Linna la mett de l' me se mon. -------

#### UN MAUVAIS COUP

IL MONDE out on the second THE GOT A PROPERTY NAMED "- une th littleret memore the time amenton time to the sections ter ter teurs, but ter germen we enter un journal de journe TOPPOSTATION BUR SHEEK AND SHEEK AND STATES the pourgitte dut's 44 34

( m March ast with series 170.aim Gratingliete femere dente the time of the terminal of the frein ver tene contrate tracelline. PARAMETER SANT SANTANIAN e ser catariès, le respect du deluique toxiel, le conservation de metiere giffgrante aufmet. deren ertaren mertitener affen.

### Pour la RATP, prendre le métro, C

man a colla and fall, in and figure and the second of t International Control of the Control baseness to the second tasports par conche Publication took dans to prose PER NISTRANS DE PROSES. Beneric un annual Ballon Cathe 2214 Sec. 2000. Commercial of the Commercial o temento de lacras da Portirá de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la Market and the service of the servic spolitie ni decembre (1942) et spolitie (1944) et s

Comments of the comments of th A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE to regimente descent delle Contraction de pre en pier ennoisseme din area is a management of the control of the cont E- 1900 And marking the her long Lame president dettes de publicae Euro de Co Die Glave Advention Apres arous communications

" of the transport of the Property implique ni aux bus parsions de respectiques and services par la fourthere and services par la fourthere and sances dues 2 la pollutional de sances dues 2 la

#### Commandez vos livres par Minitel 36 15 LEMONDE

٤.

OOBERMANN (**) Film français de Jan Kounen, avec Vincent Cassel, Tcheky Karyo, Monica Bellucci, Antoina Baslar, Oominique Bettenfeld, Romain Ouris (1 h 45). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 17; Gaumont Opéra I, dolby, 2º (01-43-12-91-40+); Rex. dolby, 2º (01-39-17-10-00): UGC Montparnasse, dolby, 6°; UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Ma-rignan, dolby, 8° (+); UGC Normandie, dolby, 8°; Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31 +); Majestic Bastilla, dolby, 11 (01-47-00-02-48+); UGC Lyon Bastille, dolby, 12°; UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14° (01-43-27-84-50+); Gaumont Parnasse, dolby, 14° (+); Miramar, dol-by, 14° (01-39-17-10-00+); Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27+); Pathé Wepler, dolby, 18* (+); 14-Juillet-sur-Saine, dolby, 19* (+); Le

JAMES ET LA PÉCHE GÉANTE

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 6" (+); Gaumont Marignan, dolby, 8" (+); UGC George-V, dolby, 8". George-V, dolby, 8°; Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31+); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins dolby, 15* (+); Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 +); Majestic

sur-Seine, dolby, 19° (+).

Gambetta, dolby, 20° (01-46-36-10-

Dessin animé américain de Henry Se-lick, (1 h 20).

14-Juillet Hautefeuille, dolby. VF: UGC Cine-ctré les Halles, doiby, 1°; Rex, doiby, 2° (01-39-17-10-00) : 14-Juil-let Hautefeuille, doiby, 6° (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (+); UGC Fauvette, dolby, 13* (01-47-07-55-88 +); Gaumont Alesia, dolby, 14º (01-43-27-84-50 +); Gaumont Parnasse, dolby, 14 (+); 14-juillet Beaugrenelle, Passy, dolby, 16° (01-42-24-46-24+); Pathé Wepler, dolby, 18° (+); 14-Juillet-

Film américain-chinois da Xiao-Yen Wang, avec Fu Oi, Fang Shu, Yang Guang, Yang Lin, Chang Hung-Mei, Wang Yang (1 h 35). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3° (+); Ely-sées Lincoln, 8° (01-43-59-36-14); Sept

Parnassiens, 14 (01-43-20-32-20);

Béatrice 4

Dalle'

IE SAINT
Film américain de Phillip Noyce, avec
Val Kilmer, Elizabeth Shue, Rada Serbedzija, Valery Nikolaev, Henry Goodman, Alun Armstrong (1 h 57).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby,
1°; Gaumont Opéra I, dolby, 2° (01-4312-91-40+); 14-Juillet Odéon, dolby,
6° (+); UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Marianan, dolby, 8° (a): 136mont Marignan, dolby, 8 (+); UGC George-V, THX, dolby, 8 ; UGC Gobelins, 13°; 14-Juillet Beaugrenelle, dol-by, 15° (+); Majestic Passy, dolby, 16° (01-42-24-46-24+); UGC Maillot, 17°;

14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19 (+). SMILLA Film germano-danois de Bille August, avec Julia Ormond, Gabriel Byrne, Richard Harris, Vanessa Redgrave, Robert Loggia, Jim Broadbent (2 h).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1 (01-VO: Gaumont les Halles, dolby, 1* (01-40-39-99-40 +); Gaumont Opera Impérial, dolby, 2* (01-47-70-33-88 +); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6* (+); Gaumont Ambassade, dolby, 8* (01-43-59-19-08 +); UGC George-V, 8*; La Bastille, dolby, 11* (01-43-07-48-60); Sept Parnassians, dolby, 14* (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenette, dolby, 15* (4) 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (+). (**) Film interdit aux moins de 16 ans. (+) Réservation au 01-40-30-20-10.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

Ballet atlantique Régine Chopingt Paroles de feu. 24 et 25, Tel.: 04-67-60-07-40, 80 F.

Corum-Opéra Barlioz, esplanade Charles-de-Gaulte, 34 Montpellier. 20 h 30, les 25, 26, 27 et 28. Tél.: 04-67-60-07-40. De 210 F à 250 F. Centre chorègraphique de Rannes et de Bretagne Bernardo Montet : Isse Timossé.

Cour Jacques-Ceur, centre de la Vieille Ville, 34 Montpellier. 22 heures, Je 25. Tèl.: 04-57-60-07-40. 80 F. Ballet de Call tran Favier : L'Intuition de l'invisible.

Grandville/Bastin/Diverres Ofivia Grandville : Duodénum. Christine Bastin: La Fugue. Catherine Diverres:

Kāfīg. Palais des congrès Vinci, 26, bouleverd Heurteloup, 37 Tours. 20 h 45, le 26. Tél.: 02-47-35-46-00. 110 F.

de Jean-François Sivadies, mise en scène Espace des arts, 5 bis, avenue Nicephore-Niepce, 71 Chalon-sur-Saone.

22 heures, le 23 : 19 heures, le 25 iuin et. le 1- juillet. Tél. : 04-67-60-07-40. 80 F. Compagnie Es Sola Il a été une fois. Opéra-Comédie, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 20 h 30, le 23. Tél.: 04-67-60-07-40. 80 F.

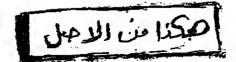
Studio du centre chorégraphique, les Uradiana 34 Montpellier, 22 heures, les Compagnie Antonio Gadès

Opéra-Comédie, 11, boulevant Victor-Hugo, 34 Montpellier. 20 h 30, le 27, Tél.: 04-67-60-07-40, 80 F.

Grand-Théatre, 34, rue de la Scellerie, 37 Tours. 20 h 45, le 24. Tél.: 02-47-36-46-00. 110 F. Compagnie Käfig

THÉATRE

CHALON-SUR-SAONE Italienne avec orchestre de l'auteur.



### COMMUNICATION

PRESSE La fusion du groupe de magazines fondé il y a quarante-deux ans par Daniel Filipacchi et Franck Ténot avec l'activité presse

A CONTRACTOR OF ANTI-PROPERTY AND A SECOND Andrew Market Car San C.

The state of the s

September State V. Grant See See See

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF T

AND THE MAN PORT OF THE PARTY O MARKET BOTH WINE CONTRACTOR OF THE PARTY

THE SECOND SECTION AND ADDRESS OF A

Paparate Maria Control of the Contro

Marie Carrier and Andrew and Angel Carrier and A

man references to fators of the second

The same of the same of the same

Marie Marie and Secret and Marie and

Marie Marie Ciniman or With New at the con-

Balancia - Salabarcia - Las Balancia - Las Balancias - Las Bal

And the charles on the tripmone that me . The

Companies we will be a source of the second of

A STORY AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE

the way to the time the sea the same of the same

يتوديرون والمواجو والمستعد والاواق والمتالة

Street Section 1964

you so the it business is not become the - . .

And the second s

The supplementary of the last of the supplementary of

Butter was the sea on the factor of

to provide a little to the last of the second

of religion is not present the control of the

aparting Transfer Transfer 1 12 a 18 m. law

the state of the s

والمراجع والمنافق والمنافع وال

The second section with the second section of the section of

The second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of the second of th

Conference of the Conference o

the section of the se

proceeding the control of the second of the second of the second of

description of the second

a letter of liber. Think distributed from the

congression for the supplier to the supplier of the supplier o

Burto emperatores and transfer of the second second

the while the same was the first the same of the same

Section 1980 (France of Contract of Contra

The second to the second secon

CONTROL OF THE PARTY OF T

----

And the second statement of the

Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction of the Contraction o

Principle of the Paris

فالمتاه ويهايها بالمتارية

water water man and

Militari Vari

the services of the services

The same of the sa

The same of the same

THE PERSON NAMED IN

defending the drift characteristics of the spinores 12.4 a

Collings where British is intelligent

Marie Marie 1980

tales of the parties and it is a to

The state of the s

Ber Grant de de 🙃 🕏 🔊

Market Li Spance of 1 100

de Marchallette all C. offeredent

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. THE PERSON OF MANY AND AND ADDRESS.

The section of the second

18 juin, par les actionnaires. Pour une nouvelle demande de déroqu'elle soit totalement acquise, il qu'elle soit totalement acquise, il gation à l'obligation d'OPA. • UN reste à connaître la décision du ACTIONNAIRE minoritaire d'Ha-

Conseil des marchés financiers chette, habitué des procédures, a d'Hechette a été votée, mercredi auprès duquel Hachette a dépose toutefois perturbé la réunion en po-

tamment des prestations financières et le réseau de radio Skyrock. • ÉDI-TEUR d'une centaine de magazines répartis dans vingt-huit pays, le

sant neuf questions, concernant no- nouveau groupe résultant de la fusion yeut accroître sa diversification internationale en implantant hors de France des titres comme Entrevue et Paris-Match.

### Gérald de Roquemaurel accède à la présidence d'Hachette Filipacchi Médias

La nouvelle entité résultant de la fusion de Filipacchi Médias avec Hachette Filipacchi Presse édite cinquante et un magazines en France. La filiale presse du groupe Lagardère souhaite intensifier son développement international et prépare une édition en chinois de « Paris-Match »

DANIEL FILIPACCHI tire sa ré-érence. Mercredi 18 juin, les ac-Roquemaurel, ancien vice-pré-réseau de radio Skyrock. Filipacchi vérence. Mercredi 18 juin, les actionnaires de Filipacchi Médias ont tourné une page de l'histoire de la presse magazine en France. Côte à côte, « Roger » (Thérond), * Fronck » (Téoot) et « Daniel » (Filipacchi) semblaient passer, avec la bénédiction de « Jean-Luc » (Lagardère), le relais à « Géraid » (de Roquemaurel), nouveau patron d'Hacbette Filipacchi Médias. Le conseil d'administration de la nouvelle société a entériné, après l'assemblée, la démission de Daniel Filipacchi - oommé président d'honneur du groupe et qui reste choirman (président) des ac-

sident du groupe, descendant de Louis Hachette.

L'assemblée générale a autorisé la complexe opération de fusion des deux sociétés cousines. Hachette Filipacchi Presse et Filipacchi Médias. Jusque-là, Filipacchi Médias était déteou à 49,9 % par les Nouvelles éditions musicales modernes (NEMM), dont les deux actionnaires sont Daniel Filipacchi (60 %) et Franck Ténot (40 %). Lagardère SCA en détenait 3,7 %, le reste des actions (46,4 %) étant dans le public. Filipacchi Médias détenait en propre des journaux tivités américaines -, et la nomina- comme Paris-Match, Pariscape,

Médias, qui a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contrôlait 34 % d'Hachette Filipacchi Presse (Elle, Télé 7 jours, Car ond Drivers, Wamon's day, etc.)- aux côtés de Lagardère SCA (66 %)- qui a réalisé un chiffre d'affaires de 9,5 milliards de francs (Le Mande du 24 avril).

La nouvelle société Hachette Filipacchi Médias (HFM) sera détenue à 65,9 % par Hachette SA, la filiale communication du groupe Lagardère, qui détient directement 1,5% d'HFM. Daniel Filipacchi et Franck Ténot conservent 13,1% du

par le marché. La société pèse auiourd'hui 11.1 milliards de francs et dégage un résultat d'exploitation de 795 millions de francs. Elle publie cinquante et un magazines en France et cent buit dans le monde. Le groupe se fixe comme objectif d'atteindre un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs et un résultat d'exploitation de plus d'un milliard, en 1999.

QUESTIONS À L'ASSEMBLÉE Le groupe Lagardère a décidé de

déposer auprès du Conseil des marchés financiers (CMF) une pouvelle demande de dérogation à l'obligation de dépôt d'une offre capital, dont 19,4 % sont détenues publique d'acbat des titres d'Ha-

chette Filipacchi Médias. Cette demaode avait été accordée le 3 avril, mais la cour d'appel de Paris avait annulé cet avis, à la suite d'une plainte déposée par un actionnaire minoritaire. Alain Géniteau, à l'origine de plusieurs procédures cootre Jean-Luc Lagardère. La cour a estimé que la décision du CMF devait attendre que l'assemblée générale des ac-

Absent, Alain Géniteau a quand même perturbé la sérénité de cette cérémonie des adieux. Il avait en effet adressé une liste de neuf questions qui a été lue lors de l'assemblée. Il a iosisté sur des « conventions porticulières », conclues « avec des societes dans lesquelles leurs dirigeonts sacioux ant des intérêts ». Il relève ainsi qu'en 1996 «Filipocchi Médios o versé 11,2 millions de francs à NEMM et Hachette Filipacchi Presse, 19 millions de francs à Matra Hochette Général, 24,4 millians de francs d NEMM et NEMM Gestion, 10,4 millians de francs à Lincoln Publishing, soit un total de cout de prestatians de 65 millions de francs ».

tionnaires ait eu lieu.

Ces prestations versées à NEMM, en Europe, et à Lincoln Publishing, société contrôlée par Daniel Filipacchi aux Etats-Unis, recouvrent « l'animation des titres. la participotian aux choix et aux conseils rédactionnels, l'expertise de taus projets de lancement de titres nouveaux et d'investissements ». Quant aux « manogement fees » de Matra Hachette, ce sont des honoraires de gestion correspondant à des « interventions de direction gé-Alain Géniteau que « ces prestotians tauchent la strategie » et doivent donc être protégées.

l'entrée de 5kyrock dans le groupe Lagardère, qui possède déjà Europe 1. Europe 2 et RFM, ce qui risque de lui faire dépasser le seuil des 150 millions de personnes desservies fixé par la loi. Hachette a réplique qu'« oucune vente d'aucun réseau n'est en cours » et a démenti que Franck Ténot ait déposé une offre de reprise de Skyrock.

Hachette Filipacchi Médias compte développer la stratégie de diversification internationale du groupe, présent dans vingt-huit pays. Entrevue a été créé eo Espagne et des projets de déclinaisoo de Paris-Match dans deux pays européens sont à l'étude. Uo nn-

#### Vingt-sept titres aux Etats-Unis

La branche américaine, Hacbette Filipacchi Magazines. compreod vingt-sept magazines dont la plupart oot été rachetés en 1988 à CBS, pour 712 millions de dollars. Le groupe s'est développé surtout par acquisitioos, avec quelques lancements dont le Elle américaio et le prestigieox magazine politique George, dirige par John Kennedy, fils du président assassiné. David Pecker dirige Hachette Filipacchi Magazines depuis six ans et a employé les grands moyens pour améliorer sa rentabilité, coupant dans les effectifs salariés des rédactions, dont l'essentiel est assuré par des journalistes à la pige. Il a plos que doublé le chiffre d'affaires (560 millions de dollars en 1996, solt 3,2 milliards), dont 75 % sont constitués par des recettes publicitaires. La branche presse ne représente que le tiers d'Hachette aux Etats-Unis: en plus da réseau de distribution de livres et de magazines Cortis (622 millioos de dollars de chiffre d'affaires), figure Grolier, nérale » et le groupe a répondu à acquis eo 1988 pour 850 millions de dollars, dettes comprises.

Autre question de M.Géniteau : méro spécial de l'hebdomadaire va être realise en chinois à l'occasion de la rétrocession de Hongkong, En France, Hacbette va consolider ses lancements de 1996: Quo, Top Famille et le supplément Fémina. Quant à l'acbat du Figore, « tout est envisogeoble, rien n'est d'actuolité, et réciproquement ».

Alain Salles

### L'empereur du papier glacé

« IL VAUT MIEUX partir deux ou trais nns trop tot que trop tard. » Daniel Filipacchi, après avoir annoncé sa démission, ne semble pas avoir de grands regrets. Il a múri sa décision et part, à soixante-neuf ans, « content d'être en forme, en

#### PORTRAIT_

Daniel Filipacchi a réussi à bâtir un ensemble de presse qui se conjugue étroitement avec ses passions

laissant la société dans de bonnes conditions ». Avant d'annoncer sa démission, il était impatient de dire «un dernier mot»: «Je pense à 1955, n Jazz magazine et à tout ce que nous avons créé et aussi arrêté, avec Fronck Ténot, à la reprise de Paris-Match. » « Quand Jeon-Luc [Lagardere] m'o proposé de participer, aux débuts En 1955, il crée, avec Franck Ténot - qu'il ne aux gens qui se lèvent tard. » des années 80, à la reprise d'Hachette, la société quittera jamais -, une émission de jazz sur Eu-

réussi une performance en foisant ce qui se début des années 60, ces fous de musique concrétise aujourd'hui avec cette fusion. On a réussi à créer une synergie et à faire une famille. » « J'avais vingt ons, une Ford T. Bird et un Rol-

leiflex. C'est oinsi que j'ol commencé à faire du reportage phato à Paris-Match », confie-t-il à L'Expansion, en 1974. A treize ans. Daniel Filipacchi quitte l'école pour devenir apprenti-typographe et, pendant la guerre, compose Au Rendez-vous allemand, de Paul Eluard. Il restera fidèle aux livres - son père, Henri, venu de Smyrne en 1922, a créé avec Jacques Schiffin, «La Pléiade » et le Livre de poche – au point de devenir l'un des meilleurs collectionneurs de livres surréalistes. Toujours bronzé, lunettes fumées, cravates colorées, Daniel Filipachi a bâti un empire de papier glacé, avec tout ce qu'il aimait. « Je suis trop passionné et mes passions m'épuisent : le jazz, la photo, le bateau, le ski, le n'était pas brillante. Elle perdoit de l'argent. On o rope l'et son premier journal, Jazz magazine. Au

partent chez les « yé-yé » avec « Salut les copains », toujours sur Europe 1, qui deviendra anssi un magazine et... un phénomène. Le premier numéro est tiré à 100 000 exemplaires. Un an après, Salut atteignait le million d'exemplaires. Daniel Filipacchi a appliqué la même recette

à Modemalselle Age tendre, puis deviendra I'« empereur du cul », avec Lui, Unian, Newlook, etc. En 1976, il franchit une nouvelle étape en reprenant, avec son complice Roger Thérond, Paris-Match, créé par l'un des hommes de presse qu'il admire le plus, Jean Prouvost. Avec Hachette et Jean-Luc Lagardère, il devient un drôle de gestionnaire et consacre la moitié de sa vie aux Etats-Unis, où il dirige la filiale internationale du groupe. Il se retire aujourd'bui, sans jamais avoir tenie l'une de ses devises: cinéma, lo peinture, le surréalisme », avoue-t-il. « J'oi toujours considéré que l'avenir opportient

### L'imprimerie du « Monde » bloquée par des salariés des NMPP

PLUSIEURS dizaines d'ou-ministre Lionel Jospin à l'Asseml'édition du Mande, datée du vendredi 20 juin, de sortir de soo imprimerie d'Ivry-sur-Seine (Valde-Marne), eo bloquant le site d'impressioo du journal. Les militants du Livre CGT, pour la plupart des salariés des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), ont envahi en fin de matinée les abords des ateliers et l'aire de stationnement des camionnettes de livraison du journal, alors que 5 000 exemplaires seulemeot avaieot pu être imprimés. Deux véhicules ont pu échapper à ce blocus et gagner Paris, où ils ont approvisionné, avec les exemplaires fabriqués, quelques kiosques, doot ceux de l'Assemblée nationale et de l'botel Matignon.

Pour éviter des incideots, le directeur du Mande, Jean-Marie Colombani, a décidé de stopper la production. Les ouvriers qui empêchaient la fabricatioo ont levé le blocus aux alentours de 19 heures. Compte tenu de l'actualité et notamment do discours de politique géoérale du premier

vriers du Livre CGT oot empêcbe blée nationale, vendredi 20.1'édition du Monde devait être tirée dans des proportions supérieures à l'accoutumée (600 000 exemplaires au lieu de 510 000 exemplaires en moyenne).

les autres quotidiens nationaux paraissant le matin (Le Figoro, Lihération. La Tribune. L'Humanité. etc.) avaient été victimes de l'irruptioo nocturne de quelque 150 à 200 militaots du Livre CGT dans trois imprimeries parisiennes (Le Mande du 19 juin).

Dans la nuit du 17 au 18 juin.

UN MAUVAIS COUP

LE MONDE est un quotidien indépendant. En termes économiques, cet engagement signifie que sa liberté dépend de ses ventes : c'est la canfiance de ses lecteurs qui lui permet de rester un journal de journalistes, résistant aux pressions des pouvoirs, quels qu'ils

Le Monde est une entreprise saciale. Originalité tenace dans l'univers de la presse, il s'appuie sur une culture spécifique, repasant sur l'actionnariat de ses salariés, le respect du dialague social, la caopératian de métiers différents autour d'une même ambition: prauver que le redressement d'une

entreprise de presse ne passe pas, fatalement, par l'abandon de sa liberté et sa vente au plus

L'opération dont a été vic-

time, jeudi, natre journal est danc un mauvais coup. Elle ne peut se réclamer ni de la liberté de la presse, ni de l'ambition sociale. Un numéro exceptionnel du Mande n'a pas été mis en vente en raison d'un conflit qui ne nous concerne pas et dont nous n'avans pas la maitrise. En s'engageant dans cette impasse, certaines catégaries auvrières, loin de renforcer le syndicalisme, prennent le risque de le discré-

Cette action avait gravement perturbé leur distribution. Les militants du Livre CGT entendent ainsi protester contre la restructuration décidée par la direction des NMPP, prévoyant la mise eo place d'une seule équipe au lieu de deux dans les centres de distribution de Rungis et de Saint-Denis, sans modificatioo de salaire ni suppressions d'emplois. Les retards apportés à cette mise en place oot incité la direction des NMPP à décider de passer à cette équipe unique le

7 juillet.

Le Comité intersyndical du Livre parisieo (CGT) a réaffirmé, jeudi 19 juin, en soirée, soo soutien à ces opérations des ouvriers des NMPP. Le bureau du Comité Inter a appelé « solennellement » Yves Sabouret, directeur général des NMPP, à « suspendre le passoge en équipe unique fixé au 7 juillet » et il a fait savoir qu'il allait tenir une réunion lundi 23 juin, à 11 heures, à la Maison du Livre, « ofin de décider d'une actlan des travailleurs de lo presse exprimont concrètement leur solidorité et leur volanté d'obtenir lo sotisfoction des exigences légitimes des soloriés des NMPP ».

La directioo des Messageries fait remarquer que les changements prévus avcc le passage à l'équipe unique ont été négociés paritairement. Le Syndicat de la presse parisienne, qui regroupe les éditeurs des quotidiens natiooaux, précise dans un communiqué: « Le dossier qui oppose la directian des Nouvelles Messageries à des ouvriers CGT avait fait l'objet d'une longue concertation en 1996, canduisont à un occord signé le 9 jonvier entre le Comité intersyndical du Livre porisien (CGT) et l'entreprise de distributian NMPP. Cct occord permet de moderniser et d'oméliorer le fonctionnement de lo distribution des magazines. Sa seule conséauence sociale concrète est le changement d'horaire de 200 ouvriers, sons entrainer aucun licenciement ni oucune modification des statuts so-

### "GRAND JURY" RTL-Le Monde

### **JEAN** GANDOIS

ANIMÉ PAR JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC **ERIC LE BOUCHER (LE MONDE)** JEANINE PERRIMOND (RTL)

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

### Pour la RATP, prendre le métro, c'est intelligent

« "M", VOILÀ ce qu'an lui dit, ceux de la périphérie, qui « se nous, à la pollution. » Le propos est ambigu, le ton agressif. Après mai, sur des panneaux d'affichage loués par la Regie autonome des transports parisiens (RATP), cette accroche publicitaire est tonjours visible dans la presse. Deux nouveaux visuels viennent compléter la saga. Derrière un discours « cide la RATP cache aussi des préoccupations commerciales.

Le métro ne cesse de perdre des usagers. En décembre 1996, et après deux campagnes d'affichage, le combre de voyageurs restait toujours inférieur de 3 % à celui de décembre 1994. Un constat qui ne s'applique ni aux bus parisiens, véhicules par la fourrière, oui-dont le trafic « reste stable », ni à sances dues à la pollution), la

portent bien ». Après avoir cru à un désintéret ponctuel, l'état-major avoir figure eo bonne place, en de la RATP a dû se rendre à l'évideoce : Il faut « faire foce ou chongement des comportements ».

Les arguments doivent dooc être de plus eo plus convaincants afin d'inverser la tendance. « Avec lo campagne 1996, naus avons rappelé ce que le métro permettait de faire. toyen ». la campagne publicitaire En 1997, mus montrons les ennuis qu'il permet d'éviter », explique Eric Tong Cuong, présideot de l'agence de publicité Euro RSCG BETC (Havas Advertising).

Après avoir communiqué sur « la vie tourmentée » de l'automobiliste parisien (embouteillages sur le périphérique, enlèvement des au hors-médias. véhicules par la fourrière, oui-

redorer une image des usagers du métro « souvent négotive ». Sur deux oouvelles affiches, l'utilisateur de la RATP devient donc « futi » et « ponctuel ». Se fondant sur le plan triennal de l'entreprise - qui arrivera à échéance à la fin de cette année -, intitulé « Mieux vivre la ville », la RATP a choisi un

discours militant. La RATP allouera 30 millions de francs à cette campagne destinée à convaincre les férus du déplacement à quatre roues que « celui qui utilise le métro est un vovageur intelligent ». Près de 20 autres millions, qui ne sont pas gérés par Euro RSCG BETC, seront consacrés

Florence Amalou cioux et salariaux. »

par Jacques Buob

RAYMOND BARRE ne domit pas. Du moins, les caméras de France 3 ne le surprirent à aucun moment dans cet état d'assoupissement béat où le plongent parfois les débats parlementaires. M. Barre était attentif. Nicolas Sarkozy prenait des notes en vue des futurs commentaires qu'il servirait aux journalistes qui ne manqueraient pas de l'interroger, à l'issue de la séance, dans la salle des Quatre-Colonnes. Jean Tiberi était impassible, mais son regard lointain trahissait un esprit éloigné des contingences

Michel Péricard ralait comme d'habitude. François Léotard arborait un air goguenard et plutôt ioveux vu les circonstances. Philippe Séguin était affalé sur soo banc dans une de ces poses naturellement théâtrales qu'il aime à adopter. Alain Madelin feignait de consulter des dossiers. Edouard Balladur conserva une attitude parfaitement hiératique. Il avait l'œil sombre. On le vit bouger la tête à une reprise, discrètement. Le trio Méhaignerie - Douste-Blazy - Borloo paraissait bien dissipé dans le fond de l'hémicycle. On vit Philippe Vasseur se mettre le doigt dans le nez et Jean-Louis Debré se le gratter, Robert Pandraud applaudit, une fois, quand Lionel Jospin annonça son intention d'intensifier la lutte

contre le cumul des mandats. Quant à celui qui était premier ministre il y a moins de deux mois, quand la dissolution n'était encore que rumeur, il avait choisi une pose affectée et familière, la main sous le menton. l'index tendu sur la joue. Un semblant de sourire ironique ve-

nait parfois pincer les lèvres d'Alain Juppé. Et il passait, dans cette attitude qui ne voulait rien laisser paraître, bien des sentiments sur la vanité des ambitions, la versatilité du peuple, et l'infidélité des plus sûres

A gauche, on nota peu de choses Jack Lang applaudissait paresseuse-ment. Une sorte de jubilation saisit le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, quand son premier ministre annonça solennellemeot qu'elle n'aurait pas à donner d'instructions « de nature à dévier le cours de la iustice ». Catherine Trautmann se réjouit visiblement à l'annonce de son budget pour la culture. Jean-Claude Gayssot ne cessa d'arborer le sourire du ravi de la crèche. Ce qui ne fut pas toujours le cas de ses amis communistes, surtout à l'annonce de l'augmentation de 4 % du SMIC. Robert Hue ne moufta pas rien qu'un lourd regard désabusé.

A l'applaudimètre, deux mesures l'emportèrent. L'inscription automatique sur les listes électorales à dix-huit ans, et les allocations familiales pour les foyers disposant de moins de 25 000 francs par mois. Deux mesures et une formule: « Il n'y aura ni pause, ni recut, ni renie-Le nom de Jacques Chirac ne fut

pas prononcé. Ce jour-là, le président fut contraint par le nouveau gouvernement de signer le décret de destitution du chef de la police judiciaire. Et, s'il regarda les « Guignols » de Canal Plus, il vit sa madonnette en chemise réclamer son costume de président que son premier ministre lui avait emprunté pour prononcer son discours de politique générale devant l'Assemblée

### L'art des jardins et le paradis perdu

A la découverte d'une histoire complexe, commencée il y a plus de deux mille ans. Une soirée Arte qui tente de reconstituer l'Eden disparu

APRÈS un demi-siècle de sommeil, le jardin retrouve eo France les faveurs du public. Les amateurs courent les festivals, Chaumootsur-Loire après Courson. A Paris, on se précipite vers les oouvelles créations à Javel, à Bercy, à La Villette ou au jardin des Tuileries. Gilles Clément, le prophète des jardins en mouvement, est omniprésent : il publie trois livres d'un coup : il est aussi l'un des héros du film d'Isy Morgeosztern et de Maryse Bergonzat, Sur la terre comme au ciel, qui ouvre « Jardins », la riche soirée thématique consacrée par Arte à cet art millé-Ou'est-ce qu'un jardin ? Une idée

du bonheur. Ce o'est pas un basard si rôde, sur tous les continents, à toutes les époques, l'ombre d'un paradis à jamais perdu et que l'homme tente de reconstituer avec les moyens et les goûts de soo temps. Les auteurs nous présentent six modèles d'Eden successifs. Pour les Arabes, le jardin, c'est d'abord l'eau qui permet à l'oasis de se faire une place au milieu des sables. Et dans ce lieu nécessairement clos on trouve toutes les félicités promises dans l'autre monde : saveur des fruits, chant des oiseaux, parfum

des fleurs, harmonie des parterres. Au Japoo, régulièrement menacé par des secousses sismiques, il est important de pouvoir contrôler la nature jusque dans ses moindres détails. Cette volonté de maitrise absolue donnera les jardios de mousses, tapis végétaux sans fleurs ni croissance visible, et les jardins minéraux, pétrifiés, avec leurs sur-



ment méditées

Au XVI siècle, dans la Toscane de la Renaissance, la connaissance reocontre la oature. Cosme de Médicis fait tracer les jardins de Boboli, près de Florence, eo s'inspirant, dit-on, du Sange de Poliphile, savante utopie humaniste que le grand-duc fait transposer dans la troisième dimensioo. Le jardin devient alors un terrain initiatique qu'il faut parcourir avant. d'atteindre à la sagesse, donc au En France, après les Jardins type

Villandry, à l'organisation toujours féodale et doot le principe est

encore nourricier - la fraternité du potager, chère à Rabelais-, la rigueur du siècle de Louis XIV fascine. Pour les contemporains de Le Nôtre, le jardin est une clairière où le jardinier compose un paysage très architecturé, pour mieux dialoguer avec la nature « sauvage ». Nous ne possédoos plus aujourd'hui que des bribes de cette conversation, mais il reste à Courances, par exemple, la matière de ce rêve où le maître des jardins poursuit son tête-à-tête avec le ciel.

Le parc à l'anglaise est un mansolée, le dernier regard sur la

nature avant la révolution indus-

trielle. Ici. le beau doit composer

avec le vrai, c'est-à-dire avec la chose économique. Il faut réconcilier les bergers de Virgile avec Adam Smith. On retouchera donc les paysages, légèrement mais fer-mement, en adaptant les tableaux de Poussin ou du Lorrain à la loi du rendement maximum.

Dernier épisode: le jardin contemporain, représenté par le plus inventif de ses théoriciens, Gilles Clémeot, qui, de sa voix posée, avance les éléments d'une doctrine qui doit renouveler notre vision du monde. Aujourd'hui, le jardin est à l'échelle de la planète. La spécificité oationale et la recherche formelle doivent faire place à une libre associatioo avec la nature qui modifie sans cesse, et de manière imprévue, les intentions du jardinier.

Cette sensible initiatioo à l'art des jardins est suivie par un film de Maryse Bergonzat, Trois jardiniers, qui met en parallèle trois facettes d'une même passion. Celle d'un hobereau périgourdin qui a recoostitué un jardin taillé, ordonné; celle d'un Tourangeau qui régente avec un bonheur communicatif 1500 mètres carrés de légumes, d'arbres fruitiers et de massifs fleuris; celle d'un Suédois qui règne sur un jardin public niché sur ume île, à dix minutes du centre de Stockholm. Le paradis est à portée de la main.

Emmanuel de Roux

dimanche 22 juin de 20 h 45 à

#### TF1 France 2

**VOUS ARRIVAIT?** 

263827 Les réactions de Français face à thème de l'amour, filmées avec des caméras cachées.

**AUCUN DOUTE** 

0.55 et 2.05, 3.05, 4.10 TF I nuit 1.11 et 2.15, 4.20 Histoires naturelles. Carnets algériens ;

Quand passent

### France 3

**MAIGRET CHEZ** LES FLAMANDS

(90 min). 571469. Une famille flamande qu'an dit responsable de la dispartitut? **
d'une jeune femme demande à Maigret de prouver son

#### 22.30 BOUILLON

**DE CULTURE** Magazine, Comportements, croyances, Idées reçues. Invités; Jean-François Bouvet, Boris Cyrulnik, Richard ives (70 min). 23.40 Au bout du compte.

23.45 Journal, Météo. 23.55 Plateau. 0.00 Le Deudème Souffle - E Film de Jean-Pierre Meiville (1966, N., 140 min). 2018044

L'équipe de Thalassa fait escalé à San Francisco avet son quartier des pêcheurs devenu lieu à la mode et son célébrissime "Golden Gate" qui domine la baie.

2.55Envoyé spécial (rediff.). 4.55Oz-totl. 5.25Chip et Charly (35 mm).

ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment

de vous passer du Monde

**Abonnez-vous!** 

OUI, je souhaite m'abonner ou Mande pendant mes vacances

☐ 2 semaines (13 N=): 91 F ☐ 2 mois (52 N=): 360 F

3 semaines (19 N∞): 126 F □ 3 mois (78 N∞): 536 F

☐ 1 mois (26 Non): 181 F ☐ 1 cm (312 Non): 1890 F

Par carte bancaire No 1 1 1 1 1 1 1 1

Bulletin à remoyer au moist 12 jours avant votre départ à : LE MONDE service documentait: 24, avenue du Genéral-Lectors - 60646 Chantilly Cades - 161. 01-42-17-32-90

(en France metropolitaine uniquement).

▶ Je joins mon règlement soit : _____ F por

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Je choisis la durée suivante :

Date de validité LLLL

▶ Mon adresse habituelle :

Code postal: Localité:

Code postal : L L Localité :

vous pouvez également vous abanner sur 3615 LE MONDE cade ABO Pour l'étranger nous cansulter

Adresse: _

THALASSA Magazine présenté par Georges Pernou

FAUT PAS RÊVER Magazine. Irwité : MC Solazr. Niger : la pêche aux portes du désert ; France : les diables du Sentier ; Espagne : les croix de mai

23.10 Journal, Météo. 23.35 Nimbus. Magazine. Les champions de l'extrême 0.35 Libre court. l'Alzheimer. Invité : Claude Cusset.

1.05 La Grande Aventure de James Onedin.

Date et signature obligatoires

**CŒUR DE CIBLE** 

Un polar rigolard où de faux assassins croisent de priviles vedettes de la télérision. Le premier téléfilm humoristique dénonçant les méfaits de l'Audimat dans l'univers culturo-télérisuel français. Scénario et dialogues de Bernard Pivot.

VENDREDI 20 JUIN

#### 22.20

20.00 Médecins de nuit.

J'ai bien connu Chose ».

Amaigine. 21.00 François Pirette :

22.00 Journal (France 2).

22.35 Taratata /France 2 du 12/6/97).

Planète

19.35 Power. 20.35 Les Nouveaux

21.30 La Chouette

22.25 Le Bureau

**Animaux** 

20.30 Wild South.

23.30 Wild South.

27.00 Le Monde sauvage. Les éléphants d'Afrique. 21.30 Flipper le dauphin. La flèvre de corali.

22.00 Le Monde de la nature.

23.00 La Bataille de Breaksea.

Concert enregistré à Notre-Dame de Paris

en 1990 (75 min). 85433827 21.20 Pavarotti à Llangoillen. Concert enregistré en 1995

Concert enregistré au Royal Albert Hall de Londres

89104469

Paris Première

20.05 Jessye Norman.

22.45 Kiri Te Kanawa.

Explorateurs. Les dauphins de la marine américaine

et le Bücheron.

histoire du FBI.
[1/4]. Du Borsalmo
au gilet pare-balles.
23.TS Médecine traditionnell

23.40 Au bord de la mort [24].

Arte

**HOMMAGE À ANDRÉ HARRIS:** LE CHAGRIN ET LA PITIÉ E E Film documentaire de Marcel Optruls, produit par André Harris et Alain de Sédouy, avec Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Georges Bidault 1969, N., 260 min). 381423

Cette longue et admirable Chronique d'une ville française sous l'Occupation comprend deux parties, L'Effondrement et Le Choix. Marcel Ophuls a fait la chasse à toutes les vérités, même celles qui n'étaient pas bonnes à dire, et les a organisées en un récit qui va bien au-delà du simple documentaire. Un hommage au journaliste et cinéaste André Harris.

France

Supervision

20.30 Shak Edi Bobo.

21.20 Concert à l'église Saint-Eustache.

22.40 La Provence de Paul Cézanne. De C. de Larrigue.

23.10 Monet. De Charles de Lartique.

23.55 Jangal. Une préservation suédois

20.30 A Venise, une muit #

Film de Christian-Jaque (1937, N., 80 min). 1813/7886 21.59 Bozambo (Sanders of the River) **E E** Film de Zoltan Korda

Film de Zoltan Korda (1935, N., v.o., 90 mln).

(1992, 110 min). 80281759 22.50 Cadillac Man E Film de Roger Donaldson

(1990, v.o., 100 min), B1219049 0.30 Predator 2

Film de Stephen Hopkins

EL Rève d'Esthet.
Téléfilm de Jacques Otmezguine [1/2],
avec Ludmila Mikaël
(120 min). 97454846

20.05 et 23.35 Suivez le guide.

Ciné Cinémas

21.00 Chute libre

**Festival** 

20.30 et 22.30

Voyage

22,00 Blue Ocean. Notwelle-Zelande

22.30 L'Heure de partir. Magazine (50 inin).

Ciné Cinéfil

Concert (80 min). 21108020

#### M 6

CRIME D'AMOUR

20,45

Telefilm de Laura Favai Le soir de l'edifoliniversaire de mariage, une femme s'accuse du meurtre de son époux.

du meurtre de son époux. Elle assure aux policiers ne pas connaître les raisons de son acte.

#### 22.35

LE CAMÉLÉON Série (55 min).

C'est en prenant l'identité d'un gardien de prison que Jarod va tenter d'innocenter un condamné à mort. 23.30 Le Crime

de Pamela Smart. Tééfilm O de Joyce Chopra, avec Helen Hunt 4214117

1.05 Best of groove. 2.05 Jazz 6. Magazine. 3.00 Movida opus 4. Documentaire (rediff.). 3.50 Fan de - Best of. Magazine (rediff.). 4.35 Culture pub. Magazine (rediff.). 4.40 Turbo. Magazine (rediff.). 5.15 Hit mactine. Magazine (20 min).

Série Club

20.45 Two. A trop souffler sur les braises. 21.35 et 1.30 Port Breac'h.

présente. Partenaire mort.

22.30 Alfred Hitchcock

23.00 Les Incorruptibles, le retotti. jusqu'à ce que la mort nous sépare.

23.45 Lou Grant. Coop monté (55 min). **Canal Jimmy** 

20.30 Star Trek, obsession

21.45 Game On. Le grand soir (v.o.). 22.20 Chronique du front.

22.25 Dream On.
Noir, Cest noir (v.o.).
22.50 Seinfeld. L'allergie (v.o.).

Richard (v.o.). The One with Phoebe's ex-partner (50 min).

20.10 Juste pour rire. Telefilm (50 min). 6747136

20.30 et 23.30 Teva interview.

20.55 Nos meilleures années. Un autre monde. La chance.

501306179

**Disney Channel** 

21.45 Deux pères et demi.

21.00 Davy Crockett.

Téléfim (45 min). 22.30 Sport Académie.

22.30 Murphy Brown.

23.00 Coups de griffe.

0.00 Ma Paviova. Ballet de Roland Petit

23.00 La Rédac.

Téva

23.15 Top bab. Magazine.

21-20 Le Guide du parfait petit emmerdeur.

20.40 Le Club.

#### Canal +

20.35 LES MYSTÈRES

**DU SADJURAH** 

(95 min). 22.10 Babylon 5, Série. Le cheminement. :201 22.55 Flash d'information.

### 23.00

BEAUMARCHAIS L'INSOLENT = =

Film d'Edouard Molinaro (1996, 94 min). 0.35 Le vampire a soif Film de Vernon Sewell (1967, v.o., 85 min). 1314605

2.00 Des nouvelles du bon Dieu 🔳 Film de Oldler Le Pêcheur (1996, 95 mln). 882688 3.35 Les Griffes de la nuit **E** 

Film de Wes Craven (1984, 90 min). 6437782 5.20 Péril en la demeure ■ ■ Film de Michel Deville (1985, min).

Eurosport 14.00 Football. En direct.
Championnat du monde des moins de 20 ans. Groupe F:
Emirats arabes unis Angleserre (120 min). 660440
16.00 Cyclisme. En direct.
10.00 Cyclisme. En direct.
16.30 Cyclisme. En direct.
17.30 Cyclisme. En direct.
18.30 Cyclisme. En direct.
19.30 Cyclisme. En direct.

(30 min)

17.00 et 18.30 Tennis. En direct Tournel messieurs de Rosmalen (Pays-Bas) (90 min). 859372 19.00 Sports fun. En direct. Championnais du monde roller hockey. Quarts de finale, à Zell-am-See

Autriche) (60 min). 972556 20.00 et 22.00 Football. En différé. Champions du monde des moins de 20 ans. Groupe E : Argemine - Canada. 23.00 Golf. En différé. Masters d'Évian (60 min).

Muzzik 21.00 Son Damas de Cuba. Concert enregistré (95 min). 503665117

22.35 Flamenco à Montreux. Concert enregistré en 1997 (65 min). 505018961 23.40 Penderecki

Concert (75 min). 509516440 0.55 Penderecki

Signification des symboles :

On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Sous-titrage spécial pour les sourds et les maients

### * Thema: « Jardins », Arte,

Radio

France-Culture 20.30 Radio Archives.

Marciac, vingt ans dela.

Marciac, vingt ans dela.

105 Du jour an lendemant, Dans la
bibliothèque de Michel Editriot. 10.48
Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les
Nuits de France-Culture (rediff.).

#### France-Musique 20.00 Concert

20.00 Concert
franco-allemand.
Donné en direct de Berlin, par
le Cheur et l'Orchestre
symphonique de la Radio de
Berlin : Symphonie nº 104
Londres, de Haydn : Mesze en
fa mineur, de Bruckner, Rosa
Mannion, sograno, Metre
Ejsing, alto, Alexander
Spensann, tenor, Reinhard
Donn, basse.

22.30 Miusique piuriel.
Les Jeunes Compositeurs de
l'IRCAM. Compositeurs de
Steendautsen, Lemeland.

23.07 Miroir du siècle. 0.00 jazz-ciub. 1.00 Les Nuits de

#### Radio-Classique 20.40 Les Soirées

22.40 Les Soirées... (suite). Symphonie nº 5, de Bruckner, par Forchestre philharmonique de Berlin, dir. Ginter Wand. 0.00 Les Nuits de Radir-Classique.

#### Chaînes d'information

Information en contino, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews Journaux toutes (es demi-heures, avec, en soirée: 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.39, 21.39, 21.39, 22.39, 21.39, 21.39, 21.39, 21.39, 21.39, 21.39, 21.30

Joernaux toutes les démi-heures, avec, en soirée: 19,16 et 23,16 Gul-laurse Durand. 20,15 et 20,45 Le 18-21. 20,30 et 22,30 Le Grand Jour-nal. 21,10 et 22,12 Le Journal du Monde. 21,17 et 22,19, 22,44 Journal de l'Economie. 21,26 Cinéma. 21,42 Taik culturel. 0,15 Le Débât.

### 23.55 La sernaine sur Jimmy. 0.05 New York Police Blues. Maladresses (v.o.). 0.50 Spin City. Un nonreau depart (v.o.). 1.15 Friends (3' saison). The One Where Monica and

dirige Chostakovitch.

# Marie Comment of the Esplorer Esplor

19 00 ; a fête de le mainque the party of the strangers of the party of the same of W. Confest - Spar Printer. 1988

France

Supervision

Ciné Cinéfit NEW YORK STANK

22.00 (ACCOUNT OF PROCESSION ASSESSMENT OF THE PROCESSION ASSESSMENT OF TH 22.00 secretary barrowana.

E10 : Immir in quatre. The state of the s

the state of the s

SURPRISE-PARTY

THE RESERVE THE PROPERTY.

WAP DOG WAP

5.20 Journal, Milital ...

des trait majoritais

CALLET OFLER

Wildow's

Paris Première

15 The Person Manual Property of the Person of the Person

4 may 2 1 1986

.

25.05

1 m 1 2 mg/2

REVUE DE ESESSE

UBER177. 1

C5...

12 4 4 4 4

19.30

Marie - 1

LA FUREUR

SPECIAL FETE

DELAMUSIQUE

HOLLYWOOD NIGHT

An Le o

Tag (19)2 2.00 Journal 2.35 Fig.2 2.36 Soir 3

Planéte

Mimaux

Monthly and the state of the st

Address of the second of the s

France 2

Franc

The read 43 Things die Lother 

L'INSTON The state of the s DU SAME of the second

> · LES MAD DEL HEST

I rendere du metal Matter de E.S. james 1 E.M. et Chang

A service of the control of the cont 

22.00 Seriota Resi.

O OO Charles Marketing.

O OO Charles Marketing.

Film to Children.

If Marketing is immediately

of Marketing is immediately

of Marketing in immediately

for forther analysis of Paper age!

In forther invaluation of page 3.

The day had one office.

-String Chab

Le Nord attend la nouvelle Europe

En Suède et au Danemark comme en Finlande, la presse enregistre les progrès concernant l'emploi et l'environnement

réalisés par les Quinze à Amsterdam, mais regrette l'échec du sommet sur les institutions de l'Union

SVENSKA DAGBLADET

ne fournit pas pour autant de travail

aux chômeurs », estime, par ail-

leurs, le journal, qui considère que

les avancées « lentes et graduelles »

en matière d'immigration et de li-

berté de circulation témoignent

« des tensions entre Etots

membres » qui ont imprégné le

concentre sur l'annonce d'un réfé-

rendum sur le nouveau traité en

1998, n'en constate pas moins que

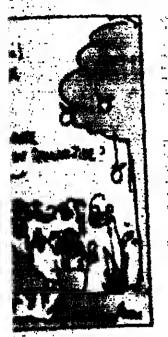
gauche est parfois inégal. Econo-

des allocations familiales par le fait

que leurs revenus atteignent

La presse danoise, si elle se

sommet d'Amsterdam.



THE REPORT OF THE PARTY OF THE THE PARTY OF THE PARTY. Maria Baran Cara Special Control THE RESERVE AND THE RESERVE AS THE PARTY OF And normalistic Kind and the states of medicale divise & Broker the saint ways a work story 金田 女一年後の神教を大き イガーバー The state of the contract of A ANGERT SE SPORTER THE SECOND SECOND THE CHARLE AND THE PARTY

Canal -

LES MERSTERS

State of the same the total distriction to their of my franch of bulleting

BEALMEARCH AT L'INVOLUNT E M

A ME TO SERVED T 24th & 42 ---

S. 141 " 41 🖷 tion a large State Toy Control Control e Named No. of the Paris

* *

Turburgers

STATE OF STATE OF

-/= -

3 4

300

Market

Aller Server and the second second

34 g (1 4 m) ***

The state of the s

3.6° * ...

1.05 Le Bureau, histoire du FBL (M). Du Borsaino au giles pare-balles (55 min). Animaux

20.00 Mortelle Australie. 21.00 Le Monde sauvage. A la recherche du rhinoceros monocoros

21.30 Le Magazine de Jack Hannah.

22.00 Le Monde de la nature.
Le renard pobire. 23.00 Wildlife International.

L'HUMANITÉ

On pronostiquait, sur la base de sa campagne, une relance classique par les salaires. Ce ne fut pas le cas, à la stupéfaction visible des députés communistes et d'une partie des socialistes. Il a voulu prendre le temps de faire des choix stratégiques en la matière, et, dans l'intervalle, il n'a pas voulu insulter Pavenir et notamment, se mettre hors des fameux critères de l'euro. Si, comme le prétendent certains experts, le montant des annonces

faites hier devait être de 10 milliards de francs pour 1997, c'est l'équivalent des crédits gelés par Alain Juppé avant la campagne.

ce que réclamaient les pays nor-

diques, désireux chacun de conser-

ver à tout prix leur seul commis-

saire]. Mais, ajoute ce journal, les

décisions sur les autres réformes ins-

titutionnelles devront attendre », re-

tardant d'autant le processus

d'adhésion de nouveaux membres

à l'Union, en particulier des pays

baltes dont les Nordiques se sont

« On ne peut pas ne pas employer

le mot fiasca », renchérit sur le

même registre Dagens Nyheter à

propos de la «pramesse» de

Stockholm de « lutter pour la cause

balte ». « Le succès le plus net de la

Suède - un chapitre particulier sur

l'emploi (dans le nouveau traité) -

reflète un infléchissement dans le

sens socialiste sur ce point ; le texte

fait les principaux avocats.

Claude Cobanes

nistre du gouvernement de la

■ Il n'y aura donc plus d'enfant écarté de la cantine scolaire parce que ses parents n'ont pas assez d'argent, il n'y aura donc plus d'emploi rayé de la carte de la fonction publique, il n'y aura phis « le droit du sang », si étranger à notre histoire, substitué au « droit du sol », il n'y aura plus de service public menacé, transformé en « objets de profit ». (...) Pourtant, le paysage tracé par le premier mi-

miquement et socialement, l'augmentation du SMIC de 250 francs (brut) environ par mois pour plus de deux millions de salariés aurait pu être plus conséquente. Et la disposition qui prive 500 000 foyers

25 000 francs par mois - ce n'est quand même pas le Péron ! - fait LA TRIBUNE

Philippe Mudry ■ En homme politique conséquent, Lionel Jospin s'est efforcé de répondre aux attentes de ceux qui l'ont porté au pouvoir, en prononçant un discours de gauche sans ambiguité. Sa logique volontariste, redistributrice, et qui place l'Etat au cœur du processus économique a tout pour enchanter ses électeurs. Et tout pour attrister ceux qui pensent que la restauration des valeurs de la République peut parfaitement s'accompagner d'un renforcement des intérêts privés dans l'économie.

ché d'une souris », pour reprendre

l'expression du Fyens Stiftstidende.

« Le sommet des Quinze n'a pas été

le grand pos en avant souhaité par

les partisans de l'Union et redouté

par ses opposants », constate )yl-

lands-Posten. Le « traîté d'Amster-

dam », contrairement à celui de

Maastricht, n'a « pas débouché sur

de vrais nouveaux domaines de cao-

nération et encare mains établi de

nouvelles structures », pour Berling-

Le premier ministre danois Poul

Nyrup Rasmussen, reconnaît Kris-

teligt Dagblad, peut néanmoins se

LE FIGARO Franz-Olivier Giesbert

ske Tidende.

C'est l'anti-Machiavel. On est très loin, avec lui, des artistes de la politique à la Mitterrand, des artificieux docteurs du social-réalisme. Il y a du Blum en lul. C'est sa force. C'est aussi sa falblesse. Le premier ministre n'était pas vraiment fait pour l'exercice auquel il s'est livré hier. Après avoir avalisé, au som-

prévaloir de quelques « claires de tulipes qu'ils devront planter euxaméliorations concernant des domêmes et faire pousser. » maines dans lesquels le Danemark avait choisi de jeter ses forces, prin-Benoît Peltier met d'Amsterdam, l'euro qui impose la rigueur, il devait montrer à ses électeurs qu'il restait fidèle à son programme placé sous le signe du laxisme. (...) M. Jospin fait penser à sainte Thérèse qui disait : « Je

choisis tout. » Tont en l'espèce, c'est la réduction des déficits et l'augmentation des dépenses, la baisse du chômage et l'accroissement des contraintes, la diminution des prélèvements et la multiplication des fonctionnaires, la reprise économique et la montée du dirigisme. (_) L'histoire montre qu'on ne peut être à la fois socialiste, intelligent et cynique. François Mitterrand était intelligent et cynique. Pas vraiment socialiste. Lionel Jospin est socialiste et intel-

ligent. Pas vraiment cynique.

cipalement l'emploi et l'environne-

La presse de Finlande, dont le

taux de chômage est l'un des plus

forts en Europe (environ 16 %), sa-

lue également les avancées enre-

gistrées en matière d'environne-

ment et d'emploi, mais regrette

que les principaux objectifs de la

CIG n'aient pas été atteints. Pour

Hufvudstadbladet, les bouquets de

tulipes hollandaises distribués aux

participants résument le sommet :

Les tulipes expriment le regret que

les décisions importantes et difficiles

ont été oubliées (...) Les chômeurs.

pour leur part, ont reçu des oignans

#### EN VUE

■ Le prince Charles dénoncait. à l'occasion de la Fête des pères, le bas niveau des écoles britanniques, qui n'ont plus « une vision disciplinée de la vie ». Ce même jour, 675 adolescents anglais, questionnés par l'institut Harris, jugealent que le prince était l'un des plus mauvais pères de Grande-Bretagne, parce qu'il ne passait pas assez de temps avec ses enfants

■ A l'approche de la mousson, les bûcherons de la province du Lamphun, en Thallande, dopent leurs éléphants pour accroître leur rendement. Plusieurs animaux sont morts depuis de summenage et d'épuisement, dénonce Soraida Salwala, secrétaire générale de la Fondation des amis des éléphants d'Asie. Les pachydermes sont « bourrés » de bananes aux amphétamines.

■ Lundi 16 juin, à Touffreville-la-Corbeline, près de Rouen, un violent orage éclate. Sylvie Pain, propriétaire d'un chenil, est emportée par le déluge. Igor, un labrador, la sauve de la novade. Un torrent de boue la submerge. Le chien la rattrape encore et l'aide à nager pour atteindre sa maison, où elle peut sauver ses enfants. Un voisin ira secourir au moven d'un engin de terrassement Sylvie. Roxane et Matisse, réfugiés sous des

■ Les Baptistes du Sud, première Eglise protestante américaine, boycottent le groupe Walt Disney. accusé de « promouvoir des idéologies immorales » et d'organiser régulièrement des « gay days » dans ses parcs. Le pasteur Richard Lang s'interroge : « Allons-nous voir Mickey quitter Minnie pour aller vivre avec

TF 1

16.40 Dingue de toi. Série. 17.15 Hercule, Série. 18.05 Melrose Place, Feuilleton.

andre Culture

Anantal Masicul

شڪانيون ۾ ان ان ان ايا ان ا

43.7

r = a T

19.00 Beverly Hills. Le choix de Nancy. 19.55 Comme une intuition. 20.00 Journal, L'image du sport, Tierce, Météo.

LE SOMMET d'Amsterdam a-t-

il été un succès pour la construc-

tion européenne? La presse nor-

dique semble en douter, en analy-

sant les résultats de la rencontre.

L'objectif de la conférence inter-

gouvernementale (CIG) « n'était

pas de discuter de l'emploi ou de

l'égalité mais de mener à bien les

changements, dans le traité de

l'Unian européenne, qui seront né-

cessaires à l'élargissement de celle-

ci », ce qui n'a pas eu lieu, écrit le

quotidien suédois Svenska Dagbla-

« Certes, ajonte-t-il, les chefs

d'Etat et de gouvernement sont

d'accord pour que chaque grand

pays renonce à l'un de ses deux

sièges à la Commission lorsque dé-

butera l'élargissement de l'Union

La principale surprise dans les

mesures annoncées par Lionel Jos-

pin n'était pas là où on l'attendait.

**REVUE DE PRESSE** 

LIBÉRATION

20.42 Simple comme...

20.45

LA FUREUR, SPÉCIAL FÊTE **DE LA MUSIQUE** En direct. Divertissement présenté par Arthus (205 min).

Super karooké au Parc des Princes.

HOLLYWOOD NIGHT Vengeance de filc. Téléfim ∆ de Darrell Davenport, 2242984 Lors de son enquête, un détective découvre que le meurtre d'un procureur et celui d'un officier de police, perpétrés dans deux villes distantes, sont

grande envergure... 1.40 et 2.20, 3.20, 4.20 TF1 nuit. 1.50 Les Rendez-vous de l'entreprise. Ma-gazine. 2.30 et 4.35, 5.15 Histoires na-turelles. Documentaire. 3.30 Cirls à la dérire. Peullenon . (3/8) (red/ft). 5.00 Musique. Concert (15 min).

20.00 Le Bonheur des autres. Téléfilm de Charles Bissch, avec Roger Mirmons, Claude jade (90 min). 32308280

21.30 Déjà le retour.

22.00 Journal (France 2).

0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Aoutara.

22,20 Power.

23.15 Les Nouveaux

0.15 La Chonette

et le Bûcheron.

22.35 Fête de la musique.

19.35 Le Crime quotidien.

jeunes filles Baga.

Explorateurs. Les dauptirs de la marine américaine.

21.25 Collection royale. (2/s). 21.55 15 jours sur Planète.

France 2

15.40 Samedi sport. 15.45 Tiercé à Vincennes 16.00 Athlétisme 18.05 Viper, Série. 19.00 Telé qua non.

Magazine. 19.50 et 20.45 Tirage du Loto. 19.55 Au nom du sport. 20.00 Le journal, Météo.

20.50 SURPRISE-PARTY

par Pascal Sevran. Invités: Hervé Vijard, Patrick Flori, Jean-Luc Lahaye, G. Squad, Ricky Martin, Linda Lemay, les Décibelles, Formule 3, Carlos, 3 T, Andrew, Preuve par 4, Francesco Sierra

23.05 WAP DOO WAP

Spécial Jazz français. Présenté par Michel Leeb. Invités : Martial Solal. Richard Galiano, Les 6 et demi, Christian Morin, André et demi, Christian Morin, André Ceocarelli (75 min). Enregistré au « Hot Brass » à 0.20 Journal, Météo. 0.40 Le Concert des mille musiciens

(105 min). 2021613 2.25 Borillon de culture. Magazine (redifil.) 3.30 Une école en marge. Documentaire. 4.25 Aventures en montrapolière. Documentaire. 5.20 Aux. marches du palais. Documentaire. 1.2 faire seznec. 5.35 Chip et Charly. Dessin arismé. Le trésor de Partirette (35 min).

Paris Première

20.25 The Greatest Music

23.05 Nova, Magazine.

France

Supervision

Ciné Cinéfil

20.40 Le Chib. Magazine. Invitée : Marie-France Pisier.

22.00 Bernard Herrmann,

23.00 Adresse inconnue E

0.10 L'Amour en quatre

(1944, N., vo., 70 min).

dimensions 
Film de J. Romain, G. Poccini,
M. Guerrini et M. Milda

(1965, N., 105 min). 31156464

5507112

un portrait.

19.00 La fête de la musique

La Nuit des amateurs. Concert. En direct de la Maison de Radio-France, en

partenariat avec France

Musique (360 min). 52488808

Party in the World. Concert enregistre en 1995

(95 min). 73196792 22.00 Simply Red. Concert enregistré en 1996 (65 min). 41029402

23.05 NOVA. Magazine.

0.00 Charlie Parktur.
De Gary Ciddius
et Kendrick Simmons.

1.05 Hommage
à Charlie Partier.
Concert enragistré à Paris lors
du festhal "Falle that Jazz" à
Paris en 1989 (60 min).

France 3 18.20 Questions pour

un champion. Jeu. 18.47 et 1.50 Un livre, un jour. de l'information.

19.10 Journal régional 20.00 Météo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. Magazine.

L'HISTOIRE DU SAMEDI

SI LE LOUP Y ÉTAIT. Téléfilm de Michel Sibra, avec Julien Gulomar (85 min). Le dur apprentissage de la vie d'un gamin parisien venu chez ses grands-parents.

22.15 **▶ LES BRÛLURES** DE L'HISTOIRE

Les collabos (1940-1944), avec la participation de Jean-Pierre Azéma Pétain tente après l'armistice d'insuffler à la France sa « révolution nationale ». 23.25 Journal, Météo.

Dee Dee Bridgewater (120 min). 1.55 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. L'otage. 2.45 Mu-sique graffiti. Magazine (20 min).

20.25 ► Ciné Cinécourts.

cinq Prix Ciné Cinécours de la saison.

dimanche I = = Film de François Truffaut (1983, N., 110 min). 57117150

Ciné Cinémas

23.00 Vivement

Festival

20.30 Les Aventuriers

22.60 Tu ne me reventas

Série Club

19.55 Highlander. Amour à mort.

20.45 Banacek. Escans

de Superman. Un homme étranç d'ailleurs.

23.35 Mission impossible. Retour au pays (50 min).

22.45 Code Quantum.

22.00 Lois et Clark.

jamais.
Telefim de juan Luis Birhuel,
avec Yves Benayton
(55 min).
42237537
22.55 Le Voyagerm.
Double vie. Falt main
(90 min).

les nouvelles aventures

La Cinquième

18.00 Les Grandes Biographies. Franklin Delano Roosevelt. 18.55 Le Journal du temps.

Arte 00 Hale and Pace. Strie [6/7].

19.30 Histoire parallèle. Magazine Semaine du 21 Juin 1947. Où va le Commonwealth? Invité: James Steel. 20.15 Le Dessous des cartes. Le Pakistan. 20.30 \$ 1/2 Journal.

20.45

L'AVENTURE DES SCIENCES : LA LÉGENDE DES SCIENCES Documentaire de Robert Pansard-Besson et Michel Serres. [2/12] Découvrir : les âges de la découverte (1996, 50 min).

Les grandes étopes de la recherche scientifique

21.35

L'AVOCAT

Canal Jimmy

21.50 Spin City.

23.15 Des agents très spéciaux. Une belle discothè

22.15 Tas pas une idée?

0.05 Motor Trend. Magazine.

0.30 Seinfeld. L'allergie (v.o., 30 min).

**Disney Channel** 

19.40 L'incorrigible Cory.

21.00 Des couacs en vrac.

de compositeurs.

20.30 Téva débat. Magazine.

20.55 et 22.30 Prête-moi

ta vie. Täéfim de Mehdle Shaveis et Robert Chenault avec Stefanie Powe (95 min).

the News Boys 
Film de Kenny Ortega
(1992, 120 min). 5110247

21.40 Pariman. De Barthélémy Fougea.

20.30 Planète Disney.

22.10 Newsies

0.10 Histoires

Téva

21.00 Friends (3ºme saison).
The One Where Ross and
Rachel Take a Break.
The One With the Morning

Légitime défense, Série (45 min). 22.20 Metropolis. Theodore Monod; Egypte [2/5]: Mahmoud Moussa ; Tériade ; Stephan Hermiin, de Chris Marker ; Nouvelle Irlande (59 min). 8 23.19 Nuit spéciale Fête de la musique.

23.20 Music Planet: Stop Making Sense. Film documentaire de Jonathan Demme L'un des gronds concerts du groupe new-yorkais Talking Heads. 0.45 Lost in Music: Regeae Revolution. 491126

Documentaire (1995, 55 mln).

1.40 Jazz Collection: John Coltrane. Documentaire de Jean-Noël Cristiani (1996, 55 min). 7140087

Eurosport

15.15 Cyclisme. En direct.
Tour de Suitse. 5° étape (c.l.m., 32,1 km)
(75 min). 8415841

(75 min).
19.00 Sports fun. En direct.
Championnats di monde de
roller hockey, Demi-finales
""" min).
455402

20.00 Athlétisme. En différé. Coupe d'Europe. Finale.

21.30 Boxe.
Combat poids loants:
Larry Donald (EU) - And
Willies (EU).
22.30 Formule Indy.

23.00 Golf. Masters d'Evian

21.00 Suivez le guide. 22.45 Deux jours en France.

23.00 Blue Ocean. 23.25 Chronique Lanzmann.

20.15 Symphonie nº 8 d'Anton

Dvorák. Concert enregistré à l'Alte Oper de Francfort.

Concert (35 min). 500043402

Voyage

Muzzik

(45 min). 5 21.00 Second souffle.

23.30 Yvette Horner,

21.55 Accordéon for ever.

22.25 Marc Perrone Tentet.

et l'Orchestre

europécu.

18.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. 19.05 Turbo. Magazine. 19.40 Warning, Magazine 19.54 Six minutes 20.00 Spécial plus vite que la musique. La France au top. 20.35 Les Samedis

fantastiques. 20.45

**BURNING ZONE** Série O (160 min). 14944334

Une nouvelle série dans laquelle une équipe de jeunes chercheurs est formée par le gouvernement pour veiller à la sauvegarde de l'humanité. L'Ange de la mort. L'épisode pilote de la série. Trois archéologues ont trouvé la mort après avoir été en contact avec un virus qui infectait une très vieille momie. La tour du silence. Un nombre anormal élevé de suicides a été constaté dans un gratte-ciel

de Chicago. Traitement fatal. Alors que deux élèves se disputent dans la cour d'un lycée, i'un d'entre eux se tranforme en torche vivante. 23.25 Liaison maléfique

de Deryn Warren, avec Mark Hammin 1.00 La Nuit des clips (415 mlp).

Chaînes

Euronews

LES CODES DU CSA

O Accord parental

CNN

LCI

d'information

information en continu, avec, en soirée: 20.00 World Business This Week. 20.30 Computer Connection. 11.00 Moneyweek. 11.00 Science and Technology. 22.30 Best of Insight. 23.00 Early Prime. 23.30 World Sport. 0.00 World View.

Journaux toutes les deml-heures, avec, en soirée : 19.45, 22.45 Click 7. 20.15 90 Est. 20.45, 23.45, 0.15, 1.75 NO Comment. 21.15 360 Nord. 21.46 Eurozeom. 22.15, 23.15 Sport. 0.45 Visz. 1.45 Art Collection.

Canal +

16.20 Les Superstars du catch. 17.15 Rugby. Tournée (best no 1). Afrique du Sud - Lions britanniques.

En clair jusqu'à 20.35 18.50 Flash d'information. 19.00 T.V. + Magazine. 20.00 Les Simpson. 20.30 Pas si vite.

20.35

BLAKE ET MORTIMER L'affaire du collier. Série [7/13] (45 min).

452957 Marie-Antoinette réapparaît pour faire disparaître le collier qui l'a fait décapiter...

21.20

L'HOMME **DE NULLE PART** Ecran total Série (45 min). 790911 22.05 Les Gorilles n'ont pas le moral. Documentai 23.00 The Glass Shield Film (1995, 104 min).

0.45 Les Maîtres du monde Film (1995, v.o., 100 min). 1884377 2.55 Le Hasard Film (1982, v.o., 115 min).

4.50 Lancelot ■ Film (1994, +, 129 min). Radio

France-Culture 20.35 Si ça vous chante. 20.45 Fiction : Nouveau

22.35 Opus. Faires

0.05 Fiction: Tard dans Is muit. La Porte dans le mur, de Herbert George Wells. 0.48 Chroniques du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique 21.00 Concert de musique

22.00 Concert. Downé en direct de la salle Olivier-Messiaen, à Radio-France, par l'Orchestre national de France et le Dodécabande de Marital Solal, dir. Didier Benetti.

23.07 Jazz avec le Dodécaband de Martial Solal. Concert donné en direct de la salle Olivier-Messiaen, à Radio-France.

1.00 Les Nuits de France-Musique Radio-Classique

20.40 Théophile Gautier et la musique. 22.40 Oa Capo. Guillaume Tell, ouverture, de Rossini, par le Philharmonique tribeque, dir. Karel Anceri; Davidsbündlertianze, de R. Schumann, Firkussy, piano; Concerno pour piano op. 33, de Dvorak, par l'Orchestre de St. Louis, dir. Süsskind, Firkussy, piano. B.00 Les Nuïes de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

TSR 20.30 My Girl. Film de Howard Zieff (1991, 105 min). Avec Dan Ayfunyd, Jamie Lee Curtis. Condetie. 0.30 Razorback. Film de Russel Mulicalry (1984, 95 min). Avec Gregory Harrison, Arisle Whiteley. Faminstique.

Demain, dans le supplément

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA • « Envoyé spécial » fête sa 300°.

Les raisons d'un succès. • France-Culture, un entretien avec Jean-Marie Borzeix avant son départ.

Silicon Alley, les medias de demain s'inventent à New York. Le film de la semaine : « Last Seduction », de John Dahl.

On pour voir. ■ Ne pas manquer

J.C.I journam toutes les denil-heures, avec, en soirée : 19.12 et 23.12 Voure arjent. 19.30 et 22.30 Le Grand Journal. 19.45 et 0.15 Box Office : 20.15 Nautisme. 20.42 et 0.43 Emploi. 20.55 et 23.56 Découvertes. 21.10 Journal de la semaine. 21.26 et 23.51 Auto. 21.36 et 0.56 Place su livre. 22.12 1. Evénement de la semaine. 21.26 et 23.51 Millimédia.

Signification des symboles : ▶ Signalé dans « Le Monde Tálévision-Radio-Multimédia »

■ ■ Chef-d'œuvre ou classique. Sous-titrage spécial pour les sourds

△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. Public stulte ou

et les malentendants.

### Le Monde

### Le Gros Œil

par Pierre Georges

CELA fera tout de même assez chic. Quand vieodra la rituelle questino, « et vous, vous allez en vacances aù? », il suffira de prendre un air dégagé, une mine modeste, le regard bleu explorateur, et de répnodre: « Cette année? On sangeait à l'Antarc-

M. Le Trouhadec saisi par Ushuaia! Antarctique et Arctique sont les deux pôles du toorisme nouveau. Antarctique surtnut. Adélie-les-Flots-Blancs Ses plages de glace fine. Ses manchots empereurs. Ses phoques farceurs. Ses pétrels géaots. Ses ours eo teoue camouflée. Ses nuits sans jour, à mnins que cela ne soit l'inverse, Germaine, fais les valises et prépare les raquettes l

Apprenant les grandes menaces qui pèsent sur l'écosystème antarctique, du fait, ootamment, de l'afflueoce des touristes, on ne put s'empêcher de frémir. Non pas sur les maiheurs de ce grand désert blanc et qui entend le rester. Non pas sur les nutrages irréparables infligés à cet espace « dédié à la paix et à la science ». Thut cela est fort embétant, certes, Mais moins que ce qui attend les touristes, ces hardes valeureuses, pionnières et plétonnières, qui errent par moots et pôle. Saveot-ils bien où ils mettent les pleds, ces braves gens? Dans la glace, bien sûr, mais pas seulement. Er l'on va se faire ici un plaisir, et un

devoir, de les en informer. Il y a quelques mnis, avec la certitude tranquille que cela finirait bien par servir un jour, on avait mis de côté un article d'El Pais. L'auteur y confirmait, en tout point, ce que tout utilisateur du périphérique sud sait Que le temps y est long. Que les températures y sont au plus bas. Que le voisinage n'est pas causant. Que les immensités de giace et de oeige finissent par taper sur le système. Tootes choses évidentes, pour ainsi dire mac-mahonesques.

Mais nù cela devenait franchement intéressant, c'est dans le técit d'une étrange affaire, intitulée « Mutinerie dans l'Antarctique ». Sur la base américaine de McMurdn Sound s'étaient produits de rudes événements: bagarre générale, refus d'obéissance, trois cuisiniers ootammeot s'étant poursuivis, dans la nuit polaire, pour, de leurs instruments de travail, se décnuper en tranches. Le FBI envoya ses inspecteurs. Leurs conclusinns furent formelles. La base avait été frappée du syndrome dn Big Eye, do Gros ŒIL, découvert par un certain docteur Walton. Luimême, après de longs séjours sur la banquise, avait ideotifié ce mal étrange de la solitude, de l'infini, au fait que ses victimes not le tegard fixe et rnod, comme figé sur l'horizon, en quête d'évasinn.

Le Big Eye était dans l'Antarctique. Et il cognait partout. Sur cette base australienne de Casey, doot le directeur devint comme fou à l'idée qu'un de ses collaborateurs ait pu déserter son poste pour rejoindre sa femme. Sur la base argentine d'Almirante Brown, que son médecin finit par incendier, fin 1983, pour abréger son séjour. Sur cette autre base, dans l'Arctique celle-là, où un sclentifique soviétique, excédé par son partenaire aux échecs, lui fendit le crâne à la hache d'un mat définitif. Bref, tnut cela pour avertir que l'abus d'instinct : que l'Antarctique, d'Antarctique, d'Arctique et de c'est immense, fruid, lointain, giace nuit gravement à la santé! d'Antarctique, d'Arctique et de

### La France a proposé en vain aux Quinze la création d'un fonds européen de croissance

« Le Monde » révèle les principaux points du mémorandum sur l'emploi refusé par les Allemands

JEUDI 12 juin, à la veille du sommet franco-allemand de Poitiers qui a servi à préparer le conseil européen d'Amsterdam, le gouveroement français transmettait à Bonn, dans un mémorandum confidential, ses propositions pour un « pacte de stabilité, de croissance et d'emploi ». Celles-ci se heurtaient aussitôt à un tir de barrage des Allemands.

Tel qu'il nous est parvenu, le texte de ce mémorandum se distingue de la résolution d'Amsterdam en ce qu'il suggère la mise en ceuvre de mécanismes de coordination très concrets et la mise en place d'un fonds européen de croissance ao sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) ; les Français ont en nutre été obligés d'accepter que figure dans le texte final un long passage fixant aux Ouinze comme « objectif prioritaire » les réfirmes nécessaires pour « développer une force de travail adaptable » et « rendre les marchés du trayail réactifs aux changements économiques ». Si le ministre de l'écnonmie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, se satis-

faisait à Amsterdam que o'y figure pas le mot «flexibilité», ce paragraphe o'en reprenait pas moins largement les positions défendues par les Britanniques.

Les Français out surtout nbtenu la réunioo d'un conseil européen extraordioaire sur l'emplni à l'automne et la préparation pour le cooseil de Luxembnurg, en décembre, d'un rapport de la Commission et du Conseil sur l'amélioration de la coordinatinn des politiques. La BEI examinera en nutre ce qu'elle pourrait faire pour financer des actions favorisant Pemploi.

REGLES COMMUNES »

Le mémorandum français préconisait la création d'un « pôle de caardinatian ou service de l'emplai ». Il engageait le conseil Ecofin, dans des politiques de l'empini. « en étroite coordination avec le conseil des affaires sociales, la Cammissian et les partenaires sociaux, à s'employer à tirer le meilleur parti du marché umque et de la mannaie unique en vue d'accroître le niveau de l'emplai dans les pays de l'Unian ». Il suggérait notamment de « prendre systématiquement en compte l'emplai dans les politiques communautaires et définir des règles cammunes favorisant l'emplai dans les damaines qui relevent des compétences natia-

Considérant que « la création de l'UEM imposera un besoin de coordination accrue des palitiques économiques des Etats participant à la monnaie unique », le mémnrandum proposait de mettre en œuvre des mesures concrètes pour « renforcer la concertation sur les questians d'intérêt commun (politique de change, adaptatian des palitiques budgétaires, réformes structuelles à mener) »; « assurer un dialague harmanieux entre le Conseil et la Banque centrale eurapéenne»; « éviter la compétition fiscale entre

les Etats membres ». Il invitait le Cnnseil et la Commission, dans leur rapport au conseil européen de Luxembourg, à indiquer « si pour accomplir les tâches mentionnées ci-dessus il paraît opportun de créer une structure spécifique de coordination des

Etats membres participant à la monnaie unique ».

Le texte préconisait ensuite un « pôle pour la nouvelle croissance ». Il engageait les Quinze à se concentrer « sur la création des conditions macra-économiques d'une croissance soutenable et revoir la nature des dépenses et des recettes publiques afin de se mettre d'accord sur des mesures spécifiques pour augmenter l'intensité en emplois de la croissance et supprimer les obstacles à la création d'emplois ». Il proposait de demander à la BEI « d'étudier activement la création d'un fonds européen de croissance dant le but sera de faciliter le financement de projets de haute technologie », l'eogageait à élargir son champ d'intervention et de renforcer ses aides aux grands réseaux. Il préconisait de créer « dès 1997 », avec les réserves de la CECA, un fonds pnur la recherche industrielle. Enfin, il invitait la Commission à mieux utiliser les ressources du budget comunautaire en faveur

d'actions pour l'emploi.

Henri de Bresson

### Les réactions au discours de politique générale de M. Jospin

d'enseignants expriment un avis mitigé sur les propositions de Lionel Inspin. « Certaines mesures sociales que nous demandians sont rétablies ou instaurées, remarque la Fédération syodicale uoitaire (FSU), principale organisation chez les enseignants et les personnels qui ajnute : « Un très grand flau subsiste sur les mayens nauveaux qui serant dégagés pour la prochaine rentrée. » Sur le même registre, le SNES (FSU) semble regretter que le premier ministre o'ait pas « dégagé d'idées essentielles, notamment en etudant la formation professionnelle et l'avenir des réformes en cours ». Tout en considérant que les propositioos annancées ne snot pas « négligeables », il estime qu'elles « sant lain des mesures urgentes pour renforcer les moyens d'enseignement. » Cette « madestie » s'explique, note le SNES, par « le flou du voiet économique et social ».

Si la FEN se réjouit du rappel des valeurs républicaines, elle reste aussi sur sa faim : « Nous attendions un collectif budgétaire maintenant. car si naus manquons les mesures paur la rentrée, c'est un an de perdu », souligne le secrétaire général de la Fédération de l'éduca-

tion nationale, Jean-Paul Roux. Jean-Michel Boullier, secrétaire géoéral du SGEN-CFDT, se félicite que « l'éducation et la recherche redeviennent priorités, mais il reste à concrétiser cette valanté dans l'immédiat et à plus long terme ». La fédératioo des conseils de parents d'élèves (FCPE) enfin souscrit au « discaurs humaniste et progressiste » du premier ministre. Mais elle ne peut « se satisfaire de l'absence d'engagement précis en

matière de collectif budgétaire. » • JUSTICE. Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) se félicite de l'engagement de ne pas intervenir dans les affaires individuelles. « Il fout cependant aller oudelà des déclorations de principes qui sont communes à tous les gardes des sceaux et inscrire cette nouvelle

● ÉDUCATION. Les syndicats donne dans la loi », ajoute le SM. Le Syndicat approuve l'alignement du statut des magistrats du parquet sur celui du siège, mais à condition que le scrutin réglementant l'élection des magistrats au CSM soit réellemeot pluraliste et que la composition du Conseil soit élargie afin de lutter contre le corpora-

L'Associatioo professionnelle des magistrats (APM, droite) dénonce dans un communiqué les « projets aventureux du gauvernement ». L'APM estime que « loin d'assurer l'indépendance de la justice, la liberté totale dans la canduite de l'action publique octroyée aux parquets ne peut que conduire à une dérive à l'italienne ». Pour l'APM, « le nauveau pouvair socialiste » « prend le risque d'une hausse de la grande et mayenne délinquance, semblable à celle que la France a connue à partir de 1981 ».

● POLICE. « Les mesures annoncees par le premier ministre vant dans le bon sens, mais il faudra être vigilant sur leur application », a déclaré la Fédération autnonme des syndicats de police (FASP), qui a été naguère l'appui principal de la gauche dans l'institution policière, mais qui est en proie actuellement à de graves difficultés. « La mise en place des contrats locaux de sécurité est une bonne mesure, mais il reste à définir les missions et le statut des personnes occupant les emplois de sécurité. Nous serons aussi attentifs à ce que le rééquilibrage en faveur des pauvoirs du maire n'obèrent pas excessivement ceux du ministère de

« Nous attendons surtout des précisians cancernant la créatian de 35 000 emplois de sécurité », estime le Syndicat national des officiers de police, tout en précisant qu'll conviendra de « bien répartir les rôles » entre les policiers et les personnes affectées à ses tâches de sécurité. « Globalement, les propositions de M. Jospin vont dans le bon sens mois il reste à examiner précisément le sens de chaque mot. »



Tirage du Monde daté vendredi 20 juln 1997 : 54 430 exemplaires non distribués 1 3